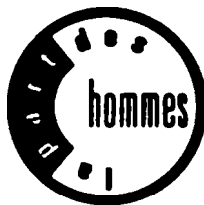


**Gracchus Babeuf,
avec les Égaux**

Collection « **LA PART DES HOMMES** »



- **Lissagaray, la plume et l'épée, René Bidouze.**
- **Jules Guesde, l'apôtre et la Loi, Claude Willard.**

A paraître :

- Marie Guillot
- Madeleine Pelletier
- Marceau Pivert
- Eugène Descamps...

Jean-Marc SCHIAPPA

Gracchus Babeuf, avec les Égaux

Collection « **LA PART DES HOMMES** »

Les Éditions Ouvrières
12, avenue de la Sœur-Rosalie
75013 Paris

Pour Marlène et pour Carla

Tous droits réservés
© Les Éditions Ouvrières, 1991

ISBN 2-7082 2892-7

Imprimé en France

Printed in France

Introduction

Quatorze juillet mil sept cent quatre-vingt-neuf.

Cette date est entrée depuis deux siècles dans l'histoire du monde. Aux yeux de millions et de millions d'êtres humains, ce jour-là marque l'ouverture de la Révolution française. Cette fabuleuse aventure humaine paraît tellement extraordinaire que, pour désigner les événements survenus en France entre 1789 et 1799, on a longtemps parlé de *La Révolution*, comme s'il n'y en avait eu qu'une et qu'il n'y en aura jamais qu'une seule. Exagération sans doute, mais qui souligne le caractère unique de la Révolution française.

Quatorze juillet mil sept cent quatre-vingt-neuf.

En Picardie, un homme qui n'a pas encore trente ans et qui est déjà gagné à l'idée communiste a cherché à rallier les assemblées électorales des États généraux à ses convictions démocratiques. Spécialiste du droit féodal, ses chicanes avec les familles nobles l'ont conduit au bord de la faillite. Il s'appelle François-Noël Babeuf ; par la suite, il se baptisera Camille, puis Gracchus.

Dans la foule des parisiens qui se ruent à l'assaut de la Bastille, à la fois prison et symbole exécré de l'Ancien Régime, un étudiant en droit originaire du Pas-de-Calais. Il s'appelle Augustin Darthé, il a vingt ans. Il sera blessé dans l'émeute et obtiendra le titre envié de « Vainqueur de la Bastille ».

Dans la foule, il y a aussi de nombreuses femmes comme les dames de la halle, qui depuis plusieurs semaines, chantent à l'attention des nobles :

« Vous qui nous traitez de racaille
Si poliment
Comme nous, vous paierez la taille
Bien noblement. »

L'auteur de cette chanson est un poète bègue et timide qui rêve d'un idéal campagnard communiste. Il a pour nom Sylvain Maréchal.

Mais l'aventure qui commence ne se limite pas à la France.

En Italie, en ce moment, un étudiant en droit d'origine noble suit avec passion les récits venant de France. Bientôt, Filippo Buonarroti (tel est son nom) quittera tout, laissant les honneurs, et partira en Corse rejoindre la Révolution.

Sur un autre continent, au même moment, en Amérique du Nord, vit un jeune homme, Robert François Debon. Après avoir vécu en Normandie, il a quitté la France pour l'Angleterre puis pour Saint-Domingue, avec en tête l'idée de partir à la recherche de « l'homme de la Nature ». Il remonte le Mississipi à la rencontre des Indiens, chez qui il séjournera et dont il gardera le meilleur souvenir.

Ces hommes ne se connaissent pas ; pas plus qu'ils ne connaissent le marquis d'Antonelle, un épicurien, capitaine de l'armée qu'il avait quittée quand il pouvait prétendre à une carrière tranquille, avec croix de Saint-Louis et pension ; ils ne connaissent pas plus Félix Lepeletier, lui aussi de famille noble, et qui rompra très vite avec sa caste. Ces hommes ne pouvaient pas se connaître en 1789 : comme des dizaines de milliers et de milliers d'autres, ils sont en passe de devenir d'ardents révolutionnaires. Ils paieront cher cet engagement.

Sept ans plus tard, et au nom de cette Révolution ! Babeuf et Darthé seront guillotins, Buonarroti condamné à la déportation, Antonelle jeté sur le banc des accusés, Debon et S. Maréchal proscrits.

Lepelletier inscrit sur la liste des émigrés, lui, le pur révolutionnaire, aussi pur que ses amis !

En 1796, ces hommes — et c'était là leur seul crime — avaient dirigé en plein reflux de la Révolution la première tentative communiste, la Conjuraton pour l'Égalité, ce qui est à la fois le « spasme suprême » (J. Jaurès) de la Révolution et aussi, le début d'une autre épopée humaine, non achevée à ce jour : la lutte pour l'Égalité.

Ces hommes et leur combat, nous allons tenter de les présenter ici.

CHAPITRE PREMIER

LA JEUNESSE DE BABEUF

« Je suis né dans la fange. Je me sers de ce mot par lequel nos anciens grands avilissaient tout ce qui n'était pas autant qu'eux éloigné de la nature : je me sers de ce mot, dis-je, pour exprimer fortement que j'ai reçu l'être sur les derniers degrés de la misère, par conséquent sur les premiers degrés du sans-culottisme. Mon père, vieux soldat, s'était réduit à falloir prendre un simple emploi de garde des fermes générales. Les appointements que je lui connaissais furent de 19 à 23 livres par mois. Il n'avait pas un sol de patrimoine. Ce fut avec ce salaire extrêmement exigu qu'il éleva en partie treize enfants dont j'étais l'aîné. Je dis qu'il éleva en partie ces treize enfants, car la profonde misère qui mettait sa femme dans l'impossibilité de leur administrer tous les besoins nécessaires, en tua neuf à un bas âge. Trois de mes frères et sœurs, et moi, survécûmes. »

C'est ainsi qu'en décembre 1793 Babeuf (qui ne se prénommaient pas encore Gracchus ni même Camille avant la Révolution) décrivait les conditions de sa naissance, dans ses mémoires qui resteront inachevés. La naissance du futur Gracchus eut lieu à Saint-Quentin, en Picardie, le 23 novembre 1760. On baptisa l'enfant des prénoms François-Noël. De nombreuses légendes furent colportées sur sa famille et sur sa

jeunesse. Ainsi, le propre fils de Gracchus Babeuf fit de son père Claude, « simple soldat », le précepteur du futur empereur d'Autriche Joseph II ! Claude Babeuf aurait également lu les *Vies* de Plutarque à ses enfants, faisant jurer à François-Noël d'imiter les exemples de l'Antiquité. La réalité est plus simple et, d'un certain point de vue, plus belle. Son père Claude Babeuf (surnommé l'Épine) est né en février 1712 dans le village de Monchy-Lagache où sont actuellement conservés des documents attestant la présence d'une famille Babeuf dès la fin du XVII^e siècle. Il devint soldat dans le régiment Dauphin-Étranger Cavalerie à l'âge de vingt ans et le déserta en 1738, probablement par rébellion envers sa hiérarchie. Amnistié par l'ordonnance royale de 1755, il rentra en France, put être nommé commis aux fermes du roi à Saint-Quentin. Il se maria avec Marie Catherine Anceret, âgée à l'époque d'une vingtaine d'années. On sait peu de choses sur la prime jeunesse de François-Noël, le futur Tribun du Peuple mais il est certain que la vie fut très difficile pour toute la famille Babeuf ; son père Claude perdit son emploi, fut manœuvre aux fortifications de Saint-Quentin puis devint employé des fermes à Morcourt-sur-Somme.

L'environnement social et économique de la Picardie à la fin du XVIII^e siècle eut une grande influence sur l'évolution de la pensée de Babeuf, toujours orientée vers l'aspect concret des choses, nous aurons largement l'occasion de nous en apercevoir. La Picardie d'avant la Révolution connaissait deux phénomènes parallèles : l'appauvrissement des campagnes et le développement des manufactures surtout dans le textile. De nombreuses femmes de paysans appauvris devinrent ouvrières à domicile, fileuses et tisserandes. La mère de Babeuf était l'une d'elles. Babeuf parlera « des gémissements des ouvriers de nos faubourgs et des plaintes déchirantes des malheureux habitants de nos campagnes ». A partir des années 1780, le chômage commence à sévir et les ouvriers de la manufacture d'Amiens se révoltèrent en avril 1789.

A l'âge de huit ans, l'enfant François-Noël était déjà capable d'écrire et de lire fort correctement. Lui-même parlera de « prodige », probablement cette belle écriture lui fut-elle apprise par un « maître écrivain et chantre » de Saint-Quentin, Louis Claude Bedin, lié à la famille Babeuf. Son caractère entier se fait jour dans les relations avec son père mais il serait peut-être exagéré de transformer un moment classique dans l'évolution d'un adolescent en une caractéristique personnelle.

Alors qu'il était âgé de douze ans, sa famille l'envoya travailler au canal de Picardie, non seulement pour des raisons financières mais également pour le corriger. « La dureté du métier de terrassier » qu'il connut plusieurs années eut certainement une grande importance pour son évolution. En tout état de cause, Babeuf a vécu la situation du salarié dans une des professions les plus éprouvantes, à l'époque comme de nos jours. Pour s'en échapper, il cherche n'importe quelle « place à écrire » et se fait engager chez le notaire feudiste Hullin à Flixecourt, dans la région d'Abbeville. Il a dix-sept ans et commence alors l'apprentissage de ce métier fort particulier et caractéristique des dernières années de la France d'Ancien Régime ; proches de la faillite, les féodaux propriétaires fonciers cherchent à rétablir les droits seigneuriaux tombés en désuétude et à les faire payer par les paysans. C'est un des traits les plus significatifs de ce qui a été appelé la « réaction féodale » laquelle constitue un facteur (mais nullement le seul) de l'accélération de la radicalisation paysanne dans la marche à la Révolution. Babeuf, le futur communiste, commence sa vie professionnelle en travaillant pour les féodaux ! Et ce n'est nullement un paradoxe que de voir la réflexion de Babeuf aboutissant à la communauté des biens après avoir commencé par la pratique des droits féodaux. Babeuf témoignera à ce propos, bien des années plus tard : « Ce fut dans la poussière des archives seigneuriales que je découvris les affreux mystères des usurpations de la caste noble. »

Pour le moment, Babeuf pense surtout à ses parents. Il leur demande de ne pas lui envoyer d'aides, vu leur situation financière ; pourtant, son propre sort n'est guère brillant et les vêtements qu'il porte sont totalement usagés. L'existence est très dure pour eux tous. C'est le lot de la plus grande partie de la population agricole. Au bout d'un an, formé, après avoir été seulement nourri et logé, il donne satisfaction à Maître Hullin, qui le paye « trois livres par mois », ce qui est « fort modique » dit-il, mais il s'en arrangera. Il ne restera pas longtemps à Flixecourt, bien qu'on ne puisse dater avec exactitude son départ. Il est également formé à cette époque au métier d'arpenteur-géomètre par un arpenteur lié à Maître Hullin et nommé Charles Sainte. Ainsi, il acquiert une certaine réputation dans la maîtrise de son métier qu'il commence à exercer en 1781 à Roye, au château de Daméry, pour le compte de la famille de Braquemont.

Peu à peu, sa vie de jeune homme commence à basculer. Son père est mort l'année précédente et lui-même se marie avec Marie-Anne Langlet, âgée de vingt-six ans, qu'il avait certainement connue au château de Daméry, où elle travaillait. Babeuf ne cessera de comparer son épouse à Thérèse Levasseur, la compagne de Jean-Jacques Rousseau. Il en parlera en 1793 comme d'une « vertueuse républicaine », ce qu'elle était incontestablement pour avoir partagé tous les dangers et toutes les privations du vivant de son mari et même après sa mort ; elle assumait les innombrables difficultés d'une famille dont le chef était dans la plus totale pauvreté quand il n'était pas en prison. Un trait de caractère est apparu dès la première jeunesse de Babeuf : son entêtement ou plus exactement son indépendance d'esprit. C'est peut-être sa qualité essentielle. Âgé d'une vingtaine d'années, marié, chargé de famille depuis la mort de son père, père de famille puisqu'une fille, baptisée Sophie, naît en septembre 1783, expert dans un métier lié à la féodalité et à la pratique difficile, tel est le portrait du futur Tribun du Peuple ; on mesure facilement le chemin qui reste à

parcourir avant que Babeuf ne devienne le fondateur du communisme politique. Pourtant, les conditions de ce cheminement ont commencé déjà, à l'insu même de notre héros.



Babeuf s'établit à Roye, en Santerre, dans un pays de grande culture où les paysans mènent depuis longtemps un combat difficile contre les seigneurs et les fermiers capitalistes. Il est donc de son propre aveu un « feudiste de pied en cape » dans cette Picardie qu'il connaît bien, « né et élevé au milieu des Picards, familier avec leur caractère » (comme le dit le prospectus qu'il écrira pour son journal le *Correspondant Picard* en 1790). Son talent de feudiste le fait connaître jusqu'à Paris et il compose en 1785 ou 1786 son premier travail littéraire qui est, en réalité, un ouvrage technique sur son métier de feudiste : *Mémoire peut-être important pour les propriétaires de Terres et de seigneuries ou Idées sur la manutention des fiefs*. Travaillant pour les propriétaires, il n'oublie pas — et c'est à noter — qu'il faut, « sans perdre de vue les justes intérêts des Seigneurs, [tendre] également à la conservation de ceux du pauvre péïsan [sic], qu'on a trop souvent oubliés ». Il prépare d'autres ouvrages et ne cesse de lire, d'écrire, de réfléchir aux problèmes sociaux et politiques. La situation économique et sociale de la Picardie dans les années 1780 incite à cette réflexion, les incessantes luttes entre les propriétaires et les paysans se multipliant au long des dernières années de l'Ancien Régime.

Il ouvre à Roye un cabinet d'études qu'il tiendra jusqu'en 1788 ; il y résidera environ une dizaine d'années et sa réputation de technicien grandissant, il travaille et il peut, en août 1785, louer une assez grande maison — à raison de cent vingt livres de loyer

annuel — qu'il transforme en un vaste cabinet, ce qui témoigne d'une prospérité relative mais réelle. Il avait travaillé pour différents propriétaires féodaux, comme le comte de Castéja et le marquis de Soyecourt, avec lesquels il va se brouiller assez rapidement. Cette relative prospérité ne durera pas et, en 1788, il devra quitter son logement pour habiter dans le quartier ouvrier de Saint-Gilles. Mais déjà, Babeuf ne veut pas se satisfaire de la situation qu'il connaît et cherche à systématiser ses réflexions et son travail pratique. Il prend contact avec Saint-Vibert, un spécialiste des cadastres-terriers et des textes féodaux, puis avec Devin, un imprimeur qu'il fréquentera plusieurs années, et enfin, avec le géomètre Auddifred, un collaborateur à ses travaux ultérieurs. Il prépare un *Traité méthodique de l'arrangement des archives, des inventaires, des titres et des terriers* qu'il n'achève pas. Mais surtout, la pratique du métier de feudiste rejette Babeuf « dans une direction diamétralement opposée » (Daline). Babeuf écrira en l'an III que la connaissance des pratiques féodales « est la raison pour laquelle je fus peut-être le plus redoutable fléau de la féodalité ».

*
* *

C'est à ce moment, en novembre 1785 exactement, que Babeuf entre en correspondance avec l'Académie d'Arras, par l'intermédiaire de son secrétaire Dubois de Fosseux. L'Académie d'Arras, comme toutes les Académies du XVIII^e siècle, ouvrait régulièrement des concours. Un exemple des plus connus est la réponse de Jean-Jacques Rousseau au concours de l'Académie de Dijon en 1754, sur l'origine et les fondements de l'inégalité. Parmi les célèbres personnages qui siégèrent à l'Académie d'Arras, notons Lazare Carnot et Robespierre, les futurs membres du grand Comité de Salut Public. Mais nous n'en sommes pas encore là.

L'heure présente est celle des concours. Celui qui attira l'attention de Babeuf était intitulé : « Est-il utile, en Artois, de diviser les fermes ou exploitation des terres, et dans le cas d'affirmative, quelles bornes doit-on garder dans cette direction ? » Babeuf, ayant appris ce concours, s'empresse d'y répondre mais il le fait cependant trop tard et son mémoire ne peut être examiné. Hélas ! son manuscrit est aujourd'hui introuvable. Dubois de Fosseux lui écrit et cette première lettre constitue le point de départ d'un long échange. Une correspondance volumineuse — cinquante-neuf lettres de Babeuf ont ainsi été publiées¹ — témoigne tant de l'extrême curiosité intellectuelle de Babeuf que de son souci de prendre contact avec les personnes les plus qualifiées pour répondre à ses interrogations. Leur correspondance durera plusieurs années et abordera une multitude de questions avant de s'espacer puis de s'achever. Mais, François-Noël, dans sa naïveté, ne pouvait imaginer que Dubois de Fosseux, avec qui il croyait entretenir un commerce privilégié, avait imaginé un système fort ingénieux : son bureau de correspondance envoyait des sortes de circulaires à tous les correspondants, se contentant d'adjoindre à tel ou tel des phrases plus ou moins longues et personnalisées qui pouvaient ainsi donner l'impression d'un courrier particulier. Mais, jusqu'à la fin, Babeuf ignorera ce subterfuge.

*
* *

Il faut ici faire un sort à un brouillon de lettre écrit par Babeuf en juin 1786, lettre très importante puisqu'elle aborde pour la première fois la question de la

1. *Correspondance de Babeuf avec l'Académie d'Arras (1785-1788)* publiée sous la direction de Marcel Reinhard, Paris, P.U.F., 1961.

propriété sociale et que nombre d'érudits ne l'appréciaient pas de la même manière. Cette lettre rédigée d'abord sous une forme assez virulente n'a pas été envoyée et c'est une variante édulcorée que Dubois a reçue. Par chance, nous connaissons également le brouillon de ce courrier. En effet, les archives personnelles de Babeuf d'avant la Révolution sont conservées à Moscou. Ce document qui traite de l'éventuel établissement des fermes collectives constitue un véritable traité politique de plusieurs dizaines de pages.

Répondant à un mémoire de Delegorgue, un autre correspondant de l'Académie d'Arras, édité peu auparavant, qui se prononçait contre les fermes collectives, Babeuf cherchait à donner une forme plus précise à ses préférences. Que dit le brouillon conservé à Moscou et découvert par Daline ?² Il se prononce ainsi : « Aussi longtemps qu'on n'aura pas rasé l'édifice inapproprié au bonheur de la généralité des hommes pour le reprendre par la base sur un plan entièrement neuf et en parfaite harmonie avec les exigences de leur libre et complet développement, tout sera encore à détruire, tout sera à refaire. »

Dans ce texte, comme dans nombre d'autres de la même époque, Babeuf prend la défense des ouvriers agricoles et des paysans pauvres qui « sont donc contraints de se retourner vers l'industrie » et contre le partage des terres : « Diviser [les propriétés] ce n'est pas briser. » Mais faut-il attaquer le principe de propriété ? Il n'est pas certain que la position de l'auteur soit tranchée. Babeuf louvoie : « Je n'ai pas voulu mettre en question la légitimité des grandes propriétés et arriver ainsi à une solution radicale sur les grosses

2. Victor M. DALINE, *Gracchus Babeuf, à la veille et pendant la Révolution, 1785-1794*, Paris, 1976, ouvrage fondamental auquel nous aurons de très nombreuses fois l'occasion de nous référer et qui constitue la base même de tout travail sur Babeuf avant 1794. François WARTELLE, rapport « *Babeuf et la Picardie* » au colloque international Gracchus Babeuf d'Amiens, 1989.

fermes attaquées alors même dans leur principe. Il est ou trop tôt ou trop tard pour aborder un pareil sujet. » Il semble que, pour Babeuf, le moment ne soit pas encore arrivé ; alors, dans cette situation, il défend les « agrégations de fermes collectives » en attirant l'attention sur les dangers sociaux : « Quelle terrible conflagration, si la multitude venait un jour à se demander pourquoi quelques-uns ont tout et les autres rien ! » Il écarte la division de la terre tant pour des raisons de principe que pour des raisons économiques : « Loin d'être une bonne mère, la terre morcelée de la sorte n'est plus qu'une marâtre ... la nature est notre mère à tous ... sur cette terre si vaste et si féconde, il y a pour les besoins de tous. »

On s'interroge sur la portée de ce texte. Doit-on considérer que Babeuf est ici tout entier communiste ? Oui, sans conteste ; ainsi, il écrit : « C'est la grande propriété qui a inventé et soutient le trafic des blancs et des noirs, qui vend et achète les hommes ... C'est elle qui dans les colonies donne aux nègres de nos plantations plus de coups de fouet que de morceaux de pain. » Constituait-il pour autant la preuve d'une théorie communiste entièrement structurée ? Non car l'ensemble du processus économique — qu'on appellera bientôt le capitalisme — manque et ne peut que manquer dans son élaboration. Babeuf va méditer ses lectures, celle de Rousseau, qu'il cite dès 1786, celle du prêtre philosophe Mably. Surtout, c'est l'action politique proprement dite pendant la Révolution qui va donner toute sa consistance à sa pensée. Pour l'heure, en 1786, il s'agit seulement de la critique encore toute théorique du droit de propriété ; ce n'est pas autre chose mais c'est déjà un élément capital dans l'évolution des idées sociales de Babeuf en 1786.



La correspondance entre Babeuf et Dubois témoigne de cet approfondissement des réflexions sociales et politiques de notre homme. En 1787, Babeuf propose divers sujets de concours. Retenons celui-ci, qui date de mars (nous respectons sa curieuse orthographe phonétique ; en effet, à l'époque, il projetait une réforme générale de l'orthographe et prêchait d'exemple) : « Avec la somme générale de connaissances maintenant acquise, quel serait l'état d'un peuple dont les institutions sociales seraient telles qu'il règnerait indistinctement entre chacun de ses membres individuels la plus parfaite égalité ; que le sol qu'il habiterait ne fut à personne, mais appartient à tous ; qu'enfin tout fût commun, jusqu'aux produits de tous les genres d'industrie. De semblables institutions seraient-elles autorisées par la Loi naturelle ? Serait-il possible que cette société subsistât, et même que les moyens d'observer une répartition absolument égale fussent praticables ? » Il faut souligner que les profondes préoccupations égalitaires de Babeuf sont des préoccupations communistes, mettant en commun le sol et les « produits de tous les genres d'industrie » et nullement des préoccupations partageuses. L'industrie et le progrès économique sont au cœur de ses pensées, il ne s'agit pas d'un communisme exclusivement agricole ou purement distributif. Enfin, il cherche à définir les moyens de rendre applicable son projet. Et en même temps, Babeuf s'interroge. Il n'a pas encore de certitude absolue, de projet achevé, et il questionne celui qui pour lui est, à ce moment, la plus haute autorité : Dubois de Fosseux.

Son horizon ne cesse de s'élargir : il va même jusqu'à se préoccuper du sort des esclaves noirs des colonies. Jean Bruhat a raison de trouver quelque chose d'émouvant³ dans ce souci anti-esclavagiste chez quelqu'un de perdu dans sa Picardie, qui n'a

3. Jean BRUHAT, *Gracchus Babeuf et les Égaux ou « le premier parti communiste agissant »*, Paris, 1978, p. 37.

voyagé que dans sa propre région (et encore, si peu !) et, cependant, s'interroge sur les problèmes sociaux et moraux de l'autre bout du monde. Son horizon devient peu à peu celui de l'humanité entière.

Une discussion s'est engagée entre les deux correspondants sur le petit ouvrage intitulé *L'Avant-Coureur du changement du monde entier par l'aisance, la bonne éducation et la prospérité générale de tous les hommes*, assez symptomatique du communisme utopique tel qu'il s'exprime dans la littérature de la fin du XVIII^e siècle. Babeuf s'écrie, devant le scepticisme quelque peu ironique du secrétaire d'Académie : « Que j'aime le Réformateur général ! C'est bien dommage qu'il laisse ses moyens en blanc » et il ajoute que pour lui, ses moyens ne sont pas « en blanc » : « Il faut opérer une grande révolution. » Le 8 juillet 1787, il souhaite « qu'on procurât à tous les individus indistinctement, dans tous les biens et les avantages dont on peut jouir en ce bas monde, une portion absolument égale ». Combinées à son expérience sur le terrain, ses lectures disparates et ses réflexions accélèrent l'évolution de Babeuf. Mais des dissensions apparaissent entre Dubois de Fosseux, noble lettré et le futur Tribun. Alors que Babeuf s'interroge sur les problèmes sociaux, Dubois lui demande son avis sur beaucoup de problèmes curieux comme celui de la digestion des mouches ! La correspondance va s'espacer, le deuil qui frappe Babeuf dans la personne de sa fille va l'interrompre quelque temps, puis cet échange va se terminer en avril 1788. Il faut passer à autre chose. Les idées de Babeuf ont commencé à s'affirmer. Elles doivent se débarrasser de leur premier tuteur.

Babeuf travaille alors avec l'imprimeur Devin à la rédaction du *Précis d'un projet de cadastre perpétuel* pour synthétiser l'activité technique des feudistes et des archivistes. Il se lie avec l'anglais James Rutledge et Auddifred, un autre imprimeur. Il envisage de rédiger un pamphlet politique contre « les privilégiés de tous les ordres » et il s'oppose à la plus importante famille de ces privilégiés, la famille Billecocq de Roye.

Brouillé pour cette raison avec les seigneurs qu'il servait précédemment, il se tourne simultanément vers l'action politique.



Babeuf ne peut ni ne veut échapper au gigantesque bouleversement qui se prépare en France avec la convocation des états généraux par le Roi pour essayer de résoudre la question financière et qui constituera l'ouverture de la Révolution. En Picardie, Babeuf avait été aux premières loges pour assister à la grande mutation économique de la France du XVIII^e siècle. Le creusement du canal de Picardie avait, par exemple, bouleversé les données commerciales de la région, et de celle-ci avec Paris. Et on sait que Babeuf avait travaillé à ce creusement comme terrassier. Nombre des personnages qui joueront un rôle important sous la Révolution ont des attaches profondes avec la région picarde, comme La Rochefoucauld-Liancourt, Saint-Just, Condorcet ou Camille Desmoulins.

En mars 1789, Babeuf qui a beaucoup travaillé à son projet de *Cadastre perpétuel* prend la parole lors de la réunion des habitants de Roye pour la rédaction des cahiers de doléances, et il demande l'abolition des fiefs. En vain. Ses propositions ne sont pas retenues. Il prend la parole lors d'autres assemblées électorales et affirme « vouloir tout faire pour le plus avantage de tous ». Il n'hésite pas à s'opposer à Alexandre de Lameth, homme politique en vue, noble représentant des libéraux ; d'ailleurs, ceci constitue un trait du caractère de Babeuf : critiquer si nécessaire tout homme public sans considération pour sa popularité du moment. Lameth, dans un discours prononcé à l'Assemblée des Trois Ordres à Péronne, affirme « qu'il n'est point de propriété qui ne soit sacrée ». Babeuf met le doigt sur cette ambiguïté : si « toute propriété telle

injuste et révoltante qu'elle puisse paraître dans son principe dans son désastre et telle nuisible et désastreuse qu'elle soit dans ses effets, est absolument inattaquable », alors il ne faut pas attaquer la féodalité puisque toutes les « immunités, franchises, prérogatives, distinctions exclusives ... seront des propriétés sacrées ». Au moment où la première vague de la Révolution porte Lameth à son faite, Babeuf ne se laisse pas prendre au piège des mots et désigne le problème. Révolution ou non ? Lameth rejoindra la Contre-Révolution après le 10 août 1792, quand elle est aux prises de manière définitive avec la République. Mais pour le moment, nous en sommes au début de cette Révolution et il faut une prescience indubitable pour désigner comme adversaire du mouvement révolutionnaire celui qui n'apparaîtra comme tel que des années plus tard.

CHAPITRE II

LA RÉVOLUTION

Babeuf arrive à Paris le 17 juillet 1789 pour mettre la dernière main à la publication de son *Cadastre perpétuel*. La Bastille, symbole honni de l'Ancien Régime, vient de tomber. La première manifestation révolutionnaire parachève la victoire du tiers état aux états généraux et la transformation de ceux-ci en Assemblée nationale.

François-Noël arrive donc dans ce Paris en pleine révolution ; il fait part à sa femme de ses impressions les plus intimes dans une lettre datée du 23 juillet 1789 : « M. Foulon a été arrêté hier, conduit à l'Hôtel de Ville et pendu au moment où il en descendait. Son corps a été traîné dans les rues de Paris, puis déchiré en morceaux, et sa tête, promenée au bout d'une pique, a été portée au faubourg Saint-Martin, pour y attendre et précéder le gendre de M. Foulon, M. Bertier de Sauvigny, intendant de Paris, qu'on amenait de Compiègne, où il avait été arrêté, et qui doit subir aujourd'hui le même sort que son beau-père. J'ai vu passer cette tête du beau-père, et le gendre arrivant derrière sous la conduite de plus de mille hommes armés ; il a fait ainsi, exposé aux regards du public, tout le long du trajet du faubourg et de la rue Saint-Martin, au milieu de deux cent mille spectateurs qui

l'apostrophaient et se réjouissaient avec les troupes de l'escorte, qu'animait le bruit du tambour. Oh ! que cette joie me faisait mal ! J'étais tout à la fois satisfait et mécontent, je disais tant mieux et tant pis. Je comprends que le peuple se fasse justice, j'approuve cette justice lorsqu'elle est satisfaite par l'anéantissement des coupables, mais pourrait-elle aujourd'hui n'être pas cruelle ? Les supplices de tous genres, l'écartellement [sic], la torture, la roue, les bûchers, le fouet, les gibets, les bourreaux multipliés partout, nous ont fait de si mauvaises mœurs ! Les maîtres, au lieu de nous policer, nous ont rendus barbares, parce qu'ils le sont eux-mêmes. Ils récoltent et récolteront ce qu'ils ont semé ; car tout cela, ma pauvre femme, aura, à ce qu'il paraît, des suites terribles : nous ne sommes qu'au début. »

Jaurès, comme beaucoup d'autres, a été subjugué par cette lettre admirable et la commentait en ces termes dans son *Histoire socialiste de la Révolution française* : « Quelle fierté pour nous, quelle espérance aussi, en ces heures inhumaines de la Révolution bourgeoise, de recueillir de si belles paroles d'humanité et de sagesse de celui qui créa le communisme moderne.¹ » Aucun balancement chez Babeuf : il est tout entier du côté de la Révolution qui commence, il est tout entier plongé dans la Révolution et en même temps qu'il n'en méconnaît point les côtés sanglants, il sait qu'il s'agit de l'héritage du vieux monde s'écroulant.

Babeuf poursuit sa lettre en affirmant que la Révolution qui a commencé est sienne, quoi que cela puisse lui coûter personnellement, ce dont il se soucie peu : « J'ai bien peur que les terriers et tant d'autres choses, dont on fera bien de se débarrasser, quoi qu'il

1. Jean JAURÈS, *Histoire socialiste de la Révolution française*, Paris, Éditions Sociales, 1983, Tome I, p. 379-380.

doive m'en coûter, soient au diable. Tout ce que j'entends ici m'autorise à le croire. On dit hautement qu'on ne veut plus ni nobles, ni titres de seigneuries, ni châteaux, ni haut clergé, etc. On a cent fois raison, et je souscris volontiers à tous ces changements ; je suis même tout disposé à donner un bon coup d'épaule pour opérer celui qui doit renverser ma marmite ; les égoïstes me taxeront de folie, n'importe. »

Tout en se débattant dans les multiples difficultés financières qui ne le quitteront, à vrai dire, jamais — il écrit à sa femme en août de la même année : « Je suis désespéré, ma bonne amie, de voir la détresse où je te laisse » —, il s'intéresse de très près à la situation politique. Il n'hésite pas à polémiquer avec Mirabeau, le grand homme de 1789, dans une brochure rapide passée inaperçue sur le moment mais qui trace toute la perspective de ses réflexions. Mirabeau, le formidable orateur des états généraux, n'a pas d'autre ambition que d'être le porte-parole de la première vague de la Révolution ; soutenant à la tribune de l'Assemblée nationale la nécessité de salarier les prêtres, il avait mentionné trois ordres dans la société qui seraient les mendiants, les voleurs, les salariés. Babeuf critique fermement cette utilisation du terme « ordres » contre lesquels la Révolution s'était accomplie (« Trois ordres encore ! est-ce autre chose qu'un délir [sic] ») et cherchait « des moyens à ramener l'égalité ».

Dès les premiers moments de la Révolution, la préoccupation égalitaire de Babeuf est publique ; il s'agit d'un communisme lié inextricablement à la situation politique et se présentant comme une solution aux contradictions de cette situation. Mais ce communisme revêt dans ces circonstances et tout au long de la Révolution un caractère « grossier » (Marx), inachevé bien que cohérent. C'est la recherche de cette égalité naturelle qui motive une lettre de Babeuf au journal *l'Observateur* ; il souhaite la poursuite de la Révolution et dès le 16 août 1789, un mois après la prise de la Bastille, il écrit : « On en revient aux anciens errements. » C'est un communisme bien plus politique

qu'économique, et on a pu parler, à juste titre, de « démocratie communiste » (G. Lefebvre).

Son premier séjour parisien lui vaut peut-être plus de désillusions encore pour son propre sort et celui de sa famille que pour la Révolution à laquelle il a définitivement lié son destin. Le *Cadaastre Perpétuel* est enfin imprimé fin septembre et presque aussitôt publié. C'est un échec ; pis, Audiffred en est de plusieurs centaines de francs de sa poche. Non que l'ouvrage soit inintéressant. L'historien peut en faire tout son miel : le projet a doublé de volume tant Babeuf a développé, travaillé, amendé, grossi son manuscrit ; les idées sont passionnantes et, derrière une façade immanquablement technique, c'est la volonté quasi messianique de Babeuf qui se fait jour. Ainsi, dans les notes préparatoires au manuscrit, parlant des pauvres, il écrit : « Il ne doit pas y en avoir. » Ceci est une claire conception socialiste : pas de pauvreté donc pas de pauvres et non une vague commisération de dames patronnesses des deux sexes à leur endroit. C'est dans le discours préliminaire qu'il développe son programme, un véritable programme politique, ainsi résumé en quelques lignes :

« Qu'on ne vende plus les biens spirituels de la Religion, c'est-à-dire, qu'il soit permis de naître et de mourir sans être obligé de mettre la main à la poche pour payer les cérémonies d'usage dans ces deux circonstances.

Que l'on établisse une caisse nationale pour la subsistances des Pauvres.

Que l'on salarie, sur les fonds publics, les Médecins, Apothicaires et Chirurgiens, pour qu'ils puissent administrer *gratis* leurs secours.

Qu'il soit fait un plan d'éducation nationale, dont tous les Citoyens puissent profiter.

Que les Magistrats soient aussi salariés sur les revenus publics, pour pouvoir rendre la Justice gratuite. »
(Nous respectons ici la présentation du document qui accentue son aspect de programme.) Mais, Babeuf ne

s'arrête pas là. Le but qu'il se propose n'est pas atteint avec ce programme qu'on pourrait qualifier, suivant les termes qui seront en usage dans le mouvement ouvrier, de « programme minimal ». Il s'agit d'un premier pas, explique-t-il : « Notre tâche, sans doute, est de nous livrer à l'examen des moyens de pouvoir présenter un plan admissible dans l'ordre qui existe ; mais il doit nous être permis de jeter [sic] quelques regards sur l'ordre qui devrait exister. » Notons, et ce ne sera pas la seule fois que nous aurons l'occasion de le faire, que Babeuf dans ses pensées politiques est toujours pratique, il veut un « plan admissible », mais il n'abandonne pas la perspective qui est la sienne, « l'ordre qui devrait exister ».

Pour lui, le mouvement est le moyen d'aller vers le but et il ne dissocie pas l'un de l'autre. Il faut, par exemple, passer de « la subsistance pour les Pauvres » à l'abolition de la pauvreté. Et il formule la question de la propriété en ces termes : « Si...toutes les fortunes excessives étoient distribuées entre tous les habitants malheureux, quelque soit leur nombre, chacun d'eux vivrait dans une honnête aisance. » Il ne s'agit pas là d'un abandon du communisme, comme une lecture hâtive pourrait le faire croire, au profit d'une doctrine égalitariste, d'une doctrine de partageux. En effet, Babeuf ajoute un peu plus loin : « La terre, mère commune, eut pu n'être partagée qu'à vie et chaque part rendue inaliénable. » Il n'y aurait dans son « ordre qui devrait exister » aucune aliénabilité des propriétés foncières même si les parcelles distribuées devaient être exploitées par chacune des familles exploitantes.

Babeuf, polémiste intraitable, imagine la réaction des propriétaires : « A quel titre ceux qui ne possèdent rien, peuvent-ils exiger tant d'avantages de ceux qui possèdent tout ? » La réponse de Babeuf est d'une efficace simplicité : « A quel titre !... Mais, Messieurs, par leur qualité d'hommes. » Cet argument, déposé il y a plus de deux siècles, a-t-il perdu une once de sa validité ? Le communisme chez Babeuf, c'est aussi l'humanisme poussé à son paroxysme.

Mais d'un point de vue beaucoup plus immédiat, celui des ventes, cet ouvrage est un échec. Babeuf comprend dès le mois d'août que ce projet de cadastre même réalisé ne lui rapportera rien. Il essaye de faire rentrer l'argent que de nombreux créanciers lui doivent et qu'il estime à plusieurs dizaines de milliers de francs (sans que l'on puisse se prononcer valablement sur cette estimation de son travail de feudiste). Babeuf écrivain se transforme alors en Babeuf journaliste et c'est une nouvelle expérience qui commence. En septembre 1789, il devient correspondant à Paris du *Courrier de l'Europe* de Londres dans lequel il donne quelques éléments sur les événements politiques du moment et plus particulièrement sur les journées d'octobre qui voient le retour de la famille royale à Paris. La foule des parisiennes a arraché le retour du « boulanger, de la boulangère et du petit mitron » au sein de la capitale révolutionnaire. En fait, ils sont prisonniers.

Il y a, dans le cadre qui est le nôtre, peu de choses à dire sur cette correspondance si ce n'est une méfiance envers « cette coupable licence qui abuse de la permission de tout dire » et plus particulièrement envers les accusations lancées à la légère par Marat, procédé que Babeuf n'appréciait pas. Est-ce par ses origines ou par l'importance de la question, qu'on saisit dans ces articles un intérêt grandissant pour la question des subsistances ? La correspondance cessera, assez vite, après son retour à Roye. En effet, Babeuf n'est toujours pas payé par ses nombreux débiteurs (l'un d'entre eux, Soyecourt, un noble, cherche même à l'écraser avec son carrosse !) et il doit retourner à Roye à la mi-octobre.



La question fiscale va devenir d'une importance extrême dans la France de la première année révolu-

tionnaire après avoir été cruciale dans la chute de l'Ancien Régime. La bureaucratie d'Ancien Régime, ses innombrables taxes prélevées sur la population pauvre, comme les aides et les gabelles, les structures de cette fiscalité (la ferme, les commis) sont toujours en place². Babeuf rédige des procès-verbaux de réunion de communautés de la région de Roye en automne 1789 contre cette fiscalité, puis il prend part à une grande agitation de cabaretiers qu'il décide d'appuyer dans leur refus de payer les taxes sur les boissons. Inspiré par cette première série d'initiatives³, il organise (ou tente d'organiser, on ne sait) l'assemblée générale des citoyens de Roye dans les tous premiers jours de l'année 1790.

Comme il ne fait pas les choses à moitié, il rédige une pétition-type qu'il fait contresigner à Roye puis dans des centaines d'autres communes de la région et qui le signale aux autorités. Il écrit à l'Assemblée nationale, au nom des aubergistes et cabaretiers de Roye, contre les taxes et en faveur de « la détermination d'une loi générale... pour tous les consommateurs et par conséquent pour tous les individus du Royaume ». Peu à peu, c'est la région entière qui se soulève, et, quand les commis doivent reprendre leurs fonctions, à Roye, le faubourg Saint-Gilles, où habite Babeuf, se met en insurrection. En mars, convoqué à la municipalité, Babeuf affronte son vieil adversaire Billecoq et revendique publiquement la possibilité de désobéir à l'Assemblée : « Si toute l'Assemblée nationale était oppressive, il faudrait résister contre elle et contre l'oppression. » Il parcourt la région avec sa pétition qui est approuvée dans huit cents communes et il signe ses textes de « Babeuf citoyen-soldat ». On écrit de lui, à

2. Sur cette question, on peut lire François HINCKER, *Les français devant l'impôt sous l'Ancien Régime*, Paris, 1971.

3. François WARTELLE « Textes inédits de Babeuf (1789-1790) », in *Actes du colloque « Grandes figures de la Révolution française en Picardie »*, Blérancourt, 17 et 18 juin 1989.

cette époque : « C'est le plus intraitable ennemi de la ferme et de ses suppôts. » Le 10 mai 1790, il rédige une pétition adressée à l'Assemblée nationale. En conséquence, il est emprisonné — après une arrestation nocturne à son domicile le 19 mai, en présence de son fils — à la prison de la Conciergerie ; c'est sa première prison, il en connaîtra bien d'autres. De sa geôle, il écrit à plusieurs reprises à Marat qui publie sa correspondance dans *l'Ami du peuple* et exige sa libération. Il reprend contact avec le cordelier Rutledge. Il rédige également le *Journal de la Confédération* où on peut lire cette phrase assez significative des idées de Babeuf : « Si le peuple est le souverain, il doit exercer lui-même tout le plus qu'il peut de souveraineté. » Marat demande la libération de Babeuf le 6 juillet 1790 et celle-ci est effective peu de temps après. Relevons son attaque contre La Fayette comme étant « un ambitieux profond ... un homme pernicieux », à l'époque où celui-ci est unanimement apprécié ; après Lameth, Mirabeau, c'est le populaire La Fayette qui est la cible de Babeuf.

C'est probablement à ce moment qu'il rompt avec le catholicisme : « Lorsque j'abjurai le catholicisme publiquement en 1790, je pris pour patron Camille dans la légion des honnêtes gens », écrira-t-il. Son modèle n'est pas encore la lutte des classes mais la possible harmonie entre celles-ci, Camille symbolisant cette improbable harmonie, conséquence hypothétique de la liberté et de l'égalité générales. Comme chez de très nombreux révolutionnaires, ses modèles sont tirés de l'Antiquité, les grands hommes de Rome et d'Athènes. On ne comptera pas les Agricola, les Fabricius, les Brutus (l'assassin du tyran, l'idole des sans-culottes), voire les Diogène. Un révolutionnaire de Nevers se donnera le succulent nom de « Socrate Damour ». Un futur babouviste de l'Hérault se baptisera Gracchus Bouillon. Dans le panthéon républicain, les Gracques, tribuns de la plèbe assassinés pour avoir promis aux Romains le partage des terres, sont le symbole des aspirations sociales. Et il n'est pas surprenant que Babeuf choi-

sisse plus tard ce patronage. Mais pour le moment, ses idées ne sont pas totalement affinées ; il lit et relit Rousseau, de loin son auteur préféré ; il cherche à prendre contact avec Danton ; il ne cesse de se réclamer de la défense des intérêts des pauvres, mais surtout, en un mot, il est en train de devenir un « agitateur », un meneur d'hommes, et ses idées politiques et sociales ne cessent de se confronter, de s'améliorer, de se préciser au contact de la réalité de la première année de la Révolution. Ainsi, on peut dire de Babeuf que ses conceptions quand elles relevaient de l'utopisme étaient toujours frappées de pragmatisme, de ce que Béatrice Didier a appelé, à juste titre, « l'utopie de combat. »⁴



Le 20 août 1790, après un séjour à Paris où il a assisté à la Fête de la Fédération le 14 juillet, il est de retour à Roye, dans l'enthousiasme de ses nombreux amis. Une révolution implique toujours une extrême curiosité aux affaires politiques et un accroissement vertigineux du nombre des journaux. Babeuf lance son premier journal qu'il appellera *Le Correspondant Picard* et dont le premier numéro paraît, avec retard, le 1^{er} octobre 1790. Des difficultés apparaissent ; ainsi, un des prêtres qu'il a sollicité pour un abonnement lui répond : « Les curés ne peuvent donc que se défier de tels apôtres, ou plutôt ils ne peuvent que les envoyer prêcher au fond de la rivière. » Les textes arrivent très souvent avec retard à l'imprimerie de Devin et les cinq cents exemplaires prévus ne seront probablement pas tous imprimés. Cependant, le journal remporte un

4. Béatrice DIDIER, rapport « Babeuf, la philosophie et l'utopie au XVIII^e siècle » au colloque d'Amiens.

certain succès et des abonnements sont recensés dans les villes les plus importantes de la région.

Mais il n'empêche que, malgré toutes ces difficultés, ce journal revêt une grande importance dans la biographie de Babeuf et l'évolution de ses idées politiques. Le titre complet en est *Le Correspondant Picard et le rédacteur des cahiers de la seconde législature*, puisque des élections sont prévues pour la législative. Pour Babeuf, l'équivalent des cahiers de doléances doit être rédigé. Il lui semble nécessaire de définir une nouvelle orientation dont les élus ne pourront s'éloigner : « Nos députés ne pourront avoir aucun droit qu'ils ne tiennent de nous. » Cette idée de la démocratie et du contrôle des élus est présente fréquemment tout au long de la Révolution française. Ainsi Robespierre sera le premier à proposer le compte rendu de mandat de l'élu à ses « commettants ». Plus tard, sous la réaction thermidorienne, puis sous le Directoire, Babeuf parlera des « mandataires infidèles » qui ne respectent pas la volonté de leurs mandants et qu'il faut punir.

Un des articles les plus fameux (à juste titre) de ce journal est celui que Babeuf a intitulé « la très humble adresse des membres de l'ordre des Patards aux respectables citoyens de l'ordre du Marc avec adhésion des membres de l'ordre de la Pistole et de l'Écu ». Contre la Constitution censitaire de 1791, il distingue quatre ordres ayant succédé aux trois existant sous l'Ancien Régime et évoque l'apparition de ce « quatrième ordre » qu'il nomme « l'ordre des Patards » (du nom d'une ancienne pièce de monnaie sans grande valeur). Dans ce texte, Babeuf souligne avec force que « quiconque est membre de la nation a le droit imprescriptible de coopérer à la formation de la loi. Oter ce droit à tous ceux qui ne sont pas propriétaires de bien-fonds, qui ne paient pas un marc d'argent d'impôt direct, c'est les retrancher du nombre des membres de la nation ». On retrouvera les mêmes idées contre la Constitution de 1795. Mais les dissensions entre le fournisseur Goubau et l'imprimeur Devin, d'une part, et Babeuf, d'autre part, se cristallisent. Les premiers

ne cessent de recommander la prudence à un Babeuf qui ne peut la tolérer ; dans un premier temps, la formule hebdomadaire est abandonnée pour une autre formule moins régulière et moins contraignante mais cela ne suffit pas et le journal cesse alors de paraître dans les derniers jours de 1790 avec le numéro cinq. Pour cette fois, les obstacles ont été les plus forts.



Toutes les réflexions que Babeuf se fait et qu'il ne peut confier, il les note presque au jour le jour dans un cahier volumineux conservé encore actuellement dans ses archives et qui constitue peut-être un projet de livre, voire même celui qu'il annoncera à Chaumette en 1793. Ce cahier conservé aux Archives de Moscou, dans les papiers de Babeuf, a été lu et analysé par V. Daline⁵. Il aurait été rédigé entre mars 1790 et le printemps de 1791, dans la période où la Révolution hésite et se cherche. Au départ, il ne s'agit que d'une simple collection, d'une suite de « réflexions détachées ». Babeuf en parle, à juste titre, comme d'un « mélange d'idées indigestes ». Visiblement, il a lu certains philosophes qu'il cite, comme Mably ou Rousseau, bien sûr, dont il parle toujours avec éloge, même lorsqu'il le critique. D'autres lectures, comme celles de Locke, sont à remarquer. Il relit certains de ses propres articles et ne les trouve pas à son goût. De l'un d'entre eux, il écrit : « Tout cet article est à revoir. Je ne l'avais pas assez médité lorsque je l'ai écrit. »

Sans nous appesantir sur l'exégèse de ces pages confuses, relevons néanmoins une rapide polémique contre Turgot. Celui-ci, en bon libéral, avait écrit dans l'*Encyclopédie* : « C'est de la nature que naît le droit de

5. Victor DALINE, *op.cit.*, p. 305-338.

propriété. » Babeuf note, à l'inverse, « la nature n'ayant donné de propriété à personne ». Cet affrontement était encore tout littéraire, entre les pensées intimes d'un communiste en formation et celles d'un personnage en vue, ministre libéral de l'Ancien Régime. Il ne prendra une forme ouverte qu'avec la Conjuraton des Égaux. Babeuf, au long de ce cahier, jette quelques éléments sur son orientation ; en quelque sorte, on assiste à la gestation de ses idées. Babeuf avait noté, tout à trac, qu'il devait réfléchir sur la « formation des sociétés, [au] travail, [aux] propriétés, [à l'] intérêt de tous d'assurer le travail et les salaires ». Mais si on ne doit en rien exagérer la portée des notes (Babeuf ne pouvait avoir tout compris du capitalisme avant même son essor et tout appris de la Révolution avant qu'elle n'ait eu lieu), il faut relever qu'il suit de très près la question des salaires et le développement des machines, telles les « belles et puissantes machines hydrauliques ».

D'autre part, au printemps 1791, à propos des grèves ouvrières à Paris qui donneront prétexte au décret d'Allarde et à la loi Le Chapelier (et qui ne seront jamais remises en cause à un quelconque moment de la Révolution comme l'a remarqué Marx dans *Le Capital*), que font les démocrates révolutionnaires ? Robespierre se tait, Marat à Paris proteste contre les aspects politiques de ces textes et Babeuf, éloigné de tout, écrit : « Les ouvriers de Paris se révoltent, ils prennent des arrêtés, ils demandent à gagner plus par jour, ils forcent ceux qui ne prennent pas de part à leurs délibérations de cesser leurs travaux. » Babeuf témoigne, ce faisant, d'un grand intérêt politique pour les affaires parisiennes mais surtout d'une exceptionnelle attention aux problèmes ouvriers qui ne cessera de se manifester tout au long de sa vie politique.



Les troubles agraires se multiplient dans toute la France au long de la Révolution et voient Babeuf apparaître comme l'un de ces multiples agitateurs ; une dénonciation de la municipalité de Roye souligne en avril 1791 son rôle en ces termes : « Il avait animé le peuple sur la perception des impôts indirects (puis) prenait une autre direction et se tournait vers les propriétés. » L'abolition des impôts indirects par l'Assemblée ne peut que l'encourager. La pétition qu'il rédige, fait approuver et imprimer à l'automne 1790, sous le titre de *Réclamation de la ville de Roye* est hautement révélatrice de son orientation. Il faut, dit-il, pour obtenir des impôts réellement proportionnels, avoir « la connaissance du portefeuille de l'Agoteur et du Capitaliste » et dans un autre passage, il se prononce pour assurer à « la classe particulière des ouvriers, un fond de subsistance bien assurée ». Que Babeuf, en cette occasion comme dans d'autres (et à la notable différence de nombre de ses contemporains) parle des ouvriers pour désigner non les travailleurs manuels mais exclusivement les salariés se mesure ici : en effet, les ouvriers qu'il mentionne ici doivent travailler dans les mines de charbon.

On voit Babeuf saisir toutes les occasions de combattre non seulement la féodalité mais aussi les rapports capitalistes de production. Ainsi, il combat pour le retour des biens communaux à la commune de Roye ; puis, il prend la défense des paysans de Davenescourt contre leur « dame » dans une brochure de soixante-seize pages. En février 1791, la foule des paysans encouragés par notre héros avait envahi le château de Davenescourt lors d'une de ces nombreuses explosions paysannes de la France révolutionnaire. Au printemps de cette année, son arrestation comme « factieux et perturbateur » est demandée et obtenue par la mairie de Roye mais personne ne témoigne contre lui et on doit le libérer après quelques jours de prison à Montdidier. Plus tard, en 1792, il prend la défense des paysans de Bulles et revendique contre les propriétaires aisés le partage des biens

communaux « non point en propriété mais en usufruit » (Daline).

La conclusion de cette période, il faut la laisser à Babeuf. En 1791, il publiait un « Avis important » dans lequel, contre les nombreuses attaques dont il était l'objet, il devait s'expliquer : « Tant que je fus jeune, je ne raisonnais pas, je crus que tout ce qui était devait être ; je croyais absolument nécessaire qu'il y eut des persécutés et des persécuteurs ; je portai donc jusqu'à un grand respect filial à ma mère la féodalité. Mais dès que je devins un peu plus homme, dès que le soleil de la révolution vient luire et m'éclairer, je regarde et j'aperçois que ma mère est l'hydre aux cent têtes. Je me dis : "Oui, il faut la combattre, dussè-je être nommé vipère par ses méprisables partisans. Au moins les gens honnêtes s'empresseront à dire que je suis une vipère bienfaisante."

"J'ose penser, Citoyens, que vous grossissez la liste de ceux qui me jugent ainsi. Vous n'êtes plus à remarquer quel effet produisit sur moi la perte de mon ancien état de feudiste. Je me suis dit : "Cet état tenait aux abus. Je perds toutes mes ressources, mais mille particuliers, que dans une seule année, j'aurais tourmenté par des Écroux, des Déclarations, des Reliefs, des Droits de mutation, des Censives y gagneront. Le vrai Citoyen préfère l'avantage général à son avantage. La féodalité n'est qu'un système d'Esclaves et de Tyrans ; ma patrie veut être libre, je ne peux plus rien conserver dans ce qui tient à ce système". »

*
* *

De l'automne 1789 à son départ définitif pour Paris au début 1793, il ne cessera de briguer différents postes électoraux pour chercher à faire avancer ses idées. Sa continuelle obstination n'aura d'égale que l'entêtement des Longuecamp et Billecoq pour empê-

cher son élection et lui barrer la route à chaque fois. Haine personnelle des divers protagonistes ? Plus exactement, il faudrait parler d'une hostilité ouverte de deux classes sociales et de ceux qui les représentent, ce qui n'exclut nullement les animosités personnelles. A une nuance près : Babeuf comme feudiste n'avait rien à gagner de la chute de l'Ancien Régime et on ne peut nullement en dire autant de ses adversaires picards, grands propriétaires.

En octobre 1790, Babeuf est élu au conseil général de la commune de Roye. Ce succès lui est aussitôt contesté. Ayant été emprisonné précédemment, Babeuf ne peut être élu, affirment ses détracteurs et il doit fuir quelques jours à Paris pour essayer d'obtenir la levée des poursuites. Inutilement. Et, sur ces entrefaites, il fut exclu du conseil général. Il pose sa candidature comme juge de paix au début 1791. La municipalité mobilise la garde nationale, la maréchaussée et la garnison de la ville (toutes ensemble) pour empêcher son entrée dans la salle du scrutin. Comme l'a affirmé Babeuf : « On voulut à tel prix que ce fut, me fermer la porte aux fonctions publiques. » Après la fuite du roi et l'arrestation à Varennes par Jean-Baptiste Drouet, le futur Conventionnel qui travaillera avec les Égaux pendant la Conjuration, Babeuf propose la proclamation de la République au cours de l'été 1791 au club des Amis de la Constitution de Noyon, auquel il avait adhéré au printemps de cette année.



Toujours à la recherche de celui qu'il nommait à cette époque « le législateur vertueux », Babeuf s'adresse à Jacques Michel Coupé, abbé, démocrate, ancien abonné au *Correspondant Picard*, jacobin, candidat à l'Assemblée législative (à laquelle il sera élu comme, plus tard, à la Convention nationale) ; il lui

propose un plan d'attaque parce que, dit-il, « ce que je voudrais dans cette assemblée, ce serait parmi les soutiens du peuple plus de connaissance bien sentie de ses souffrances... et moins de cette roideur sèche des Robespierre et des Péthion ». Relevons cette critique des plus hauts personnages de l'opposition démocratique du moment et de Robespierre en particulier. Sans équivoque, il se prononce à nouveau pour le contrôle et la révocabilité des élus.

Pour Babeuf, « il faut que la constitution soit un patrimoine national où se trouve tout à la fois pour le peuple le pain de l'esprit et le pain du corps, où une stimulation pour la vie intellectuelle et la vie matérielle complète soit non seulement claire, précise, positive, mais encore immédiatement sanctionnée par la mise en commun de toutes les ressources indéfiniment multipliées et accrues au moyen d'une organisation savamment combinée et du travail général sagement dirigé », ce qui est une des plus claires professions de foi communiste de Babeuf dans cette période. Sans tout cela, il n'y a pas d'égalité, elle est factice et dans de telles conditions, « qui peut tenir à une égalité nominale ? » Dans une deuxième lettre à Coupé, il se réclame de la « loi agraire » dont il n'est pas certain que dans l'esprit de Babeuf, elle ait été synonyme de partage égal des terres et il invoque aussi « l'égalité parfaite ». Mais la correspondance avec Coupé tourne court. Chacun suit sa route.

*
* *

La République frappe à la porte ; les événements prennent un tour nouveau et dramatique avec la fuite du roi, sa trahison enfin révélée à tous, les tergiversations des Girondins qui en appellent bientôt à la défense des propriétés. Après l'insurrection populaire du 10 août 1792 qui voit la chute du roi, c'est l'établis-

sement du suffrage universel puis le début des élections à la Convention nationale accompagnées des massacres des prisons en septembre. Puis, coup sur coup, l'installation de la Convention nationale, cette assemblée dont Victor Hugo disait dans *Quatre-vingt-treize* : « Jamais rien de plus haut n'est apparu sur l'horizon des hommes », la victoire de la jeune armée nationale à Valmy contre les coalisés, la proclamation de la République et du calendrier républicain. En quelques jours, le monde a tourné et entre dans l'ère contemporaine. On connaît le mot de Goethe (il est célèbre mais il n'est peut-être pas authentique) à Valmy : « De ce jour et de ce lieu, date une ère nouvelle dans l'histoire du monde. » L'histoire tourne et notre héros avec elle, comme des millions de Français. Babeuf est dans la plénitude de ses moyens. Mais comment est-il tant au moral qu'au physique ? C'est maintenant ou jamais qu'il faut décrire Babeuf.

Nous possédons de lui quelques portraits, plus ou moins imaginaires, reproduits pour certains dans ce volume. Ses nombreuses incarcérations ont laissé, par l'intermédiaire des registres d'écrou, des signalements, mais bien peu sont conservés.

Ainsi, le 1^{er} germinal an II (21 mars 1794), le registre d'écrou de la prison de Sainte-Pélagie à Paris tel qu'il fut publié par Albert Soboul ⁶ porte cette indication : « taille de 5 pieds 1 pouce, cheveux, sourcils et barbe châains, yeux gris, nez long et gros, visage oval [sic] et bouche ordinaire, menton long et front découvert ». Le passeport établi de 2 thermidor de la même année (20 juillet 1794) après sa sortie de la prison de Laon lui attribue une taille de 1,67 m et un teint « peu coloré ». Membre du directoire du district de Montdidier, il est décrit ainsi : « 4 pieds, 9 ou 10 pouces,

6. Albert SOBLOUL « L'écrou de Gracchus Babeuf à Sainte-Pélagie en l'an II », in *Annales Historiques de la Révolution Française* (en abrégé A.H.R.F.), 1954, p. 175.

cheveux à la jacobite coupés en rond, avançant sur le front, cheveux et sourcils bruns, yeux bruns enfoncés, visage creux, pâle et blême, nez et bouche moyenne, figure un peu ignoble et en dessous ». A ces descriptions schématiques et assez contradictoires, il faut en ajouter une autre, tout aussi malveillante. En 1796, lors de son arrestation, le *Courrier Républicain* donnera le portrait suivant de Babeuf : « Il est âgé d'environ trente-quatre ans et né à Saint-Quentin dans l'ancienne Picardie il est d'une taille moyenne et assez svelte, visage blême allongé et tacheté de petite vérole. Il a le regard plein d'audace ; il est très bien mis ; bottines très propres, chapeau ciré, habit bleu et collet rouge (ce collet est la parure favorite des initiés). » De même, sur sa santé, on sait peu de choses : il fut victime, jeune, de la maladie qu'on appelle communément « les vers » et, en 1790, il le fut d'une jaunisse. C'est tout et c'est bien peu ; le reste de son portrait physique est, en quelque sorte, dessiné « en creux », aucun handicap majeur ou mineur, aucune maladie grave.

Par contre, on sait beaucoup de choses sur son tempérament, tracé de manière définitive par Maurice Dommanget⁷. Babeuf lui-même se dépeint comme étant à treize-quatorze ans « le plus grand petit vaurien qu'on puisse imaginer ». D'un caractère indomptable, conquérant, prosélyte (il cherche à convaincre même les policiers venus l'arrêter) et combattant (quand il ne les convainc pas, il cherche à les assommer), il se tourne assez vite vers la société pour la modifier. Il est généreux, confiant, voire naïf. Penseur comme on peut l'être quand on est autodidacte et isolé, il devient rapidement comme des millions d'hommes et de femmes (et c'est cela qu'on appelle une Révolution) un politique. Il l'écrit à Coupé en juillet 1791 : « Je suis

7. Maurice DOMMANGET, « Tempérament et formation de Babeuf », in *Babeuf et les problèmes du babouvisme*, (Actes du colloque de Stockholm), Paris, Éditions Sociales, 1963, p. 11-53.

devenu tout à fait impropre à toute espèce d'emploi, en dehors du publicisme et de tout ce qui touche à la législation ; la politique et les méditations sur les vrais principes des lois et sur leur mise en œuvre ont pour moi un attrait si irrésistible que j'incline à penser que c'est là mon unique vocation. » La force de caractère que doit avoir un homme politique est une de ses qualités fondamentales ; il n'hésite pas à aller à contre-courant, on l'a vu, faisant preuve du véritable courage dont parlait Jaurès et qui consiste à « chercher la vérité et la dire ». Cependant, son sens pratique ne le quitte jamais dans ses démarches politiques où il fait preuve d'un réalisme certain. Jaurès pourra même parler de « l'opportunisme admirable » de Babeuf.

La prison puis l'échafaud seront ses seules récompenses, il le devine, il le sait. Mais, affirme-t-il, « il ne s'est jamais rien fait de grand dans le monde que par le courage et la fermeté d'un seul homme qui brave les préjugés de la multitude ». Courage, fermeté mais enthousiasme également : il crie, il s'emporte, il s'exalte même en rédigeant son journal, ce qui effraye Pillé, son secrétaire à l'époque de la Conjuration. Il est également un grand lecteur qui dévore à peu près tout ce qui lui tombe sous les yeux ; il répugne à la violence (on l'a vu quand il écrit à sa femme à propos de l'exécution de Foulon en juillet 1789) mais ne dédaigne pas son utilisation quand elle peut être utile pour sa liberté ou celle des autres : on le verra à Vendôme. Il se veut le protecteur, le défenseur des faibles. Quand il cite un propos sur Robespierre en 1786 « il n'est et ne sera jamais que l'avocat des pauvres », on devine son approbation. Le titre qu'il se décerne de Tribun du Peuple comporte une part de fierté, voire de défi mais il l'assume totalement, jusque dans la mort même : « Il faut pourtant convenir qu'il y a quelque plaisir à être vertueux », écrit-il dans son journal.

*
* *

Nous pouvons poursuivre son portrait moral en nous attachant à sa position politique sur l'émancipation de la femme. Sur cette question capitale, il professe des idées résolues qui le rangent aux côtés des combattants pour l'égalité des femmes, avant même Fourier (qu'il semble annoncer) et avant Engels. Sous la Révolution, bien peu auront une telle pugnacité. Il faut mentionner les conventionnels Condorcet et Romme, la future victime des Thermidoriens.

Babeuf dès juin 1786, écrit à Dubois de Fosseux que « le mari et la femme doivent être égaux », et plus encore, il donne une explication sociale à cette inégalité : « La prétendue supériorité de l'homme sur la femme et la despotique autorité qu'il s'arroge sur elle ont la même origine que la domination de la noblesse. » Il ne peut cautionner une telle injustice : « Admettre l'inégalité, c'est souscrire à une dépravation de l'espèce. » Il défendra la même conception plus tard sous la réaction thermidorienne quand il demandera la participation des femmes au même titre que les hommes dans les clubs et sociétés populaires : « N'imposez pas non plus silence à ce sexe qui ne mérite pas qu'on le méprise. » De même pendant la Conjuration des Égaux, il écrit à un des agents d'arrondissement : « L'avis que tu nous donnes sur le parti qu'on peut tirer des femmes est sensé et judicieux ; nous en profiterons. Nous connaissons toute l'influence que peut avoir ce sexe intéressant qui ne supporte pas plus indifféremment que nous le joug de la tyrannie, et qui n'est pas doué d'un moindre courage, lorsqu'il s'agit de concourir à le briser. » Il faut cependant préciser que la direction de la Conjuration n'était pas homogène sur cette question et que, par exemple, Buonarroti et Maréchal étaient, en bons rousseauistes, opposés au droit de vote pour les femmes. Ce qui n'enlève rien, au contraire, à la pertinence de la position de Babeuf : le droit de vote en France pour les femmes date de la Libération, près de cent cinquante ans après la disparition du Tribun.



De la question — à l'époque toute théorique — de l'émancipation féminine à sa propre vie familiale, il n'y a pas de rupture. Non pas qu'il faille chercher, comme se sont complu tel et tel, dans la vie privée et dans les alcôves des grands révolutionnaires un détail qui amoindrirait leur action politique. J'affirme d'ailleurs ici le contraire ; à force de présenter les lutteurs de l'émancipation humaine comme des Surhommes, on oublie ce qu'ils étaient avant tout : des êtres humains. Babeuf eut un seul amour, son épouse. Il est en cela semblable à des millions d'hommes et différent de ceux-ci. Mais surtout, cet homme unique, exceptionnel, eut un amour unique, exceptionnel. Quelle force de caractère fallut-il à l'épouse de Babeuf, pour supporter tout ce qu'elle supporta ? Elle fut emprisonnée pour l'homme qu'elle aimait ; elle, son mari et leurs enfants furent victimes de la pauvreté du chef de famille, de ses emprisonnements, de la calomnie, et tout cela sans le secours des lectures philosophiques et la gloire des idées politiques ! Et quand Babeuf était un des rares à préconiser que les femmes voient leur rôle dans la vie politique entièrement reconnu, il trouvait une totale justification à ses idées dans la vie de son épouse.

Sa femme, Marie-Anne-Victoire-Langlet, née dans une famille modeste, partagea tous les tourments de son mari ; parfois même, elle est sa plus proche collaboratrice comme dans l'hiver 1795 : s'occupant des abonnements au *Tribun du Peuple*, elle est alors arrêtée deux jours. On ne peut trouver trace de dissensions entre eux malgré la difficulté de leur vie, et le courage de Marie-Anne dans l'adversité force l'admiration. Ils eurent cinq enfants dont deux filles baptisées Catherine-Sophie mortes du vivant de Babeuf. De tous les coups du destin qu'eut à recevoir Babeuf, les plus

terribles, les plus insupportables furent certainement la mort de ses enfants. Sophie était née en septembre 1783 et elle suivait son père à chacun de ses pas, nous dit-il, parce que « j'étais continuellement occupé de toi ». En juillet 1787, elle est gravement ébouillantée aux hanches et meurt le 14 novembre de la même année. Babeuf est désespéré. Au vrai, sa raison chancelle ; il a même été affirmé par des adversaires politiques qu'il aurait dévoré une partie du cœur de sa fille défunte, sans que des éléments viennent définitivement réfuter ou corroborer cette hypothèse. Toute son affection se reporte alors sur son fils Robert dit Émile né en 1785. Une seconde fille naît quelques mois après le décès de Sophie ; elle porte le même prénom que la fille aînée et suit, malheureusement, le même destin : pendant que Babeuf est emprisonné, elle décède en juillet 1795, d'un accident dû à la malnutrition, comme tant d'autres enfants à l'époque. Babeuf parlera avec émotion de ce décès au procès de Vendôme. Quand il parle de « la sainte faim » s'attaquant aux familles de sans-culottes, ce n'est pas pour lui une vision de l'esprit. Il l'a vécue à travers ses êtres les plus proches. Deux autres enfants naîtront : Camille en novembre 1790 et Caius Gracchus en janvier 1797 à Vendôme, quelques mois avant l'exécution de son père. La dernière lettre de Babeuf parle en termes émouvants de chacun de ses enfants.

C'est son fils Robert qui bénéficie donc de l'attention du père : ainsi, en prison à Paris, en l'an II, Babeuf lui écrit quasi quotidiennement, multipliant les leçons de morale, d'écriture et de grammaire. Il lui fait part de ses conceptions philosophiques, il l'appelle son « camarade ». Par admiration pour Rousseau, il l'appelle Émile. Son fils devient son confident avant d'être pendant la Conjuration un allié des plus précieux, portant le journal ou les nouvelles aux affiliés et étant ainsi un authentique agent de liaison. Même à Vendôme, Babeuf ne cessera de correspondre avec son fils, envisageant de le faire venir près de lui en prison pour parfaire cette éducation. Il abandonnera, enfin, la

réalisation de son projet, ne pouvant se résoudre à priver la mère et l'enfant l'un de l'autre. Ce qui témoigne, d'ailleurs, de leur extrême solidarité à tous. Un mois avant l'exécution, sous l'ombre même de la guillotine, Babeuf renvoie à son fils son travail de la veille qu'il a « trouvé assez exact ». A cette attention permanente de Babeuf, nulle surprise.

En effet, il écrivait à Dubois de Fosseux « qu'enfin j'ai de faible pour tout ce qui est enfant ! » et ce trait de caractère n'est pas seulement un sentiment de fierté paternelle, il constitue un sentiment puissant à l'égard de toute la commune humanité même si cette fierté personnelle est bien réelle : « Je goûte la satisfaction de voir des enfans [sic] qui m'appartiennent, tels qu'il me serait impossible de désirer qu'ils fussent mieux. » En octobre 1789, il écrit à sa femme : « Je suis accoutumé au rôle de père, je sens que c'est aujourd'hui le premier besoin de mon existence » et il ne sépare pas ce rôle de père du combat qu'il mène pour l'émancipation sociale. Au procès de Vendôme, il leur confesse son souci de leur « léguer la liberté » et sa peur de les laisser « en proie à tous les maux ».

Nous terminerons ce portrait de Babeuf par son appréciation de la délicate question de l'éducation⁸. Babeuf se qualifie de « Père-Instituteur » dans sa correspondance avec Dubois de Fosseux, nous fournissant lui-même la transition sur ce sujet. Maurice Dommanget a relevé avec pertinence que trois des dirigeants de la Conjuraton, Buonarroti, Sylvain Maréchal et Babeuf se sont longuement penchés sur le problème éducatif, associant ainsi la réorganisation de la société à l'instruction à donner à ses membres. Pour sa part, le futur Tribun reçut une éducation assez particulière, subissant un mélange de rude autorité paternelle et un désir boulimique d'autodidacte. François-Noël dit que « l'instruction a coûté furieusement

8. Maurice DOMMANGET, « Babeuf et l'éducation », in *A.H.R.F.*, 1960, p. 488-506 et 1961, p. 35-46.

cher à (mes) épaules » dans son enfance. Il est, au moins en ce qui concerne l'écriture, « un prodige », ce qui lui vaudra une part importante de son succès professionnel et l'empêchera quelques fois de mourir tout simplement de faim. Sans cette magnifique écriture, il n'aurait jamais pu travailler à l'administration des subsistances de Paris, par exemple. Ajoutons qu'elle fait encore le délice de l'historien et du curieux comme on peut en juger d'après les planches iconographiques de ce volume.

Ce talent, cet entêtement et une grande curiosité intellectuelle combinés peuvent expliquer ses conceptions éducatives qu'il ne dissocie jamais du problème social. Quelle part tient la psychologie de notre personnage dans cette conception ? La prudence est totalement de mise pour répondre à une telle question. Il est fort probable que la lecture assidue de Rousseau, notamment de *L'Émile* a été contrebalancée par sa propre expérience et sa propre sensibilité. Ainsi, il marque sa profonde différence avec Jean-Jacques qui, on le sait, avait abandonné ses enfants. Tout en excusant le philosophe, il écrit à propos de son fils Robert-Émile : « Jamais je ne serai capable de t'abandonner. » En 1787, il avoue même, concernant l'éducation de sa fille Sophie : « Je crois que j'eusse osé consulter l'Auteur de l'Émile, s'il eut existé encore. » Toujours proche de Rousseau, au mois de brumaire an II, il songe à postuler comme instituteur dans la petite ville de Montmorency rebaptisée Émile où avait vécu Rousseau bien que ce poste lui « rapporterait » moins que son emploi à l'administration des subsistances. Mais si ces préoccupations pécuniaires l'avaient emporté, Babeuf n'aurait jamais pu être Babeuf. Cette incapacité à « devenir un "salaud" », suivant la forte expression de Claude Mazauric⁹, est aussi sa part la plus humaine.

9. Claude MAZAURIC, rapport « Babeuf dans la Révolution française », au colloque d'Amiens.

Systematiquement, ses ouvrages politiques consacrent une part significative à l'éducation. Il parle des « préjugés » comme « enfans de l'ignorance qui ont fait en tous tems le malheur des races humaines ». Dans le *Manifeste des Plébélens*, (texte qui fonde la Conjuraton des Égaux) il écrit : « L'éducation est une monstruosité lorsqu'elle est inégale, lorsqu'elle est le patrimoine exclusif d'une portion de l'association ; puisqu'alors elle devient dans les mains de cette portion, un amas de machines, une provision d'armes de toutes sortes, à l'aide desquelles cette première portion combat l'autre qui est désarmée », et l'*Analyse de la doctrine de Babeuf*, affiche programmatique de la Conjuraton, affirme : « Nul ne peut, par l'accumulation de tous les moyens, priver l'autre de l'instruction nécessaire pour son bonheur ; l'instruction doit être commune. » Pour Babeuf, les instituteurs doivent être salariés par la Nation et cette éducation doit être nationale et éloignée de l'Église.

Babeuf n'est pas seulement un théoricien politique de l'éducation. Payant de sa personne, il a voulu être instituteur et il donne la plus soignée des éducations à chacun de ses enfans, à Sophie d'abord et aussi à Émile. Il est, on l'a vu, le « précepteur de son fils » pour reprendre le mot de Robert Legrand¹⁰ : il lui conseille jusqu'au procès de Vendôme, quand il sait que sa vie est en jeu, de lire beaucoup, de s'appliquer, de copier les mots « lettre à lettre » pour veiller à leur bonne orthographe. Ce qui « est très curieux », note M. Dommanget puisque Babeuf en personne n'avait pas hésité à rédiger ses lettres à Dubois de Fosseux dans une très cohérente orthographe phonétique. Quelle est la raison qui motiva ce changement d'attitude de Babeuf ? On l'ignore mais il fallait la relever ici. Et surtout ce détail peut nous permettre d'ajouter un trait à l'ensemble de ce portrait de Babeuf : entêté, oui, mais prêt à

10. Robert LEGRAND, *Babeuf et ses compagnons de route*, Paris, 1981, p. 399.

corriger ses erreurs quand il les reconnaissait. Comme l'a écrit Buonarroti à propos de sa plus grande correction politique, à propos de Robespierre, et on peut le répéter pour ses autres erreurs : « Il faut plus grand que s'il n'avait jamais erré. »

CHAPITRE III

LA RÉPUBLIQUE

La déclaration de guerre de Louis XVI au « roi de Bohême et de Hongrie » puis l'invasion du pays par les armées de la réaction avaient constitué un formidable accélérateur de la lutte politique. La Révolution avait riposté par la première journée insurrectionnelle, celle du 20 juin 1792. Enfin, c'est l'insurrection victorieuse du 10 août qui consacre la chute du Roi.

Babeuf s'en félicite ostensiblement et engage, avec des millions de ses semblables, un nouveau combat, celui de la République. Devant l'assemblée primaire des citoyens de Roye, réunie le 26 août pour préparer les élections à la Convention nationale, il prononce un important discours où transparaît avec une totale clarté sa conscience de classe : « Les gens d'une haute fortune ont toujours été les ennemis nés des classes inférieures », déclare-t-il ; c'est la raison pour laquelle il demande que la Déclaration des droits de l'homme soit complétée par un amendement qui affirme : « La loi ne peut établir de distinction de Droits entre un homme et un autre, quelque différence qui se trouve entre eux pour la fortune. » Lors de l'assemblée électorale départementale, il développe ces idées : « L'association doit assurer des travaux à tous les membres, et déterminer les salaires dans une proportion relative au prix de toutes les marchandises, au point que ces

salaires puissent suffire à l'acquisition de la subsistance et de tous les autres besoins de chaque famille. » Babeuf affirme donc l'existence de la lutte entre les classes et prend la défense de la classe des salariés. Chez Babeuf, sans conteste possible, le combat pour la République va de pair avec le combat pour la réorganisation de la société.

L'assemblée de Roye approuve les propositions de Babeuf malgré l'hostilité de Longuecamp et de ses autres adversaires politiques. Lors des discussions, Babeuf s'attache à définir « la question de la limitation des droits du futur pouvoir exécutif et des garanties de l'exercice d'une véritable souveraineté populaire » (Dallin). Plus ! Alors qu'André Dumont, futur conventionnel, préconise et obtient de limiter les discussions politiques aux seules questions électorales, Babeuf s'insurge : ne pas discuter maintenant des problèmes de la Nation les ferait rejaillir plus tard en laissant alors une seule possibilité au peuple, la révolte contre la députation. Ce qui aura lieu le 31 mai et le 2 juin 1793 avec l'envahissement de la Convention par les sans-culottes parisiens pour en exclure les députés girondins. Babeuf posa sa candidature à la Convention mais le camp des modérés était trop fort et il ne fut pas élu. C'est l'époque à laquelle on le considère comme un partisan de « la loi agraire », du partage égal des terres ; et cette appréciation n'est certainement pas étrangère à sa popularité. Il est élu le 17 septembre 1792 comme membre du conseil général du département, ce qui lui donne l'occasion de mener de multiples et difficiles combats à Amiens et dans la région comme la dénonciation du projet de livraison de Péronne aux Prussiens par les notables de la ville. Il écrit contre les acteurs suspectés de donner des pièces antipatriotiques et à qui il recommande de jouer Molière. Peu à peu, il se convainc de la tiédeur des membres du directoire du département, si ce n'est de leur complicité avec les royalistes. Il écrit, en vain, au ministre de l'Intérieur, Roland. Mais, il est « seul de sans-culottes » parmi les administrateurs, comme il le confiera plus tard à

Sylvain Maréchal. Ensuite, en novembre, il fut élu membre du directoire du district de Montdidier. Il peut organiser, seul, à l'annonce de l'exécution de Louis XVI, « un autodafé sur la place publique, alimenté des tapisseries [sic] fleurdelysées qui garnissaient le tribunal et la maison commune auxquelles je fis ajouter une douzaine de superbes de portraits de roi ». Jacques Foucart a découvert¹ qu'avant d'organiser un tel acte de foi, Babeuf avait proposé « pour unir un acte charitable à un acte civique », la distribution de ces tapisseries, débarrassées de leurs signes, comme couvertures pour les nécessiteux de la ville.



Mais, à ce moment, Babeuf va se trouver confronté à la plus difficile des luttes qui n'épargna aucun des révolutionnaires des siècles suivants : la calomnie. Un siècle après la Conjuraton, Jules Guesde dut défendre la mémoire de Babeuf à la Chambre des députés contre Deschanel qui avait ramassé cette calomnie pour l'étendre à tous les collectivistes.

A l'origine, une incontestable bévue. Babeuf tombe dans un piège tendu par ses adversaires politiques, comme l'a démontré J. Foucart. Une ferme importante avait été adjugée à un riche propriétaire lors d'une vente le 31 décembre 1792. Un autre fermier intéressé par cette ferme obtient l'accord (probablement par un pot-de-vin) d'un adjudicateur provisoire pour modifier les textes. Un conciliabule mit en présence les divers protagonistes qui s'entretinrent par la suite avec Babeuf. Responsable de l'adjudication des biens nationaux, il rale le 30 janvier 1793 le nom du postulant pour le remplacer par celui de ce fermier, républicain

1. J. FOUCART, communication « Nouveaux aperçus sur la période picarde de Babeuf », au colloque d'Amiens.

et moins fortuné ; tout cela, en accord avec ses collègues et son supérieur. Erreur, bévue, forfaiture, acte politique ? Babeuf ne cesse d'expliquer qu'il s'agit d'une bévue dont il se rend compte immédiatement. Il se rétracte aussitôt publiquement, trois heures après le faux. Car, faux il y a et celui-ci est patent même s'il est bénin. Mais les ennemis de Babeuf ont enfin une arme absolue pour le discréditer. Il est entendu le 4 février 1793 puis le surlendemain au conseil général du district. Une enquête est ouverte. Sous l'influence de Longuecamp, implacable adversaire de Babeuf, sa destitution est prononcée. Des démarches judiciaires sont engagées contre lui. La vanité des démarches judiciaires est telle que les principaux protagonistes de l'affaire et notamment le bénéficiaire sont innocentés alors que lui, Babeuf, est condamné à vingt ans de fer et à l'exposition sur la place publique... Par la suite, la Convention cassera ce jugement et, ironie, c'est le même Merlin de Douai qui avait signé cette décision qui la ressortit sous le Directoire exécutif pour chercher à contrecarrer la tentative babouviste. Même les historiens les plus hostiles à Babeuf reconnaîtront qu'il n'en tira pas le moindre bénéfice matériel.

Traité de « maratiste » pendant cette période, il se réclame fièrement de ce patronage : « Je reconnais l'acharnement de mes ennemis. Je sais quels hommes composent le tribunal à qui j'aurai affaire ... Je me dis comme Marat : "Ma vie est trop chère à ma femme, à mes quatre enfants, à ma patrie" » et il fuit à Paris. Par ce brutal coup du sort, le théâtre d'activités de Babeuf va s'étendre à la capitale, à la Révolution même. Cela aurait-il été possible si Babeuf était resté en Picardie ?



L'année 1793, qui est d'une si grande importance dans l'histoire de France et du monde entier, voit notre

héros, aux prises avec la justice de sa région sous prétexte du fameux faux, rejoindre à nouveau Paris, la grande capitale révolutionnaire, aux alentours de la mi-février 1793. Il croit y être en sûreté, ce qui sera vrai au moins pour quelques mois. Il y rencontre aussitôt le conventionnel Carra, à l'époque un patriote connu, un des principaux Girondins.

Sa situation matérielle est très difficile, les quelques meubles qu'il possède sont saisis chez sa femme ; le découragement perce ; Babeuf lui écrit d'ailleurs : « Trop de monde dans ce malheureux pays a joué notre perte. » Il végète dans la plus extrême pauvreté et ne cesse de penser à sa famille, à ses enfants « qui pleurent parce qu'ils n'ont pas de pain ». Il cherche toujours à trouver un emploi et se met au service de Fournier dit « l'Américain », pour avoir séjourné à Saint-Domingue quelques années avant la Révolution. Ce dernier était à cette époque à l'extrême-gauche de la sans-culotterie ; quelque peu aventurier aussi, il avait participé à toutes les manifestations populaires de la Révolution depuis juillet 1789 et il envisageait, au début 1793, de constituer une « Légion des libérateurs du peuple ». Mais, devant la méfiance que suscite Fournier suspecté même d'avoir pris part aux massacres de septembre, ce projet avorte. Marat, en personne, dénonce Fournier, et Babeuf, bien qu'il ait été défendu par Marat en juillet 1790, rédige sans hésiter les pétitions de défense de Fournier. A cela, nul mystère. Comme l'a remarqué avec raison R. Legrand, cela constitue « un trait de caractère de Babeuf : il ne compose pas »². Marat, l'Ami du Peuple, incontestablement un des plus grands révolutionnaires de la période, assassiné par la réaction, toujours injustement haï et méconnu de nos jours, avait en ce début de 1793 une position conciliante et ce n'est pas faire insulte à sa mémoire que de le signaler. En effet, en février 1793, à la Convention, il s'oppose aux section-

2. R. LEGRAND, *op. cit.*

naires parisiens venus demander l'établissement du maximum et il est logique que Babeuf, dès lors, n'hésite pas à prendre position contre lui. Cela modifie-t-il sur le fond, l'admiration que Babeuf porte à Marat ? Non : à diverses reprises, il soulignera la dette qu'il lui doit, comme journaliste, comme révolutionnaire. C'est la publication de la lettre de la sœur de Marat dans le journal de Babeuf pendant la réaction thermidorienne qui scellera la rupture entre Babeuf et les thermidoriens.

Au printemps 1793, les premières manifestations anti-girondines comme le saccage des imprimeries des journaux girondins voient la présence de Fournier, toujours actif ; on peut légitimement supposer que Babeuf, très proche de Fournier (chez qui il vivait à l'époque) pendant ces difficiles semaines, y ait participé également. Mais l'échec du projet de Fournier l'amène à envisager une autre occupation salariée. Pendant peu de temps, quelques semaines, il devient le secrétaire du colonel hollandais Makerstrot qui était chef de la Légion batave et ainsi il peut, au moins, être logé dans une caserne.

C'est dans cette année bien bouleversée de 1793 qu'il rédige et fait imprimer un *Nouveau calendrier de la République française conforme au décret de la Révolution*. Il essaye de se faire employer par les journaux démocrates ; il entre en contact avec le journaliste et poète Sylvain Maréchal à qui il écrit le 28 mars (lettre dans laquelle Babeuf confie son intérêt pour « le sort toujours empirant de la classe malheureuse pour laquelle on n'a encore rien fait d'efficace »). Toujours en vain dans un premier temps : il n'est pas embauché. Mais il n'abdique pas. Malgré les difficultés de sa vie quotidienne, ses préoccupations politiques ne le quittent pas ; ainsi, le 17 avril 1793, à la veille de nouvelles manifestations populaires, il écrit à sa femme restée en Picardie : « Je voudrais bien rester à Paris pour ma grande affaire ; je ne suis pas le seul qui y pense. Tu sais ce que je veux dire. Cela m'échauffe à un furieux point. Les sans-culottes veulent être heureux, et je ne

vois pas d'impossibilité qu'avant qu'il soit un an, en conduisant bien nos mesures et en agissant avec toute la prudence nécessaire, nous ne parvenions à assurer le bonheur général sur la terre. » Le « bonheur général » qui sera la grande revendication formulée à peine différemment (le « bonheur commun ») sous la Conjuraton des Égaux, est déjà présent dans les idées de Babeuf, dans ses objectifs pratiques même. Enfin, ses efforts sont récompensés : par l'entremise de Sylvain Maréchal, il peut dans le courant du mois de mai 1793 entrer à la Commission des subsistances de Paris, emploi qu'il va occuper pendant des mois tragiques pour la Révolution et qui seront, également, d'une grande importance pour son évolution politique personnelle. Avec ce travail de bureau qui lui plaît, pas trop harassant et assez bien rémunéré, Babeuf peut — enfin ! — recommencer à aider sa famille et à payer ses débiteurs. Il se lie d'amitié avec Garin, l'administrateur des subsistances de Paris et devient le secrétaire de cette commission. Il peut faire venir femme et enfants à Paris, près de lui.



La Révolution en ce début de 1793 est, une fois de plus, dans une situation difficile. Malgré les efforts des Girondins, le roi a été exécuté comme traître à la Nation. La réaction ne désarme pas : un conventionnel montagnard Michel Lepeletier, frère du jacobin Félix Lepeletier que nous retrouverons souvent dans ce récit, est assassiné par un royaliste ; les émeutes puis les insurrections royalistes se multiplient ; bientôt, au cours de l'été, soixante départements seront en rébellion contre la Convention ; c'est la Vendée qui, la première, s'est soulevée. D'autres suivront. Sur les frontières, les armées de la République sont également en difficulté après la trahison de Dumouriez et doivent

se replier de Belgique. Dunkerque est assiégée. Et pendant ce temps, les girondins tergiversent, mettent en accusation Marat devant le Tribunal révolutionnaire et, enfin, menacent Paris de destruction, comme le fait le député Isnard. La majorité de la Convention, modérée socialement mais soucieuse d'assurer la victoire de la Révolution, ne peut s'accommoder avec eux. Les sans-culottes parisiens, puis les jacobins avec Robespierre, décident de se défaire de ces velléitaires qui, à force de vouloir se concilier tout le monde, ne peuvent que donner des gages à leurs ennemis, les royalistes. Le girondin Pétion appelle à son secours les propriétaires. Inutilement. La foule des sans-culottes parisiens envahit la Convention le 31 mai puis, à nouveau, le 2 juin 1793 et obtient la mise en accusation des dirigeants girondins. Certains d'entre eux, à peine consignés dans leurs appartements, s'échappent pour converger avec la Contre-Révolution royaliste et commettent, de leur propre fait, l'irréparable. C'est la guerre totale entre la Révolution et les girondins. Une page est irrémédiablement tournée quand commence l'été.

Le 2 juin, à son tour, après la Monarchie, la Gironde est tombée ; c'est à ce moment que Babeuf écrit à sa femme, confidente de toujours : « Paris est encore une fois en révolution ; mais ne crains rien pour moi, la sans-culotterie a toujours le dessus et nous [remarquons au passage que Babeuf dans ce genre de propos utilise toujours un pronom collectif] espérons cette fois faire encore un grand pas pour arriver au but suprême de la sainte égalité. » Une expression que les principaux artisans de la Conjuration utiliseront en 1796. La sainte égalité, le communisme, voilà le but de toute l'activité de Babeuf, même en 1793, en pleine agitation sans-culotte !



Ces mois si brûlants du printemps 1793 ont mis en contact Babeuf avec Sylvain Maréchal, d'une part, et Anaxagoras Chaumette, d'autre part. Il faut ici prendre un moment pour parler de ces deux personnages qui auront une si grande influence dans la vie de Babeuf, le premier l'accompagnant même dans son grand œuvre de la Conjuraton. Le second dont la biographie reste à faire, ayant été un temps investi de la confiance de Babeuf.

Sylvain Maréchal, poète agreste, journaliste, écrivain est une des figures les plus curieuses de la Révolution. Petit, bègue à l'excès, peu bavard donc, timide même, il n'atteindra jamais la célébrité publique des grands journalistes révolutionnaires³. Athée, anti-clérical et communiste avant même 1789, il avait eu à subir les foudres de la censure cléricale, un de ses livres étant brûlé, et il passa plusieurs mois à la prison de Saint-Lazare. Il avait débuté son activité littéraire par des contes et des poèmes moraux. Et pourtant par le talent de sa plume, il est, à chaque occasion, comme une forme de conscience publique de la Révolution. En 1790, il mène diverses campagnes contre la monarchie, contre l'Église, contre les girondins dans les *Révolutions de Paris* où il remplace le céléberrissime journaliste républicain Loustallot, prématurément disparu. En 1791, il fait paraître *Dame Nature à la barre de l'Assemblée Nationale* ; début 1793, il publie le *Correctif à la Révolution* dans lequel il donne comme modèle de société les communautés agricoles. Sa tragédie *le Jugement dernier des Rois* connaît un grand succès et est applaudie par les sans-culottes. Elle est même la pièce symbolique du théâtre révolutionnaire : en effet, on y voit tous les rois d'Europe exilés sur une île déserte se disputer leur nourriture au pied d'un volcan dont l'explosion va tous les engloutir. C'est cette

3. M. DOMMANGET, *Sylvain Maréchal, l'Égalitaire, « l'Homme Sans Dieu » (1750-1803). Vie et œuvre de l'auteur du Manifeste des Égaux*, Paris, 1950.

notoriété qui conduit Babeuf à le contacter à la fin du mois de mars : « Celui qui vous adresse cette lettre est un citoyen, un patriote accablé, sous le poids du malheur. Il a vu dans vos écrits tout ce que vous inspirent de compassion les misères d'autrui, il sait donc d'avance que vous serez touché de sa triste position. » Fin avril, le poète recommande Babeuf au procureur de la Commune Chaumette et le fait ainsi entrer à l'administration des subsistances. Babeuf et Sylvain Maréchal seront à partir de ce moment liés intimement, jusqu'à l'arrestation de Babeuf en 1796. Plus tard, bien plus tard, avant le putsch de Brumaire, Sylvain Maréchal écrira un pamphlet contre Bonaparte. En 1801, aussi peu féministe que Babeuf l'était totalement, il prônera l'interdiction de lire aux femmes !

Pierre Chaumette dit « Anaxagoras » est plus jeune que Maréchal (né en 1750) et il est sensiblement de la même génération que Babeuf, puisque né en 1763. Il travaille au journal les *Révolutions de Paris*, devient un des meneurs du Club des cordeliers, y propose la proclamation de la République après la fuite du roi à Varennes. Il est un des principaux protagonistes de la journée insurrectionnelle du 20 juin puis de l'insurrection du 10 août 1792 et, appui permanent des sans-culottes, il devient le procureur de la Commune de Paris. Babeuf lui écrit une bien longue lettre le 7 mai 1793, lettre qu'il nous faut reprendre rapidement. Tout d'abord, Babeuf décerne à son correspondant le titre de « Tribun du Peuple » défini par lui comme étant attribué à « un véritable défenseur de la Sans-Culotterie ». Dans cette correspondance, Babeuf rejette l'article de la Déclaration des droits de l'homme (les « prétendus droits de l'homme » écrit-il) qui définit la propriété comme le droit de disposer à son gré de ses biens. Il critique la Convention nationale : « vous ne comptez pas parmi vous de vrais sans-culottes », jette-t-il et livre ce que sera la tactique des sections parisiennes : « Vous êtes incapables de faire de vous-mêmes le bien ! vous ne le ferez que si l'on vous y

force ! » Il demande que les jacobins avec Robespierre et la Commune de Paris apposent « le veto national sur cette perfide déclaration des Droits, non de l'Homme mais des agioteurs, des usuriers » et, enfin, après avoir appelé « un Dix-août social » (M. Dommanget) en faveur de la « classe des nécessiteux », il annonce à Chaumette son livre *De l'Égalité* (qui ne sera jamais publié). Quelques jours après, le 10 mai 1793, Chaumette reçoit Babeuf et l'incite à faire publier de sa part cette lettre dans le journal *l'Ami des sans-culottes*. Mais les contacts ne s'approfondissent pas et les deux hommes vont voir leurs destinées diverger, Chaumette périssant sur l'échafaud avec les Hébertistes.

Babeuf rédige alors un de ses manuscrits intitulé *Égalité parfaite. Législation des sans-culottes ou la parfaite égalité. Réclamation des droits de 24 millions d'hommes sur le 25^e million*. Dans ce texte du printemps de 1793, il écrit qu'il entend « donner en détail les preuves incontestables de la justice de ce droit à tous à ne manquer de rien et à jouir constamment de tous les avantages qui sont le résultat des travaux et des productions de la société entière ». Les formes des idées de Babeuf sont sans cesse modifiées mais le fond politique est immuable tout au long de la Révolution.

*
* *

Babeuf, en cette année capitale tant pour l'histoire de France que pour la sienne propre, a fait nombre d'autres connaissances qu'il retrouvera plus tard, dans le milieu des révolutionnaires parisiens et qui seront, pour certains survivants, de la Conjuración. Nous avons vu Sylvain Maréchal et Chaumette. Mais il y en eut d'autres, connus ou moins connus, comme l'administrateur de police Claude Menessier, membre de la Commune insurrectionnelle du 10 août 1792. Ainsi, très probablement, Babeuf rencontrera en 1793 Debon qui sera, quelques années plus tard, en 1796,

un des dirigeants de la tentative babouviste⁴. D'après son compagnon Buonarroti, Debon aurait passé « sa vie à examiner les causes des maux publics [et] saisi mieux que personne les vues profondes de Robespierre ». Dès l'instauration du Directoire exécutif, il participera aux différents comités démocratiques clandestins ; il y argumentera contre tous les palliatifs prônés par certains, contre « le partage des terres, les lois somptuaires, les réquisitions, les taxes, l'impôt progressif » ; il y communiquera un « ouvrage dans lequel il démontrait l'injustice du droit de propriété et développait la longue série des maux qui en sont les suites nécessaires », ouvrage toujours introuvable à ce jour mais qui le consacre dès lors comme un communiste conséquent. Il sera, comme Darthé, un des babouvistes partisans de la dictature révolutionnaire confiée à un seul individu, conception rejetée par les autres conjurés pour sa ressemblance avec la royauté. Il sera le dernier des sept membres à être intégré au Directoire secret babouviste, par l'intermédiaire de Darthé et de Buonarroti, tous trois tirant leur communisme de leur passé robespierriste (à bon droit ou non, ceci est une autre question). Debon prendra toujours une part active voire passionnée aux travaux du Directoire secret. Il sera le « proposant » de deux agents d'arrondissement de Paris pour la Conjuraton, Menesier pour le 3^e (ils étaient, d'ailleurs, tous deux de la section de Brutus et adhérents de la même société populaire) et Moroy pour le 12^e. C'est aussi à leur condamnation à la déportation, au procès de Vendôme, que l'on peut mesurer la valeur du travail de Debon. Il s'opposera avec la dernière énergie — et même, peut-être, avec violence — à une quelconque collaboration avec les anciens Montagnards. Il semble que Debon ait convaincu ses camarades de « prendre de grandes précautions » contre les anciens conven-

4. J.-M. SCHIAPPA, *Le babouviste R.F. Debon avant la conspiration des Égaux*, D.E.A. de l'E.H.E.S.S., Paris, 1987.

tionnels, parmi lesquelles l'établissement d'une liste de démocrates à adjoindre aux anciens conventionnels pour constituer la nouvelle assemblée insurrectionnelle, dans laquelle les babouvistes seraient en majorité. Après le 21 floréal an IV et l'arrestation des dirigeants, nous ne savons plus rien de lui. Est-il mort dans les affrontements de l'an IV ? A-t-il cessé toute activité ?

Robert-François Debon avait mené une vie aventureuse : originaire de Caen, il avait vécu à Rouen puis séjourné en Angleterre, avant la Révolution et à Saint-Domingue, où il avait travaillé et affirmé que « pour devenir riche, il fallait devenir dur, injuste et cruel » ; il avait voyagé en Amérique du Nord et rencontré des Indiens (qu'il avait appréciés) puis, à nouveau, il avait habité en Angleterre où il avait défendu la Révolution et l'exécution du roi. Il revient en France en 1793 et après un bref emprisonnement (on se méfie des arrivants d'Angleterre) à Dunkerque, il arrive à Paris le 10 mai. C'est l'époque à laquelle Debon affirme avoir répondu à « un placard insidieux » qu'il intitule (approximativement) *Un freluquet avec de belles culottes toutes fin flambantes neuves aux pauvres bougres de sans-culottes qui n'ont que des chaises persées*. Ce placard pro-Girondin (et anonyme) combat « l'égalité absolue des fortunes, car elle est impossible ». Debon s'est jeté aussitôt, ardemment et publiquement, dans la lutte contre les modérés. Il écrit au maire de Paris, Pache, pour lui communiquer des idées propres à faire, selon lui, cesser les rassemblements qui se faisaient aux portes des boulangers. Ce courrier semble se situer à l'été 1793, au plus fort de l'agitation des sections de Paris sur les subsistances ; or, la correspondance de l'administration municipale de Paris entre mai et fin août 1793 a été tout entière, on l'a vu, rédigée par Babeuf. Ce dernier eut un rôle capital dans la question des subsistances à cette époque, comme l'a démontré Daline⁵ et comme nous le verrons plus

5. V. DALINE, *op. cit.*, p. 501-514.

loin. Rien dans les documents que nous avons pu consulter ne permet de conclure avec certitude à une connivence ou à une relation entre Babeuf et Debon qui ait été antérieure à la Conjuration. Mais on peut beaucoup plus que la supposer. R.F. Debon fait également partie des patriotes de la Société populaire de Brutus (avec Claude Menessier, le futur Égal) qui protestent contre l'épuration tentée par les modérés en germinal an II. Enfin, son attitude dans la crise de thermidor est significative. Le 9 thermidor au soir, à la chute de Robespierre, la Société des jacobins avait envoyé dans chacune des sections des « affidés » pour y développer l'esprit de rébellion. Dans la soirée, à 9 heures, Debon intervient au milieu de quelques citoyens devant le corps de garde de la section des Tuileries, c'est-à-dire dans un lieu très proche du Club des jacobins ; il confirme ce que disait un citoyen venant des Jacobins. Debon a été arrêté en même temps et pour les mêmes griefs (« propos inciviques ») que les Duplay, les hôtes de Robespierre et futurs accusés au procès de Vendôme. Simon Duplay qui sera, lui, un cadre de la Conspiration babouviste, sera arrêté à cette occasion, dans les mêmes circonstances que Debon.

Il semble donc qu'il faille exclure la possibilité d'une rencontre entre Babeuf et Robert François Debon dans la prison du Plessis sous la réaction thermidorienne, à l'inverse de ce qu'en a écrit Buonarroti⁶. En effet, Babeuf a séjourné au Plessis à son retour de la prison d'Arras en fructidor an III alors que Debon était déjà libre à ce moment-là : à la mi-messidor an III (début juillet 1795), après avoir minimisé au possible ses affirmations du 9 thermidor an II (sans renier Robespierre cependant), Debon était libéré sur ordre du Comité de sûreté générale. Comme Buonarroti insiste dans son témoignage sur le fait que Babeuf et Debon

6. F. BUONARROTI, *La Conspiration pour l'Égalité dite de Babeuf*, Paris, Éditions Sociales, 1957, t. 1, p. 59. Nous citerons très fréquemment ce témoignage exceptionnel.

se sont connus avant la Conspiration des Égaux, il faut retenir l'hypothèse d'une rencontre antérieure au 9 thermidor an II et donc, chercher vers ce fameux été 1793 pour imaginer leur rencontre. Mais l'historien ne peut imaginer, tout au plus peut-il envisager...

Nous avons allègrement sauté par-dessus la chronologie pour mieux étayer notre argumentation et comprendre ainsi le personnage Debon, futur dirigeant des Égaux. Revenons, justement, à l'été 1793 qui voit Babeuf prendre un certain nombre de responsabilités politiques tout en restant à l'arrière-plan.



La période est tumultueuse. Les Montagnards semblent désorientés par leur victoire que les Girondins, précipités dans les bras des royalistes, leur disputent avec acharnement. A tout moment, la Révolution semble près d'être culbutée. Un « maximum des grains » destiné à assurer le ravitaillement de Paris avait été voté le 4 mai ; cependant son application est encore très faible, considérablement limitée par le sabotage des autorités départementales. Les sans-culottes parisiens s'inquiètent des conséquences de l'insurrection du 2 juin qui n'apparaissent point, surtout en ce qui concerne leur alimentation. La Convention ne sait pas encore ou ne veut pas encore vaincre ses ennemis. Elle hésitera jusqu'à la poussée populaire des premiers jours de septembre.

L'agitation des sections durant l'été 1793, retracée avec talent et érudition par V. Daline, est le préambule de cette poussée des 4 et 5 septembre. Comme le ministre de l'Intérieur, Garat, partisan du libéralisme des prix, s'oppose au maximum et à l'administrateur des subsistances Garin, Babeuf prend la défense de son responsable à travers un certain nombre de publications signées de Garin mais qui sont en réalité de sa propre plume. Il s'agit de *Paris sauvé par l'administra-*

tion des subsistances et de la Suite de Paris sauvé par l'Administration des subsistances. Seconde dénonciation aux Comités de salut public et d'agriculture. Babeuf non seulement se familiarise avec l'économie dirigée — au moins en ce qui concerne les subsistances — mais en devient un résolu défenseur, ce qui sera un acquis idéologique de taille pour la Conjuration de l'an IV. Il peut écrire à sa femme le 27 mai 1793 : « J'acquiers déjà ici plus de célébrité que je n'en voudrais. On vient déjà ne chercher que moi pour faire les grandes choses. Je suis dans une partie d'administration où mon influence me met à portée de remuer plus la république entière que je ne pouvais remuer le département de la Somme et le district de Montdidier. »

L'opposition entre Garat et Garin, accompagné de Babeuf, était en fait la lutte entre deux conceptions de la Révolution : les journées du 31 mai et du 2 juin 1793 étaient-elles une victoire contre toute forme de libéralisme, non seulement politique mais aussi social ou s'agissait-il seulement du changement d'une équipe dirigeante ? Affamés, les sans-culottes parisiens commencèrent la lutte à leur manière et cherchèrent à constituer une « union des sections parisiennes » tout au long du mois d'août 1793 pour obtenir des mesures satisfaisantes. Babeuf fut amené, au nom de l'administration des subsistances, à travailler avec cette commission. Pendant un temps, la Convention hésita ; elle fit dissoudre la commission des sections, mit en arrestation Garin puis le fit relâcher, prit un certain nombre de mesures plus ou moins répressives puis, devant la poussée et les manifestations des 4 et 5 septembre 1793, rallia résolument la sans-culotterie, au moins dans un premier temps. Mais Garin ayant été démis de ses responsabilités, la position de Babeuf, qui n'était plus secrétaire de l'administration, devint inconfortable et il obtint sa mutation à la Commission centrale des subsistances à laquelle il ne put cependant rester qu'une semaine. En effet, l'affaire du faux l'avait rejoint et il fut destitué et arrêté. Les administrateurs modérés de la Somme, comme le ministre

Garat qui avait dû démissionner, tenaient leur revanche. Une autre période de la vie de Babeuf commençait.

*
* *

Le grand homme de cette année 1793 et, en vérité, de toute la période révolutionnaire est Robespierre, le seul homme politique français surnommé « l'Incorruptible ». Il devient la grande figure du Comité de salut public où il entre en juillet 1793 et qu'il ne quittera qu'à sa condamnation à mort, seulement un an plus tard. Profondément, sincèrement démocrate, il n'est en rien socialiste, son idéal étant la société rousseauiste de petits propriétaires. L'attitude envers Robespierre est la pierre de touche de l'attitude envers la Révolution, par-delà ses faiblesses et ses erreurs. Concernant ces aspects de la pensée politique de Robespierre, il nous faut insister sur un point : « Il savait être à l'écoute de la voix du peuple et en tenir compte... Il ne condamnait jamais le peuple.⁷ » Ainsi, lors de la mort de Foulon en juillet 1789, il écrit : « M. Foulon a été pendu hier par arrêt du peuple. »

On peut dire que Babeuf est souvent partagé entre deux impulsions vis-à-vis de l'Incorruptible. Il oublie rarement ce qu'il appelait sa « roideur » et qu'à de multiples reprises, les historiens, comme G. Lefebvre ont appelé « le médiocre élan vital » de Robespierre. Cependant, Babeuf considère essentiellement Robespierre comme un penseur politique. Un fait curieux est à noter : avant même la Révolution, en 1786 que Babeuf remarque Robespierre. Dans une de ses lettres à Dubois de Fosseux, il dit en termes très élogieux, à

7. A. MANFRED, *Rousseau, Mirabeau, Robespierre, trois figures de la Révolution*, Moscou, 1986, p. 340.

propos du discours prononcé par Robespierre à l'Académie d'Arras au sujet des bâtards : « Son discours est l'œuvre d'un jurisconsulte qui a de l'âme et de la logique. M. de Robespierre est sans doute considéré comme une des lumières de votre barreau : je sens que c'est un homme d'une probité exacte et d'un rare désintéressement. » Avec l'année 1789, l'attention de Babeuf pour Robespierre grandit au moment où la France démocratique le découvre et s'associe à lui. En octobre de cette année, il recopie presque intégralement le compte rendu d'un discours dans lequel Robespierre affirme : « Chaque citoyen a le droit de concourir à la loi... sans distinction de fortune. » Il en est de même en avril 1790 quand l'Artésien souligne la nécessité d'enrôler dans la garde nationale tous les citoyens sans exception. En effet, les efforts des Constituants pour limiter la Révolution ont commencé et se heurtent aux efforts des démocrates ; c'est dans ce combat que Robespierre s'illustre. Sa popularité grandit ; ainsi, tout au long de l'année 1791 il est, avec Buzot, Pétion, l'abbé Grégoire, sans cesse nommé par Babeuf au nombre de ceux « qui n'ont jamais dévié la cause de la Patrie » avant comme après la fuite du roi et la scission du parti patriote qui s'ensuivit. C'est ce que Babeuf écrit à Coupé en août 1791 : « Analysez Robespierre vous le trouverez aussi agrarien en dernier résultat, et ces illustres [avec Pétion] sont bien obligés de louvoyer parce qu'ils sentent que le temps n'est pas encore venu. » Babeuf, toujours préoccupé de pragmatisme, voit ce souci chez les autres.

C'est, bien sûr, en 1793 que Babeuf apprécie à sa juste valeur Robespierre, qu'il aurait rencontré en personne, d'après ce qu'il écrit à sa femme le 27 mai. La fameuse déclaration d'avril 1793 dans laquelle Robespierre définit la propriété lui assure définitivement la sympathie de Babeuf. Celui-ci écrira en février 1796 (donc bien après la chute de Robespierre et la réaction thermidorienne pendant laquelle Babeuf attaqua fortement le gouvernement robespierriste) : « Quand le 24 avril 1793 Robespierre recueillit les

applaudissements et les vifs transports bien mérités du vrai peuple ... ayant défini le droit de propriété comme "le droit de chaque citoyen à jouir de la portion des biens qui serait garantie par la loi, droit borné à l'obligation de respecter les droits de tous les autres co-associés, sans pouvoir porter préjudice à leur sûreté, à leur liberté, à leur existence et à leur propriété", cette définition était mon Manifeste. » Ce qui ne signifie nullement que Robespierre était un socialiste. Comme l'a écrit Daline, « c'est Babeuf, et non pas Robespierre, qui était l'auteur du plan "de la parfaite égalité", conforme à l'esprit socialiste. »⁸

Est-ce à dire que Babeuf ne critique jamais Robespierre ? Nullement. On a noté cette remarque sur la « roideur » de Robespierre le caractérisant dans son éloignement de la vie quotidienne du peuple ; on verra en son temps les violentes critiques contre les Jacobins et Robespierre sous la réaction thermidorienne (la moindre de ses attaques est de le traiter de « tyran », ce qui dans la tradition révolutionnaire est punissable sur-le-champ de la peine de mort !) et également, la critique de la politique religieuse de Robespierre. Mais après la réaction thermidorienne, ayant intégré ou réintégré tous les éléments de la politique révolutionnaire dans son projet, Babeuf louera la politique de l'Incorruptible. Il écrira et le répétera même au procès de Vendôme, au moment où il risque la mort et où le patronage de Robespierre augmente ce risque : « Je confesse aujourd'hui de bonne foi que je m'en veux d'avoir autrefois vu en noir, et le gouvernement révolutionnaire et Robespierre, Saint-Just. Je crois que ces hommes valaient mieux à eux seuls que tous les révolutionnaires ensemble », ce qui n'est pas un mince compliment et peut parfaitement résumer la position de notre héros à l'égard de Robespierre.

8. V. DALINE, *op. cit.*, p. 554.



Cet événement majeur de la Révolution que constitue la déchristianisation nous donne ici l'occasion de donner quelques éléments sur les rapports entre Babeuf et la religion de manière générale⁹. Certes, comme l'a écrit Daline, « il est impossible d'après sa correspondance avec Dubois de Fosseux » et dans les autres documents des années antérieures à la Révolution de savoir si Babeuf connaissait les écrivains matérialistes et athées français du XVIII^e siècle, mais sa position anticléricale est remarquable dès les années pré-révolutionnaires. Il refusait toute appréciation un tant soit peu laudative des ecclésiastiques : l'art diplomatique, écrivait-il, est « le seul bien que nos cénobites ont procuré » ; il écrivait à cette période : « Tout le monde ne croit plus à la Genèse » et, s'il occupa d'abord une position déiste, il ne s'y arrêta pas ; ce n'était pour lui qu'une étape vers le matérialisme et l'athéisme. Dans ce mouvement, il abjura publiquement le catholicisme en 1790. Daline a relevé, avec raison, une parenté significative entre ses vues et celles de Sylvain Maréchal, comme permet de le relever la lettre de Babeuf à Maréchal de l'été 1793, à propos de l'ouvrage de ce dernier *Dieu et les prêtres*. Babeuf écrit, alors qu'il était en prison : « J'ai déjà dévoré ton ouvrage (je laisse en blanc la place de l'adjectif propre à le qualifier, il faut le créer, je n'en connais point dans la langue) », ce qui en dit long quand on connaît la richesse du vocabulaire du futur Tribun.

Le révolutionnaire Babeuf croisa la contre-révolution cléricale à plusieurs moments, notamment en

9. J.-M. SCHIAPPA, communication « Religions et Conjuraton des Égaux » au colloque de la Libre Pensée, Paris, 11, 12 et 13 juillet 1989 (Actes à paraître).

1791 et en 1793. En 1791, il était devenu l'avocat de quatre citoyens (dont le maire de la commune de Cauny destitué par les manœuvres de l'Église) contre un prêtre réfractaire. Babeuf gagna le procès et le maire fut réintégré dans ses fonctions. Cette année-là, Babeuf rédigea aussi un projet de pétition demandant que les prêtres réfractaires ne puissent exercer : « Il n'est point là "question de l'application du principe de la liberté des opinions religieuses" mais, il s'agit "de détourner un moyen effrayant de contre-révolution". » Par la suite, sous la réaction thermidorienne, même dans son *Système de dépopulation* violemment anti-robepierriste et dont nous reparlerons, il attaquera la « superstition du sacerdoce » et reprochera aux terroristes de prêcher la foi révolutionnaire « exactement comme jadis celle du Christ le fût au Mexique ».

Ses conceptions farouchement athées et anticléricales se retrouveront tout au long de son journal ou plutôt de ses journaux d'après Thermidor (*Journal de la Liberté de la Presse* puis *Le Tribun du Peuple*) tant, donc, dans la première que dans la deuxième de ses campagnes de presse. Ainsi, il dira sans ambiguïté : « Je fais vœu d'appeler prêtres c'est-à-dire charlatans, imposteurs tous ceux que je verrai dévier de la ligne des droits de l'homme » (n°5) ; il dénoncera l'attitude de la Convention thermidorienne refusant le choix des prénoms non chrétiens et invoquera la liberté individuelle contre ce qu'il nomme le « despotisme sacerdotal » ; certes, il s'adressera au « dieu de la Nature » (n°15) et il parlera des « saints que la patrie a canonisés » (n°28), mais son anticléricalisme est permanent ; par exemple, il fustigera longuement l'abbé Grégoire, conventionnel, qui veut « nous rendre la messe » (n°29), il soulignera dans les griefs adressés aux conventionnels thermidoriens qu'ils « protègent le fanatisme » (n°34) ; libéré de prison en Vendémiaire an IV, il reprend la publication du *Tribun du Peuple* qui « tend à asseoir la république, à garantir la subsistance et le bonheur du peuple, à comprimer l'accaparement, à tuer le royalisme et le fanatisme » (n°35) ; s'il appelle

à la retraite au Mont Sacré de tous les républicains et s'il indique que le Dieu de la liberté les protégera, il précise que ce sera « sans l'intermédiaire d'Aaron dont nous n'avons que faire... sans apparition miraculeuse dans le buisson ardent ». Ces réminiscences bibliques sont, par ailleurs, fréquentes chez les écrivains de la Révolution.

Babeuf critique fermement à la fin 1793 la politique religieuse de Robespierre qui, partisan d'une idéologie religieuse officielle, se prononçait contre les mascarades antireligieuses. Celui-ci « a provoqué l'invitation au silence de tous les Français », écrit-il ; Babeuf explique clairement : « Nous avons trop fait, ce me semble, contre la superstition, pour rester à mi-chemin, il y a force de reculer ou d'avancer. » Pour lui, pas de tergiversation : « Il faut donc avancer... parce que le christianisme et la liberté sont incompatibles » et « il faut donc finir par envelopper, dans la proscription générale des abus, le catholicisme. » Par quels moyens ? En tout cas, pas ceux utilisés pour le moment : Les mascarades anticléricales lui semblent inefficaces et impolitiques : « Faire dire à quelques prêtres qu'ils n'étaient que des charlatans... il n'y avait en cela que des assertions et rien de prouvé. La multitude n'était pas convaincue. » Il préfère l'éducation comme méthode de combat et préconise de « répandre universellement l'instruction par des ouvrages élémentaires, simples, d'une intelligence facile et clairement destructifs de la fausse logique des cultes antirépublicains ». Il est nécessaire de ruiner le christianisme et, en premier lieu, le Christ lui-même.

La position de Babeuf pourrait avoir connu des nuances : En 1791, il avait cité dans sa deuxième lettre à Coupé « la sublime maxime du Christ : "faites à autrui tout ce que vous voudriez qui vous fût fait" » ; il parle, d'ailleurs, du « Créateur » dans cette même lettre. Est-ce le caractère du destinataire de sa lettre qui le fait hésiter ? Probablement. En effet, Coupé fut jacobin mais il resta toujours prêtre. Certes, dans sa déclaration à la Haute Cour de justice, Jésus est

présenté par Babeuf comme « ayant prêché aux hommes, l'égalité, la haine des riches, la vérité et la justice » mais le système de défense des Égaux au procès était tel qu'il minimisait au possible la Conjuraton et la présentait comme une opinion commune. Il faut mentionner ici deux faits : d'une part, le projet d'ouvrage intitulé « Histoire nouvelle de la vie de Jésus-Christ » en 1793, violemment antichrétien et, d'autre part, dans *Le Tribun du Peuple*, quand Babeuf énumère ses prédécesseurs, il réserve un traitement particulier pour Jésus-Christ : « Le juif Jésus-Christ ne mérite que médiocrement ce titre [Tribun du Peuple] pour avoir trop obscurément exprimé la maxime : Aime ton frère comme toi-même. Cela insinue bien, mais cela ne dit pas assez explicitement », et Babeuf distingue cela, par exemple, de Rousseau qui est « intelligible » ou de Diderot qui « ne laissera pas plus d'équivoque ».

Reprenons l'ouvrage anté-christ (au sens propre du terme) après avoir relevé que, quelques mois auparavant, toujours 1793, Babeuf demandait « que le dieu des Nazaréens n'ait plus de privilèges que les autres ; qu'il se renferme dans ses temples » ; d'ailleurs, il avait interrogé le journaliste démocrate Prud'homme sur « quel moyen de cesser de tenir étroitement à un culte dont on continue de respecter et le fondement et le fondateur » alors qu'on prétend distinguer, d'un côté, « les innombrables massacres dont ce culte a ensanglanté la terre... (cette) morale qui a servi à plonger le monde dans l'ignorance, dans l'esclavage » et, d'un autre côté, « l'intention de son auteur ». Dans son projet d'ouvrage, Babeuf entend démasquer Jésus-Christ parce que « conspirer pour être roi » était son « seul projet » ; il se démarque fortement de Rousseau, son idole, sur cette question : « Rousseau ne m'a jamais paru si petit que quand il l'a loué [Jésus] » et d'Hébert : « toi aussi, Père Duchesne, tu qualifies Jésus de sans-culotte » et il affirme que Jésus n'était « ni sans-culotte, ni franc Jacobin, ni sage, ni moraliste, ni philosophe, ni législateur ».



Nous pouvons insister sur un fait majeur (un de plus !) découvert par V. Daline, qui constitue probablement une des plus grandes découvertes sur l'histoire du babouvisme. En prison, puisqu'à nouveau Babeuf se retrouve en prison, il griffonne un certain nombre de notes se rapportant à ses activités de 1793. On peut y lire les mots suivants : « Club des Égaux et des communautistes » puis « Société de l'Égalité parfaite ». Or, si aucun document en notre connaissance ne permet d'établir l'existence d'un tel club, ces lignes peuvent nous faire affirmer que dès cette époque, Babeuf tendait à regrouper ses amis politiques, ceux de la « Société de l'Égalité parfaite » dans un tel club qu'il n'eut pas le temps de constituer¹⁰.

Il écrit à son fils le 14 pluviôse an II (2 février 1794) : « Je ne dois avoir que la portion de jouissances qu'il est possible de procurer à chaque individu de la société moyennant que chacun contribuera en ce qu'il sera capable, à travailler pour l'avantage de cette société. Ainsi l'on pourra dire que l'égalité règne. » Il poursuit : « Il est probable que le Peuple français conduira sa révolution jusqu'au terme heureux de ce système d'égalité parfaite. » On l'a vu, ce thème de la révolution inachevée et qui ne peut se conclure que par l'Égalité parfaite est récurrent chez Babeuf depuis août 1789. Mais, quelque part dans sa pensée politique, la dictature jacobine l'amène à préciser son projet : pour aboutir à cette égalité, terme de la Révolution, il faut regrouper les partisans du communisme. Il s'agit successivement, en 1793, de ce club qu'il pourra seulement imaginer, puis de la « Société du peuple » qu'il préconisera en vain, puis en prison à Arras en 1795,

10. V. DALINE, *op. cit.*, p. 397.

lorsqu'il discutera avec Charles Germain, de la « Société des Égaux » et, enfin, sous le Directoire exécutif, c'est la Conjuraton des Égaux qui menacera le pouvoir. *Mutato nomine*, le même projet s'est continué. Son origine remonte à 1793, l'année donc du premier projet, encore intime, de parti — ou plus exactement d'organisation — communiste, au cœur de la Révolution.

Pendant l'été 1793, les autorités de son ancien département, inquiètes des activités de Babeuf qui, à l'administration des subsistances depuis Paris, peut peser sur la situation dans la Somme, font accélérer les poursuites judiciaires relatives à l'affaire du « faux ». Le tribunal d'Amiens le condamne à vingt ans de fer, par contumace. Son arrestation est demandée et exécutée le 14 novembre 1793 et il est expédié à la prison de l'Abbaye ; il cherche aussitôt à recouvrer sa liberté. Il sollicite l'administrateur de police Claude Menessier dans une longue lettre du 25 brumaire an II (15 novembre 1793), ainsi que son collègue de l'administration des subsistances Thibaudeau, le procureur Chaumette, son compatriote, le conventionnel André Dumont et surtout Gohier, le ministre de la Justice.

Dans un premier temps, le jugement est annulé, pour vice de forme, par le Tribunal de cassation et toute l'affaire est renvoyée au tribunal de l'Aisne. Babeuf est remis en liberté provisoire le 7 décembre 1793 par l'administration de police de Paris. Les administrateurs de police Menessier et Dangé qui l'avaient fait arrêter ont effectué diverses démarches auprès des autorités de la Somme pour avoir tous les éléments du dossier. Ils n'obtiennent aucune réponse mais Babeuf, en revanche, a recueilli la caution de Sylvain Maréchal, de Daube, un autre collègue de Babeuf, et de Thibaudeau. Le ministre de la Justice insiste, Babeuf doit se constituer prisonnier pour faire éclater son innocence et de son propre chef, il reprend le chemin de la prison, celle de l'Abbaye, où il est écroué le 31 décembre 1793, puis il est transféré à la prison de Sainte-Pélagie le

21 mars 1794. C'est à ce moment qu'il tient une correspondance assidue avec Sylvain Maréchal et ses collègues de travail Daube et Thibaudeau ainsi qu'avec son fils. Pendant toute cette période, sa femme multiplie inlassablement les démarches, les entrevues, pour le faire libérer.

Transféré à Laon, le 9 messidor (28 juin 1794), il subit son premier interrogatoire, à la suite duquel il est mis en liberté provisoire par un jugement du tribunal de Laon le 31 messidor an II (18 juillet), quelques jours avant la chute de Robespierre (9 thermidor).

Il est resté en prison pendant près de six mois, six mois capitaux pour la Révolution et qui ont vu l'élimination de toutes les « factions » révolutionnaires opposées à Robespierre et plus particulièrement, celle d'Hébert, et l'exécution de son ami Chaumette. On ignore quel parti il aurait pris dans cette lutte fratricide et inexorable. Même en l'an IV, il refusera de s'interroger sur l'innocence de Chaumette et d'Hébert, prenant parti pour la politique de Robespierre mais, il fera tout pour associer dans sa Conjuración des anciens robespierristes et des anciens hébertistes. On sait également très peu de choses sur sa position de l'époque quant aux diverses décisions de la Convention et du Comité de salut public dans leur période robespierriste.

Résumant l'ensemble de l'action politique de Babeuf avant le 9 thermidor an II, Victor Daline écrit : « Marat, Danton, Chaumette, Robespierre, tous ceux sur lesquels Babeuf avait successivement fondé ses espoirs ... avaient quitté l'avant-scène politique. Après le 9 thermidor, vint le tour de Babeuf. »¹¹ On ne peut mieux dire.

11. V. DALINE, *op. cit.*, p. 557.

CHAPITRE IV

BABEUF PENDANT LA RÉACTION THERMIDORIENNE

La chute du gouvernement de Robespierre et Saint-Just, le 9 thermidor an II (28 juillet 1794), marque incontestablement un tournant de la Révolution par la victoire d'une coalition hétéroclite. On ne sait pas encore, dans les premiers jours, qui va vaincre dans la coalition des vainqueurs : les thermidoriens de « droite » comme Thuriot ou Dubois-Crancé, les thermidoriens de « gauche » comme Collot d'Herbois et Billaud-Varenne, les modérés comme Barère ou Carnot, ou encore ceux qui vont très rapidement passer de l'ultra-terrorisme à la réaction anti-jacobine, tels Fréron et Tallien. Il s'agit de la chute du gouvernement révolutionnaire, de la fin de la Révolution, mais qui le sait au moment où elle se produit ? Pour beaucoup, y compris parmi les auteurs du renversement de Robespierre, le gouvernement révolutionnaire doit se perpétuer, débarrassé des « tyrans ».

Pendant ce temps, les sans-culottes, stupéfaits par les différentes épurations qui ont eu lieu sous la Terreur, observent une certaine neutralité dans la lutte entre les « factions » opposées pendant la crise de

Thermidor. Ainsi que l'observait Saint-Just, peu avant sa chute, « la Révolution est glacée » et les coupes sombres effectuées parmi les plus vifs défenseurs de la Révolution contribuent sensiblement au profond désarroi des démocrates. Les robespierristes sont, à leur tour, traqués et guillotisés. C'est le début de la Terreur blanche qui va s'étendre sur plusieurs années : tous ceux qui ont défendu la Convention montagnarde, la révolution démocratique, craignent pour leur vie. Quand ils sont emprisonnés, leurs adversaires, royalistes, modérés, thermidoriens, enfoncent les portes des prisons et les y massacrent. Les restes de Marat qui avaient été, dans le premier temps de la réaction thermidorienne, déposés au Panthéon, sont jetés à l'égout par les bandes de la « jeunesse dorée ». Peu à peu, les clivages sociaux vont se marquer très fortement, et vont commencer les fêtes dispendieuses dans lesquelles se distingueront les « merveilleuses » comme M^{me} Tallien et les « incroyables ».

Babeuf, libéré quelques jours avant le 9 thermidor, a repris sa place à l'administration des subsistances de Paris et va enfin avoir à sa disposition un journal qui paraîtra dès le 3 septembre 1794 ; il s'agit du *Journal de la Liberté de la presse*, dans lequel il prend très violemment parti contre Robespierre. Quelles furent les raisons profondes de l'engagement de Babeuf en faveur des thermidoriens ? Méconnaissance due à l'isolement des prisons ? Haine profonde de la violence en tant que système, ce qui constitue un des traits de caractère les plus notables du futur Tribun ? Extrême réserve vis-à-vis de Robespierre en qui il distinguera toujours, cependant, l'homme politique ? Illusions envers les thermidoriens ? Ces raisons sont toutes, partiellement, valables. Babeuf sera ardemment et sincèrement anti-robespierriste avant de corriger sa position progressivement et de défendre, *in fine*, la mémoire de Robespierre au procès de Vendôme.

Pour le moment, peu après la chute du Grand Comité de salut public, Babeuf est extrêmement proche des thermidoriens de « droite » qui réclament la

liberté la plus totale pour la presse, à l'inverse des Jacobins qui s'en méfient. C'est d'ailleurs un de ces thermidoriens, le conventionnel Guffroy, ancien avocat, devenu quelque temps membre du Comité de sûreté générale, qui lui fournit son imprimerie. La femme de Babeuf et son fils Robert dit Émile l'aident dans ce travail. Babeuf adhère à ce moment au Club électoral, où se réunissent les sans-culottes « néo-hébertistes » (K. Tonesson) des sections du Muséum, des Gravilliers et du Panthéon ; réunis dans une ancienne salle de l'archevêché près de Notre-Dame, ses adhérents, parmi lesquels il faut nommer les anciens « Enragés » Legray et Varlet, demandent l'élection de l'ensemble des fonctionnaires municipaux de Paris ainsi que l'application de la Constitution démocratique de 1793. C'est la période thermidorienne de Babeuf, au demeurant très limitée dans le temps : son journal change de nom et de programme le 5 octobre (14 vendémiaire an III) devenant *Le Tribun du Peuple* et il combattra, nous le verrons, les Thermidoriens avec toute la fougue qu'on lui connaît. Il faut, néanmoins, si l'on veut comprendre Babeuf, examiner sa position pendant ces quelques tumultueuses semaines de 1794. Reconnaissons qu'il ne manque pas de courage puisqu'il affirme : « Nous distinguerons dans Robespierre deux hommes, Robespierre apôtre de la liberté et Robespierre le plus infâme des tyrans. » Qualifier le 17 fructidor an II (3 septembre 1794), moins de deux mois après son exécution, Robespierre d'apôtre de la liberté a un certain panache ! Mais Babeuf le nommera également « le plus cruel ennemi de la liberté », « Maximilien le cruel » et autres féroces qualificatifs toujours renouvelés sous sa plume féconde. Il a, en même temps, une assez grande conscience de la confusion de la période puisqu'il écrit dès les jours suivants, dans le numéro 2 de son journal : « Réapprendre est plus difficile qu'apprendre. » Il reviendra d'ailleurs fréquemment sur ce thème de la difficulté de l'apprentissage et de la mémoire collectifs en période révolutionnaire, variante de la nécessaire éducation politique.

Il fait l'éloge de Tallien et de Fréron mais, assez vite, il demande, en liaison avec le Club électoral, l'élection des fonctionnaires. Un point de divergence très significatif se fait jour quand il publie le 10 vendémiaire an III (1^{er} octobre 1794) une adresse en deux points du Club électoral : d'une part, l'élection des fonctionnaires, d'autre part la liberté du commerce, ce qui, en ces temps de restriction, est pour les clubistes une possible solution à la famine populaire qui progresse. Mais surtout Babeuf exprime ses réserves sur ce second point : « Nous ne donnons notre entière approbation qu'à la partie de cette adresse qui se rapporte à la réclamation de tous les droits de souveraineté. Le sujet du commerce mérite d'être approfondi. »

C'est le moment où il abandonne son prénom, Camille, et choisit de le remplacer par Gracchus, « en prenant comme patrons les plus honnêtes gens, à mon avis, de la République romaine, puisque c'est eux qui voulurent le plus fortement le bonheur commun ». Quelques jours plus tard, le numéro 26 du journal de Babeuf prend à parti les conventionnels Fréron et Dumont, amis de Guffroy, pour avoir « prêché une fausse doctrine sur la souveraineté du peuple ». C'est l'inévitable rupture avec Guffroy qui lui écrit : « Il est temps qu'une révolution commencée par la force du peuple se consolide par la sagesse », et, pour lui apprendre cette prétendue sagesse, dénonce Babeuf au Comité de sûreté générale, le 21 vendémiaire an III (12 octobre 1794).

S'il croit impressionner Babeuf, Guffroy fait fausse route ; dès le lendemain, le journal de Babeuf imprime ces lignes brutales : « Guffroy trahit ma confiance, Guffroy me vole. » Et Babeuf publie également une lettre de sympathie d'Albertine Marat, la sœur de l'Ami du peuple. Le problème est politique dans tout le sens du mot : Guffroy et la majorité de la Convention avec lui se prononcent pour la fin de la Révolution, la fin des espoirs démocratiques de l'an II. Babeuf, le 12 brumaire an III (3 novembre 1794), écrit au Club électoral ; il reprend article après article la Constitution de 1793

et surtout il demande que cessent toutes les divisions inégalitaires entre membres et non-membres des clubs (« Le peuple fut ... divisé en deux castes, la caste des élus et celle des profanes. Ce furent en quelque sorte des citoyens actifs et inactifs »), que cessent les distinctions liées au paiement de cotisations et qu'enfin, les femmes, injustement exclues du droit de réunion, puissent participer pleinement à ces dernières. Cette société pourrait s'appeler le Club du peuple. Il écrit : « J'appelle véritable société populaire celle où tout le peuple pourra se rendre, siéger et faire entendre sa voix. » Il demande également qu'il n'y ait pas de président permanent dans les clubs. C'est là le véritable et, tout compte fait, le tournant définitif de Babeuf sous la réaction thermidorienne : c'est la revendication d'égalité qui lui semble primordiale, les notions d'égalité politique et d'égalité sociale étant intimement associées.

Il commence alors ce que Kare Tonesson a appelé à juste titre « la seconde campagne de Babeuf¹ ». En même temps qu'il écrit de violents et fougueux pamphlets contre les Jacobins, il déclare « ressaisir la foudre de la vérité » devant le tableau de la « rétrogradation alarmante [qui] s'opère » et appelle « le Peuple français qui a montré tant de vertus [qui] existe toujours » à se réveiller. Le 9 pluviôse an III (28 janvier 1795), il dénonce « Fréron, Tallien et clique » ; surtout, il se prononce pour une « insurrection pacifique » du peuple pour reconquérir l'ensemble de ses droits. Il interroge : « Le peuple doit-il faire cette insurrection ? [...] Le peuple peut-il faire cette insurrection ? [...] Comment le peuple peut-il faire cette insurrection ? » Sur ce dernier aspect, il répond : « pacifiquement. Même plus encore qu'au 31 mai ». Au moment où la convention thermidorienne réintègre les Girondins exclus, Babeuf entend renouer avec la tradition sans-cu-

1. K. TONESSON, *La défaite des sans-culottes. Mouvement populaire et réaction thermidorienne en l'an III*, Paris-Oslo, rééd. 1978.

lotte de l'été 1793, celle de l'exclusion des députés infidèles à la Révolution, ce qui le signale dans les rangs des ennemis irréconciliables des Thermidoriens. Les alliés du début de la période thermidorienne sont maintenant résolument antagonistes. L'article de Babeuf constitue le début d'une réflexion qui se développera chez les sans-culottes, jusqu'aux insurrections populaires de germinal et de prairial an III. Un des organisateurs de ces émeutes, Brutus Magniez, un futur babouviste, écrira pendant l'an III : « Je dirai, comme Babeuf, il y a lieu à insurrection puisque le gouvernement viole les droits du peuple. »

Babeuf est aussitôt dénoncé à la tribune de la Convention nationale et il est enfin arrêté ; il avait été décrété d'arrestation, en vain, le 22 vendémiaire (13 octobre), puis le 3 brumaire (25 octobre 1794), le 12 nivôse (1^{er} janvier 1795), le 17 pluviôse (5 février 1795) et sa femme interpellée. Une semaine auparavant, le 10 pluviôse an III (29 janvier 1795), le lendemain de l'appel à l'insurrection, Tallien s'est exclamé à la Convention : « Je viens vous dénoncer un homme qui veut vous amener la guerre civile, c'est Gracchus Babeuf » et, dans la foulée, Tallien attaque Fouché qui protège ce dernier. Fouché, ancien conventionnel ultra-terroriste, a commencé l'évolution qui le fera ministre de la police de Napoléon. Il est loin déjà, le conventionnel qui avait levé une taxe révolutionnaire sur les riches à Nevers et mené une vigoureuse campagne de déchristianisation. On le donnait à l'époque comme proche de Chaumette. En fait, Fouché était fondamentalement un opportuniste. Il prit une part active à la chute de Robespierre qui lui reprochait ses crimes² ; à la tribune de la Convention, Fouché confesse avoir « eu des relations avec Babeuf » et se vante d'avoir empêché l'édition d'une brochure contre le rappel des anciens Girondins à la Convention.

2. Sur Fouché, on peut lire avec profit S. ZWIG, *Fouché*, Paris, rééd., Livre de poche, 1973.

Le 19 pluviôse (7 février 1795), Babeuf est incarcéré à la prison de la Force puis transféré à celle des Orties ; pour combattre le flot de calomnies qui commence à être déversé, il rédige et fait imprimer depuis sa prison une défense intitulée : « G. Babeuf, tribun du peuple à ses concitoyens ». On l'a, par exemple, accusé de vouloir corrompre le gendarme venu l'arrêter ; avec les six francs, pas un de plus, qu'il avait sur lui ! Un inspecteur de police rapporte, fin pluviôse, que « l'arrestation de Babeuf avait rendu muets... les clubistes », ce qui rendra leur action ardue pour quelque temps. Babeuf est éloigné du champ d'action révolutionnaire pour les mois décisifs de 1795 qui verront la défaite des émeutes populaires de germinal et prairial et l'exécution des derniers montagnards, les « Crétois » comme Romme et Goujon.

*
* *

Il importe ici de s'arrêter sur la production littéraire de Babeuf pendant les derniers mois de 1794 qui voient une campagne véhémente, passionnée et parfois confuse même, contre les Jacobins et contre le Comité de salut public. Plus que jamais, il est nécessaire de donner la parole à Babeuf lui-même.

Cette production littéraire est essentiellement contenue dans ce que Babeuf appellera « quelques opuscules détachés » et qui représentent les quatre brochures parues entre le 23 novembre et le 20 décembre 1794. Mais Babeuf a évolué entre le moment de la rédaction de ces textes et leur parution. Ces brochures sont intitulées : *On veut sauver Carrier ! On veut faire le procès au tribunal révolutionnaire. Peuple prends garde à toi !*, puis, à propos de la fermeture du Club des jacobins : *Les Battus paient l'amende ou les Jacobins jeannots suivi par le Voyage des Jacobins dans les quatre parties du monde avec la Constitution mise*

à l'ordre du jour et enfin : *Du système de dépopulation, ou la Vie et les crimes de Carrier ; son procès et celui du comité révolutionnaire de Nantes ; avec des recherches et des considérations politiques sur les vues générales du décemvirat ; dans l'invention de ce système ; sur la combinaison principale avec la guerre de Vendée ; et sur le projet de son application à toutes les parties de la République*³. Cette dernière qui comprend plus de cent quatre-vingt dix pages est la plus importante des quatre. Les premières brochures sont relativement peu importantes, même si elles fustigent les Jacobins à de nombreuses reprises de manière particulièrement cinglante. Ainsi, il compare avec une cruelle ironie Robespierre et Jésus-Christ dont les disciples vont parcourir le monde. Il critique, au passage, Fréron qui lui paraît « venger sa cause personnelle » en faisant fermer le Club des jacobins dont il avait été exclu. Surtout, Babeuf souhaite que « les sociétés du peuple aient une organisation qui les fasse répondre à ce nom » et prend date : « Il faut une opinion publique, indépendante du Sénat », sans quoi la Convention « n'aura renversé le jacobinisme que pour affermir, dégagée de tous obstacles, sa domination, et pour donner à la France des chaînes républicaines (« *Les Battus paient l'amende...* »).

Dans le « *Voyage des Jacobins* », son style est également imagé, comparant « Jésus le Nazaréen » avec « Maximilien l'Artésien », « Jésus le crucifié » et « Maximilien le décollé », flétrissant « la jacobino-bande », qui voulait établir « le carnagisme et le larronisme » (les néologismes de Babeuf sont toujours étincelants) ; à

3. Cette brochure a été récemment rééditée sous le titre *La guerre de Vendée et le système de dépopulation*, Paris, 1987 ; si le texte de Babeuf est correctement reproduit, on ne peut que s'indigner de la présentation et des notes de R. Sécher et J.J. Brégeon ; sans parler des présupposés politiques sur le « génocide » de la Vendée, on est stupéfait par les erreurs, les contre-vérités, les à-peu-près et les contresens innombrables qui jalonnent ces pages.

l'occasion, il critique le « droit de réquisition sur les personnes et les propriétés », mais il est ferme sur une question : « Il ne faut pas pour tout cela anéantir les sociétés populaires. » De fait, dans les textes thermidoriens et dans ceux-là seuls, on peut trouver chez le communiste Babeuf des réserves nettement exprimées sur la privation du droit de propriété, condamnable comme toute privation de droit. En même temps, il croit que les libertés de parole, de presse et de réunion sont les seuls moyens d'accéder au bonheur commun dont il se réclame et de pouvoir, ainsi, faire pression « pacifiquement » sur la Convention.

Il va vite déchanter. Sans qu'il en ait claire conscience, l'ensemble de sa doctrine se met en place. De la primauté de la liberté (de parole, de réunion, etc.) il va passer à la primauté de l'égalité ; ce cheminement est nettement perceptible quand il demande un club populaire où tout le monde puisse parler. Nous avons déjà mentionné ce texte du 12 brumaire an III dans lequel il avait clairement souligné la gravité de la situation : « Peuple ne t'y trompe pas ; dans l'état où nous sommes, nous nous trouvons impuissants pour toi [...] Nous ne sommes plus en état de combattre » et il précise son opinion sur les sociétés populaires : « Quel est le but de ces sociétés ? N'est-ce point de surveiller tous les agents du peuple ? [...] Par qui cette surveillance peut-elle être bien exercée ? N'est-ce point par le peuple entier ? » Il réclame cette véritable société populaire dans laquelle, pour que tout le monde puisse correctement avoir droit à la liberté de parole, doit régner une certaine égalité : « J'appelle véritable société populaire celle où le peuple qui n'a point d'argent ne sera point en dessous de celui qui en a », ce qui suppose « la liberté du pain et de bon pain ; tous les objets d'indispensable nécessité en bonne qualité et en abondance⁴ ».

4. G. LECOCQ, *Un manifeste de Gracchus Babeuf*, Paris, 1885.

Pour le moment chez Babeuf, coexistent encore plus ou moins pacifiquement ces deux orientations ; peu à peu se met en place encore confusément l'ensemble de sa doctrine ; il ne reste qu'à opérer le retournement sur le droit de propriété, à réintégrer cette question qu'il avait déjà traitée auparavant et, en même temps, à donner toute sa place à la dictature révolutionnaire. Ce sera bientôt chose faite.

Quant à la dernière de ces publications ici mentionnées, elle mérite qu'on s'y arrête quelque peu. Les terribles derniers mois de 1794 ont vu, coup sur coup, la mise en accusation de Carrier, sanglant proconsul montagnard à Nantes, la fermeture du Club des jacobins, assimilé à Carrier et aux terroristes et, enfin, l'abolition du dirigisme économique pendant que les bandes armées de « jeunes gens » pourchassent les sans-culottes.

Cet ouvrage a été rédigé hâtivement, probablement en deux mois. Guffroy ayant cessé son aide à Babeuf, il n'est pas impossible que ce fût Fouché qui fit imprimer cette grosse brochure. Babeuf attaque avec violence le gouvernement révolutionnaire l'accusant d'avoir par un « système de dépopulation » voulu adapter — si l'on peut dire — la population à l'état possible des productions du territoire. Il réfute tant l'une que l'autre des propositions « je ne crois pas avec eux [les membres du Comité de salut public] que les productions du sol français aient jamais été en proportion inférieure aux besoins de tous ses habitants » (on est loin d'un Babeuf proche de Malthus comme il fut présenté quelquefois !) et aussi, peut-être même surtout, « je suis encore, sur le chapitre de l'extermination, homme à préjugés ». Il use ici de la formulation la plus douce mais, tout au long de l'ouvrage, il sera un polémiste implacable, rappelant que personne parmi les philosophes n'a eu « l'audace d'insinuer le massacre de sang-froid de la portion qui surcharge l'État ».

Rejetant le gouvernement révolutionnaire, il livre quelques pensées que l'on retrouvera pendant la

Conjuration des Égaux : « Que l'on cesse donc d'attacher au caractère de mandataire du peuple ce prestige idolâtre [...] mon délégué n'est point en état de faire plus de miracles que moi, je n'ai pas eu le pouvoir, en le décorant de sa dignité, de lui infuser la sagesse infinie » et, critiquant l'institution des commissaires issus de la Convention qu'il appelle les « vice-rois départementaux », il propose d'y substituer « des commissaires nationaux pris hors de l'enceinte législative, dont les pouvoirs eussent été précisés et, au besoin, successivement modifiés », proposition que l'on retrouvera dans les projets de l'an IV. Son style est passionné : « Je serai incapable [...] de peindre froidement un tissu d'actes meurtriers » ; son travail est argumenté, il cite de très nombreux textes de contemporains et dissèque les témoignages ; sensible (« ma plume recule devant l'instant »), il sait écrire contre l'ensemble de la Terreur, contre les Carrier (« le Carrier connu ne fut que le dernier d'un grand nombre »). Tout ceci constitue la partie antiterroriste de Babeuf mais il ne rejoint pas — loin s'en faut — les amis des chouans, modernes ou anciens. Il occupe une position assez originale qu'on pourrait qualifier de "antiterrorisme de gauche ».

Les historiens ont insisté à juste titre sur un passage que nous devons citer, au moins partiellement : « Je supplie qu'on ne suspecte point ici ma doctrine. Je n'en fais point mystère. Je n'ai point d'opinions de circonstances [...] Je déclare que je n'entends point censurer la partie du plan politique de Robespierre, relative aux secours levés sur les riches en faveur des enfants et parents des défenseurs de la patrie. » Faire sur ce point une apologie de Robespierre en décembre 1794 témoigne d'un certain aplomb ! Mais ce n'est pas tout ; Babeuf semble se plaisir à aller à contre-courant, il poursuit : « Je vais plus loin. Je dis que (dût-ce cette opinion paraître ressembler au système de Robespierre) [...], le sol d'un État doit assurer l'existence à tous les membres de cet État. Je dis que quand, dans un État, la minorité des sociétaires est parvenue à

accaparer dans ses mains les richesses foncières et industrielles, et qu'à ce moment elle tient sous sa verge, et use du pouvoir qu'elle a de faire languir dans le besoin la majorité, on doit reconnaître que cet envahissement n'a pu se faire qu'à l'abri des mauvaises institutions du gouvernement ; et, alors ce que l'administration actuelle doit le faire pour rétablir l'équilibre qui n'eut jamais dû se perdre, et l'autorité des lois doit opérer un revirement, qui tourne vers la dernière raison du gouvernement perfectionné du "contrat social" : "Que tous aient assez, et qu'aucun n'ait trop." Si c'est là ce que Robespierre a vu, il a vu à cet égard en législateur. »

Babeuf ne diverge pas sur cette question essentielle de Robespierre et de Saint-Just mais sur les méthodes, sur ce qu'il croit être la Terreur, il s'oppose nettement à eux : « Je réprouve, par-dessus tout, et je crois être en cela à l'unisson avec bien du monde, je réprouve ce point particulier de leur système. » Au moment de son ultime arrestation en mai 1796, écrivant au Directoire exécutif, il ne dira pas autre chose, sur le fond, en affirmant que les conjurés « voulaient marcher par d'autres voies que celles de Robespierre : ils ne voulaient point de sang ».



Transféré de sa prison parisienne, Babeuf arrive à Arras le 15 mars (25 ventôse an III) et, dès le lendemain, il proteste en termes véhéments contre les déplorables conditions de détention qui lui sont faites : « Une poignée de paille dans le coin d'un réduit caverneux et obscur, du pain et de l'eau est tout ce qui nous a été offert à notre arrivée dans la rue des Baudets. La monarchie traitait un peu mieux ses prisonniers d'État, le gouvernement révolutionnaire était moins rigoureux envers ses suspects. » La réaction thermido-

rienne a rempli les prisons de révolutionnaires ardents. Babeuf se lie avec les démocrates emprisonnés du Nord et du Pas-de-Calais ainsi qu'avec les autres sans-culottes venus de différents coins de France, au premier rang desquels il faut citer l'ancien officier de hussards Charles Germain⁵, originaire de l'Aude, avec qui il fraternise bientôt et qui ne le quittera plus jusqu'au procès de Vendôme. Instruit, bon orateur, révolutionnaire de 1789, d'un caractère ardent, Germain avait été emprisonné pour un discours dans une société populaire en prairial an II puis, sous la réaction thermidorienne, à la simple vue de sa tenue jacobine, il avait été reconduit en prison. Une longue et passionnante correspondance (on a retrouvé quarante-neuf lettres de Germain à Babeuf) entre les deux hommes témoigne de l'ardente volonté de convaincre chez Babeuf et de la non moins ardente volonté révolutionnaire chez Germain qui se fait l'écho des théories de Babeuf auprès des autres emprisonnés. A Vendôme, Charles Germain rappellera combien cette correspondance « a toujours charmé l'ennui de ma prison et quelquefois doré mes grilles et mes verroux [sic] ». C'est dans les prisons arrageoises que se forme définitivement la doctrine babouviste ; des textes manuscrits circulent et circuleront également dans les prisons parisiennes ; on retrouvera nombre d'anciens compagnons de détention de Babeuf dans la Conjuración comme Antoine Guilhem, sans-culotte parisien, un futur agent d'arrondissement, ou François Robin de l'Ain, sans parler des démocrates de la région comme Taffoureau, Toulotte et Cochet qui seront inculpés à Vendôme. Témoignant de l'influence du Tribun sur les patriotes, la femme du conventionnel montagnard Joseph Lebon écrit à son mari : « Ici, tous les amis sont en continuelle réunion avec Babeuf. »

5. Sur Charles Germain, voir R. LEGRAND, *Babeuf et ses compagnons de route*, Paris, 1981, p. 375-395.

Le point majeur de ce travail de « prédicateur » (Buonarroti) est la lettre de Babeuf à Germain du 10 thermidor an III (28 juillet 1795). Citons ici seulement quelques points rapides de cette lettre capitale qui, sur nombre de points, semble inspirée de Morelly, philosophe dont le *Code de la Nature* est alors attribué à Diderot⁶. Après avoir constaté que la majorité de la population (quatre-vingt-dix-neuf pour cent, dit Babeuf) mal vêtue et mal nourrie est composée de ceux qui travaillent manuellement et que « la faible minorité qui ne manque de rien [...] [est] composée de tous ceux qui ne mettent pas de fait la main à la pâte », Babeuf interroge : « Qu'est-ce que le commerce [au sens général de relations entre les hommes] ? Tâchons de le définir. N'est-ce pas l'ensemble de toutes les opérations qui font naître la matière première, qui l'approprient aux divers usages par la manipulation et qui la distribuent ? Ainsi tous ceux qui coopèrent à l'une de ces choses sont des agents du commerce. Pourquoi les premiers agents, ceux qui font le travail créateur, le travail essentiel, en retirent-ils incomparablement moins d'avantages que les derniers, que les marchands, par exemple, qui, à mes yeux, ne font que le travail le plus subalterne, le travail de distribution [...] c'est que ces derniers abusent et que les autres se laissent abuser. » Usurpation et aliénation du travail, tel est le sens de la lutte des classes modernes pour Babeuf qui annonce Marx dans ces remarques.

Babeuf trace ensuite les grandes lignes de la nouvelle société : « Dans la société régénérée, tout doit être équilibre et compensation ; rien ne doit être motif à se mettre en avant, à se faire valoir, à vouloir dominer. Il ne doit y avoir ni haut, ni bas, ni premier ni dernier, les efforts comme les intentions de tous les associés (les individus dont se compose la société ne sont pas

6. Lettre publiée à diverses reprises notamment par M. DOMMANGET, *Pages choisies de Babeuf*, p. 207-221 et Cl. MAZURIC, *Babeuf*, Paris, 1988, p. 254-264.

autre chose) doivent constamment converger vers le grand but fraternel, la prospérité commune, inépuisable mine du bien-être individuel à perpétuité [...] Que chacun ait sa fonction qu'il exerce consciencieusement et qui le fasse vivre heureusement et pas plus, car il faut du bonheur pour tous, également réparti entre tous. »

Encore un mot sur un problème longuement controversé par les historiens. Babeuf revient sur la question du progrès technique qui ne l'effraie nullement : « Irais-je m'alarmer à l'annonce d'une machine qui supprime dans ma profession l'emploi d'un grand nombre de bras ? non, mille fois non, car je sais que l'introduction de cette machine ne doit mener à rien de fâcheux : ce sera tout naturellement pour l'association une somme de temps gagnée et par conséquent une diminution de fatigue. Les bras remplacés par la machine seront appelés à coopérer ailleurs. » Nulle inquiétude chez Babeuf à l'encontre du progrès des techniques, à aucun moment de sa vie. Babeuf, enfin, attire l'attention de Germain sur la vanité des « replâtrages » (M. Dommanget) de la société et l'inefficacité des tentatives de coups de main. Notons pour conclure sur cette très longue lettre que le commerce et l'industrie absorbent toutes les préoccupations de Babeuf bien plus que l'agriculture et, enfin, qu'il s'agit, explicitement, d'un travail préparatoire à la Conjuration (« la discussion que tu m'as fait engager m'a conduit à développer quelques idées essentielles pour notre objet et qui ne seraient pas de mauvais matériaux pour le manifeste »). Babeuf rédige divers documents qu'il utilisera dans la version définitive du *Manifeste des Plébéiens*, publiée après sa libération.

Babeuf cherche également à recouvrer sa liberté ; il n'hésite pas pour cela à reprendre contact avec d'anciens amis politiques avec qui il s'était brouillé, quitte à passer à leurs yeux pour un personnage fluctuant. Non seulement cette tactique ne le rebute pas mais il s'en explique auprès de son ancien collègue de l'administration des subsistances Thibaudeau, dans une

lettre datée du 7 fructidor an III (24 août 1795) : « Tu me conseilles le silence : cet avis ne me paraît pas sage [...] Avec une marche moins ostentatoire et moins clairement franche, ils [les martyrs de la Révolution] eussent pu retarder ou même esquiver leur mort, et se rendre utiles à leurs concitoyens. La vertu même doit s'envelopper de nuages au milieu de scélérats en puissance ; ses plus fidèles zélateurs doivent ruser avec les hypocrites et les fripons. »⁷

Babeuf est transféré à Paris dans une nouvelle prison, le 10 septembre 1795, en compagnie de Germain et d'autres démocrates. Quelques jours auparavant, il avait écrit aux Patriotes d'Arras sur les projets de nouvelle constitution. Les militants qu'il retrouve à la prison du Plessis sont abattus par l'échec des émeutes populaires de prairial et de germinal an III. Il n'est pas douteux que certains d'entre eux aient cherché à préparer et à structurer ces journées ; parmi ces sans-culottes, il faut nommer Brutus Magniez (déjà évoqué), Claude Fiquet, et Leblanc, qui partira bientôt à Saint-Domingue ; les deux premiers cités participeront à la Conjuración babouviste. Mais ces militants, emprisonnés, n'ont pu diriger sur le terrain ces émeutes. A quelque chose malheur est bon : Babeuf trouve un nouveau public à gagner, à convaincre et il faut, avec eux, tirer les leçons de l'échec du printemps, préparer les nouveaux combats, leur inculquer une nouvelle doctrine, celle de « l'Égalité Parfaite ». La prochaine insurrection doit être organisée et, surtout, il faut la doter d'un programme, de mots d'ordre correspondant à la nouvelle situation et susceptibles d'être suivis. L'heure est au communisme et Babeuf se lance à la conquête de nouveaux adhérents du « bonheur commun ». Presque tout ce que la France compte de

7. Lettre publiée par G. TCHERTKOVA, « Une lettre de Babeuf du 7 fructidor an III », in *A.H.R.F.*, 1975, p. 524-528. Regrettons au passage la non-translation en français de la thèse de Mme G. Tchertkova sur Babeuf sous la réaction thermidorienne.

démocrates est à cette heure emprisonné à Paris. Babeuf fait dans ces prisons la connaissance de nombreux anciens robespierristes parmi lesquels Darthé et Buonarroti.

Augustin Darthé avait été le bras droit et beau-frère du conventionnel Joseph Lebon ; originaire de Saint-Pol dans le Pas-de-Calais, étudiant en 1789, âgé de vingt ans, il avait été blessé lors de la prise de la Bastille. Après avoir déployé tout au long de la Révolution une farouche énergie dans le Nord et le Pas-de-Calais et secondé activement les robespierristes de la région, il devient un des personnages les plus actifs et les plus en vue de ce groupe et échappera de peu à la guillotine thermidorienne.

Filipo Buonarroti, italien d'origine noble, descendant, paraît-il, de Michel-Ange, avait été marqué par la lecture des philosophes à l'université de Pise⁸. Homme au destin fabuleux dans cette période qui pourtant n'en manquait pas, il connut tous les grands révolutionnaires du moment : Pascal Paoli, Robespierre, Bonaparte dans sa période jacobine, Babeuf, plus tard Blanqui, et les autres révolutionnaires du premier tiers du XIX^e siècle. Il doit s'exiler en Corse en 1789 où il rejoint la Révolution et il manque d'y être lynché par le « parti prêtre » à Bastia. Son séjour le marque profondément : on connaît des textes de 1793 où il remarque la « communauté des biens » qui existe dans l'île à travers de fortes traditions communautaires agraires et qui lui semble expliquer nombre des succès politiques et militaires des Corses. Il dirige l'expédition vers la Sardaigne en janvier 1793. Cepen-

8. Sur Buonarroti, on peut lire (en français) A. GALANTE GARONE, *Philippe Buonarroti et les révolutionnaires du XIX^e siècle*, Paris, 1975, et A. LEHNING, *De Buonarroti à Bakounine. Études sur le Socialisme International*, Paris, 1977 et (en italien) A. SARTTA, *Filipo Buonarroti. Contributi alla storia della sua vita e del suo pensiero*, Roma, 2 vol., 1951 et *Ricerche storografiche su Buonarroti e Babeuf*, Roma, 1986.

dant, il prend parti contre Paoli quand celui-ci tourne le dos à la Révolution. Il fréquente les Bonaparte, est naturalisé français en mai 1793 et devient un ardent partisan de Robespierre qu'il voit chez les Duplay. Jacobin, il est alors nommé commissaire national à Oneglia, sur la côte ligure, au printemps 1794. Il est destitué et arrêté sous la réaction thermidorienne puis conduit dans la prison parisienne du Plessis. Mais il n'y a pas dans les prisons que des anciens robespierristes, on y trouve également des partisans d'Hébert comme Joseph Bodson, connu de Babeuf depuis le Club électoral, des anciens « Enragés » comme Varlet ou d'autres sans-culottes, sans sympathie politique particulière.



A l'extérieur des prisons, après l'écrasement des sans-culottes, la situation se dégrade pour les démocrates ; les thermidoriens accumulent les succès. Le grand tournant de l'idéologie gouvernementale, après la chute de Robespierre, est, incontestablement, le discours préliminaire au projet de nouvelle Constitution prononcé par le modéré Boissy d'Anglas le 5 messidor an III (23 juin 1795) à la Convention : « Vous devez garantir enfin la propriété du riche », affirme-t-il. Il poursuit ainsi : « L'égalité absolue est une chimère [...] Nous devons être gouvernés par les meilleurs, les meilleurs sont les plus instruits et les plus intéressés au maintien des lois. Or, à bien peu d'exceptions près, vous ne trouverez de pareils hommes que parmi ceux qui, possédant une propriété, sont attachés au pays qui la contient, aux lois qui la protègent et qui doivent à cette propriété et à l'aisance qu'elle donne, l'éducation qui les a rendus propres à discuter avec sagacité et justesse les avantages et les inconvénients des lois fixant le sort de la patrie. »

Le plus remarquable de sa pensée est dans la phrase bien connue : « Un pays gouverné par les propriétaires est dans l'ordre social, celui où les non-propriétaires gouvernent est dans l'état de nature. » C'est l'égalité absolue que Boissy condamne et puisqu'il faut rejeter cette chimère, il faut limiter jusqu'à l'égalité civile, et, de fait, aller même en deçà. C'est la tradition libérale qui s'exprime et qui va se développer.

La Constitution de l'an III se distingue déjà par sa longueur des autres textes constitutionnels de la Révolution. Elle est, pour la première fois, précédée d'une déclaration des droits et, aussi, des devoirs du citoyen qui affirme : « C'est sur le maintien des propriétés que repose [...] tout l'ordre social. » On ne saurait être plus clair. Pour être électeur, il faut être propriétaire, ou, plus exactement, contribuable. On en revient aux conceptions censitaires de 1791 condamnées par les démocrates. A toutes les dispositions tournant résolument le dos à la démocratie de l'an II, s'ajoutent des détails pratiques excluant définitivement les non-propriétaires de la vie politique : ainsi, l'assemblée électorale de chaque département peut se réunir jusqu'à dix jours d'affilée ; et elle se tient au chef-lieu du département. Il faut donc avoir les moyens de quitter son travail, ce qui rejette, dans cette France agricole, non seulement les ouvriers salariés de toute nature mais aussi l'essentiel des petits propriétaires ou des paysans éloignés du chef-lieu.

Il est également nécessaire d'être domicilié depuis un an dans le même canton, ce qui exclut encore nombre de non-propriétaires et, bien sûr, il faut savoir lire et écrire. Précisons que les dispositions constitutionnelles sur l'éducation sont telles que l'analphabétisme serait héréditaire et l'instruction deviendrait un legs social. Mais les restrictions de suffrage, avec les élections à double degré, sont, au moins aussi importantes. Le pays légal se réduit de ce fait à quelques dizaines de milliers d'individus. C'est entre leurs mains que se concentreront les destinées du pays.

Soulignons les dispositions éminemment politiques du Titre XIV (Dispositions générales) : N'existeront « ni privilège, ni maîtrise, ni jurande, ni limitation à la liberté de la presse, du commerce, et à l'exercice de l'industrie et des arts de toute espèce » (article 355), ce qui donne une extrême latitude à l'entreprise capitaliste. Toute liberté est reconnue au libéralisme économique mais « il ne peut être formé de corporations ni d'associations contraires à l'ordre public » (article 360), ce qui sera utilisé contre les grèves ouvrières. La Constitution garantit l'inviolabilité de toutes les propriétés ou leur juste indemnisation en cas d'expropriation reconnue nécessaire quand tous les autres recours sont épuisés (article 358) ; « les biens des émigrés sont irrévocablement acquis au profit de la République » (article 373) et l'acquéreur légitime de ces biens nationaux « ne peut en être dépossédé » (article 374). C'est bien une révolution de classe et une expropriation généralisée des émigrés et de l'Église au profit des acquéreurs de biens nationaux, essentiellement des propriétaires aisés qui sont ici consacrées. Ceci est essentiel et l'on comprend la frénétique ruée vers les biens nationaux, la campagne dont parlait Marx en ces termes : « Ils entreprirent en l'an IV la campagne des mandats et ils la menèrent non moins vivement que Bonaparte et ses soldats la campagne d'Italie. »⁹ Le but des agioteurs est d'« avoir du bien d'émigré au plus bas prix possible ». Tout ce qui est pris n'est plus à prendre et ne sera plus rendu.

La Constitution de 1795 voit donc le triomphe de conceptions de la propriété qu'on pourrait appeler libérales et ce texte permet le ralliement, autour de lui, des républicains modérés, des thermidoriens et, enfin, des royalistes discrets. Comme le précise le spécialiste du Directoire Exécutif, Jean-René Suratteau, « la propriété va être la pierre de touche du texte constitution-

9. Cité par V. DALINE, « Chute de la Première République » in *Histoire de la France*, 2^e vol., Moscou, 1978.

nel, ce sont les propriétaires qui vont diriger de façon autoritaire ce régime libéral. »¹⁰ Devant un tel texte, les royalistes manifestent peu et ils cherchent à opérer une sorte de contre-révolution légale en demandant aux électeurs de voter, lors du référendum, pour la Constitution de l'an III. Ce n'est pas contre la Constitution que la lutte se mènera mais contre des textes périphériques par lesquels les thermidoriens assuraient leur reconduction. C'est le célèbre décret des « deux tiers », obligeant les électeurs à prendre deux tiers d'anciens conventionnels (hormis les prétendus « terroristes » qui sont inéligibles) pour la future assemblée, qui amènera l'insurrection royaliste du 13 vendémiaire an IV (5 octobre 1795). L'exclusion des parents d'émigrés de toute fonction publique provoquera également la colère. La *Gazette française* du 2 vendémiaire an IV (24 septembre) peut écrire : « Dans toutes les associations policées, les propriétaires seuls composent la société. Les autres ne sont que des prolétaires qui, rangés dans la classe des citoyens surnuméraires, attendent le moment qui puisse leur permettre d'acquérir une propriété. »

Mais c'est sur la « gauche » que l'opposition la plus hardie s'est développée contre cette Constitution. Cette opposition est, certes, muselée ; les démocrates sont emprisonnés et c'est dans les prisons pour l'essentiel que la discussion se mène. D'après le témoignage de Buonarroti, les prisonniers « examinèrent toutes les dispositions avec plus de maturité que dans aucune assemblée primaire » ; pour eux, la Constitution de l'an III entend « conserver l'opulence et la misère ». C'est, à coup sûr, l'opinion de Babeuf, emprisonné avec eux. Bien peu de démocrates sont libres et, seuls, les

10. Jean-René SURATTEAU, « Le Directoire comme modèle de régime ou mode de gouvernement ? » in *Votes nouvelles pour l'histoire de la Révolution française*, Paris, 1978, (Actes du colloque Mathiez-Lefebvre, 1974).

anciens jacobins Antonelle et Félix Lepeletier font entendre leur voix.

Ainsi, l'ex-marquis Antonelle, ancien maire d'Arles en 1790, ancien membre de l'Assemblée législative, juré du Tribunal révolutionnaire, emprisonné sous Robespierre parce qu'il refusait les pressions sur le Tribunal, révolutionnaire de la première heure et qui combattrait les armes à la main les royalistes (en vendémiaire an IV, il se promenait en lisant un livre pendant qu'autour de lui, on tirait au fusil !). Il écrit dans ses *Observations sur le droit de cité*, dès la première phrase : « La nature, sans doute, n'a pas fait plus de propriétaires qu'elle n'a fait de nobles » ; « non, ce ne fut pas comme propriétaires que les hommes s'associent entr'eux et continuèrent à rester unis ». Il répond ainsi à Boissy d'Anglas : le pacte social n'implique pas la propriété. Sur la Constitution de l'an III, il persiste : « Tout travailleur sans exception, tout citoyen qui ne peut donner son tems [sic] parce qu'il vit du prix qu'il y met [...] les neuf dixièmes sont exclus [...] de toutes fonctions publiques. » Ils sont exclus de la cité. Excluant d'un côté les parents d'émigrés, de l'autre, les non-propriétaires, la Constitution de l'an III est bien le signe de l'accession au pouvoir d'une classe sociale.

Félix Lepeletier, frère de l'ancien conventionnel « martyr de la liberté » assassiné par un royaliste, jacobin éminent et ami de Robespierre, rédige son *Vote motivé sur la Constitution de l'an III*, à la même époque. A l'intérieur même des sections parisiennes, des communistes s'expriment, extrêmement minoritaires, il faut le souligner. Un ancien secrétaire de Robespierre (ou prétendu tel) prend la parole pour défendre le communisme, mais en termes si obscurs que même Restif de la Bretonne le combattrait ; ce dernier ne doit pas être seul mais il est très singulièrement isolé. A notre connaissance, c'est le seul communiste dont il est fait état dans cette situation et qui aurait agi à Paris, à l'automne 1795. On peut supposer que cet « ancien secrétaire de Robespierre » (qui n'est pas nom-

mé par Restif) est Simon Duplay. Souvent présenté comme ayant occupé une telle place, il était un des rares démocrates libres et, en outre, un futur communiste babouviste, ce que confirmerait son engagement à l'automne 1795¹¹.



Babeuf, depuis sa prison d'Arras, au nom de la démocratie, au nom de l'égalité, refuse cette Constitution : il s'adresse « à l'armée infernale et aux patriotes d'Arras » le 17 puis le 18 fructidor an III (3 et 4 septembre 1795). Selon Dommanget, « il est permis de supposer que la lettre de Babeuf a circulé au moins clandestinement¹² » et qu'elle contribua à l'opposition des démocrates envers la Constitution. Ainsi, l'ouvrier imprimeur Linof, d'Arras, emprisonné avec Babeuf, se fera le défenseur des analyses de Babeuf lors des opérations électorales de septembre 1795 ; plus tard, Linof sera abonné au journal de Babeuf et deviendra un des animateurs des Égaux arrageois¹³. Babeuf affirme dans sa lettre : « D'après cette Constitution, tous ceux qui n'ont point de propriétés territoriales [...] n'auront même plus le droit de voter [...] Les riches et les gens d'esprit seront seuls la nation. » Il accuse ce système de recréer « la noblesse et les privilèges ». Il s'indigne « Ô sainte Égalité de 1793 ! où sont tes vestiges ? ». Dans toutes les critiques des démocrates, l'insuffisance des moyens consacrés à l'éducation est

11. A. LAONISSIAN, *Les idées communistes pendant la Révolution*, Moscou, 1984, sur Restif de la Bretonne, p. 233-321.

12. M. DOMMANGET, *op. cit.*, p. 206.

13. Sur le babouisme dans cette région voir François WARTELLE, « Babeuf, babouisme et mouvement populaire dans la France du Nord, en l'an III et en l'an IV » in *Cahiers d'histoire de l'Institut de Recherches Marxistes*, n° 18, 1984.

fustigée. Babeuf se fait le porte-parole de ces critiques : « On ne vous accorde plus pour vos enfants d'instituteurs salariés par la Nation : tous ceux qui n'auront pas les facultés de payer des maîtres, n'apprendront, ne sauront rien. »

Babeuf fait plus que s'opposer au régime en place, il commence dès ce moment à préparer la Conjuration : nombre de ses anciens compagnons de détention seront parmi les premiers abonnés à son journal. Ce rejet de toutes les forces politiques le conduit à écrire à son ami le peintre Topino-Lebrun, autre ancien juré au Tribunal révolutionnaire et futur babouviste (il sera, comme démocrate, exécuté en 1801 avec d'autres inculpés pour une bien étrange affaire d'attentat contre le Premier Consul), le 18 vendémiaire an IV (10 octobre 1795) : « Le Marais est pourri, la Gironde est pourrie, les thermidoriens sont pourris, toutes ces pourritures-là, combinez tant qu'il vous plaira, tous les degrés possibles de leur réciproque fermentation ne produiront en dernière analyse que de la pourriture [...] Nous ne pouvons sauver le peuple que par le peuple, et comment lui ferions-nous guérir ses maux si l'on s'obstine à lui en cacher toujours les causes ? » Dans ces rapides lignes est contenu tout le plan d'attaque de la future Conjuration dont les grandes lignes ont également été tracées dans la correspondance avec Germain et les discussions avec d'autres emprisonnés.

Mais l'heure appartient pour le moment aux royalistes : à Paris le canon tonne au soir du 13 vendémiaire, pendant que près de 20 000 sectionnaires en armes menacent la Convention, et par-delà celle-ci, la République elle-même. Babeuf ne balance pas une seconde ; avec Marc-Antoine Jullien, un ancien protégé de Robespierre, et Charles Germain, il rédige une pétition des « républicains détenus » dans laquelle il écrit : « Si la Convention était menacée, leur dessein [des détenus] est de voler auprès d'elle pour lui faire rempart de leurs corps et pour combattre et vaincre ou mourir avec les députés du peuple. » Aussitôt la défaite des royalistes connue, Babeuf demande la libération

des patriotes. Un mot de Jullien, à ce moment en étroite relation avec Babeuf¹⁴, éclaire l'état d'esprit des démocrates ; ils n'ont pas, affirme-t-il, à l'adresse de la Convention, agi « pour toi seule, mais pour la République, pour le peuple, pour l'égalité ». Il ne s'agit pas d'un ralliement à la Convention thermidorienne mais d'un moment précis, ponctuel, dans la chaîne des combats pour l'égalité.

Le 23 vendémiaire, il écrit encore à M.-A. Jullien : « Voici un bout de lettre pour ton père. J'en ai écrit une équivalente à chacune des six autres personnes que j'y dénomme » ; il demande à son correspondant de le seconder et de se charger « des lettres de Duval, de Garrau, de Méaulle, [des anciens conventionnels] et si tu le peux, d'Antonelle ». Babeuf remarque également « que les patriotes sont loin de faire ce que faisaient les aristocrates après le 9 thermidor. Il fallait les voir se remuer les uns pour les autres, et avec quelle activité infatigable ils s'employèrent jusqu'à ce qu'il n'existât plus dans les prisons un seul d'entre eux. Rien n'égale au contraire la nonchalance de notre parti en cette occasion ». Cette lettre confirme la volonté de Babeuf de fédérer les opposants démocrates autour de lui, mais ceux qu'il nomme (sauf Antonelle) ne rejoindront pas la Conjuration. Cette lettre semble bien être la dernière de Babeuf avant sa libération qui intervient le 26 vendémiaire an IV¹⁵.

14. V. DALINE, « Marc-Antoine Jullien après le 9 thermidor », in *A.H.R.F.*, n°176, 1964, p. 159-173, n°180, 1965, p. 187-203 et n°185, 1966, p. 390-412.

15. J.-M. SCHIAPPA, « Une lettre inédite de Gracchus Babeuf », in *Communisme*, 1991.

CHAPITRE V

LE DÉROULEMENT DE LA CONJURATION

Alors commença la Conjuraton des Égaux par laquelle Babeuf entra dans l'histoire et le communisme passa des rêveries utopiques au combat politique.

Raconter l'histoire de la Conjuraton des Égaux, son développement puis son écrasement, c'est exposer préalablement, comme le soulignait V. Daline ¹, « le lien entre l'échec du mouvement babouviste, le cours de la vente des biens nationaux, les "débauches bourgeoises" du Directoire et la victoire du bonapartisme. »¹ La Conjuraton est incompréhensible sans un bref (trop bref) rappel du Directoire exécutif en tant que moment économique et politique dans l'histoire de ce pays. Procéder autrement ferait de tous ces hommes, tant les participants que les adversaires du babouvisme, des « hommes sans présent » (R.-M. Andrews) et c'est bien le présent de ces hommes qu'il faut avant tout représenter et comprendre, si on ne veut pas les réduire à de simples figures mythiques.

1. V. DALINE, *op. cit.*, p. 12.

Le développement de la grande industrie capitaliste de ce pays commença, en fait, grâce à la gigantesque spéculation financière des premières années du Directoire exécutif, notamment avec les mandats territoriaux pour la première année et l'immense aubaine des fournitures militaires tout au long de la période. Il était normal pour les « directoriaux », dignes représentants de la République des propriétaires, de continuer à liquider toute l'économie dirigée. Le libéralisme économique nécessitait, d'un côté, une masse de salariés — ou de futurs salariés — en concurrence entre eux, obligés de se vendre le moins cher possible et, de l'autre côté, une masse de capital pouvant intervenir sur tous les points de l'économie et du territoire. Mais rejeter tout cela dans une période où l'esprit révolutionnaire n'était pas mort créait les risques, sinon les conditions, d'une mobilisation des « pauvres gens » par les défenseurs de l'économie dirigée. C'est la tradition du gouvernement révolutionnaire de l'an II que reprenaient ici les babouvistes. A ce sujet, au terme d'une étude détaillée, Raymonde Monnier indique : « Les anciens militants qui furent les plus réceptifs à la propagande babouviste appartenaient [...] surtout aux couches les plus socialement vulnérables qui dépendaient du capital marchand, et qui, déçues par la Révolution, étaient les plus sensibles aux théories égalitaires. »²

Donnons rapidement quelques exemples de la frénésie financière sous le Directoire : En frimaire an IV (décembre 1795), une loi avait abrogé l'interdiction des compagnies financières promulguée en l'an II. Une caisse des comptes courants fut créée en prairial de l'an IV (juin 1796), préparant la Caisse d'escompte pour le commerce fondée ultérieurement. Mais il faut rappeler qu'entre ces deux dates, la date théorique et l'accomplissement de l'acte, il y eut la crise du Club du

2. R. MONNIER, A. SOBOUL, *Répertoire du personnel sectionnaire parisien en l'an II*, Paris, 1985, p. 25

Panthéon, la fermeture du Club, puis la constitution du Directoire secret babouviste et la mise hors d'état de nuire de celui-ci. La « lutte à mort pour l'existence politique » (Clausewitz) s'engagea avec le seul but de débarrasser le pays de l'opposition babouviste et, en même temps, le Directoire encouragea les structures capitalistes, le « commerce », comme on disait à l'époque.

D'autres exemples aussi probants peuvent être cités. Les biens des hôpitaux ont été réquisitionnés en l'an II et cette mesure est abrogée en l'an IV ; les forges nationales, qui étaient instituées auparavant régies nationales, sont déclarées rachetables par les personnes privées. Entre le 30 brumaire an IV (21 novembre 1795) et le 1^{er} prairial an IV (20 mai 1796), il y eut une cessation temporaire de la vente des biens nationaux, non pour protéger les anciens propriétaires mais pour pouvoir, plus tard, recommencer la spéculation à un rythme plus important. La vente reprit après l'échec de la conspiration. Cette année-là, l'an IV du calendrier républicain, apparaît sous de multiples aspects l'origine de l'édification du capitalisme. Le mot lui-même fait son apparition publique tant dans le vocabulaire des directoriaux (ainsi le député Dauchy souligne que les « capitalistes et les manufactures [ont] besoin de sûreté ») que dans celui des démocrates (le Club du Panthéon peut demander de faire « surveiller les gros capitalistes »).

Les assignats étant totalement discrédités au début du Directoire (1 % de leur valeur nominale), une nouvelle monnaie dut être créée. Totalement gagée sur la vente des biens nationaux, celle-ci reçut le nom de « mandat territorial » ; elle devait progressivement remplacer l'assignat. Un taux d'échange entre l'une et l'autre fut fixé. On comprend aisément comment la spéculation fut possible ; il suffisait d'acheter dans une monnaie et de revendre dans l'autre pour modifier sa richesse dans des proportions considérables. Entre de multiples exemples, relevons celui donné par Mathiez, d'une maison estimée à 25 000 francs qui fut

vendue à un particulier 540 francs, payés en mandats. C'est l'époque des fortunes considérables bâties en quelques mois par les spéculateurs et les agioteurs de toute sorte, et parfois perdues aussi vite. C'est dans les premiers jours de 1796 que la première tentative de création d'une banque prétendument nationale (mais en fait privée) avorte sous la double opposition de Robert Lindet, ancien membre du grand Comité de salut public, et du Club du Panthéon, renforcés par le journal de Babeuf. Les hommes de finances sont ainsi privés d'un outil fantastique pour le développement des spéculations. Des députés liés aux banques déclarent que Lindet sera arrêté ou déporté, suite à cette affaire. Quand on constate une telle violence pour un homme, somme toute issu du sérail politique, on entrevoit déjà l'échafaud de Vendôme pour les conspirateurs communistes.

Pendant ce temps, à l'autre pôle de la société, la misère fait des ravages effrayants. On ne compte plus le nombre de personnes mortes de faim, de malnutrition, par suite de suicide. Le nombre de décès l'emporte à Paris sur le nombre de naissances. La publication des statistiques de suicide sera même interdite par les autorités. La grande majorité de la population ne vivait (ne survivait, plutôt) que par les subsides gouvernementaux. Tout au long de la période, des troubles, des collisions, des grèves éclatent ; on parle de menaces d'insurrection, d'espoirs sans cesse déçus et de désespoir permanent. L'an IV est bien « l'année terrible » (Denis Woronoff). Ce lien entre crise économique et financière, d'une part, et crise politique, d'autre part, se constate dans le simple égrènement des dates : 30 pluviôse an IV (19 février 1796), abandon des assignats ; 3 ventôse (22 février), échec du projet de la banque nationale ; 9 ventôse (28 février), fermeture du Club du Panthéon, qui apparaît comme la sanction de cet échec directorial ; 28 ventôse (18 mars), création des mandats territoriaux ; 13 germinal (30 mars), constitution au complet du directoire secret babouviste.

C'est par ce « pillage de la République » (Mathiez) et la spéculation financière que se concentra le premier point du capitalisme dans ce pays. Cette question est parfaitement appréhendée, non seulement par la direction de la Conspiration, mais aussi par son échelon subalterne ; ainsi Gracchus Bouilhon, babouviste de province, écrit de Sète, le 14 ventôse an IV (4 mars 1796) à Babeuf : « Tous les ouvriers journaliers ne sont payés qu'en assignats et lorsqu'ils veulent acheter du pain, de la viande, de l'huile et du vin, ils n'en trouvent pas avec cette monnaie nationale [...] La perfidie est si grande que ceux-là même qui ne payent leurs ouvriers journaliers qu'en assignats ne veulent vendre leurs denrées ou marchandises qu'en écus et au moment où ils doivent payer les journées de leurs ouvriers, ils vont agioter quelque peu d'écus contre les assignats dont ils ont besoin. » La conscience de l'opposition entre les classes apparaît dans toutes les strates du babouvisme. Le 29 germinal (18 avril), Juste Moroy, l'agent du douzième arrondissement de Paris, écrit dans un rapport à la direction de la Conjuration : « Patience, c'est aux mandats que je les attends. Chaque païsant [sic] qui apporte des denrées à Paris et que l'on contraint d'en prendre s'en retourne en jurant sur son âme damnée qu'il ne rapportera plus rien à Paris. »

Écraser les opposants à cette politique était un impératif pour ceux qui constituaient la république des notables. Souvent, la politique du Directoire exécutif a été qualifiée de politique de « bascule », oscillant entre les royalistes et les jacobins, frappant successivement les uns puis les autres. Nous emprunterons à Jean-René Suratteau son excellente définition du Directoire exécutif, qui poursuit les uns avec « un sabre de bois » et les autres avec un « glaive sanglant ». Cette politique modérée est en fait consubstantielle au Directoire — et aux thermidoriens avant eux —, c'est la liquidation des acquis démocratiques de la Révolution. La mise en œuvre de cette politique a été brièvement interrompue par l'insurrection royaliste du 13 vendémiaire an IV et la nécessité pour les thermidoriens de se défendre,

personne n'ayant de goût pour le suicide politique. Ainsi, la date même du 13 vendémiaire est, en quelque sorte, encadrée par deux faits majeurs qui illustrent clairement les projets du futur Directoire : d'une part, le 7 vendémiaire an IV (29 septembre 1795), quelques jours donc avant l'insurrection royaliste, au moment où les troubles dans Paris ont déjà commencé, est décidée la réouverture des lieux de cultes au public, sous prétexte de proclamer la liberté de ceux-ci, ce qui était un encouragement aux émeutiers. D'autre part, le 24 vendémiaire an IV (16 octobre 1795), c'est l'exécution du conventionnel montagnard Joseph Lebon à Amiens.



Après le 13 vendémiaire, l'État est comme purgé de tous ceux qui se sont compromis avec la droite ultrathermidorienne, avec les partisans de l'insurrection royaliste. C'est le vide politique dans le pays et il faut faire appel aux fidèles de la République ; souvent même, il faut les tirer de prison pour leur confier des postes. Certains acceptent, par arrivisme, d'autres afin de servir la République contre ses ennemis, d'autres encore simplement par faim, « la sainte faim » comme le dira un journal babouviste, *L'Éclaireur du Peuple*. C'est cette catégorie qui scissionnera entre « patriotes de 89 » et « patriotes de 92 », entre ceux qui se rallieront avec plus ou moins d'empressement à la République directoriale et ceux qui, inassimilables, resteront dans l'opposition ; les convertis à la communauté des biens devenant les futurs Égaux. D'autres, enfin, refusent fièrement dès le début et vont grossir les rangs, encore bien faibles à l'époque, de l'opposition de « gauche » au Directoire. C'est, par exemple, le cas de Félix Lepeletier qui aura un rôle majeur dans l'opposition démocratique en l'an IV et à qui Carnot propose un poste de

commissaire du Directoire. Pour le moment, ces anciens jacobins, ces militants révolutionnaires ne se posent pas de questions. La République semble revenir à ce qu'elle n'aurait jamais dû cesser d'être. Par milliers, par dizaines de milliers, ils sortent de prison et reprennent l'action politique, constituant un formidable terreau pour la Conjuraton. Mais la République est, en fait, on le verra, victime d'un « faux départ jacobin » (M. Reinhard).

Babeuf, lui, n'hésite pas et engage le combat contre le Directoire. Il a passé son temps en prison à préparer sa libération, à préparer l'action politique qui s'ensuivra, à convaincre (ou à essayer de convaincre) ses compagnons de détention, à structurer, déjà, l'opposition démocratique. Il est sorti de la prison du Plessis le 26 vendémiaire an IV (18 octobre 1795) ; deux jours avant sa libération, dans une lettre à un destinataire inconnu, il avait donné des indications sur les premières réunions de démocrates et ajouté : « Bouin [un ancien jacobin qui collaborera à la Conjuraton] me presse. » Au témoignage de M.-A. Jullien, avant même la fin du mois, Gracchus Babeuf « a vu tous les révolutionnaires et sondé les esprits ». Le quinze brumaire an IV (6 novembre 1795), moins d'un mois après sa libération, il relance *Le Tribun du Peuple* et en publie le n°34. Soulignons la rapidité de son engagement : Babeuf attend rarement après les grands événements pour reprendre la lutte ; après la chute des Girondins, il prend une part active, on l'a vu, à l'agitation des subsistances pendant l'été 1793 ; après le 9 thermidor an II, il lance aussitôt son premier journal parisien ; il se lance dans le combat aussitôt après le 13 vendémiaire an IV.

Comme l'a remarqué Mathiez, le « communisme était dans l'air ³ » ; la force et l'originalité de Babeuf furent d'en faire une doctrine cohérente, publique,

3. A. MATHIEZ, *Le Directoire*, Paris, 1934, p. 162.

politique, apportant une réponse aux problèmes de l'heure. Le texte du fameux *Manifeste des Plébéiens*, publié le 30 novembre dans *Le Tribun du Peuple* (n°35) et préparé dès la période des prisons, se présente comme une synthèse du passé autant qu'un manifeste à venir. Babeuf se présente comme le continuateur logique des idées des penseurs cités tout au long du développement : les tribuns de la Rome antique et surtout les Gracques qui sont « véritablement [ses] patrons », mais aussi le « médiocre » Jésus-Christ, les philosophes des Lumières (et toujours son cher Rousseau), les révolutionnaires tels Robespierre ou Saint-Just, ou encore, subtile polémique, ceux qui, comme Tallien ou Fouché, ont retourné leur veste depuis l'an II. Mais de cette accumulation quantitative — comme souvent — sort une modification qualitative, une « brusque mutation », souligne A. Soboul.

Babeuf, d'un certain point de vue, prend l'exact contre-pied des thèses de Boissy d'Anglas et proclame : « L'égalité parfaite est de droit primitif ; le pacte social, loin de porter atteinte à ce droit naturel, ne doit que donner à chaque individu la garantie que ce droit ne sera jamais violé [...] Il ne devrait y avoir jamais eu d'institutions qui favorisent l'inégalité [...] La première et la plus dangereuse des objections, quoique la plus immorale, c'est ce prétendu droit de propriété, dans l'acception reçue [...] Entend-on par là la faculté illimitée d'en disposer à son gré ? Si l'on entend ainsi, je le dis hautement, c'est admettre la loi du plus fort [...] Nous prouverons que le prétendu droit d'aliénabilité est un infâme attentat populicide. Nous prouverons que l'hérédité par famille est une non moins grande horreur ». Il est indispensable « que les productions de l'industrie et du génie deviennent aussi la propriété de tous, le domaine de l'association entière ».

Il poursuit : « Nous définirons la propriété. Nous prouverons que le terroir n'est à personne, mais qu'il est à tous. » Les accusations contre les propriétaires suivent : le « vol social » comme la « spoliation » dont sont responsables les accapareurs de biens. Pour ar-

river (ou pour revenir) au bonheur commun, il est nécessaire « d'établir l'administration commune ; de supprimer la propriété particulière ; d'attacher chaque homme au talent, à l'industrie qu'il connaît ; de l'obliger à en déposer le fruit en nature au magasin commun ; et d'établir une simple administration des subsistances qui, tenant registre de tous les individus et de toutes les choses, fera répartir ces dernières dans la plus scrupuleuse égalité ». Ce passage est fondamental, Babeuf le reproduira dans un numéro suivant de son journal. On peut, c'est évident, relever des faiblesses ou des manques dans l'argumentation de Babeuf ; pour l'essentiel, son communisme repose sur la revendication de l'Égalité, bien plus qu'il n'est fondé sur une analyse des processus économiques en cours ou en gestation, mais l'important n'est pas là. Comment Babeuf pouvait-il voir ce qui ne pouvait être vu ? Comment pouvait-il voir le développement du capitalisme industriel au moment où celui-ci n'existait pas encore ? De manière significative, Babeuf parle des « impropriétaires » ou des « prolétaires » mais pas du prolétariat comme classe issue du processus de production. Surtout, Babeuf s'appuyait sur les expériences récentes de la Révolution (le « gouvernement démontré praticable par l'expérience puisqu'il est celui appliqué aux douze cent mille hommes de nos douze armées », et la politique des subsistances où il insiste sur la nécessité d'un « magasin commun »). Au moins autant que de la théorie et des discours de l'an II, le *Manifeste des Plébéiens* s'inspirait des pratiques révolutionnaires.

Dès l'affirmation du communisme babouviste dans *Le Tribun du Peuple*, antérieurement même à la parution du *Manifeste des Plébéiens*, les oppositions avaient fleuri, de la part de personnages équivoques comme Méhée (« si j'étais royaliste, je ferois ou ferois faire le détestable numéro qui vient de paroître, sous le nom de Gracchus Babeuf » ; en 1796, après l'arrestation, il parlera de Babeuf comme étant un « ami des chouans ») ou Trouvé mais aussi de républicains tels

l'ancien Conventionnel Charles Duval ou le journaliste Jacquin. *Le Journal de Paris* se fait l'écho de discussions voire d'ouvrages polémiquant contre le communisme comme la *Dissertation sur les principes fondamentaux de l'association humaine*, d'un dénommé Maugras qui « traite de la communauté des biens qu'il regarde comme chimérique ». En mars 1796, *Le Censeur* polémique contre « l'Égalité Parfaite ». Le communisme était en discussion à Paris. A Charles Duval, Babeuf réplique dans *Le Tribun du Peuple* (n°35) que « républicains [est un] titre banal et fort équivoque [...] Nos dogmes sont la démocratie pure, l'égalité sans tache et sans réserve ». Aucune ambiguïté consensuelle qui serait parée du titre de République chez Babeuf. Nous nous arrêterons ici sur l'attaque portée par Trouvé, secrétaire du Directoire exécutif, personnage important du régime donc, dans les pages du *Moniteur*, le journal semi-officiel, en nivôse an IV. L'argumentation de Trouvé tourne autour de deux éléments : d'une part, l'égalité absolue, c'est l'anarchie, le pillage, le désordre (une constante dans l'argumentation du Directoire ; nous y reviendrons) ; d'autre part, comment arriver à l'égalité puisque même Robespierre n'y est point arrivé ?

La réponse de Babeuf est, sur ces points, très simple : Robespierre n'est donc pas coupable de despotisme comme cela a été affirmé par ses détracteurs à partir du 9 thermidor. Il faut donc discuter des théories politiques et des intentions de Robespierre. D'autre part, le pillage est l'œuvre des agioteurs et des propriétaires : « Il ne reste plus rien à piller », explique Babeuf. Oui, il y a guerre civile mais cette guerre est une conséquence du régime de la propriété. Enfin, Babeuf associe de manière étroite l'égalité des droits et celle des besoins qui en découle : « Les hommes naissent égaux en droits », rappelle-t-il. Point que Trouvé, d'après Babeuf, ne contestera pas et, en bonne logique, les hommes doivent demeurer égaux. Ils sont, d'ailleurs, égaux en besoins et la loi ne devrait pas permettre « que je ne puisse pas rester égal à la majorité de

mes frères » ; les lois qui organisent l'inégalité de l'humanité sont « lèze-humanité ». Dans le communisme babouviste, c'est bien l'égalité qui est le socle de l'ensemble de la doctrine. Georges Lefebvre pourra, à juste titre, parler de « démocratie communiste » pour caractériser le communisme babouviste.

Les futurs Égaux, Babeuf et ses proches, ne pouvaient posséder aucune illusion envers le Directoire, même si ses promoteurs venaient d'écraser les royalistes au 13 vendémiaire et d'amnistier les révolutionnaires emprisonnés après Thermidor. L'objectif de Babeuf était de renverser le Directoire — avec lui, la Constitution de l'an III — car, disait-il, « le salut de la République et de la liberté commandait impérieusement la destruction » d'un tel gouvernement. Aucune confiance, non plus, dans les directoriaux de « gauche » comme Fouché ou Tallien. Ce n'est pas un hasard si *Le Manifeste des Plébéiens* était publié dans le même numéro que la lettre de rupture de Babeuf avec Fouché : « Malheur à celui qui est froid et prêche la patience à la vue de ce désastreux spectacle [de la misère du peuple]. » En effet, le Directoire avait cherché à circonvenir Babeuf en lui offrant, par l'intermédiaire de Fouché, une subvention. Mais Babeuf, bien que dans la misère — ou, peut-être, parce que dans la misère — rejette cette proposition avec mépris et colère. Il écrira, avec fierté, d'une plume cinglante : « Tu es devenu bien riche, Fouché » ; Babeuf, digne révolutionnaire — comme ceux qui méritent ce nom et que rien ne peut acheter ni achever.

*
* *

Diverses tentatives de regroupement des démocrates échouent par manque d'unité de vues ; certains démocrates étaient partisans de rester, plus ou moins, fidèles au Directoire. De plus, la Constitution de l'an

III interdisait à chaque « société populaire s'occupant de questions politiques » de correspondre avec d'autres. On se réunit cependant dans des cafés, dans des jardins publics à Paris comme en province. C'est chez Mathurin Bouin, ouvrier en bas, ancien juge de paix de la section des Marchés, ancien jacobin, — il fut même vice-président du Club en ventôse an II — que se tiennent les premières réunions où se retrouvent les démocrates libérés des prisons thermidorienues. C'est le même Bouin qui « pressait » Babeuf en vendémiaire. On se décide enfin à constituer un centre unique qui se réunira dans l'ancienne abbaye des Génovéfains, près du Panthéon. D'ailleurs, le club fut appelé « Club du Panthéon ». C'est un traiteur, appelé Cardinaux, ancien jacobin lui aussi, en assez bons termes avec les autorités, qui met cette salle à sa disposition. Babeuf n'en fait pas partie.

Au moment de la création de ce club, à l'automne 1795, les équivoques ne manquent pas. Le Directoire exécutif avait besoin d'un centre de regroupement des démocrates pour contrebalancer et menacer les modérés et, aussi pour, en concentrant tous les opposants dans un seul endroit, les surveiller et chercher à les influencer. Mais, à cause de cette équivoque, bien sûr, le Club n'était pas un regroupement homogène et se partageait en deux grands courants : l'un, pro-directorial, républicain, et l'autre, indépendant des autorités, souhaitant l'Égalité. Et toute l'histoire du Club est celle du combat de ces courants pour y conquérir la prépondérance. Ainsi, les panthéonistes Roussillon et Féru, parmi d'autres, ont été violemment dénoncés par Babeuf dans le numéro 39 de son journal (10 pluviôse, 30 janvier) comme « trompettes à gages [du] gouvernement ».

En effet, tout au long de l'hiver, Babeuf publie successivement les numéros 36, 37, 38, 39 et 40 du *Tribun du Peuple*, plus brochures que journaux, ce qui atteste de son activité inlassable. Nous reviendrons sur le contenu de ces journaux. Peu à peu, le Club gagnait en nombre ; en son sein, les futurs Égaux, avec Bu-

narroti, Darthé, Charles Germain et Félix Lepeletier, apparaissaient comme les dirigeants de son aile radicale et conquérante. Le Club revendique l'instauration (ou, plus exactement, le rétablissement) du « maximum » et surtout, sous l'influence directe des babouvistes, la distribution des biens des émigrés aux soldats et à leurs familles. Cette mesure avait été décidée en ventôse an II (mars 1794) par le gouvernement révolutionnaire. Les Égaux d'Arras, pour leur part, l'avaient également demandée à la même époque que le Club du Panthéon.

Mais les partisans du Directoire exécutif ne désarment pas pour autant : des mesures contradictoires sont décidées, des votes de soutien aux autorités sont proclamés. Rendant compte d'une séance au Club, un rapport de police mentionne : « On y a fait la motion de demander le rapport de la loi sur la liberté des cultes et elle a été appuyée mais plusieurs membres ont judicieusement observé que c'était agir contre la Constitution » ; deux camps, donc, dans le Club : d'une part, les partisans de la Constitution et, d'autre part, ceux qui s'y opposent et demandent l'abrogation de la loi sur la liberté des cultes. Ceci est à rapprocher de l'appréciation de Félix Lepeletier, membre éminent du Club, qui écrira en floréal an IV (mai 1796) : « Sous le prétexte de la liberté des cultes, le gouvernement laisse subsister d'anciennes superstitions. » Les futurs Égaux se sont donc opposés au sein du Club à cette loi mais ils ont été mis en minorité.

L'indécision et l'ambiguïté régnant au Club se manifestent on ne peut mieux par cette phrase également équivoque d'un rapport de police : « On a déterminé de nommer une commission pour demander au gouvernement un règlement sur les fêtes décadaïres et un local pour les y célébrer. » Buonarroti rend compte de cette discussion « très animée », dit-il, en précisant qu'il fallut argumenter contre les orateurs qui « conseillaient de s'en rapporter prudemment au gouvernement » et d'autres qui « envisageaient toute forme religieuse comme la source d'une nouvelle su-

perstitution ». Donc, nulle homogénéité dans le Club sur cette question ni sur aucune autre, d'ailleurs, même si l'influence des Égaux n'avait cessé de croître tout au long de l'hiver. A preuve, le Club avait protesté à propos des poursuites exercées à l'encontre de Babeuf et de l'arrestation de sa femme. Les difficultés grandissantes de la population ne pouvaient que susciter méfiance envers les directoriaux et espoirs en faveur des opposants.

Au terme de cette discussion sur les cultes décadaires, les futurs Égaux, devenus majoritaires chez les panthéonistes, décidèrent de continuer le combat à l'extérieur du Club, dans les lieux du culte. Leur combat venait surtout de prendre une nouvelle tournure avec la lecture faite par Darthé à la tribune (et couverte d'applaudissements) du numéro 40 du *Tribun du Peuple*. De plus, les démocrates (appuyés par Robert Lindet) qui venaient de remporter une victoire contre le projet de banque privée ne pouvaient qu'en être encouragés. En effet, le numéro du journal qui attaquait le Directoire, son « système d'avilissement » de l'assignat, sa décision « d'enlever les aides aux indigents » alors que « tout le monde est indigent d'après ce régime-ci, excepté la poignée d'agroteurs et de coquins qu'il protège », créait les conditions d'un rapprochement entre Babeuf et les panthéonistes.

D'autre part, cette nouvelle situation tendait à cristalliser l'opposition politique et populaire. A ce moment, le Club compte deux mille membres, rassemblés en trois mois. Dans d'autres endroits comme les cafés populaires des « Bains chinois » ou dans les faubourgs, des clubs plus ou moins informels relayaient cette agitation. C'est aux Bains chinois, d'après Aulard, que l'on s'abonne au *Tribun du Peuple* puisque le bureau d'abonnement officiel va être fermé. En décembre, le Directoire s'engage dans la voie de la répression. Il ressort l'affaire du « faux » que nous avons vue et essaye de salir Babeuf. Celui-ci ridiculise Merlin, qui avait personnellement autorisé la fin des poursuites en l'an II, et les reprenait en l'an IV comme ministre de la

Police ! Le Directoire envoie un (un seul !) policier arrêter Babeuf qui s'échappe après avoir « boxé l'alguazil », comme il l'écrira lui-même (26 janvier). Sa fuite est protégée par les forts de la halle. Il est contraint, dès lors, à la clandestinité. Cette nouvelle procédure judiciaire souligne les difficultés du Directoire. D'ailleurs, quelques jours auparavant, Rewbell, membre du Directoire exécutif, avait très clairement, à l'occasion de l'anniversaire de l'exécution de Louis XVI (21 janvier 1796), menacé les « anarchistes » et rassuré « les bons citoyens », c'est-à-dire les propriétaires.

Majoritaires au Panthéon, les futurs Égaux attaquaient le Directoire exécutif au cœur, sur la question financière, et faisaient de ce combat un combat public. On ne s'étonnera pas que le Directoire ferme le Club : celui-ci commençait à prendre pied en province. La présence de révolutionnaires en provenance de celle-ci est signalée, comme celle de l'ancien conventionnel Armonville que l'on retrouvera dans la Conjuraton babouviste. Les rapports de police enregistrent, par exemple, la lecture d'une lettre de l'Ain le 14 nivôse an IV (4 janvier 1796) ; le 18 pluviôse an IV (7 février 1796), plusieurs lettres des environs de Lyon sont lues à la tribune. Certains membres modérés du Club essayant de se concilier le Directoire envisagent une autodissolution du Club du Panthéon ; rien n'y fait. Il est trop tard. Il faut en terminer avec ce foyer dangereux à la porte duquel on vend des brochures inquiétantes pour le régime telles que les discours de Robespierre. La fermeture est ordonnée. C'est le général Bonaparte, l'ancien vainqueur de Vendémiaire, de réputation jacobine, qui ferma lui-même le Club, le 28 février, peu après ce gravissime échec que constitue pour les directoriaux l'abandon du projet de banque nationale. Quelques jours après, Bonaparte était promu général en chef de l'armée d'Italie et recevait M^{me} de Beauharnais en dot.



Après la fermeture du Club suivit une phase brève mais incontestable de confusion. Comme l'écrira Babeuf sur ce sujet : « Une troupe en retraite n'est point une troupe en déroute. » Tous les démocrates s'interrogent : « Que faire ? » Dans ce moment difficile, tous les dirigeants de la Conjuration vont se retrouver enfin ensemble. La nécessaire protestation des démocrates dans laquelle Antonelle et Félix Lepeletier, à nouveau, se distinguèrent, ne suffit pas. Antonelle, qui avait été embauché comme journaliste par le Directoire puis révoqué pour ses opinions républicains avancées le 23 frimaire an IV (14 décembre 1795), publia *A tous les Français sur la clôture par arrêté des réunions de citoyens* et Félix Lepeletier rédigea une affiche en direction de la troupe : *Soldat, arrête et lis* qui s'en prend à « la tyrannie » et demande aux soldats de ne plus tirer sur leurs frères, comme ils l'avaient fait en l'an III. Question capitale, nous le verrons bientôt. Il semble que ce soit Charles Germain qui convainc Babeuf, toujours dans la clandestinité et qui le restera jusqu'à son arrestation ; dans sa lettre du 26 ventôse an IV (16 mars 1796), Charles Germain lui écrit : « Nous touchons à un moment bien critique : sera-t-il décisif pour la démocratie ? [...] Ta qualité de Tribun du Peuple t'impose l'obligation de tracer au peuple le plan, le projet d'attaque. Tu es le chef actuel des démocrates qui veulent à ta voix fonder l'égalité ; tu es le chef reconnu par eux, c'est donc toi qui dois, qui peux seul leur indiquer la voie, ou leur désigner celui qui la leur indiquera. »

Il faut donc construire, et auparavant, détruire, tant est vrai le mot de Bakounine sur la « constructive rage de détruire ». Début germinal, au témoignage irremplaçable de Buonarroti, « Babeuf qui tendait à ramener tous les mouvements à un centre unique contribua,

par l'intermédiaire de ses amis, à faire dissoudre les comités » déjà existants dans Paris. Au premier rang de ces comités, le « lycée politique » constitué autour de l'ancien conventionnel Amar, membre du Comité de sûreté générale en l'an II et des Égaux comme Debon, Buonarroti, Darthé, F. Lepeletier. Ceux-ci argumentent avec passion contre la propriété privée et les différents remèdes partiels. Amar semble convaincu. Mais les amis de Babeuf veillent : Héron, ancien agent du Comité de sûreté générale qui avait bien connu Amar en l'an II et qui était, depuis la réaction thermidorienne, lié à Babeuf, intervient. Sur son lit de mort, Héron adjure les démocrates — par l'intermédiaire de Félix Lepeletier, omniprésent — de rompre avec Amar et leur demande de se souvenir de son triste rôle dans la chute de Robespierre. Le comité est dissous.

Babeuf apparaît alors comme le véritable chef d'état-major de tous les démocrates. Il ne cessera plus de tenir cette place, même au procès où il sera condamné. Sylvain Maréchal, Félix Lepeletier et Babeuf lui-même, tous communistes et tous publicistes, travaillaient déjà ensemble, Antonelle les rejoint peu après et ils constituent un Directoire secret. Puis, s'adjoignent à eux d'anciens robespierristes (ou plus exactement des communistes d'origine robespierriste) tels Augustin Darthé, Buonarroti et, enfin, Debon, tous proposés par un ancien garde du corps de Robespierre, le serurier Didier qui fut l'agent de liaison de la Conjuration. Le 10 germinal an IV (30 mars 1796), le Directoire secret de salut public était au complet, inspiré du modèle du Directoire secret insurrectionnel qui préparera clandestinement le 10 août 1792. Beaucoup plus intéressés au combat politique direct, les anciens robespierristes semblent orienter le Directoire secret dans un sens plus politique, préparant — à terme — une nouvelle insurrection populaire. Mais, en aucun cas, il ne faut estimer que ces provenances différentes, (Babeuf et Sylvain Maréchal par exemple, avaient violemment dénoncé Robespierre après le 9 thermidor) eurent une quelconque conséquence sur le déroule-

ment futur de la Conjuraton. On est même assez étonné par une collaboration aussi fraternelle entre des révolutionnaires d'origines diverses.

*
* *

Quelles étaient les structures organisationnelles de la Conjuraton, au moment de sa mise en place ? Le secret et la discrétion qui s'imposèrent dans le fonctionnement interne de la Conjuraton ne furent nullement un choix ; à l'inverse, ils découlaient d'une ostensible volonté du Directoire exécutif d'empêcher toute action publique. Si la liberté de la presse était théoriquement reconnue dans les textes constitutionnels, Babeuf comme rédacteur du *Tribun du Peuple* était sous le coup d'un mandat d'arrêt, et le gérant Roche était également recherché. Des poursuites étaient engagées contre le journaliste républicain R.F. Lebois qui avait osé écrire : « Le vœu de la Révolution était d'ôter à celui qui a trop pour donner à celui qui n'a rien. » Les imprimeurs étaient victimes de la répression ainsi que les colporteurs et diffuseurs du journal. Par exemple, un rapport du Bureau central en date du 21 ventôse an IV (11 mars 1796) affirme : « Un colporteur des numéros 39 et 40 du journal de Babeuf a été arrêté. Les citoyens chez qui ces numéros avaient été achetés ont été mandés aussitôt ; on procède en ce moment à leur interrogatoire. » De plus, et c'est probablement ce qui détermina les futurs conjurés, la fermeture du Club du Panthéon avait condamné toute possibilité d'action légale. Pis, Germain lui-même était sous le coup d'un mandat d'arrêt quelques jours après la fermeture du Club (par un arrêté du Directoire du 13 ventôse an IV, 3 mars 1796). C'était bien la guerre à mort qui se préparait ! Ce contexte, et la volonté délibérée des conjurés de pouvoir efficacement soulever le peuple, peuvent seuls expliquer les strictes mesures organisationnelles de la Conjuraton. Le

Directoire secret devait délibérer isolément, sans autre contact avec les agents civils ou militaires que Jean-Baptiste Didier, le seul agent intermédiaire nommé par les Égaux. Il fut celui « dont le zèle, l'adresse et la discrétion furent constamment au-dessus de tout éloge », d'après Buonarroti. Habitué aux fonctions de confiance, il avait été aussi juré du Tribunal révolutionnaire.

La dérogation à l'exigence de cloisonnement amena la chute des dirigeants, puisque c'est lors d'une réunion trop large (comité militaire et Directoire secret, ensemble) que le futur traître Grisel connut les responsables de la Conjuraton et put les faire arrêter, comme nous le verrons. La réunion quotidienne du Directoire secret examinait les rapports des agents et les réponses à y faire ; les publications à faire paraître ; les propositions insurrectionnelles. Elle procédait enfin à l'étude des mesures postérieures à l'insurrection tendant à fonder l'Égalité. C'est essentiellement Babeuf qui, forcé à la clandestinité, rédigeait les courriers et circulaires à destination du reste de la Conjuraton, aidé par un ancien secrétaire du Comité de sûreté générale, Pillé, qui se montrera d'une extrême faiblesse après l'arrestation (il avoua tout ce qui lui était demandé et les accusés envisagèrent même de s'en débarrasser !). Le Directoire secret se réunissait près de la Halle aux blés, dans l'appartement du liégeois Clérex, qui hébergeait Babeuf à ce moment-là. Un registre consignait l'ensemble des décisions du Directoire secret, après qu'elles eussent été adoptées à la majorité des voix. Les travaux étaient répartis entre tous les membres du Directoire secret. Celui-ci avait décidé de nommer un agent principal dans chacun des douze arrondissements de Paris pour propager la conspiration.

Ces agents étaient nommés par le Directoire secret après un examen de leur situation et un vote ; c'est l'expérimentation de la procédure de cooptation, qui sera reprise par nombre d'organisations révolutionnaires. En plus des agents d'arrondissement et des

agents militaires, deux dirigeants, Darthé et Germain, avaient un rôle bien particulier : celui de « surveillants » qui devaient contrôler la conduite des agents, la rectifier et la corriger, éventuellement. Tout écart était signalé. Ainsi, le Directoire secret fut amené à corriger par écrit, à diverses reprises, le travail de certains agents. « Ceux qui te parlent ne sont point des conjurés à demi », écrivit la direction babouviste à Cazin, un agent d'arrondissement indiscipliné qui avait pris des contacts avec un démocrate sans l'autorisation du Directoire secret. Par ce double flux permanent entre la « base » et le « sommet », le Directoire secret pouvait tout savoir de l'opinion démocratique et, presque en même temps, faire parvenir aux organisateurs de cette opinion l'ensemble des décisions de l'organisation insurrectionnelle. La connaissance de la situation put ainsi permettre au Directoire secret de freiner les tentatives imprudentes ou, pour le moins, inopportunes.

Ces structures furent étendues à diverses régions de province, sans que l'on puisse — à ce jour — connaître dans le détail l'étendue de cette structuration. D'autres agents étaient nommés dans les départements. Babeuf écrivait ainsi à B. de Lyon (très certainement Bertrand, l'ancien maire démocrate de la ville rallié aux babouvistes) que « les mêmes instructions contenues dans cette pièce pour les agents d'arrondissement te serviront comme agent directeur de l'esprit des patriotes lyonnais ».

Dès les premières actions babouvistes à l'automne 1795, la mission de ces agents est claire : il faut « rectifier les idées de beaucoup des patriotes, leur regagner l'estime du peuple » (Buonarroti). Une des activités essentielles du Directoire secret babouviste était de « tracer aux orateurs populaires un plan de conduite et [d'] offrir à tous un centre de direction ». Le centre décida d'établir la conjuration en nommant un agent révolutionnaire principal dans chaque arrondissement de Paris avec des consignes précises. Leur rôle était indiqué dans la circulaire créant ces derniers :

« Chacun d'eux est chargé d'organiser, dans son arrondissement, une ou plusieurs réunions de patriotes, d'y alimenter, d'y diriger l'esprit public par des lectures de journaux populaires, et par des discussions sur les droits du peuple et sur sa situation présente. Ces agents tiendront une note du thermomètre journalier de l'esprit public. Ils rendront compte, dans ces notes, des dispositions plus ou moins favorables des patriotes ; ils signaleront les individus qu'ils remarqueront les plus capables de seconder la marche du mouvement qu'il convient d'amener ; ils indiqueront le genre d'emploi ou la tâche révolutionnaire auxquels ils croiront que chacun des individus est capable. » La propagande babouviste s'effectuait « par les journaux, les affiches, les brochures, les clubs familiaux, les chansons, le noyautage des ateliers et de l'armée », souligne M. Dommanget. Ce noyautage de l'armée et des implantations ouvrières doit être également étudié sous l'angle social, nous y reviendrons plus loin.

Au premier rang de la propagande, les affiches, les « placards » dans le vocabulaire de l'époque, les brochures, les chansons. Babeuf aimait se rappeler et rappeler l'appréciation de Robespierre sur la place de l'opinion publique dans les révolutions. Il écrivait : « Rien en révolution n'est plus majeur que de trouver une manière sûre pour diriger et entretenir le bon esprit public. Car c'est avec l'opinion qu'on remue tout [...] Nous croyons avoir découvert cette manière certaine. » Quasi quotidiennement, les babouvistes vont alors éditer une affiche ou une brochure : le 20 germinal an IV (9 avril 1796), le placard babouviste par excellence *L'Analyse de la doctrine de Babeuf* rédigée par Buonarroti que l'on retrouvera collé ou distribué dans nombre de quartiers de Paris ; le 23, *L'Opinion sur nos deux constitutions* ; le lendemain, la *Lettre de Franc-Libre à son ami la Terreur*, plus particulièrement destinée aux soldats et qui est l'œuvre de Grisel ; le 25, la brochure *Doit-on obéissance à la Constitution de l'an III ?* ; puis le 27, l'*Adresse du Tribun du Peuple à l'armée de l'Intérieur* qui est, comme son nom le fait

penser, une autre publication destinée aux soldats attribuée à Babeuf ; puis le 29 germinal, c'est le texte de Buonarroti résolument défenseur de la communauté des biens, *Lettre en réponse à M.V.* Même s'il est vrai que germinal fut le paroxysme de l'agitation babouviste, cela donne une idée de l'ampleur de cette publication d'imprimés visant au soulèvement et qui décroîtra à peine par la suite.

Ces placards et brochures étaient diffusés ou lus par des hommes de base de la Conjuration, appelés « grouppestes » ou « grouppiers » qui avaient pour charge, sous la direction des agents d'arrondissement, d'organiser les groupes populaires et d'y diffuser le « microbe » du babouvisme. La presse royaliste ou modérée les a souvent qualifiés d'« enfants perdus de Babeuf ». Juste Moroy, un agent babouviste, dans un rapport du 12 germinal an IV (1^{er} avril 1796), écrit : « J'ai déjà, à l'aide de vertueux républicains, formé de petites sociétés de cinq à six personnes. » Au procès de Vendôme, il précisera : « On m'avait donné des placards pour afficher ; je les avais affichés non dans la nuit, mais à 8 heures du matin, pour que les ouvriers venant de déjeuner à 9 heures, puissent les lire. Parce que moi et les patriotes avaient vu que c'étaient les royalistes, les agioteurs qui déchiraient ces affiches, je dis : "ils ne veulent pas que la vérité perce ; comment faire pour que le peuple soit éclairé ?" Je pris le parti de les afficher non pas la nuit, mais entre 4 et 5 heures du matin. Les ouvriers allant à leur ouvrage à 6 heures du matin, à cette heure les royalistes et les agioteurs ne sont pas encore levés, le peuple en allant au travail lisait les affiches et les royalistes alors les déchiraient quand ils voulaient. » Ces affichages, ces groupes, eurent un écho dont rendent compte les rapports de police ou les journaux. Ainsi, ce rapport de police du 22 germinal an IV (11 avril) : « Au faubourg Antoine, un groupe considérable s'était formé autour d'un placard ayant pour titre *Analyse de la doctrine de Babeuf*. Plus loin une femme lisait cet écrit en petit format. » Quelques jours plus tard, le 25 germinal, le *Courrier*

Républicain s'inquiète : « Hier les groupes étaient encore très nombreux. On commente Châles, Antonelle, Babeuf. On fait voir combien il serait doux que toutes les propriétés fussent communes, que tous les profits industriels appartiennent à tous. » C'est l'apogée de l'agitation babouviste : le communisme est public. Bientôt le Directoire exécutif prendra des mesures drastiques contre l'opposition.

Dans les moyens d'agitation babouvistes, il y avait, à mi-chemin entre le discours et le texte imprimé, la chanson. La Conjuraton pouvait compter sur au moins un poète de talent, journaliste habile, Sylvain Maréchal, qui avait écrit la *Chanson nouvelle à l'usage des faubourgs*. Cette chanson appelait au combat en ces termes :

Mourant de faim, mourant de froid,
Peuple dépouillé de tout droit,
Tout bas tu te désoles.
Cependant le riche effronté
Qu'épargna jadis ta bonté
Tout haut, il se console

Combinée à d'autres chansons comme *La Complainte de Robespierre* ou comme *Le Chant des Égaux* (de Sylvain Maréchal ou de Charles Germain, les avis sont partagés), affichée dans les quartiers de Paris, diffusée par le journal babouviste *L'Éclaireur du Peuple*, lue ainsi dans les lieux de regroupements populaires, cette chanson fut un des moyens le plus simplifié, mais non le moins efficace, de la propagande babouviste. Les Égaux en expédiaient des copies en province, comme celle que reçut le pharmacien Bichon à Poitiers, qui en dénonça l'envoi aux autorités. A Louviers, ce sont deux sans-culottes qui passent en procès pour avoir diffusé les textes de ces chansons, attentatoires, selon la justice directoriale, à la Constitution de l'an III. A Paris même, ce sont des chanteuses comme la belle et talentueuse Sophie Lapierre, ancienne militante d'une société populaire féminine, fu-

ture inculpée de Vendôme, qui enflamme les soldats et les citoyens au café des Bains chinois. On a du mal de nos jours à imaginer la place des cafés dans la vie populaire, et partant, dans la vie politique : chansons, réunions, discours, lectures des journaux s'y déroulaient, on y domiciliait des abonnements collectifs et cela au tout-venant devant des yeux pas toujours discrets et des oreilles souvent intéressées.

La fréquentation des cafés était une des tâches des agents de police ou des agents doubles. Il fallut y veiller. Menessier, ancien administrateur de police qui avait gagné à la Conjuration plusieurs employés du Bureau central de Police, demande au Directoire secret de veiller à ce que ce type de réunions ne se déroule plus. Cette recommandation fut approuvée et étendue aux autres arrondissements. Les provocateurs dans les cafés, la cavalerie sur les places publiques : la prudence imposait de s'organiser autrement. Des clubs familiaux, des réunions dans les appartements avaient été mis en place ; plus sûres mais plus limitées, ces réunions furent nombreuses, si l'on en croit Buonarroti. A leur propos, le Directoire secret, toujours sous l'impulsion de Babeuf, infatigable organisateur de cet embryon de parti, recommande « que chaque coin de grabat, que chaque grenier en compose une ». La clandestinité et le petit nombre des participants, souvent d'anciens commissaires révolutionnaires, ont certainement empêché leur connaissance par la police ; elles n'en ont pas moins existé.

*
* *

Des différents moyens pour propager la doctrine de la Conjuration, la rédaction et la diffusion par Babeuf et ses amis d'un journal, en l'espèce *Le Tribun du Peuple* sont probablement parmi les plus intéressants : Babeuf, en tant que journaliste, est un des plus grands de cette période. Son style, sa rhétorique,

extrêmement riche en interpellations, en néologismes, en flambées et en réminiscences antiques (comme l'ensemble de la presse révolutionnaire), sont un savoureux et puissant appel permanent au combat. Le lecteur pourra en retrouver ici ou là des extraits dans notre développement et ainsi, espérons-le, avoir une idée de la puissance de la plume de Babeuf.

Gracchus Babeuf avait, on l'a vu, très vite cherché à animer un journal. Il se réclame hautement de la tradition maratiste (d'ailleurs la sœur de Marat fut abonnée au *Tribun du Peuple* et il parle souvent du « caveau » dans lequel il rédige son journal) mais il est également proche du journaliste Robespierre. Il est donc au carrefour des journalistes les plus politiques et les plus étincelants. Pour Babeuf, un journal est aussi un lieu de réflexion et d'échange : il ouvre largement ses colonnes (bien minces, pourtant) aux correspondants, il cite longuement ses adversaires, il mène polémique sur polémique dans un journal mal imprimé, avec de nombreuses fautes qu'il corrige au numéro suivant. La périodicité est irrégulière, le volume varie beaucoup et il s'en explique ainsi dans son prospectus de la nouvelle série du *Tribun du Peuple* : « Le volume des numéros ne sera point uniforme, l'importance des matières et les circonstances feront entrer dans chacun plus ou moins de pages. Tous les lecteurs raisonnables sentiront qu'un travail substantiel et de nature à être mûri ne peut être mesuré à l'aune, ni assujéti au quart d'heure, comme l'œuvre routinière des journaux à nouvelles et des marchands de remplissage. » Son journal connaissait un tirage d'au moins deux mille exemplaires que les amis politiques de la Conjuraton diffusaient ou colportaient.

La correspondance d'Émile Babeuf à son père, citée par R. Legrand⁴, illustre de quelle façon le journal était

4. R. LEGRAND, *op. cit.*, p. 222.

propagé : « L'on demande partout ton n°41 » (11 germinal an IV, 31 mars 1796). « Nous avons donné des numéros à la citoyenne Maurade, une douzaine / au cordonnier, une douzaine / à la citoyenne Rouville, 6 / au faubourg, une douzaine / à la citoyenne Girard, 6. Ils nous ont payé tout » (15 germinal) ; « Il est venu un citoyen pour s'abonner lui-même [...] c'est un bon plébéen. Il faut lui envoyer le 35, 36, 37, 38, 39. Le 40 et 41, nous lui avons donné » (16 germinal) ; « Toulotte est venu, il nous a donné 500 livres pour son abonnement, il le prendrait chez la Cne [Citoyenne] Baudrais. Il ne faut pas envoyer le numéro chez lui parce que ce sont des chouans » (18 germinal). En plus des diffusions par toutes sortes de canaux, on recense cinq cent quatre-vingt-dix noms d'abonnés (pas toujours nettement identifiables) dispersés sur soixante-cinq des quelques quatre-vingt-cinq départements que comptait la France à l'époque. Mais ce nombre ne dissipe en rien nos questions sur le nombre des abonnés. Ainsi, certains babouvistes notoires n'étaient pas abonnés (l'ancien conventionnel Armonville, l'agent militaire Vanneck, l'agent d'arrondissement Guilhem, Debon, le membre du Directoire secret). Le prix élevé — cent vingt-cinq livres assignats par trimestre — a eu, bien sûr, un caractère dissuasif. C'est certainement ce qui explique le décalage entre le nombre des abonnés et le tirage total du journal qui fut, assez vite, doublé par *L'Éclaireur du Peuple*, destiné aux milieux populaires et que dirigèrent vraisemblablement Simon Duplay et Babeuf lui-même.

Simon Duplay était le neveu de l'hôte de Robespierre ; orphelin, il avait été recueilli par son oncle. Il passait, à tort, pour avoir été un des secrétaires de Robespierre. Il déclare être plus vieux d'un an pour pouvoir s'engager et combattre les coalisés ; un boulet lui emporte la jambe droite à Valmy. A dix-huit ans, son engagement en faveur de la Révolution lui vaut d'être infirme. On l'appelle « Jambe de bois ». Il est, c'est le lot des révolutionnaires, emprisonné sous la réaction thermidorienne, dès le 12 thermidor an II

(30 juillet 1794). Dans ses lettres, Babeuf le nomme « le plébéen Simon ». On a vu qu'il était peut-être un défenseur du communisme dès l'été 1795.

Les militants et les « groupeurs » procédaient à la lecture du journal aux carrefours de Paris ou en province et dans divers lieux publics. Chez les cabaretiers, les limonadiers et les marchands de vin, voire même chez les imprimeurs, se faisaient des lectures communes. Le rôle des cafés comme lieux de regroupement et de discussion est confirmé par certains abonnés qui y faisaient adresser leurs livraisons (au café Chrétien, par exemple, ou au café des Bains chinois qui est donné par la police comme lieu d'abonnement à l'automne 1795 ; on peut noter aussi des abonnements collectifs comme celui souscrit au café de Genève ou celui souscrit par les citoyens réunis au café des Amis de la Patrie, dans le faubourg Antoine). Dans le même ordre d'idées, on a mis en lumière le rôle des « boîtes aux lettres », comme l'abonné Lecamus qui reçoit son abonnement chez le citoyen Dufour, menuisier, abonné également ; le citoyen Dumaine, rue Nicaise, reçoit l'abonnement du citoyen Dulac. Toulotte, on l'a vu, reçoit le sien chez la citoyenne Baudrais. En province, l'horloger Fossard, de Cherbourg, indiquera au procès de Vendôme : « Nous n'étions que 5 ou 6 pour l'abonnement du journal. » On écrit à Babeuf le 6 germinal an IV (26 mars 1796) : « Une réunion de républicains [...] qui t'adressent 700 livres pour l'abonnement que tu enverras à l'adresse de ton cy devant abonné Fauré », (dans l'Aude). Enfin, on doit relever les abonnements répétitifs et s'interroger sur leur cause : dans quel but la citoyenne Rémond de Dijon était-elle abonnée cinq fois, le fripier Morin du faubourg Antoine deux fois, par exemple ?

Si l'on effectue un sondage sur l'attachement des abonnés à la cause babouviste, celui-ci apparaît comme extrêmement diversifié. Ainsi, on peut trouver des abonnés hostiles à la « gauche » en général, comme le très directorial député Brival, élu aux Cinq-Cents, qui dirigea les opérations anti-jacobines dans son

département en l'an VI (1798) ; l'horloger Bachelard, modéré en l'an II, emprisonné sous la Terreur, antiterroriste en l'an III. On trouve aussi des hommes de « gauche » hostiles à la communauté des biens : les anciens conventionnels Ricord et Javogues avec qui le Directoire secret négociera durement en floréal, Féru, dénoncé comme étant un « caméléon et mercenaire » dans *Le Tribun du Peuple* ; voire certains représentants des catégories aisées en province comme à Paris, tel Robert, le directeur de la fonderie de Nevers. Babeuf a également tenté de mettre en place des bureaux d'abonnement, comme à Béthune avec l'ancien terroriste Gouillard qui renoncera rapidement ou à Metz avec Trottebas qui sera inculpé en floréal.

Le public populaire qui serait le plus proche des objectifs de la Conjuración aurait-il été exclu de l'abonnement et remplacé par des personnes moins exposées au besoin ? En fait, cette exclusion est le résultat d'un certain nombre de facteurs : la cherté de l'abonnement, la faible proportion de ce dernier par rapport au tirage — moins d'un quart —, les abonnements collectifs ou répétitifs, la curiosité pour un journal remarquablement écrit à défaut d'être remarquablement imprimé, la réputation d'un journal qui ne veut « point de censeur » dans une époque de journaux aux ordres, la distribution par des babouvistes. Mais on peut noter tout autant le nombre de militants qui ont sacrifié à l'abonnement malgré la cherté de celui-ci. De plus, à notre sens, il faut remarquer que nombre des futurs abonnés de Babeuf avaient été emprisonnés avec lui ou ses amis en l'an III et qu'ils connaissaient les idées collectivistes dès les prisons. Pour eux, il ne s'agit en aucun cas de découverte accidentelle du communisme, au moment de l'abonnement.

Ceci permet de souligner un des traits de la Conjuración déjà relevé par Buonarroti, son perpétuel manque d'argent compensé par l'énergie et l'enthousiasme de ses membres. L'importance de la presse démocratique est confirmée par une instruction du Directoire secret qui explique aux agents : « Les journaux vous

serviront en grande partie de boussole et d'instructions générales après celle-ci [...] vous ne devez pas monter le thermomètre de l'énergie au-delà du degré fixé par ces mêmes journaux. »

*
* *

La plupart des hommes chargés par la direction de la Conjuraton de colporter ces journaux nous sont connus par les rapports de la Conjuraton ou identifiés par les rapports de police. Cela nous permet de chercher à dresser un recensement, extrêmement incomplet mais représentatif des militants et surtout des dirigeants du babouvisme.

Tout au long de cette histoire, pour beaucoup d'entre eux, nous avons déjà rencontré les hommes qui composèrent le personnel dirigeant de la Conjuraton. Insistons. Sylvain Maréchal, avec lequel nous avons déjà fait connaissance, était communiste avant même la Révolution ; il fut un des théoriciens de la Conjuraton. Il était plutôt partisan d'un communisme anarchiste, niant toute forme de gouvernement. Dans *Le Manifeste des Égaux*, rédigé au nom de la Conjuraton (mais qui ne sera pas publié), il proclamait : « Disparaissent révoltantes distinctions de gouvernans [sic] et de gouvernés » ; ce point fut rejeté par le Directoire secret babouviste dont Maréchal était membre, ce qui permet de souligner tant l'ampleur des nuances que l'action commune dans le même organisme. En effet, le Directoire secret proposa que ce manifeste, bien que critiqué, soit diffusé le jour de l'insurrection. Au procès de Vendôme, Buonarroti — sans nommer son auteur, bien sûr — se désolidarisa de ce texte puisque, pour lui, le but de la Conjuraton était contradictoire à ceux de S. Maréchal : il s'agissait de prendre le pouvoir et d'être en situation de « gouvernants ». Bien qu'il critiquât la Constitution de 1793, l'*Opinion d'un Homme*,

de Maréchal, fut publiée dans le journal de Babeuf comme étant l'œuvre d'un « véritable Égal » ; ce texte défendait, en même temps, le communisme dans son principe et Babeuf contre les persécutions.

Antonelle, révolutionnaire de la première heure, journaliste talentueux comme Maréchal, s'était opposé à la Constitution de l'an III. Ses *Observations sur le droit de cité* contiennent quelques-uns de ses arguments et défendent « la propriété par indivis du peuple souverain ». Il était membre de la direction de la Conjuración comme Félix Lepeletier qui s'était, pour sa part, clairement affirmé comme voyant la « cause des désordres [...] dans la propriété individuelle » et « dans la communauté des biens et des travaux [...] le seul ordre public propre à bannir à jamais l'oppression ». Lepeletier, qui avait pris fermement position contre la Constitution de l'an III, avait contribué à dissoudre l'équivoque comité d'Amar et pris une part très active au Club du Panthéon. Beaucoup, comme Buonarroti, Darthé ou Germain — et bien d'autres — avaient connu Babeuf en prison. On sait que Babeuf et Debon ne se sont pas connus dans celle-ci, mais probablement pendant l'été 1793. Les amitiés, les relations sont souvent anciennes. Par exemple, Maréchal et Babeuf se connaissent depuis 1793 ; Fiquet et Menessier ont été envoyés ensemble à Malte pour l'achat de grains en ventôse an II ; ils furent arrêtés en chemin. Menessier et Babeuf sont en relations depuis l'an II, également.

Après avoir examiné les dirigeants de la Conjuración, il faut considérer les agents d'arrondissement de Paris : Nicolas Morel, qui s'occupait du premier arrondissement, était un ancien agent du Comité de sûreté générale ; on sait peu de choses de Baudement (même l'orthographe de son nom est incertaine), mais il fut un des bras droits de Buonarroti par la suite dans les sociétés secrètes de l'Empire puis de la Restauration ; c'est son fils qui prit la relève, toujours aux côtés de Buonarroti, sous la monarchie de Juillet — ce qui est un assez joli titre de gloire. On connaît Claude Menessier, agent pour le troisième arrondissement, qui fut

l'un des responsables de la police parisienne en l'an II et un membre élu de la Commune de Paris du 10 août. Mathurin Bouin du quatrième arrondissement était un ancien juge de paix, membre du Club des jacobins. Antoine Guilhem, du cinquième arrondissement, avait participé aux émeutes de germinal et de prairial an III, comme Claude Fiquet, autre ancien responsable de la police de Paris en l'an II, agent du sixième arrondissement. P.-F. Pâris, avant de s'occuper du septième arrondissement pour la Conjuraton, fut l'un des commissaires des guerres de l'armée révolutionnaire. Jean Baptiste Cazin lui, était responsable pour le faubourg Antoine, correspondant approximativement au huitième arrondissement de Paris ; c'était aussi un actif sans-culotte. Joseph Bodson était un hébertiste notoire sous l'an II, ancien agent du ministère de l'Intérieur comme Buonarroti, ancien membre de la Commune de Paris, connu de Babeuf depuis la réaction thermidorienne et le Club électoral ; il rédigea quelques écrits de la Conjuraton. Quant à l'agent du dixième, Jean-Jacques Pierron, on ignore même s'il joua un rôle actif dans la Conjuraton. Antoine Deray, ancien commissaire civil de la section de l'Arsenal, s'occupa du neuvième arrondissement. Juste Moroy est un personnage savoureux, ouvrier du faubourg Marcel, ce qui correspond au douzième arrondissement ; ce fut probablement le plus actif des agents. Le même type d'agence ayant été mis en place pour l'armée, il faut dire un mot des responsables militaires : Jean-Baptiste Vaneck participa à toutes les journées révolutionnaires, de 1789 jusqu'aux insurrections de 1795, et eut notamment un rôle prépondérant le 31 mai 1793, quand il commandait le bataillon de la section de la Cité ; Germain est connu de nous, il s'occupa très activement de la Légion de police de Paris ; Jean-Joseph Fyon, belge rallié à la Révolution et Jean-Antoine Rossignol étaient des généraux plébéïens de l'an II ; il faut mentionner l'officier Guillaume Massard et, enfin, Grisel, le futur Judas, qui était chargé des troupes stationnées au camp de Grenelle.

Au début de germinal an IV, donc, Babeuf, Maréchal et F. Lepeletier se concertaient pour unifier leurs talents de publicistes. A ce concert, s'adjoint Antonelle. Le passage à l'action politique de grande ampleur se confirma avec l'entrée des anciens robespierristes (Darthé, Buonarroti, Debon, auteur d'un ouvrage contre le droit de propriété ; tous trois avaient défendu les mêmes idées que Félix Lepeletier contre Amar), sans que l'on pût dans leurs travaux postérieurs distinguer ces derniers des autres dirigeants. Les communistes de la Révolution, pour beaucoup, se groupèrent autour des babouvistes : Restif de la Bretonne, en 1796, sympathisa avec la Conjuraton ; sa propagande en faveur du communisme coïncidait avec celle des babouvistes ; il connaissait bien Sylvain Maréchal et il écrivait au moment de l'échec des babouvistes ces mots lourds de signification : « Babeuf et Darthé exécutés à Vendôme [...] La contre-révolution marche, marche ! » ; le prêtre socialiste Dolivier, le fameux auteur de *l'Essai sur la justice primitive*, dont on retrouva un exemplaire dans les papiers de Babeuf, était, lui-même, inscrit comme représentant babouviste de la Seine-Maritime. Peut-être même connaissait-il Babeuf depuis l'été de 1793 ?

D'autres représentants de courants politiques issus de la Révolution étaient présents dans le leadership de la Conjuraton. Si certains justifiaient leur communisme par leur passé robespierriste, cependant, ce n'est pas le courant robespierriste en tant que tel qui devint babouviste : ainsi, d'autres anciens robespierristes comme M.-A. Jullien, l'ami de Babeuf en prison, s'opposèrent aux Égaux. A l'inverse, d'anciens « hébertistes » comme Bodson, Clémence ou Marchand prirent une part très active à la tentative babouviste. L'échange de lettres, franches et directes, entre Bodson et Babeuf en témoigne. Fin février 1796, Bodson avait fait part à Babeuf de ses réticences sur la défense de Robespierre. Tout aussi fermement, Babeuf lui répond : « Je n'entre pas dans l'examen si Hébert et Chaumette étaient innocents [sic] [...] le salut de 25 mil-

lions d'hommes ne doit point être balancé contre le ménagement d'individus équivoques [...] l'hébertisme [...] n'est qu'à Paris et dans une petite portion d'hommes [...] le robespierrisme est dans toute la République [...] et naturellement dans tout le peuple. La raison en est simple, c'est que le robespierrisme c'est la démocratie », conclut-il. Déjà, on peut juger du chemin parcouru : la femme de Bodson, futur agent du onzième arrondissement dans la Conjuraton, déclarait au moment de la Terreur, moins de deux ans auparavant : « Si mon mari le [Robespierre] tenait dans un coin, il ne le manquerait pas » et Didier était le garde du corps de Robespierre au même moment. En 1796, Didier était l'agent de liaison de Bodson dans la Conjuraton ! Bodson ne sera pas entièrement convaincu : tout en reconnaissant que les hébertistes n'étaient point « exempts de reproches », il réaffirma ses réticences quant à Robespierre ; cependant il mettait au-dessus de tout son point d'accord essentiel avec Babeuf : « le bonheur de tous ». Anciens hébertistes, anciens robespierristes et autres, s'ils gardaient des appréciations divergentes sur tel ou tel moment passé de la Révolution, collaboraient ensemble à la tentative actuelle et sans aucune réticence : Babeuf termine sa lettre en demandant à Bodson de lui envoyer ses notes : « Elles me seront utiles [...] ton esprit juste aura là-dessus enfanté quelque chose de précieux. » Là également, les points de vue différents n'empêchèrent pas une totale collaboration. Buonarroti le confirme : « Les hébertistes et les robespierristes s'étaient ralliés sous le même drapeau. »

Parmi les anciens conventionnels, on peut noter qu'Armonville, le seul ouvrier de l'assemblée révolutionnaire, devenu babouviste, chercha à convaincre les ouvriers cardeurs de Reims et fut arrêté pour cette tentative (nous y reviendrons). Drouet était donné comme un actif conjuré, même si son communisme n'est pas avéré, et il eut un rôle particulier en agissant pour la fusion des comités secrets babouviste et montagnard. Armonville aussi se trouvait en contact avec

Babeuf depuis l'été 1793 et était un farouche révolutionnaire : proche de Marat, il était surnommé « Bonnet rouge » parce que cette coiffure ne le quittait jamais, pas même à la tribune de la Convention. Un autre ancien conventionnel sympathisa avec les babouvistes ou, du moins, les protégea très activement : Peyssard, ex-montagnard, proscrit après les émeutes populaires de l'an III. Quant à l'autre grande institution révolutionnaire, la Commune de Paris, M. Eudes a relevé avec pertinence que la majorité des futurs babouvistes qui en avaient été membres étaient issus de la Commune hébertiste et non robespierriste. Parce qu'ils étaient hébertistes ou parce qu'ils tiraient leur légitimité du suffrage universel et non de la désignation ? Le débat est ouvert mais, il faut également souligner que tous les participants actifs de la Commune robespierriste moururent guillotins en Thermidor an II.

La question est posée de savoir si ces hommes, qui gravitaient autour du Tribun et participaient à la Conjuration, étaient partisans de la communauté des biens ou, si l'on préfère utiliser le vocabulaire de notre siècle, étaient des communistes. Il faut examiner leurs écrits, assez bien conservés pour beaucoup d'entre eux. Ainsi, Martel cadet de Fréjus dans ses lettres à Babeuf, aussi bien dans celle du 6 ventôse an IV (25 février 1796) que dans celle du 1^{er} floréal an IV (20 avril 1796), se prononce sans équivoque, même s'il le fait dans le vocabulaire de l'époque, pour le communisme lorsqu'il parle du « pacte de l'égalité, le seul bon » et qu'il précise à l'intention de Babeuf : « Nous ne saurions nous écarter de la doctrine que tu professes. » Quand il dit : « Que tous les amis de la doctrine plébéienne se serrent », il appelle au regroupement des Égaux autour d'un même centre. Pâris, dans le même sens, affirme : « Mon élan favorisera toujours l'égalité réelle et toutes mes actions concourront toujours au bonheur commun. » « Doctrine plébéienne », « communauté des biens », « bonheur commun », « parfaite Égalité », « plébéianisme », voire « agrarianisme » étaient

d'ailleurs des termes synonymes. Une plongée dans les archives atteste de telles déclarations de la part des conjurés ; il serait fastidieux de les énumérer (nous en trouverons certaines au cours de notre récit), mais qu'il soit permis d'insister sur le communisme de l'ensemble des membres de la Conjuraton. Un adversaire de la « communauté des biens » n'est pas un babouviste et n'est pas un conjuré. Ceci n'est pas une distinction d'historien postérieure aux faits. Au contraire, il s'agit d'une distinction opérée d'après l'étude des faits : on ne peut mentionner aucun adversaire de la communauté des biens, du communisme, ayant rejoint la Conjuraton. Pour leur part, les anciens Montagnards ont cherché à faire tourner en leur faveur l'insurrection prévue et sans s'être ralliés à la « Parfaite Égalité ».



On aurait tort de limiter la Conjuraton à un phénomène parisien. D'une part, les flux migratoires liés à la réaction thermidorienne et à la Terreur blanche ont amené les révolutionnaires de toutes les régions de France à confronter leurs expériences soit dans les prisons, soit dans leurs refuges. Pour beaucoup, Paris fut leur lieu d'exil. De ce point de vue, on l'a vu avec les prisons où séjournèrent Babeuf et ses amis, un vaste examen politique a pu avoir lieu. De même, un club comme le Club du Panthéon a constitué avant sa fermeture un véritable foyer non seulement pour la région parisienne mais également pour toute la France. Dans ses affiches, les villes où étaient massacrés les jacobins étaient mentionnées. Elles étaient en circulation dans les régions. Le courrier de province était lu à la tribune et des révolutionnaires en transit comme Armonville y ont participé. Dans une telle situation, on a pu, tout au long de la Conjuraton enregistrer une véritable noria de militants, avant comme après le

21 floréal an IV (10 mai 1796), date de l'arrestation des principaux dirigeants babouvistes.

Régulièrement dans des dénonciations de police, le retour en province des « terroristes » amnistiés est relevé, mais il y a plus : des voyages ou des séjours de babouvistes ont été organisés ; ainsi, on signale un voyage de Darthé dans le Nord et le Pas-de-Calais ; Jean-Marie Lafond, qui sera exécuté suite à l'affaire de Grenelle, se rend dans le Midi ; Armonville, qui a fait partie du Club du Panthéon, organise les babouvistes dans toute la région de Reims ; Alban, ancien maire de Bourg-en-Bresse, revient clandestinement de Paris dans sa ville ; le babouviste Robin, signalé à Paris en floréal, sera en prairial dans l'Ain où il sera arrêté ; Brutus Maigniez a trouvé refuge à Périgueux autour du noyau babouviste de la ville ; à Lyon, des « terroristes » sont réapparus au printemps. L'arrestation des dirigeants ne semble rien modifier. Le *Courrier Républicain*, journal réactionnaire toujours très bien informé, parlera d'un « schisme dans le chapitre des cordeliers jacobins » entre ceux qui veulent aller en province et ceux qui attendent la montée des révolutionnaires provinciaux sur Paris. Un rapport de police dénonce en messidor an IV (juillet 1796) le « nombre considérable de scélérats qui refluent tous les jours des départements à Paris ». On sait que l'accueil des révolutionnaires était prévu lors de l'insurrection et que, par exemple, Bertrand, ancien maire de Lyon, était responsable de ce travail. Le Directoire exécutif, en ordonnant l'envoi hors de Paris des fonctionnaires provinciaux destitués après Thermidor an II, a bien pris la mesure de ce problème. On verra lors du coup de Grenelle que ce brassage entre révolutionnaires parisiens et provinciaux a été une réalité ; on pourrait citer d'autres exemples, ce qui nous amène à dresser un état, soit-il sommaire, de la réalité de la Conjuración en province.

Cette dernière pouvait s'appuyer sur des groupes actifs, dévoués, disciplinés, connus et reconnus autour d'eux, que plus rien ne pouvait effrayer ni disloquer, sauf la plus brutale des répressions, et on verra

que la République des propriétaires ne manquera pas d'utiliser ce moyen. Mais ces groupes étaient numériquement fragiles, isolés socialement, vulnérables, composés de révolutionnaires en proie aux persécutions de tous les courants politiques, voire à la calomnie, sinon à l'assassinat ; en butte aux poursuites judiciaires depuis le 9 thermidor, parfois même auparavant pour certains d'entre eux. Ils étaient comme abandonnés sur la plage par le reflux du mouvement révolutionnaire entamé il y a sept ans — sept longues et difficiles années —, et en même temps, par leur doctrine communiste, ils étaient en avance sur une révolution industrielle qui allait créer le prolétariat moderne, seule classe sociale qui pouvait appuyer pleinement cette revendication.

Mais à côté de ces villes, de ces départements, de ces régions où les Égaux s'activaient, avec plus ou moins de succès, on pouvait rencontrer de vastes terres, vierges de toute action, de toute subversion babouviste. Ces très larges pans dans la carte de France, par le silence réprobateur de leurs populations pour l'essentiel paysannes, condamnaient la tentative babouviste à l'échec. Parfois même, d'un département à l'autre, ou au sein d'un même département, d'une ville à l'autre, la situation était très différente.

Examinons d'un peu plus près ces relevés (très provisoires) de la géographie de la France babouviste. Bien sûr — le fait est connu — les départements du Nord et du Pas-de-Calais étaient des bastions de l'activité babouviste. Les raisons en ont été expliquées : la proximité de l'invasion, la défaillance des classes dirigeantes, l'économie de guerre et le dirigisme, l'approfondissement de la Terreur comme ensemble de mesures sociales ; l'existence d'une sans-culotterie, voire d'un pré-prolétariat pauvre et nombreux ; les intenses liens de solidarité entre révolutionnaires ; cette solidarité accrue par la répression et les prisons ; enfin, le séjour de Babeuf et de quelques-uns de ses amis parisiens dans les prisons d'Arras. Mais parler de bastions babouvistes pour le Nord et le Pas-de-Calais

ne signifie nullement que l'opposition y était inactive, au contraire : élections farouchement disputées, rixes, affrontements judiciaires et politiques de toutes sortes jalonneront l'an IV et les années suivantes. Cependant, les Égaux purent inscrire à leur actif quelques succès non négligeables, comme la pétition des Égaux d'Arras au Directoire exécutif pour la distribution aux soldats du milliard des biens nationaux ou encore l'élection de certains de leurs partisans à la tête de la mairie dans quelques villes importantes. On peut relever le nom de Duponchel, ancien maire d'Arras, abonné au *Tribun du Peuple* et porté sur les listes des agents babouvistes dans les départements ; les Égaux de cette ville réussirent, d'ailleurs, à faire élire comme maire pendant l'hiver 1796 un des leurs, l'abonné Demory ; à Valenciennes également, le président de l'administration municipale était un abonné babouviste⁵. A l'inverse, la Picardie est, elle, exempte de toute contagion importante, ce qui ne laisse pas de surprendre quand on se rappelle qu'elle fut non seulement la terre natale de Babeuf mais qu'il la laboura (comme on l'a vu) de son action politique. Estimait-il que la région était déjà gagnée, sinon à ses idées, du moins à sa personne ou à sa réputation ? Mais, dans une révolution comme dans toute action humaine, tout ce qui est gagné est à regagner chaque jour. Tout au plus peut-on citer dans l'Aisne Polycarpe Pottoseux. On peut signaler aussi une pétition des Égaux d'Amiens pendant l'hiver, mais pas d'autre activité par la suite.

Plus à l'Est, peu de choses ; il faut citer à Metz le journaliste Trottebas, diffuseur du *Tribun du Peuple*, inculqué à Vendôme, qui se réclamait dans son journal du « bonheur commun », et qu'on peut considérer comme une haute figure locale, ou encore à Nancy, l'ancien maire Wulliez qui sera compromis dans le coup de Grenelle, mais quels liens conservait-il avec

5. F. Wartelle, *art. cit.*

sa ville ? L'Alsace comme la région vosgienne semblent être à l'écart.

A l'inverse, l'ensemble des départements champenois est le terrain d'action d'un groupe autour d'Armonville, lequel — cela est plus que symbolique — ralliera la Conjuraton ; extrêmement pauvre au début du Directoire, Armonville ne cessera pas son activité, fréquentant le Club du Panthéon puis le Directoire secret babouviste avant de rejoindre Reims et sa région. Avec plusieurs de ses camarades, tous révolutionnaires de l'an II, il affiche les placards, distribue les journaux jusque dans les maisons particulières, harangue la foule aux carrefours, réunit les anciens révolutionnaires, cherche à regrouper les ouvriers cardeurs — dont il fut — , et se démène tant, que ses amis et lui-même sont décrétés d'arrestation avant le 21 floréal mais continueront leurs actions et ne seront arrêtés qu'à la mi-prairial⁶.

La Haute-Saône, la Côte-d'Or, le Doubs, la Saône-et-Loire, l'Yonne et le Jura sont intéressants par le nombre de leurs abonnés au *Tribun du Peuple*. Mais, à ce stade des recherches, rien n'indique une très grande activité, sauf peut-être la correspondance du sans-culotte Daviaud dans le Doubs, et en prairial an IV la destitution du maire de Dijon, Sauvageot, un ancien prêtre devenu jacobin. Notons cependant la présence à Autun d'un groupe de correspondants de Babeuf et une agitation diffuse à Auxerre. Les départements du Centre connaissent une activité notable, bien qu'inégale et contrastée : rien à Bourges et Orléans ; des groupes plus ou moins nombreux et actifs dans la Nièvre (Nevers, Clamecy, Côtne-sur-Loire, etc.) profitant de la sympathie de certains personnages connus comme Bias Parent, quand il ne s'agit pas de

6. G. LAURENT, « Figures révolutionnaires champenoises. Un conventionnel ouvrier, Jean-Baptiste Armonville », in *A.H.R.F.*, 1924, p. 217-249 et 315-355.

l'adhésion de Delaire-Tenaille, révolutionnaire de l'an II. Relevons une pétition des manœuvres de l'Arsenal de construction de la commune de Nevers, du 29 ventôse an IV (19 mars 1796), demandant que leurs journées soient augmentées à proportion de la cherté des denrées. Le 26 floréal an IV (15 mai 1796), une déclaration de l'administration départementale dénoncera explicitement les Égaux. On semble pouvoir noter des liens à Moulins et des troubles dans le département, causés par « les anarchistes amis de la Constitution de 1793 », et dénoncés par l'administration départementale de l'Allier.

Avec la région lyonnaise, il s'agit d'autre chose : une réelle activité, à l'occasion de laquelle il faut noter — comme dans chaque région où la Conjuration eut quelque épaisseur — la qualité des participants ; ainsi, l'ancien maire de la ville, un ami de Chalier guillotiné par les royalistes en 1793, Bertrand, réfugié à Paris, fut chargé par les babouvistes d'organiser le travail dans le Midi et, à la lueur des « émotions » dans Lyon, on peut estimer qu'il ne s'acquitta pas trop mal de cette tâche. A Saint-Étienne, d'autres Égaux sont à signaler, comme l'armurier Chovet-Peyronnet qui se plaît à noter que le moral politique des malheureux est bon. Dans l'Ain, c'est un groupe autour d'Alban, ancien maire hébertiste de Bourg-en-Bresse en l'an II, qui s'active avant d'être mis hors d'état de nuire ; par la suite, un autre babouviste, l'instituteur Robin cherchera à propager les idées de la Conjuration. Dans les Alpes, rien à signaler, à l'exception de l'extrême Nord, à Thonon, où résidait l'ancien militaire Jean Favre. Celui-ci avait rejoint les insurgés de la Bastille alors qu'il était garde-suisse ; il participa à toutes les opérations de l'armée républicaine avant de rejoindre Thonon, où il menait une énergique campagne contre les fils de paysans aisés qui refusaient le service militaire. Lui aussi était en correspondance personnelle avec Babeuf. Les départements jumeaux de la Drôme et de l'Ardèche n'ont pas bénéficié du ralliement de Claude Fiquet à la Conjuration et, même l'action du serrurier

Contamin, originaire de l'Isère, semble, elle aussi, peu importante.

La façade méditerranéenne est plus agitée : peut-on parler de babouvistes à Nice ? C'est discutable, sauf pour le démocrate Tiranty. Il faut mentionner l'influence de la Conjuraton sur les républicains corses et italiens réfugiés à Nice et dont certains étaient abonnés au *Tribun du Peuple*. Par contre, une réelle activité est à noter à Toulon autour de trois points forts : la mairie, dirigée par un Égal, Barry, abonné, et dont les discours publics étaient reproduits dans le journal de Babeuf ; le club démocratique local ; et l'arsenal, centre militaro-prolétarien qui comptait également des abonnés au *Tribun du Peuple*. Le reste du département est inerte (sauf Fréjus) et c'est d'ailleurs une constante que cette coupure entre les villes et les campagnes concernant l'agitation babouviste. Dans les cités s'étaient réfugiés les ardents révolutionnaires menacés par la réaction dans les campagnes. Relevons l'activité de Martel cadet à Fréjus (et d'un groupe autour de lui) dont le caractère communiste ne souffre aucune discussion, pas plus que celle de Gracchus Bouilhon à Sète (nous en avons vu la preuve dans les citations de leur correspondance).

A Marseille, les amis de Babeuf, nombreux et organisés, constituaient un véritable courant politique, disposant d'un journal ; ils structuraient l'ensemble de l'opposition démocratique et perturbèrent les élections de l'été 1796. En Avignon, les opposants de « gauche » constituent également un groupe actif et important, autour de personnages comme Agricol Moureau et Viala, l'oncle du « martyr de la République ». Le maire Minvielle, abonné au journal de Babeuf, sera dénoncé pour ses activités babouvistes. Les Égaulx et leurs amis s'opposeront les armes à la main à la réaction ; plus de cent (insistons sur ce chiffre !) démocrates seront inculpés et une cinquantaine d'entre eux passera en jugement. Parmi eux, le père du socialiste Charles Teste. Dans l'Hérault et le Gard, également, ils résistent aux royalistes, parfois avec succès, comme le

prouvent les témoignages policiers sur les rassemblements qu'ils suscitent⁷. A Montpellier, de violents affrontements opposent à plusieurs reprises des centaines d'ouvriers exigeant du pain, à l'administration départementale et à l'armée.

Mais, après ces terres où le babouvisme est implanté, commence un « désert », qui va de Narbonne (la ville natale de Charles Germain) à l'Atlantique. Toutes les Pyrénées, l'ensemble du Sud-Ouest, les deux rives de la Garonne semblent absents du combat. Toulouse, qui mènera un combat victorieux contre la grande insurrection royaliste de 1799, Toulouse où les amis de l'ex-conventionnel Vadier sont très actifs, ne connaît aucune action babouviste. Bordeaux non plus. Et ce désert s'étend jusqu'au Massif central ; il faut remonter jusqu'au Puy pour trouver quelques traces, et encore, très fragiles ! La carte des abonnements est, de ce point de vue, limpide : douze des vingt-cinq départements de la France métropolitaine (Belgique exclue) dans lesquels on ne trouve aucun abonné font partie de ce grand quart sud-ouest, en deçà d'une ligne qui va de La Rochelle aux contreforts du Massif central.

Et dans cette zone hostile, un bloc de résistance : Périgueux. Un groupe agissant, influent, organisé, des abonnés au *Tribun du Peuple*, un club local, une cloche pour annoncer les réunions, un canon (ce qui est plus grave), une activité qui perdurera après la découverte de la Conjuración. La mairie est dirigée par l'ancien conventionnel montagnard Peyssard, un abonné ; à ses côtés, Brutus Maigniez, babouviste, un des organisateurs de l'insurrection de prairial an III. Un peu plus au nord, on peut relever un semblant d'influence à Saintes, sans doute aucune à Rochefort, mais une plus réelle à Poitiers avec l'ancien terroriste Bernezey.

7. M.A. IAFELICE, « Le babouvisme en province. Les abonnés méridionaux au *Tribun du Peuple* », in *Cahiers d'histoire de l'Institut de recherches marxistes*, 1984, n°17.

Ensuite, on trouve — ce qui n'étonnera personne — la vaste trouée de l'Ouest : six départements sans aucun abonné et d'autres où l'influence babouviste est dérisoire. Cependant, il existe des points de résistance : à Lorient, Ollivier, abonné au *Tribun du Peuple*, distribue des imprimés babouvistes (il sera d'ailleurs à Paris pendant le coup de Grenelle) ; la police surveille « des hommes [dont Ollivier] qui tentent de former un soulèvement parmi la classe des citoyens du peuple les moins éclairés », ce qui, faut-il le souligner, révèle encore la nature de classe de la tentative babouviste ; à Cherbourg, un petit groupe autour d'un abonnement collectif et dont un correspondant parisien (le sans-culotte Cordebar qui avait séjourné dans la ville en l'an II) sera inculpé dès les premiers jours de floréal, avant même l'arrestation de Babeuf. A Coutances, l'imprimeur Delalande s'est-il rallié à la Conjuraton ? on ne le sait. En fait, assez peu de choses. Rien dans la Sarthe et les départements voisins, rien à Chartres, non plus. A Vendôme et dans la région, Pierre Nicolas Hésine mènera une action inlassable et fructueuse mais postérieure à la Conjuraton. Il jette sur les rives du Loir les bases d'une tradition ouvrière. De part et d'autre de Rouen (où il faut signaler le retour du « terroriste » Lecanu après l'arrestation de Babeuf), une action limitée à Montivilliers et un procès à Louviers, où deux sans-culottes (dont un journalier de la manufacture de Romilly) font quelques mois de prison pour avoir diffusé le texte de chansons babouvistes. Plus près de Paris, le prêtre socialiste Dolivier semble avoir été un conjuré. Voilà très succinctement résumée, dans l'état actuel et incertain des recherches, la France babouviste, où coexistent l'influence réelle — même si elle est parfois restreinte — et l'indifférence totale.

Le plus souvent, c'est l'action d'un individu qui permet d'agréger autour de lui d'autres militants moins convaincus ou moins convaincants. Comme toujours en pareil cas, le hasard des déplacements, des voyages, des séjours dus aux aléas révolutionnaires,

est à l'origine de ces regroupements plus ou moins étendus et plus ou moins influents. La sociologie a ici moins qu'ailleurs partie belle ; pourquoi l'ensemble du couloir rhodanien a-t-il permis, en quelque sorte, la Conjuration mais pas l'Ouest, pas les villes comme Nantes, Angers ou Brest ? Pourquoi les lieux du jacobinisme ardent donnent-ils des résultats si divergents que Toulouse ou Arras ? Pourquoi les grandes villes ont-elles été marquées par la Conjuration comme Lyon et Marseille, mais pas Bordeaux, la quatrième ville de la république ? Et s'il existe des traits permanents, on peut noter des variations singulières : les centres militaro-prolétariens ont vu la propagande babouviste se développer avec une relative facilité mais avec un résultat nullement identique ; d'un côté Cherbourg, Toulon et Lorient ont été marqués par une agitation plus ou moins grande ; de l'autre, à Brest, l'émeute ouvrière de l'arsenal qui se déroulera sur plusieurs jours échappe à toute influence babouviste et l'inculpation de Maurice Roy à Rochefort n'est pas celle d'un partisan de la communauté des biens. On a vu plus haut que la terre la plus propice à l'action de Babeuf était sans conteste sa Picardie natale et qu'aucune agitation importante n'était à relever.

Et là, beaucoup plus que le hasard qui met en relations, à un moment, un homme et un environnement, c'est la place du Directoire secret comme centre organisateur qu'il faut envisager, ses tentatives de renforcer les points faibles, de développer et d'étendre les points forts, d'homogénéiser la Conjuration. Jusqu'à quel point y est-il arrivé ? On se gardera de tout jugement définitif en présence d'une connaissance aussi sommaire de l'étendue et de la profondeur de la Conjuration en province ; on se contentera de souligner, après Jaurès, que tout dans une révolution dépend des hommes, de « la vaillance et de la noblesse individuelle »⁸.

8. J. JAURÈS, *Histoire socialiste de la Révolution française*, Paris, rééd. 1983, t. 1, p. 67.



Ces hommes nobles et vaillants, pouvait-on les trouver dans les manufactures ? Quelles furent les relations entre le communisme babouviste et le prolétariat industriel en gestation ?

Les manufactures avaient connu un réel développement avant la Révolution ; puis les turbulences inhérentes à tout bouleversement révolutionnaire, la fuite ou la proscription de nombreux propriétaires, l'économie dirigée sous la Terreur et enfin la liquidation de cette dernière avaient eu des conséquences sensibles sur l'économie et donc sur la population ouvrière des manufactures.

Dans *l'Analyse de la doctrine de Babeuf*, il est dit que « les salariés [bien que] beaucoup plus nombreux que les salariants furent réduits à la merci des premiers qui, fiers de leur opulence, les réduisirent à une vie très frugale » et, plus loin, qu'« une foule de laboureurs et de manufacturiers que l'on ne plaint point, vivent au pain et l'eau afin qu'un [...] fabricant millionnaire envoie à bas prix des étoffes et des joujoux dans les pays ». Peut-on croire, dans ces conditions, que les babouvistes n'ont pas véritablement connu la manufacture moderne alors qu'ils font référence, non seulement au salarié, mais explicitement au salarié de manufacture ? Le numéro 41 du *Tribun du Peuple* parle de « ramper sous l'insolente domination des riches ; être leurs forçats [...] travailler pour un vil salaire ; depuis la première jusqu'à la dernière heure ». On connaît la circulaire du Directoire secret du 19 germinal an IV (8 avril 1796) qui enjoint aux agents d'arrondissement de rendre « compte des ateliers [sic] qui peuvent s'y trouver [dans leur arrondissement], du nombre des ouvriers qui y sont employés, du genre de leurs travaux, de leur opinion connue, etc. ». Buonarroti parlera de « la classe très nombreuse des ouvriers dont le mécontentement et l'impatience éclataient de

toute part ». Certains agents d'arrondissement n'ont pas répondu à cette circulaire ; d'autres ont répondu rapidement.

Avec Claude Fiquet, nous entrons dans la catégorie des agents aux réponses précises, utiles à la Conjuraction : il avait « organisé une compagnie de groupeurs qui se forment tous les jours à la brune à la porte Martin et Denis à l'instant où les ouvriers s'en retournent à leur domicile ». Ce quartier verra tout au long de l'an IV une notable effervescence, attestant des efforts de Fiquet. Cinq jours après la circulaire, Guilhem envoie une première réponse : « Je suis parvenu à découvrir plusieurs ateliers ; on s'occupe dans ce moment à en travailler les ouvriers ; le zèle, l'ardeur qu'y mettent mes hommes me donne une vaste espérance ; déjà j'en connais quelques-uns. » Pour Juste Moroy, de nombreux éléments sont consignés dans ses rapports. Le 7 floréal an IV (26 avril 1796), se félicitant du regain de patriotisme, il cite l'ensemble des « porteurs de sac et des blanchisseuses [que l'on entend] dire nous sommes souverains » ; sur les ouvriers des quais, il écrit : « La classe qui est occupée par eux [les marchands du port Bernard] est saine [sic] et bonne. » Le 29 germinal an IV (18 avril 1796), il insiste : « Les forts de la Halle et des ports s'éclairent beaucoup. L'esprit de cette corporation est très bon. » C'est Moroy qui parle, le 21 germinal an IV (10 avril 1796), de la classe ouvrière comme étant « la plus précieuse de la société ». D'ailleurs, Moroy résume ainsi la situation : « L'ouvrier commence à sortir avec plaisir de cet engourdissement où il avait été retenu par les tanneurs, mégissiers, couverturiers et autres fabricants dont cette classe dépend pour le travail. »

Mais le contexte général est paralysant depuis la défaite des sans-culottes de prairial an III. L'effectif des ateliers et manufactures est en réduction permanente ; la surveillance policière incessante ; l'épuisement trop grand ; Moroy, parlant des ouvriers de la manufacture des Gobelins qui « tiennent à tout gouvernement pourvu qu'il conserve leur manufacture », té-

moigne sans équivoque de la difficulté de la situation objective.

On peut constater ces difficultés par l'existence de quelques grèves ou tentatives de grèves : le 7 prairial an IV (26 mai 1796), plus de cent vingt ouvriers de l'Imprimerie de la République refusent de reprendre le travail. Le Directoire exécutif passe à l'offensive et arrête : « Informé par une suite de la conspiration ourdie contre le gouvernement constitutionnel [s'agit-il dans l'esprit du Directoire de présenter cette grève comme une suite de l'action des Égaux ?], des malveillants excitent les ouvriers employés à l'Imprimerie de la République à cesser leurs travaux [...] Les auteurs principaux du refus de continuer le travail seront mis à l'instant en état d'arrestation et traduits devant le ministre de la police générale. » Le 9 prairial, le ministre Merlin demande à l'infatigable policier Limodin de prendre l'affaire en mains : « La plus grande fermentation règne en ce moment parmi les ouvriers de l'imprimerie de la république [...] il me paraît essentiel que vous fassiez sur-le-champ placer dans la cour de l'imprimerie une force capable d'en imposer aux séditeux. » La grève sera brisée. Merlin veut profiter de la victoire : « Les sept ouvriers imprimeurs [...] seront congédiés sur-le-champ. » Aucun des grévistes ou agitateurs ne figure sur les listes babouvistes. Le Directoire avait cherché à lier cette grève à la conspiration babouviste alors qu'elle apparaît bien comme un affrontement — classique et violent — pour les salaires.

Le 3 prairial an IV (22 mai 1796), un groupe de babouvistes se présente à l'atelier Sainte-Élisabeth, rue du Temple, au nom des faubourgs Marcel et Antoine insurgés. Ils essayent de provoquer un rassemblement et d'entraîner les femmes travaillant à la confection de sacs pour l'armée. Le regroupement commençait à prendre forme ; en effet, en plus des cinq personnes qui seront inculpées, deux autres ont été arrêtées par la patrouille. Elles sont accusées de « s'être transportées ledit jour avec nombre d'autres ». Le zèle répressif est attesté par une lettre de Merlin du

13 prairial, demandant que les inculpés « soient poursuivis avec la chaleur que demande la loi et les circonstances » (souligné par nous). D'ailleurs, très intelligemment, le policier Limodin, que l'on retrouve sur tous les fronts de la lutte anti-babouviste, écrit : « Je crois nécessaire de renvoyer à un autre juré que celui chargé de Babeuf et autres pour accélérer. » En effet, il fallait faire vite et, comme la présence de Drouet parmi les coïnculpés au procès de Babeuf entraînait la longue procédure de la Haute Cour de justice, il était nécessaire de disjoindre du procès politique les éléments liés plus directement à l'agitation sociale. Rendant compte de cette tentative, *Le Rédacteur* précisait : « Dans d'autres quartiers, des hommes effarés montaient dans les ateliers et invitaient à se joindre aux faubourgs. » Sur les lieux, on trouva un drapeau avec l'inscription : « Armée plébéienne n°1 point de rassemblement », ce qui signe la tentative d'une main babouviste. *Le Batave* du 8 prairial ajoute : « Un des préposés à la garde des magasins de Sainte Élisabeth a fait passer au bureau central deux grandes feuilles de papier sur lesquelles on a imprimé en très gros caractères Constitution de 1793. Liberté, Égalité, Bonheur Commun », soit exactement le programme babouviste figurant sur les placards de l'insurrection, tels qu'ils sont conservés dans les papiers saisis par la police.

Qui sont ces cinq personnes arrêtées lors de cette tentative ? Deux femmes, celles de deux agents babouvistes de grande valeur, l'épouse de Guilhem et celle de Fiquet dont on a vu plus haut l'intérêt qu'ils portaient aux ouvriers ; avec elles, les sans-culottes Chevallier, Duval et Veycer. Leur biographie est passionnante : compromis dans la « conspiration Lagrelet » (tentative de libération des démocrates emprisonnés) en l'an III, ils seront partie prenante de toutes les oppositions sous le Directoire et le Consulat, jusqu'à l'exécution de Chevallier et Veycer, sous Bonaparte, en nivôse an IX (le couple Fiquet étant poursuivi pour complicité). Duval est, lui, un des rarissimes ouvriers couchés sur les listes babouvistes. Il s'agit donc de

militants parfaitement au courant de la Conspiration ; cependant, il faut relever la présence d'un (mais d'un seul !) ouvrier s'adressant à des ouvrières pour tenter de les faire s'insurger.

Buonarroti parle également de la tentative « d'ouvriers coalisés pour délivrer Babeuf et réaliser ses projets » pendant l'été. Il s'agit probablement de la première corrélation entre grèves ouvrières et tentative communiste. Dans la presse, des éléments confirmant cette tentative sont donnés : ainsi, le *Journal de Paris*, du 13 messidor an IV (1^{er} juillet 1796) écrit : « Des hommes et des femmes ont taxé à leur gré les marchandises [...] mais le motif était l'intérêt de la faction des anarchistes. » On a entendu « des orateurs de profession [...] décrier le Directoire [...] s'attachant à intéresser le soldat en faveur de Drouet, de Babeuf » et « exciter la haine contre les riches, les marchands, les égoïstes c'est-à-dire, contre la propriété et la sûreté ». Le *Courrier Républicain* du 12 messidor dénonce « les complices de Babeuf, les exclusifs, les brise-scellés de Paris et de tous les départements [qui] sont enfin parvenus à opérer le grand acte préparatoire de l'insurrection qu'ils méditent. Aujourd'hui, le peuple poussé par leurs inspirations s'est porté chez les marchands de la Halle ». A cette même période, on parle de grèves des ouvriers du faubourg Antoine qui veulent obliger les employeurs à signer « des espèces de contrats » ; ces « sortes de contrats » ne sont pas autre chose que l'ancêtre de nos conventions collectives. Le babouviste Blondeau, qui sera inculpé à Vendôme, déclare dans une réunion clandestine que « 30 000 ouvriers » se sont ralliés à la Conspiration ; c'est le chiffre retenu au procès comme étant celui des ouvriers coalisés. Le rapport policier du 11 messidor an IV (29 juin 1796) précise : « Les susnommés ont ameuté le peuple » ; le 13, Blondeau se déclare « désigné pour être à la tête de ceux qui devaient délivrer Drouet, Babeuf et autres ». Mais cette tentative échoua, victime de l'infiltration policière comme si, définitivement, les Égaux ne pouvaient s'en protéger.

Les Égaux n'ont pas pu s'appuyer sur les ouvriers des manufactures (bien qu'ils l'aient cherché, comme le prouve la correspondance de Moroy). Celles-ci sont tenues en dehors de toute agitation politique et même de toute agitation sociale conséquentes. Les ouvriers qualifiés des manufactures tenaient à leur emploi, Moroy en témoigne ; ils ne constituent cependant pas l'ensemble de la classe ouvrière de l'époque, seulement sa fraction la plus qualifiée, nullement la plus avancée politiquement. S'ils ont pu aller jusqu'à la grève dans certains cas en province, il n'en fut pas de même pour les manufactures parisiennes. Plus que pour des augmentations de salaires, les autres ouvriers, ne travaillant pas en manufacture, font grève pour une modification du mode de paiement, un abandon de fait des mandats. Mais l'appréciation confuse de ce rôle des mandats territoriaux ne s'est pas développée. Un rapport de police antérieur à l'arrestation de Babeuf indique : « Sur le pont au change on disait que les forts de la Halle, les ouvriers ainsi qu'une partie de la troupe devaient, au premier jour, refuser les mandats et que plusieurs députés étaient à la tête de ce complot. » Les babouvistes n'ont pu élever cette question au niveau de la revendication politique : il aurait fallu une compréhension du devenir du capitalisme au moment où il se constituait à peine ; il aurait fallu surtout d'autres conditions économiques, le développement de la grande industrie moderne. Ainsi que l'a affirmé Dommanget, les Égaux « étaient de leur temps ». La responsabilité de l'échec des Égaux dans leur tentative de dresser les ouvriers contre le Directoire n'incombe ni aux premiers ni aux seconds mais aux conditions économiques, aux conditions objectives⁹. Affirmation mécaniste ? Certainement pas. Sur quelle force sociale les Égaux pouvaient-ils s'appuyer ? La sans-culotterie

9. J.-M. SCHIAPPA, « Agitation ouvrière et action babouviste dans le Paris de l'an IV », in *Actes du colloque Paris et la Révolution*, Paris, 1990, p. 35-45.

n'existait plus et le prolétariat moderne, né de la grande industrie, était à peine balbutiant en 1796. Ce sont ces conditions objectives, constituées au point de départ par un contexte de « stagnation des forces productives » (D. Woronoff) et une économie ravagée, qui faisaient défaut sous le Directoire.

*
* *

Devant cette situation extrêmement dangereuse et les progrès de l'agitation babouviste, le gouvernement se devait de réagir. La loi du 27 germinal an IV (16 avril 1796) voit le début du processus répressif du Directoire exécutif contre la propagande babouviste. Elle se signale par sa grande sévérité. Babeuf écrira que la Terreur contre le peuple est à l'ordre du jour : « Les fers pour quelques-uns de ceux qui échapperont à la fusillade, la déportation pour d'autres, et encore la mort pour d'autres. » En effet, cette loi prévoit la peine de mort contre quiconque propagera la Constitution de 1793, le royalisme, voire même contre celui qui préconisera la dissolution des deux assemblées ou l'annulation de la Constitution de l'an III. La même peine doit s'appliquer contre le partisan de « l'invasion des propriétés publiques ou le pillage ou le partage des propriétés particulières, sous le nom de loi agraire, ou de toute autre manière » ; on voit bien ici la peur politique se doubler d'une peur sociale particulièrement présente dès cette époque. C'est la réminiscence de la peine de mort prononcée en 1793, malgré l'opposition de Marat, contre les partisans de la loi agraire. Cette loi du Directoire, d'un certain point de vue, contraint tout le monde à applaudir aux actes et aux décisions du gouvernement. Sa sévérité même la rendra impossible à appliquer.

Les thèmes répressifs du Directoire exécutif sont à relever : si la formulation des mandats d'arrêt varie, jamais, en fait, on n'atteint le fond du problème. Dans

certains cas, la question sociale n'est pas même mentionnée dans les mandats (ainsi, Duplay est accusé de « conspiration tendante au renversement de la Constitution de l'an III et du gouvernement »). Dans les motifs d'inculpation de Jacob Reys, est mentionné le « pillage des propriétés » ; Roche, le gérant du *Tribun du Peuple*, est accusé de « provoquer à l'anarchie et à la violation de propriété » ; l'accusation contre Babeuf est encore différente puisqu'il entend provoquer au « renversement de la Constitution et du gouvernement, au rétablissement de la constitution de 1793, à la destruction des deux corps législatifs et du pouvoir exécutif, armer les citoyens les uns contre les autres et au pillage [sic] des propriétés ».

Un autre thème fréquent dans la propagande des directoriaux est que les babouvistes constitueraient une version nouvelle des royalistes. Ainsi, la proclamation aux habitants de la Commune de Paris du 25 germinal an IV (14 avril 1796) se donne pour but de « fixer leur opinion sur les nouvelles machinations des royalistes » ; elle appelle au secours du Directoire ceux qui doivent craindre pour leurs propriétés (d'après le Directoire), car, après ces émeutes nouvelles, « la multitude lasse [...] se jetterait dans les bras d'un roi ». Il faut donc inquiéter les propriétaires de biens nationaux. Menacés à gauche par les babouvistes, à droite par les royalistes, ils n'ont d'autre choix que de se rallier au Directoire exécutif. Il s'agit, c'est évident, d'une calomnie contre les Égaux, mais c'est également l'indication du désarroi des propriétaires puisque cette accusation de royalisme est autant le fait d'hommes de « droite » que le fait d'anciens jacobins. Pour eux, attaquer la propriété constitue une doctrine incompréhensible. Elle ne peut être que l'œuvre de « désorganiseurs », de « royalistes » voire, on l'a vu, de « fous » et même de « parricides » : Robin, dans l'Ain, est guillotiné, revêtu de la chemise rouge des parricides. En effet, s'attaquer à la propriété, c'est commettre le parricide absolu. Il ne s'agit pas de symptômes psychologiques (ceci serait, peut-être, intéressant à analyser), mais

d'une conception politique très cohérente : si les pauvres ont besoin des riches, comme le proclament sans cesse les Directoriaux, vouloir éliminer les riches, c'est vouloir s'affranchir d'une tutelle indispensable, c'est un parricide économique.

Le Directoire mobilise donc l'appareil judiciaire par la loi du 27 germinal an IV (16 avril 1796), mais ce n'est pas suffisant ; il faut mobiliser aussi les hommes chargés de faire appliquer, respecter, diffuser cette loi : les commissaires du pouvoir exécutif, c'est-à-dire, l'ossature de l'État en construction et, osons le rappeler, en très délicate construction. C'est un des buts de la lettre de Cochon du 26 germinal adressée à ces derniers. C'est une lettre très habile qui procède de la même démarche que la loi « scélérate » de la veille. Le ministre Cochon rappelle « les complots contre la sûreté des personnes et des propriétés », met en cause « le séditieux anarchiste ou royaliste » et aussi « le prêtre [...] l'émigré ». Mais, souligne-t-il, « il est des ennemis plus adroits, plus cachés et par là-même plus dangereux ce sont ceux qui ourdissent dans l'ombre leurs projets sinistres [...] pour ramener plus sûrement le régime odieux du despotisme » ; ces gens-là, « par des discours et des manœuvres perfides tâchent de porter atteinte à la Constitution [...] par des sophismes sur le droit inviolable de la propriété attaquent la base même de l'ordre social ». Il attire l'attention des commissaires sur « ceux qui effrayés des agitations inséparables d'une grande révolution regrettent la sombre tranquillité du despotisme » et il leur demande de mettre en garde ces derniers : « Vous leur ferez sentir que le rappel du despotisme entraînerait nécessairement un bouleversement général, anéantirait la fortune publique et celle des particuliers ; qu'il ruinerait les propriétaires de domaines nationaux, les porteurs de mandats, d'assignats, de rescriptions, enfin tous les créanciers de l'État : qu'ainsi les citoyens aisés seraient infailliblement ses premières victimes. »

La Conjuration sera découverte et ses dirigeants arrêtés le 21 floréal ; mais le Directoire exécutif ne s'en

tient pas là : postérieurement à cette première adresse, il décide de lancer « une proclamation aux Français » pour « tranquilliser les bons citoyens », c'est-à-dire les propriétaires ; en effet, le bonheur commun « enlève au laborieux artisan les fruits de ses veilles, au citoyen vertueux l'héritage de ses pères ». C'est la célèbre proclamation du 2 prairial an IV (21 mai 1796) qui assimile, une fois de plus et encore à tort, communisme et partage.

Mais le Directoire est également confronté, tout au long de l'an IV, à cette agitation ouvrière qui risque de se joindre à l'action babouviste. Les grèves se multiplient et il convient de les empêcher. C'est le sens du message du Directoire exécutif du 5 germinal an IV prônant la réquisition des grévistes : « Le travail d'un ouvrier est sa propriété [...] la République peut momentanément en disposer. » Les directoriaux ne craignent pas de se contredire : si l'ouvrier, par l'entremise de son travail est assimilé à un propriétaire, il peut prétendre, à l'égal des autres propriétaires, exercer les droits politiques, et par là même toute notion censitaire disparaît. Propriétaire, il appartient aux meilleurs, pour reprendre les mots de Boissy d'Anglas. Mais comment attacher ceux-ci à ce régime qui tout en les proclamant égaux en droits, les affame et ne les appelle propriétaires que pour les réquisitionner ?

*
* *

Après cette mobilisation de la république directoriale peut commencer la guerre. Le 4 floréal an IV (23 avril 1796), tombe l'ordre d'envoyer aux frontières la Légion de police, travaillée en profondeur par les babouvistes. Cette unité de police était recrutée dans la population plébéienne de la capitale et avait été épurée par Bonaparte après le 13 vendémiaire de ses éléments modérés et royalistes. Les difficultés commencent aus-

sitôt pour le Directoire exécutif puisqu'il faut rappeler cet ordre le 5, et à nouveau le 8. Entre-temps les légionnaires de deux bataillons se sont mutinés et se sont constitués en comité. Le ton des proclamations gouvernementales a bien changé : ce qui était le 4 « un corps bien organisé, complètement armé et équipé », devient le 8 un corps dangereux dans lequel « quelques soldats fomentent des désordres et des vols même chez quelques marchands ». Le 9, les légionnaires sont licenciés.

Dans une lettre du 9 floréal, en pleine mutinerie, le Directoire secret écrit à Germain qu'il allait faire imprimer le soir même un texte qui peut déjà être communiqué par lui aux « légionnaires meneurs » des bataillons insurgés à la caserne de Lourcine. Au lendemain de la mutinerie, une commission militaire a été instituée, devant laquelle quatre-vingt-seize rebelles ont été traduits. Dix-sept d'entre eux ont été passés par les armes et des dizaines d'autres condamnés aux fers. Le futur maréchal Brune, dirigeant la commission militaire, se montra inflexible. Buonarroti pourra indiquer que « la perte de quelques légionnaires arrêtés pour avoir provoqué leurs camarades à la résistance paraissait inévitable ». De nombreux légionnaires choisirent la désertion plutôt que d'aller combattre aux frontières ; certains rejoignirent les babouvistes à Rueil, en région parisienne, autour de Jourdan, un ancien de l'armée révolutionnaire devenu sergent-major de la Légion de police. Ils furent beaucoup moins à rallier la Conjuraton que ne l'espérait le Directoire secret babouviste. Cette mutinerie surprit les Égaux ; ils ne purent l'étendre, et son échec affaiblit gravement la Conjuraton. C'est au lendemain de cet échec que Grisel trahit et rend visite à Carnot pour dénoncer ses camarades.

Il faut s'arrêter brièvement sur la personnalité de Georges Grisel, vu la place qu'il occupa dans le déroulement des événements. Né en 1765 à Abbeville, il s'engage dans l'armée à dix-sept ans, devient en 1789 un « ardent révolutionnaire » (suivant un des accusés

du procès de Vendôme qui l'avait connu à l'époque) mais, rapidement, il se retrouve secrétaire du Club Massiac, dans lequel se regroupaient les colons royalistes. Comme tant d'autres soldats, il est réformé en l'an IV et erre dans Paris, où il rencontre un de ses amis de 1789, rallié à la Conjuraton. Il est présenté à Darthé qui s'enthousiasme pour ce nouvel « associé », aux critiques pertinentes, et parfait connaisseur de l'état d'esprit des soldats. Fin germinal, le 24 exactement (13 avril 1796), Grisel rédige la *Lettre de Franc-Libre à son ami la Terreur* et devient un des agents militaires de la Conjuraton. Ceci illustre nettement les difficultés des babouvistes à se lier à l'armée, puisqu'un homme nouveau, presque sans recommandations révolutionnaires (quelle différence avec Bodson ou Vaneck, pour ne prendre qu'eux !) est rapidement promu comme un des dirigeants de la Conjuraton. Il est habile sans avoir aucune force de caractère, se mêle de toutes les discussions, mais rarement de manière constructive. Dans une note à l'intention de la direction de la Conjuraton, il demande de « ne pas trop parler de l'égalité absolue ». Insistons : c'est cette faiblesse idéologique liée à son manque de passé révolutionnaire qui le distingue des autres agents, avant même sa trahison. Le 12 floréal, il avertit Carnot et, surtout, accepte de jouer le rôle de l'agent au sein de la Conjuraton, pour en connaître tous les rouages. Le 19 floréal (8 mai 1796), il envoie la police chez Drouet, mais elle arrive trop tard pour surprendre les conjurés. Il sera très correctement rétribué pour son rôle de Judas.

*
* *

L'arrestation de Babeuf et des conjurés est tentée à nouveau le 21 floréal an IV (10 mai 1796). En effet, une première tentative n'a pu être menée à bien. L'auteur de cette arrestation, le principal témoin et le narrateur

forment une seule personne : l'inspecteur de police Dossonville. Laissons-lui la place et la parole : « L'exécution de ces ordres était d'une importance tellement majeure [...] que le citoyen Carnot, son président [du Directoire], avait lui-même levé et tracé le plan du repaire où le conspirateur insolent Babeuf » se cachait. Dossonville commence alors sa quête d'une « autorité constituée pour [l'] accompagner ». Il peut alors mesurer l'absence de popularité du Directoire exécutif : le juge de paix de la section du Mail est absent ; celui de la section de Brutus « aimerait mieux donner sa démission » ; celui du Contrat-Social est également absent ; celui de la section du Bon-Conseil « fut encore pis » : il refusa carrément. Quant à celui de la section de Bonne-Nouvelle, « il serait plus sage de ne pas penser à lui ». C'est accompagné d'un simple commissaire de police, mais en ayant auparavant fait « boucler » le quartier avec une troupe de cavalerie, près de cent cinquante hommes en tout, qu'il rentre rue de la Grande-Truanderie, à la hauteur de l'actuel n°32, dans la maison du tailleur Tissot, qui cachait Babeuf. « Il était alors 11 heures ». Ils s'engouffrent dans l'appartement. « J'ouvris [dit Dossonville] la porte si à propos que j'étais auprès de Babeuf et de ceux qui étaient avec lui, qu'ils ne m'avaient point encore, pour ainsi dire, aperçu.

« Babeuf rédigeait, à sa table, son 44^e numéro. Étaient avec lui Buonarroti et Pellé [en fait, Pillé] secrétaire d'Héron. Je notifiai l'ordre dont j'étais porteur et donnai sur-le-champ l'ordre aux deux citoyens qui, pendant ce court intervalle, étaient arrivés à la chambre, de veiller aux fenêtres et aux mouvements que ces messieurs tenteraient de faire. Ce fut à ce moment que la consternation la plus morne se peignit sur ces trois physionomies. »

Arrêtons-nous ici pour remarquer que l'inspecteur de police royaliste Dossonville (il sera en effet destitué et exilé lors du coup d'État républicain du 18 fructidor an V, 4 septembre 1797) appelle « citoyens » les sbires qui l'accompagnent et « messieurs » (un titre d'Ancien

Régime) les conspirateurs communistes, républicains de la première heure [...] « Babeuf s'est levé debout, devant sa table. Buonarroti s'est occupé à cacher, sous lui, un papier qu'il a remis un instant après, et Pellé m'a observé qu'il n'était pas compris dans l'ordre. Je lui ai répondu qu'il s'en expliquerait avec le ministère de la Police générale.

« Babeuf, en se levant de dessus sa chaise, s'est écrié : "C'en est fait, la tyrannie l'emporte !", et, un moment après, il m'a demandé pourquoi "j'obéissais à des maîtres". » Babeuf est toujours persuadé qu'il peut convaincre jusqu'au policier venu l'arrêter. Il avait bien tenu en échec un autre policier en décembre et réussi à s'échapper. Alors, pourquoi ne pas essayer encore avec toute l'énergie possible ? Les papiers de la Conjuraton sont saisis et transportés au ministère de la Police générale. « Ces opérations terminées, [poursuit Dossonville] les prévenus ont été placés chacun dans une voiture de place et transférés, sous bonne et sûre escorte de cavalerie au ministère de la Police générale [...] j'ai remarqué que le bruit répandu que c'était des voleurs et des assassins avait produit effet, car on criait : "Bravo ! ne laissez pas échapper ces voleurs et ces assassins !". Babeuf seul paraissait surpris de ce qu'on criait sur lui : "Au voleur !". »

Un peu plus tard dans la journée, un groupe de policiers se saisit d'une partie des conjurés, qui se réunissaient chez le menuisier Dufour, rue Papillon. Les anciens conventionnels Drouet, Laignelot et Ricord, et les babouvistes Germain, Didier et Darthé sont arrêtés.

G. Babeuf âgé de
trente-quatre ans
(cliché B.N.)

Emprisonné en
février 1794, Babeuf
écrit à son fils
(Archives de Moscou)



G. BABEUF

Âgé de 34 ans

*Démontrer en même temps
qu'il est probable que le Peuple
français conduira sa révo-
lution jusqu'au terme heureux
de ce système d'égalité parfait
qui assurera une félicité d'au-
tant plus ravissante, qu'elle
sera basée sur des disposi-
tions qui la rendront
invariable : c'est là seulement
le but où les efforts de notre
république doivent s'arrêter.*

Ton papa t'embrasse.

G. Babeuf



**Portrait de Gracchus
Babeuf (*cliché B.N.*)**



**Portrait de Félix
Lepeletier (Cliché
B.N.)**

**Portrait de Jean-
Baptiste Drouet âgé
de vingt-neuf ans
(cliché B.N.)**

**Portrait de Sylvain
Maréchal (cliché B.N.)**



**Portrait de Filippo
Buonarroti
(cliché B.N.)**



*La France
sa Constitution
conservée /
le vœu de*



CONJURATION DE BABOEUF L'AN IV.

*La forme d'une Mère nourrice, jeune et vigoureuse admire l'harmonie de
 les Autorités établies, et des Départemens. L'Anarchie furieuse et jalouse,
 Serpent astutieux va plonger ses poignards dans le sein de la Patrie. Mais
 la République, l'arrête dans ses fureurs.*

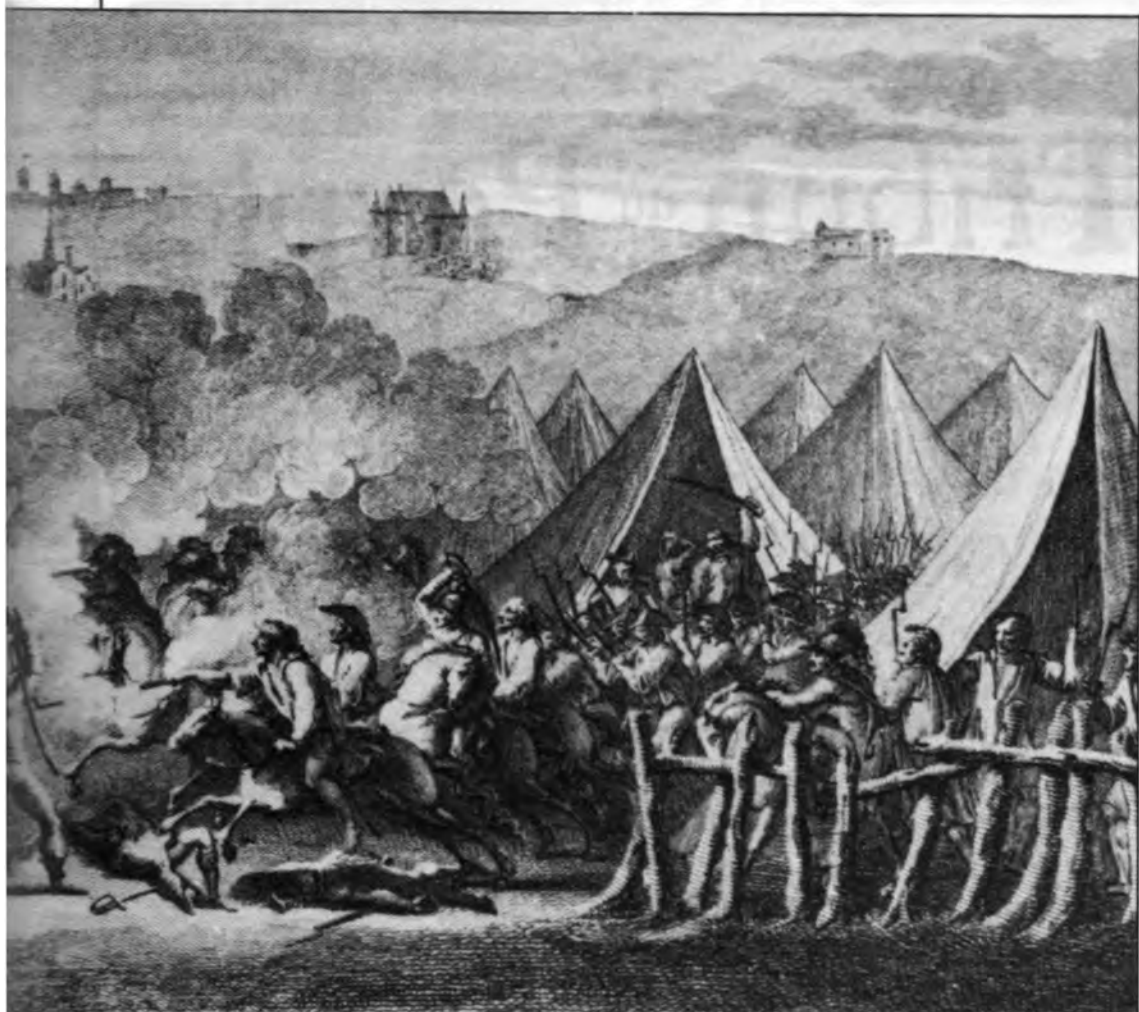
(Cliché B.N.)



Benard inv. A. del.

ATTAQUE DU CAMP DE GRENOBLE
le 24 Fructidor, An 5

(Cliché B.N.)



Balthus del.

LE PAR DES CONSPIRATEURS,
de la République.



**Victor Moïssévitch
Daline (1902-1985).**
Historien soviétique
qui a consacré
l'essentiel de sa vie à
la connaissance de
Babeuf et du
babouvisme.

Le
Tribun du Peuple,
ou
LE DÉFENSEUR
DES
DROITS DE L'HOMME.

Par GRACCHUS BABEUF.

Le but de la société est le bonheur commun.
Droits de l'Homme, (de 93) art. 1^{er}.

*Suite du Tableau critique et analytique des actes du
Gouvernement, et Observations sur la marche de la
révolution, depuis le 13 Vendémiaire.*

*Capitulation lâche et perfide, proposée le 13, par la
Convention elle-même, aux rebelles sectionnaires.
— Conditions de ce pacte honteux: Offre de sacrifier
aux rebelles les Terroristes. — Refus fier et arrogant
des rebelles. Salut des Patriotes attaché à ce refus.
Trahison du Général ex-Baion de Menou — Pourquoi*

On assure qu'il paroît dans les départements un faux n^o. 40 qui s'imprime avec profusion et gratuitement; qu'il est fabriqué de manière à faire abhorrer mon nom et mes principes, et qu'avec le soin qu'on a de publier que c'est moi qui fais les frais énormes de son ample distribution, il doit parfaitement remplir le but de ses auteurs, qui est d'opérer la confusion que je suis largement soudoyé par un puissant parti conspirateur. Ce tour est le plus perfide et le plus abominable qu'on pouvoit me jouer. Mais pourtant cette grosse ruse ne fera pas définitivement fortune, et déjà les moyens sont pris pour que nos frères des Départements ne soient pas dupes des faux Tribuns,

CHAPITRE VI

LES IDÉES DE LA CONJURATION

Les nombreux documents encore conservés permettent d'étudier la doctrine babouviste, plus particulièrement dans ses aspects sociaux, politiques et économiques. D'autre part, le témoignage de Buonarroti, bien qu'il ait été rédigé longtemps après les faits, est de grande qualité. Il n'empêche : des difficultés subsistent ; d'autres textes, certainement aussi importants, ont disparu ; ainsi, le manuscrit de Debon dans lequel ce dernier démontrait l'injustice du droit de propriété n'a toujours pas été retrouvé. Et les pièces relatives à la législation de l'égalité furent détruites, bien qu'elles fussent conservées « dans un lieu que la police ne sut pas découvrir ». Sur la valeur du témoignage de Buonarroti même, on s'est longtemps interrogé. Tant sur les faits, à propos desquels ses affirmations sont à chaque fois corroborées par les recherches historiques successives, que sur la partie relative à la société prévue par les babouvistes, une prudence relative mais nécessaire s'impose. C'est Buonarroti lui-même qui met en garde le lecteur : il « tâchera de donner une idée approximative [...] du but et des intentions des conjurés » ; il parle de sa « crainte de substituer [sa] pensée à celle du comité », il rappelle que certaines discussions n'aboutirent pas ou même, enfin, que sa mé-

moire fait défaut : « Je ne me souviens pas qu'on eut pris un parti à l'égard du nombre des conservateurs [chargés de veiller au bon ordre du gouvernement] » ; sur cette question, d'ailleurs, « il y avait au comité diversité ou tout au moins incertitude d'opinions ». Ces quelques exemples — somme toute, secondaires — beaucoup plus qu'une quelconque prévention contre l'œuvre de Buonarroti, permettent d'insister sur sa validité générale, par contrecoup. Mais, puisque nombre de textes sont conservés, ils nous permettent grandement d'éclairer les aspects essentiels de la doctrine babouviste, parfois même contre les accusations des contemporains ou les doutes des historiens.

Parmi les textes que nous avons déjà eu l'occasion de citer, les plus importants, sont certainement *Réponse à une lettre signée M.V.* et *l'Analyse de la doctrine de Babeuf*. Examinons-les brièvement. Sans doute sont-ils l'œuvre de Buonarroti, même si faire la part de l'individuel et du collectif dans le travail de la Conjuración n'est pas évident. Chronologiquement, c'est *l'Analyse de la doctrine de Babeuf* qui est le plus ancien ; structuré en très courts articles au nombre de quinze, il sera diffusé par affiches et tracts. Il proclame le droit à l'égalité, la communauté des jouissances et des travaux et surtout le « crime » qu'il y a à « s'approprier les biens de la terre ou de l'industrie ». On s'en souvient, l'ancien conventionnel Marc Vadier dans cette lettre signée « M.V. » avait multiplié les doutes et les objections à l'encontre du communisme. Le 28 germinal an IV (18 avril 1796) la réponse des Égaux est connue. Le noyau central est constitué de sept articles ainsi libellés présentant les objectifs babouvistes :

- « 1° Réunir toutes les richesses actuelles sous les mains de la République ;
- « 2° Faire travailler tous les citoyens valides, chacun suivant sa capacité et ses habitudes actuelles ;
- « 3° Utiliser les travaux, en rapprochant ceux qui s'aident mutuellement, et en donnant une nouvelle direc-

tion à ceux qui sont uniquement l'effet de l'engorgement actuel des richesses ;

« 4° Réunir continuellement, dans les dépôts publics, toutes les productions de la terre et de l'industrie ;

« 5° Distribuer également les productions et les plaisirs ;

« 6° Tarir la source de toute propriété, de tout commerce particulier, et leur substituer une diminution sage, confiée à l'autorité publique ;

« 7° Établir des maisons communes d'éducation, où chacun s'accoutumerait au travail le plus conforme à ses forces et à ses penchants. »

On peut constater, à cette occasion, que la doctrine de la Conjuration n'est pas l'œuvre du seul Babeuf mais celle de l'ensemble des dirigeants ; parmi des hommes comme Antonelle, Sylvain Maréchal, Félix Lepeletier et, bien sûr, Buonarroti, tous, ont publié un certain nombre d'écrits, au nom de la Conspiration. Antonelle, par exemple, dans les journaux auxquels il pouvait collaborer, reconnaissait la nécessité d'établir le bonheur commun mais en contestait la possibilité, ce qui permettait à Babeuf de s'appuyer sur les articles d'Antonelle pour toucher un nouveau public. Il faut mentionner d'autres babouvistes qui ont rédigé des publications, à des titres divers, parmi lesquels Joseph Bodson et même Grisel. Certes, l'essentiel du travail est issu des réflexions de Babeuf, développées sur de longues années avant et pendant la Révolution, et enrichies de l'apport de ses camarades ; de plus, c'est Babeuf qui fut l'architecte de la tentative, et il est dans l'ordre des choses que la Conjuration porte son nom devant l'histoire. Cependant, s'il s'agit d'un communisme incontestable, il ne faut pas l'extraire de son contexte social, économique, politique et culturel, pour ne pas verser dans l'anachronisme.

*

* *

Révolutionnaire, Babeuf est confronté à la question des questions pour lui et pour les siens : qu'est-ce que la Révolution ? Dans le numéro 34 de son *Tribun du Peuple*, il la qualifie de « grande question », ce qui est un euphémisme. Il répond sans aucune ambiguïté : c'est « une guerre déclarée entre les patriciens et les plébéiens, entre les riches et les pauvres ». La Révolution est ainsi définie comme la phase où éclate clairement la lutte entre les classes. Les termes ne peuvent pas encore être ceux correspondant à l'économie capitaliste (« prolétaires » et « bourgeois ») et ne sont plus ceux de l'économie féodale ; à cette occasion, notons que le terme le plus fréquemment utilisé par Babeuf est « plébéien » ; « sans-culottes » se retrouve dans *Le Tribun du Peuple* de manière significativement plus nombreuse dans la période thermidorienne du journal. C'est de manière générale, systématique, que Babeuf définit cette lutte de classes. Il donne « quelques-uns des développements » à cette question capitale de la nécessaire définition de la Révolution : « Quand l'existence de la majorité est devenue tellement pénible qu'elle ne peut plus y tenir, c'est ordinairement alors qu'éclate une insurrection des opprimés contre les oppresseurs. » Babeuf distingue ainsi des moments précis dans le déroulement des combats sociaux, il cherche à en définir les lois et il va jusqu'à les préciser : Ce n'est pas obligatoirement lorsque l'existence est trop difficile qu'éclate une révolution mais « ordinairement ».

Il y a d'autres éléments à prendre en considération dans ce texte : « Après avoir examiné ce qui doit être, on examine ce qui est » (toujours l'admirable sens pratique de Babeuf !). Babeuf développe son argumentation en opposant « ce petit nombre [qui] forme donc dans l'État une caste d'accapareurs, d'usurpateurs [qui ne] sont parvenus à dépouiller la majorité de leurs frères [...] qu'à l'aide d'horribles institutions consacrées par les gouvernements. Alors se fait aussi le procès des accapareurs ». On passe des problèmes sociaux aux problèmes politiques et il faut revenir,

pour guérir l'humanité de ses maux, à l'égalité originelle. Babeuf insiste : « Cette guerre [...] n'existe pas seulement du moment où elle est déclarée. Elle est perpétuelle. » « Appliquant ces réflexions à la Révolution française », il remarque que toutes les constitutions — sauf celle de l'an III — proclament que le but de la société est le bonheur commun : « On a marché à grands pas [...] vers ce but jusqu'à une époque ; depuis, on a marché en sens rétrograde [...] Osons dire que la Révolution, malgré tous les obstacles et toutes les oppositions a avancé jusqu'au 9 thermidor et qu'elle a reculé depuis. » Babeuf règle ici, définitivement et publiquement, la question de son attitude sous la réaction thermidorienne. Il se pose ainsi, ouvertement, comme le successeur de Robespierre et de la Convention montagnarde, sans nier les problèmes, mais cette succession revendiquée ne doit pas cacher les profondes différences entre la politique jacobine et les propositions babouvistes, essentiellement sur la place de la propriété privée dans la société.

Si la guerre est permanente entre dépouillés et accapareurs, comment les premiers peuvent-ils vaincre contre la force de l'État, contre les « institutions [qui] tendent à ce que les uns prennent tout, et à ce qu'il ne reste rien aux autres » ? La Conjuraton, le secret conspiratif n'apparaissent alors dans un tel contexte que comme imposés par la situation, par la répression exercée par le Directoire exécutif contre l'ensemble des démocrates, et non découlant d'un choix de la part des babouvistes. Le but de la Conjuraton n'était pas un putsch mais bel et bien une Révolution. D'ailleurs, confirmant cette appréciation, Buonarroti, dans les griefs qu'il formule à l'égard des hébertistes, leur reproche d'être « disposés à trancher les difficultés par des coups de main ».



Marx a défini, on le sait, la Conjuraton comme « le premier parti communiste réellement agissant ». Cette caractérisation, souvent rappelée, a plus servi à clore un débat qu'à le vivifier. Certes, les différences avec les partis politiques modernes ne manquent pas, essentiellement parce que les conditions politiques ou sociales, voire culturelles, ont profondément été modifiées, et que la vie de tous les jours est très différente sur nombre d'aspects entre 1796 et 1990. Cependant, il convient de ne pas trop exagérer ces différences. Somme toute, en prenant ce seul exemple, le suffrage universel est une conquête récente, même dans un pays comme la France (sans parler des autres) : le droit de vote des femmes date de 1945 et celui des jeunes de plus de dix-huit ans, de 1974.

L'intérieur de ce « parti », ou de ce qui en tenait lieu, vu les conditions de l'époque, est, pour ces raisons, intéressant. D'importants points de désaccord interne ont été relevés : rappelons qu'à l'opposé d'un « anarchiste » comme Maréchal, il y avait au sein de la Conjuraton des partisans de la dictature révolutionnaire confiée à un seul individu tels Darthé et Debon. De même, certains étaient des opposants résolus à toute collaboration avec les anciens conventionnels (Debon), et d'autres babouvistes étaient des partisans tout aussi résolus d'une étroite collaboration avec ces anciens montagnards (Fyon, Rossignol). Enfin, on l'a vu, certains Égaux étaient, au cours de la Révolution, proches des hébertistes, d'autres, des robespierristes. Le premier « parti » communiste dans ce pays s'est constitué en regroupant, au sein d'un même collectif, des opinions très diverses, sans que ni la démocratie interne ni la nécessaire homogénéité d'action ne se nuisent mutuellement. Près de deux cents ans après, cela devait être signalé. Un autre aspect fondateur, en quelque sorte, de la pratique politique doit être relevé : Babeuf interrogeait dans son numéro 36 du *Tribun du Peuple* : « Où en sommes-nous ? » Il répondait : « Cette question est souverainement posée, constamment importante. Elle devrait être toujours

posée, solutionnée en tête de chaque harangue d'un écrivain révolutionnaire [...] Un écrit révolutionnaire est le plan de marche et de tactique, l'itinéraire perpétuel de tous ceux d'un parti qui révolutionne. » Il faut dire au peuple « où il en est, ce qui est fait, ce qui reste à faire, où et comment il faut aller et pourquoi [...] Révolutionner, c'est conspirer contre un état de choses qui ne convient pas ; c'est tendre à le désorganiser et à mettre en place quelque chose qui vaille mieux [...] Il faut la continuer, cette révolution, jusqu'à ce qu'elle soit devenue la révolution du Peuple ». Nous avons cité ici l'essentiel de cette profession de foi qui lie la politique et le bonheur du peuple et, au grand jour, en trace les moyens. La Conjuraton fixe les relations entre le parti révolutionnaire et le peuple, mais le « parti qui révolutionne » ne fait pas la Révolution en lieu et place du peuple ; il doit seulement dire « où et comment il faut aller ». Pour Babeuf, la démocratie, au sens originel du terme, était une réponse aux combats de chaque jour, parce qu'elle était une réponse aux problèmes fondamentaux de la société : la Révolution doit être, doit devenir celle du peuple.

*
* *

Un des plus grands reproches faits aux babouvistes par leurs adversaires est d'avoir préconisé la loi agraire, le partage de toutes les propriétés, voire le pillage. Or, les Égaux se sont différenciés avec force de la « loi agraire », du partage égal des terres qui « ne peut durer qu'un jour [...] dès le lendemain de son établissement, l'inégalité se remontrerait », ainsi que l'affirme le *Manifeste des Plébélens* ; Sylvain Maréchal rédigeant, au nom des babouvistes, le *Manifeste des Égaux* écrit : « La loi agraire [...] fut le vœu instantané de quelques soldats sans principes. » Babeuf explique lors de réunions du Directoire secret : « Il ne doit pas y avoir

de propriétés dans une république démocratique [...] la loi agraire cela n'a pas le sens commun » et c'est lui qui convainc dans cette discussion l'ancien général Rossignol ; Babeuf qualifia la loi agraire de « sottise » et rappela que le but de la Conjuration était de « dépropriaiser généralement toute la France ». Au passage, relevons ce splendide néologisme caractéristique de la rhétorique babouvienne : il faut « dépropriaiser », comme il est nécessaire, pour passer à une autre étape de la vie, de « déniaiser ». Rhétorique ? Pas seulement ; c'est également l'expression d'une pensée intégrant la négation dans le processus vivant. Babeuf avait également créé le néologisme « dérévolutionner » pour décrire la réaction thermidorienne. Si on ne peut qualifier cette méthode de réflexion comme étant purement dialectique, on doit reconnaître que la pensée de Babeuf confine parfois à la méthode dialectique.

Lors des réunions avec l'ancien conventionnel Amar, les futurs Égaux Buonarroti, Darthé, Debon et Lepeletier affirmaient que la loi agraire était « un faible rempart toujours miné et renversé », parce qu'il assurait le « maintien du droit de propriété ». Même à un niveau moindre de la Conjuration, on retrouve cette clarté de conceptions : ainsi, l'agent du douzième arrondissement de Paris dans son rapport du 28 germinal an IV (17 avril 1796) qualifie la « loi agraire [de] ridicule en elle-même ». Hésine, qui publiera des textes babouvistes dans son journal au moment du procès de Vendôme, répondant aux accusateurs, prend soin de distinguer la loi agraire de la communauté des biens : « Je n'ai pas prêché dans mes feuilles la loi agraire, le nivellement des fortunes » ; il précise avoir simplement publié des pièces du procès et il souligne que « l'écrit en question ne prêche pas la loi agraire, mais bien la communauté des jouissances et des travaux et le système d'égalité qui a fait fleurir Lacédémone pendant 800 ans, dont Diderot et Mably ont [repris] les bases dans leurs écrits ».

Ce refus d'une désorganisation de l'économie liée à celui de la loi agraire est, probablement, à mettre en

relations avec la position des Égaux en faveur de l'économie dirigée. L'expérience personnelle de Babeuf à l'administration des subsistances de Paris et celle, similaire, d'autres révolutionnaires devenus babouvistes, les ont rendus partisans de l'économie dirigée comme étant un moyen de régler les problèmes de l'approvisionnement et de l'économie. Le lien avec les décrets de ventôse est incontestable. Ces décrets de l'an II mettaient les biens des suspects sous séquestre avant qu'ils soient distribués aux pauvres. Buonarroti en dit le plus grand bien en les qualifiant de « vaste plan d'un réformateur » et Babeuf lui-même s'était réclamé de ces décrets. Notons que l'un des membres d'une commission, chargée de trier les suspects dont les biens étaient réquisitionnés, était Baudement, greffier à Thiais, sans que l'on sache s'il s'agit du futur agent babouviste ou de son frère. Le projet de décret économique prévoyait que « tout commerce particulier avec les peuples étrangers est défendu » et, pour procurer à la communauté les objets dont elle manque d'échanger son superflu contre celui des peuples étrangers. Dommanget fait, en 1934, le commentaire suivant : « Tout ceci fait penser au monopole du commerce extérieur de l'URSS. »¹

Diriger l'économie est un corollaire impératif à l'expropriation des propriétaires. Il faut, pour les Égaux, après Babeuf, « obliger [chaque homme] à en déposer le fruit [du travail] en nature au magasin commun ; établir une simple administration de distribution, une administration des subsistances, qui, tenant registre de tous les individus et de toutes les choses, fera répartir ces dernières dans la plus scrupuleuse égalité et les fera déposer dans le domicile de chaque citoyen ». Le document poursuit : « Ce gouvernement (est), démontré praticable par l'expérience puisqu'il est celui appliqué aux douze cent mille

1. M. DOMMANGET, *op. cit.*, p. 206.

hommes de nos douze armées ». Babeuf, quand il écrivait à Germain le 9 thermidor an III (27 juillet 1795), avant la Conjuration, se prononçait pour la création « d'agents, établis non plus pour leur propre compte mais pour celui de la grande famille », ce qui, là aussi, est une leçon retenue des combats de l'an II contre les accapareurs. Dans l'ouvrage de Buonarroti, écrivant longtemps après les faits, que peut-on lire ? « Il est nécessaire que toutes les productions de la terre et de l'industrie soient déposées dans des magasins publics, d'où elles sortiront pour être distribuées avec égalité aux citoyens sous la surveillance des magistrats qui en sont comptables ». L'on nous permettra de relever que « terre » et « industrie » sont mis sur le même niveau, contradictoirement à l'appréciation d'un communisme babouviste comme étant exclusivement rural². Ces magistrats vont former « une magistrature supérieure (qui) compare la richesse du tout avec les besoins de chaque partie, indique les matières à déplacer et désigne les lieux d'où il faut les enlever, et ceux où on doit les transporter ».

Cette utilisation de l'expérience des années révolutionnaires est encore plus présente dans les mots d'ordre : on le sait, le « bonheur commun » était le mot d'ordre programmatique des babouvistes, directement issu des textes constitutionnels de 1793, mais avec un contenu radicalement différent, synonyme d'expropriation. Dommanget précise que « c'était l'une des quatre ou cinq formules qui désignaient le communisme à une époque où le mot n'était pas encore forgé »³ comme, d'ailleurs les termes « absolu plébéianisme », « Sainte Égalité », « Parfaite Égalité », « communauté des biens et des travaux », voire « agrarianisme » que l'on retrouve indistinctement dans les

2. Comme G. LEFEBVRE, « Les origines du communisme de Babeuf », in *Études sur la révolution française*, Paris, rééd., 1963.

3. M. DOMMANGET, « Les Égaux et la Constitution de 1793 », in *Sur Babeuf et la Conjuration des Égaux*, Paris, 1970, p. 190.

documents. La précision terminologique ne pouvait être de cette époque dans laquelle l'économie moderne n'était pas encore constituée. Dans la propagande babouviste, dès le prospectus du *Tribun du Peuple*, il est affirmé « le but de la société est le bonheur commun », « le but de la Révolution est aussi le bonheur commun... le gouvernement populaire doit et peut avoir pour résultat l'aisance et le bonheur de tous les individus... garantir à chacun de ses membres un état de félicité totale, la suffisance des besoins de tous ». Donc rien de vague ou de vide dans cette propagande. On possède un autre exemple de l'utilisation de cette formule : à Nevers, un des membres de l'administration départementale prend, le 8 pluviôse an IV (28 janvier 1796), la parole sur la loi sur l'emprunt forcé et affirme que « cette mesure qui doit faire le bonheur commun est entravée par la malveillance » des agioteurs. Parmi ces administrateurs, Delaire Tennaille, babouviste connu, remarqué par ses violentes diatribes contre les accapareurs.

*
* *

Un thème a partagé l'historiographie : pour certains chercheurs, les conceptions économiques de Babeuf et des Égaux étaient largement marquées par un « pessimisme économique »⁴ ; d'autres, comme le regretté spécialiste soviétique, V. Daline ont refusé, documents à l'appui, cette caractérisation. Comme toujours, il faut revenir aux textes eux-mêmes. Ainsi, la brochure de prairial an IV intitulée *Le cri de l'indignation du peuple français contre les véritables conspirateurs*, as-

4. J. DAUTRY, « Le pessimisme économique de Babeuf et l'histoire des utopies », in *A.H.R.F.*, n°164, 1961, p. 215-233 ou C. MAZAURIC, « Babouvisme et conscience de classe », in *Sur la Révolution française*, Paris, 1970.

socie le « bonheur commun » et « l'abondance », deux objectifs que le succès de la Conjuration permettra au peuple d'atteindre. On peut noter que l'abondance n'apparaît pas uniquement comme étant le fait des « esclaves [du Directoire] nageant dans l'abondance » mais aussi comme un objectif de la Conjuration. Dans la brochure *le Peuple sans-culotte de Paris, à la Légion de police*, qu'Advielle attribue à Babeuf, il est écrit : « La liberté réapparaît ; l'abondance, le bonheur ressuscitent. » Sylvain Maréchal dans *la Chanson nouvelle à l'usage des faubourgs* peut affirmer que « l'égalité saura ramener l'abondance ». On vient de voir que le prospectus du *Tribun du Peuple* promettait l'aisance de tous. L'abondance était un des objectifs fixés par le manifeste du Club électoral rédigé par Babeuf pendant la réaction thermidorienne. Dans ce véritable traité de la théorie babouviste que constitue la correspondance célèbre de Germain avec Babeuf, rédigée en prison au cours de l'an III, le premier écrit : « C'est [par] ton système, ton système seul, c'est en proclamant la vraie liberté, en faisant jouir le peuple de la vraie Égalité, que la félicité, l'abondance et la vertu s'établiront parmi nous. » Buonarroti lui-même ne fait pas mystère que « l'abondance [est l'] objet du travail général » et que dans le règne de l'égalité, le peuple goûterait « les douceurs de l'égalité, de la liberté et de l'abondance ». Livrons pour finir un extrait d'une brochure de Félix Lepeletier datant de floréal an IV, qui envisage « l'égalité non sous le rapport de la misère mais sous celui bonheur de tous ».

Ces citations, rapides, certes, mais incontestables, permettent d'affirmer, après Daline, que le pessimisme économique était « parfaitement étranger » non seulement à Babeuf mais également à l'ensemble de la Conjuration⁵, quelles que fussent par ailleurs les réelles nuances entre ses partisans.

5. V. DALINE, *op. cit.*, p. 109.

Si on examine quelques exemples très différents et, par là même, significatifs du mouvement babouviste, on peut remarquer la persistance d'un thème : la restitution au peuple des biens usurpés par les riches. Ainsi, les Égaux se prononcent pour « rendre au peuple ce qui appartenait au peuple » (discours du babouviste Robin dans l'Ain) ; par ailleurs, Babeuf écrit dans *le Manifeste des Plébétiens* : « Le peuple déclare qu'il entend avoir la restitution de tous ces vols, de ces honteuses confiscations des riches sur les pauvres. » Enfin, dans une brochure de prairial, les Égaux écrivent : « le Peuple ne pille point : les pillards ce sont les riches accapareurs, les Gouvernans [sic] [...] mais le Peuple saura se faire restituer ce qui lui appartient légitimement » (*Le Cri de l'indignation du peuple français*). C'est un thème important que nous mentionnerons seulement mais qu'il est nécessaire de percevoir dans toute sa portée : c'est une accusation majeure que les Égaux lancent, et qui n'est pas sans rappeler ce que Marx nommera plus tard, dans le *Capital* « l'expropriation des expropriateurs ». En un mot, cette accusation fonde l'appel à l'insurrection contre les expropriateurs.

Dans le même ordre d'idées, on peut relever la place accordée par les Égaux au machinisme dans la nouvelle société, comme étant propre à « adoucir le travail des hommes » et qui est ainsi « un véritable bienfait pour l'humanité », suivant les termes du projet de décret économique. Ce souci constitue également une constante dans la pensée de Babeuf, avant même le début de la Conjuration.



Tout au long de la Révolution, la nécessité de concentrer le pouvoir pour assurer la victoire des idées nouvelles fut affirmée. Marat fut, on le sait, le grand propagandiste de la dictature, même si celle-ci fut réalisée par le Comité de salut public de Robespierre

et de Saint-Just. Reprendre cette tradition d'un pouvoir centralisé et fort, et cependant démocratique au moins dans ses projets, tradition interrompue par le 9 thermidor, fut au centre des discussions des Égaux. Il est certain que ce débat fut constamment repris dans les prisons où robespierristes et révolutionnaires d'autres origines politiques confrontaient leurs expériences passées. Comment faire, comment concilier les exigences en apparence contradictoires de la démocratie et d'un pouvoir fort ? Il apparaissait à tous, comme l'a résumé Buonarroti, que « l'expérience de la révolution française et plus particulièrement les troubles et les variations de la convention nationale ont suffisamment démontré qu'un peuple, dont les opinions se sont formées sous un régime d'inégalité et de despotisme, est peu propre, au commencement d'une révolution régénératrice, à désigner par ses suffrages les hommes chargés de la diriger et de la consommer. Cette tâche difficile ne peut appartenir qu'à des citoyens sages et courageux qui, fortement épris d'amour pour la patrie et pour l'humanité, ayant longtemps sondé les causes des maux publics, se sont affranchis des préjugés et des vices communs, ont devancé les lumières de leurs contemporains, et méprisant l'or et les grandeurs vulgaires, ont placé leur bonheur à se rendre immortels en assurant le triomphe de l'égalité. Peut-être faut-il, à la naissance d'une révolution politique, même par respect pour la souveraineté réelle du peuple, s'occuper moins de recueillir les suffrages de la nation que de faire tomber, le moins arbitrairement que possible, l'autorité suprême en des mains sagement et fortement révolutionnaires ».

Dans leur réflexion, les Égaux s'appuyaient sur l'expérience du gouvernement révolutionnaire de 1793 : Babeuf affirma que « leur [Robespierre, Saint-Just] gouvernement dictatorial était diablement bien imaginé ». Mais les Égaux allaient plus loin en voulant créer un « corps des conservateurs de la volonté nationale », non prévu par la Constitution de 1793, pour veiller à ce que les législateurs n'abusent pas du droit

de prendre des décrets. Cette disposition exceptionnelle illustre le sérieux avec lequel les Égaux entendaient appliquer et contrôler la dictature, puisqu'un remède contre d'éventuels dérapages était prévu de manière permanente. On sait combien ces abus des pro-consuls montagnards ont coûté à la Révolution. La dictature était un moyen pour les babouvistes, nullement une fin.

Peut-on tirer de ces dispositions un refus des babouvistes de toute installation d'un pouvoir post-révolutionnaire excessif et coupé de ses mandataires, ou, pour utiliser un langage contemporain, un refus de toute caste bureaucratique ? Sans solliciter les textes, indiquons cependant que les dirigeants de l'opposition de gauche en Union soviétique en 1928-1929, Trotsky et Racovsky, accordaient un très grand intérêt aux textes de Babeuf. Est-ce à dire que les Égaux avaient imaginé la dictature du prolétariat, ou, au moins, l'avaient anticipée ? Ce serait exagéré. Ils ont simplement, ce qui est considérable, approfondi et enrichi certaines pratiques du gouvernement révolutionnaire, préparant ainsi la réflexion ultérieure sur la dictature révolutionnaire. Certains des babouvistes, on l'a vu, étaient partisans de la dictature d'un seul individu investi de tous les pouvoirs ; on préféra envisager la constitution d'une autorité provisoire composée, après de nombreuses tractations, des soixante anciens montagnards proscrits et d'une centaine de babouvistes (un par département) ; le Directoire secret ne cesserait pas ses travaux et veillerait sur la conduite de la nouvelle assemblée.

Très brièvement exposés, tels étaient les fondements idéologiques de la dictature révolutionnaire. Une soixantaine de ces révolutionnaires, avec les départements qu'ils devaient représenter, ont été recensés grâce aux diverses listes, parfois contradictoires, dressées par les Égaux. Des défaillances dans ces choix sont cependant à souligner. Ainsi, pour le département du Gard, était inscrit Courbis qui, selon toute vraisemblance, était l'ancien maire robespier-

riste de Nîmes, tué sous la Terreur blanche et, donc, tout à fait dans l'impossibilité de siéger *post mortem* ; le témoignage de Pillé, scribe de la Conjuración, est également à relever : « le citoyen Babeuf vint derrière moi et me dit "vous pouvez remplir celui-là" » et Pillé, ayant complété la liste, devint titulaire à l'assemblée babouviste ! Marras, désigné pour représenter l'Eure-et-Loir, n'avait même pas eu une attitude franchement montagnarde pendant la Convention, condamnant à l'époque les prétendus « terroristes », et pendant le reste du Directoire, il ne fut pas un opposant permanent, loin s'en faut.

Est-ce que ces hommes étaient simplement, comme l'a écrit Isser Woloch, les personnes les plus connues par les Égaux dans leurs départements⁶ ? En partie seulement puisque, outre les fragilités de certains individus désignés, il faut indiquer, surtout, les lignes de force du noyau central de cette future assemblée législative. Les dirigeants babouvistes, sans exception, y figuraient : Citons, en vrac, Antonelle, Babeuf, bien sûr ; Baby le toulousain qui sera fusillé à Grenelle, Bernezey de Poitiers, ancien adjoint de Dumouriez et qui sera en 1798 le leader des ouvriers jacobins de la ville ; Bescher, Joseph Bodson, que nous connaissons déjà, Buonarroti, évidemment ; le corroyeur Chana, notoire Égal de Saint-Chamond ; Chapelle, qui sera exécuté sous le Consulat ; Darthé, Debon, Didier, tous dirigeants de haut niveau ; le prêtre, socialiste dès 1793, Dolivier, ce qui est à souligner ; l'ancien adjurant général Favre ; Fiquet, Charles Germain, déjà connus de nous ; Jeantet, qui se prononçait sans équivoque pour « la communauté des biens [qui] est, sans contredit, le seul état qui puisse extirper du milieu de nous et les crimes et la misère » ; l'imprimeur de la Conjuración Lamberthé, le cordonnier Legras, déporté au procès de Grenelle ; Félix Lepeletier ; Brutus Magniez,

6. I. WOLOCH, « The revival of Jacobinism in Metz during the Directory », in *Journal of Modern History*, 1966, p. 13-37.

dirigeant de l'émeute populaire de prairial an III ; Sylvain Maréchal ; Guillaume Massard, l'agent militaire, qui sera un démocrate actif pour les années du Directoire, avant d'être déporté ; les agents d'arrondissement Menessier et Juste Moroy ; l'avignonnais Agricola Moureau, en première ligne de la Révolution dès 1792 (il était secrétaire greffier de la municipalité à cette époque) ; Robin, guillotiné dans l'Ain en l'an V et surnommé « l'orateur des campagnes » ; le gérant du *Tribun du Peuple* Roche, de Lyon ; Delaire Tenaille, révolutionnaire ardent de l'an II, destitué et emprisonné après Thermidor, membre de l'administration départementale de la Nièvre ; le niçois Tiranty ; Tissot de Trévoux, probablement celui qui hébergeait Babeuf au moment de son arrestation ; le peintre Topino-Lebrun, autre victime de la répression consulaire, fusillé en 1801 ; les démocrates du Pas-de-Calais Deschamps, Eustache Toulotte, et Louis Taffourreau, ces deux derniers, inculpés au procès de Vendôme ; le journaliste Trottebas qui popularisait le mot d'ordre du « bonheur commun » dans son journal, à Metz et quelques autres, plusieurs dizaines au total, qui constituaient l'ossature de la future assemblée babouviste dans laquelle les anciens montagnards devaient se fondre.



Quels étaient les rapports entre les Égaux et les anciens conventionnels de la Montagne ? Les futurs babouvistes avaient eu des contacts avec certains montagnards, plus particulièrement avec Amar après le 13 vendémiaire an IV. Les contacts s'approfondirent à l'automne 1795 au moment de l'instauration du Directoire exécutif, malgré la méfiance qu'inspirait Amar. Brutalement, Amar devint communiste, d'un seul coup, d'un seul ; la brutalité de sa conversion plaïda, en fait, contre lui : on se rappela comment il

avait abandonné Robespierre le 9 thermidor an II. « On le disait vain, imprudent, intrigant et vindicatif », souligne Buonarroti. Rien de moins ! Et Amar proposait, pour avancer vers le communisme, de rendre le pouvoir aux anciens conventionnels ! Cela ne pouvait agréer aux Égaux. On mit fin à l'union avec Amar, sous l'impulsion essentielle de Félix Lepeletier et les Égaux participèrent ensuite à de multiples réunions et clubs (dont le Club du Panthéon) dans Paris.

Le légendaire Drouet, très populaire depuis l'arrestation de Louis XVI par ses soins à Varennes et le dénouement de son « séjour » dans les prisons autrichiennes (il brisa les jambes en sautant de la fenêtre de la forteresse avec un parachute improvisé), récemment libéré, était élu aux Cinq-Cents, une des deux chambres législatives. Il n'y avait pas combattu assez fermement, à l'opinion de Babeuf, la fermeture des sociétés populaires. Ce dernier le critiqua sévèrement : « Vous n'êtes qu'un sénateur comme les autres » (rappelez-vous que le vouvoiement entre révolutionnaires était, en soi, une insulte). Drouet sera, par la suite, très actif pour la fusion des comités babouviste et montagnard.

Vadier, ancien dirigeant du Comité de sûreté générale, a formulé très clairement ses doutes quant au communisme : « A quoi sert de montrer cette béatitude dans un lointain si obscur que je désespère d'y arriver jamais ? » Babeuf parlait des « astucieux intriguants » qui déclaraient apprécier le bonheur commun, mais le considéraient comme inapplicable. Il ajoutait : « C'est le grand cheval de bataille des ennemis de l'Égalité réelle. » Le texte de Babeuf étant postérieur de cinq jours à celui de Vadier, on peut raisonnablement y voir une réponse. Le biographe de Vadier mentionnera « la volonté bien arrêtée [des Égaux] d'écarter du mouvement Vadier et ses anciens collègues ». Celui de Robert Lindet, autre éminent ancien montagnard, précise bien la teneur de la divergence doctrinale : « Les anciens conventionnels restaient des défenseurs ardents [...] de la propriété individuelle. Aucune entente ne pouvait donc intervenir. »

A la mi-floréal, après l'échec de la mutinerie de la Légion de police, il importait d'accélérer les préparatifs insurrectionnels. Mais, parmi les agents militaires de la Conspiration, deux anciens généraux de l'an II, Fyon et Rossignol, regrettaient que les montagnards du groupe Amar ne soient pas associés à ces préparatifs. Le Directoire secret envoya une circulaire à ses agents contre « le Comité qui veut se composer des Amar, Vadier, Laiguelot, Javogues, Ricord, Choudieu », lequel lui inspire « de justes méfiances ». Les montagnards proposèrent aux Égaux une fusion immédiate. Les anciens généraux Fyon et Rossignol étaient favorables à une alliance sans condition. Debon, lui, était résolument hostile à toute collaboration avec « les assassins du 9 Thermidor ». Il déclara même préférer renoncer à l'ensemble du projet. Comme on le voit, la Conjuration était menacée d'éclatement, de paralysie, ou, plus grave, des deux périls conjugués. Les débats furent difficiles, puis on arriva à un compromis. D'une part, on se donna des garanties pour neutraliser les Montagnards ; d'autre part, on engagea des négociations exploratoires pour des raisons tactiques : s'il existait deux groupements rivaux pendant l'insurrection, le peuple n'y participerait pas. Plus qu'un signe de faiblesse, il faut voir là un signe de grande force de la Conjuration, menacée à la fois par le comité Amar et par une tentation sectaire. Les Égaux furent capables de maîtriser une discussion difficile, de renforcer leur homogénéité et de la retourner contre les anciens conventionnels.

Les Égaux ne ménagèrent point les montagnards : le Directoire secret avait « jugé nécessaire d'entraver leurs efforts ». Lors de la rencontre du 15 floréal an IV (4 mai 1796), le représentant des babouvistes s'adresse, sans ambages, aux représentants des montagnards : « Nous leur reprochions de ne pas être morts pour le soutien de ses droits [du peuple] », d'autre part « toute négociation serait rompue si les montagnards ne donnaient pas des garanties irréfragables de leurs intentions populaires ». En pleines négociations, le

17 floréal an IV (6 mai 1796), Darthé confiait que le but des Conventionnels « ce n'est pas le bonheur commun, le bonheur du peuple, ce n'est pas la démocratie, c'est l'aristocratie d'eux-mêmes qu'ils veulent et rien de plus ». Pas plus qu'ils ne pouvaient renoncer à la Conjuration, les Égaux ne devaient ignorer les obstacles qui se dressaient devant celle-ci. Ils proposèrent aux montagnards diverses mesures comme l'application immédiate de l'article 18 de l'acte insurrecteur : « toutes les propriétés sont mises sous la sauvegarde du peuple », ce qui — comme l'indique J. Lépine — signifiait « sous une forme très enveloppée l'abolition de la propriété privée »⁷.

Mais l'affrontement majeur se produisit évidemment sur la question de l'exercice du pouvoir. Les babouvistes proposèrent le rappel des anciens montagnards (restant de la Convention) à condition que leur soit adjoint un démocrate par département, choisi par le Directoire secret. Comme les montagnards étaient une soixantaine et les démocrates à nommer près d'une centaine, les premiers n'admirent pas d'être en situation de minorité à la nouvelle assemblée. Ils proposèrent leur seul retour au pouvoir et quelques vagues postes gouvernementaux aux Égaux. Un océan séparait bien les babouvistes des montagnards ; pour les premiers, « la seule récompense à laquelle nous aspirons est le triomphe complet de l'égalité ... mieux vaut périr que de mettre le peuple à la merci » des montagnards. Les négociations furent rompues.

Cela n'arrêta en rien les amis de Babeuf ; au contraire : ils écrivent à leurs agents pour relater les développements récents, pour stigmatiser « cette partie de conventionnels presque aussi coupable et aussi violatrice que les autres ». Ils rappellent la nécessité de chercher un accord et précisent la composition de la nouvelle assemblée, telle qu'ils la souhaitent. De son

7. J. LÉPINE, *Babeuf*, Paris, 1949.

côté, le groupe Amar chancelle. Robert Lindet, farouche opposant au Directoire, et peut-être le plus politique des anciens montagnards, les convainc de céder. Son argumentation est simple et efficace : pour vaincre, la participation des masses populaires est indispensable ; il faut donc leur donner des garanties.

Insistons sur un aspect : tout au long des tractations, les Égaux gardèrent leur physionomie politique et organisationnelle propre ; le Directoire secret continua à se réunir, une réunion des agents militaires et civils se déroulant le 20 floréal, à propos des mesures insurrectionnelles à prendre. Le comité babouviste, dès la prise du pouvoir, rendrait publique sa composition pour que les initiateurs de cette insurrection soient connus de tous : les Égaux, et eux seuls. Mais ils apprennent bientôt l'attitude des montagnards qui prévoient secrètement de les écarter du pouvoir après l'insurrection. Contre ces manœuvres, une seule solution : en appeler au peuple. Le jour de l'insurrection, les agents babouvistes devaient réunir une grande masse de citoyens contre les anciens conventionnels et avertir « que d'anciens prestiges ne fassent point illusion ». Et surtout les amis de Babeuf auraient demandé au peuple « un décret par lequel l'initiative et l'exécution des lois leur seraient exclusivement confiées ».

Finalement, les Égaux et les Montagnards s'accordèrent, pour établir une convention à majorité babouviste, rétablir la Constitution de 1793 et appliquer des mesures sociales immédiates (réquisition des logements pour les pauvres et des boulangers, restitution des biens gagés au Mont-de-Piété). Mais, même sur ces mesures sociales, ils divergeaient. Pour les Égaux, c'était la reconnaissance d'un droit ; les amis d'Amar « entendaient céder politiquement par là à un mouvement de générosité ». Quant au reste (notamment au « bonheur commun »), les Égaux n'y renoncèrent pas ; ainsi, sur les guidons qui devaient être en tête du peuple le jour de l'insurrection, était inscrit le mot d'ordre du « Bonheur commun ».

Tels furent les difficiles rapports entre les anciens Conventionnels et les Égaux. Pour bien mesurer la rupture programmatique et donc humaine avec les anciens Jacobins, il faut relever également l'opinion de certains démocrates dont on ne niera ni le courage personnel ni la représentativité politique.

Tissot, beau-frère du conventionnel montagnard Goujon, le « martyr de prairial », jacobin en vue, avait refusé de participer à la Conjuration. D'ailleurs, l'agent babouviste qui avait pris sur lui de le contacter s'est fait rabrouer par la direction des Égaux. Dans ses mémoires, Pierre François Tissot qualifiera le babouvisme comme étant une « égalité parfaite, une sorte de loi agraire »⁸ qui pouvait donc être des plus dangereuses pour les républicains. Pache, ancien maire de Paris sous la Terreur, qui connaissait personnellement nombre des accusés, prit très courageusement et publiquement leur défense en attaquant violemment Carnot pendant le procès de Vendôme. Mais, il déniait toute importance à Babeuf, ne le mentionnant pas même parmi les inculpés alors qu'il le connaissait et l'avait défendu dans l'hiver 1793. D'autre part, surtout, il se prononçait contre la « communauté des biens et toutes les autres follies [sic] ». Marc Antoine Jullien, l'ancien protégé de Robespierre, compagnon de prison de Babeuf sous la réaction thermidorienne, écrit, à l'automne 1795, à propos des théories de Babeuf : « Il n'y a qu'un fou qui puisse concevoir l'exécution d'un système agrairien qui serait la dissolution totale de la société ». Il se désolidariserait ouvertement des babouvistes pendant la Conjuration dans son journal, *l'Orateur plébéen*, « de manière modérée mais suffisamment explicite »⁹. Bien plus tard, sous la monarchie de Juillet, il qualifiera également Buonarroti de « fou » qui préfère « agir dans l'ombre ». L'ancien révolutionnaire

8. P.F. TISSOT, *Histoire complète de la Révolution française*, t. VI.

9. V. DALINE, *op. cit.*

de l'an II, Gouilliart, que Babeuf avait connu dans les prisons de l'an III, rompit avec lui sur la question du « bonheur commun », qualifié par lui de « châteaux en Espagne ». D'anciens partisans du gouvernement révolutionnaire de l'an II, hostiles au Directoire exécutif, ont donc combattu le babouvisme ; simultanément, d'autres parmi ces anciens militants ont rallié la Conjuration. On est en droit de rejeter une filiation, tant idéologique qu'humaine, entre jacobinisme et babouvisme, mais on est également en droit de souligner certains points communs entre ces deux mouvements révolutionnaires.



Les Égaux soutenaient inconditionnellement la Constitution de 1793 contre celle de 1795 ; dans *l'Éclaireur du peuple*, ils qualifiaient la première « d'arche sacrée » et, dans le même journal, les textes de l'an III étaient qualifiés de « lois avilissantes » acceptées par les seuls royalistes. Babeuf considérait la Constitution montagnarde comme un « grand acheminement » vers « le plus haut degré de bonheur social » ; ce terme d'acheminement est utilisé également par Buonarroti qui parle d'un « acheminement à un plus grand bien », ce qui constitue une réserve incontestable, au moins autant qu'une approbation. Des réserves beaucoup plus importantes sont exprimées quant au contenu social de cette Constitution : « On ne se dissimulait pas les défauts de cette constitution », plus particulièrement dans les articles qui consacrent le droit de propriété « dans son effrayante latitude ».

Sylvain Maréchal, le plus critique des babouvistes à propos de la Constitution de 1793, écrivait qu'elle « n'apportait point le bonheur commun dont pourtant elle consacrait le grand principe ». Babeuf, lui, était très favorable à la Constitution de 1793 pour des

raisons politiques, essentiellement pour la popularité dont elle jouissait auprès des révolutionnaires. Mais il la qualifiait de « base solide », ce qui souligne, une fois de plus, le caractère insuffisant de cette Constitution et permet de relever, une nouvelle fois, l'exceptionnel pragmatisme du Tribun. En combattant pour la Constitution de 1793, les Égaux considéraient celle-ci comme une transition vers le bonheur commun, nullement satisfaisante en elle-même. Relevons une note de Guilhem, un agent d'arrondissement écrivant dans un de ses rapports à la direction de la Conjuración : « Des braves sans-culottes que j'emploie dans les sections respectives de mon arrondissement pour faire des prosélytes m'ont dit hier et aujourd'hui que les principes contenus dans cet écrit [*l'Analyse de la doctrine de Babeuf*] étaient un mobile beaucoup plus grand pour faire agir le peuple que l'appât de la constitution de 93 elle-même. "Enfin, disent les bonnes gens, nous voyons [sic] qu'on va s'occuper de nous et que nous aurons quelque chose cette fois." Je ne perdrai pas de vue ces heureuses dispositions. » Cette remarque est significative de l'état d'esprit des Égaux résumé ainsi par Dommanget, qu'il faut interroger en permanence sur les rapports entre les babouvistes et la Constitution de 1793 : « Comme Maréchal, Babeuf préférait mille fois le communisme à toutes les Constitutions du monde »¹⁰.

Fondamentalement, les Égaux reconnaissaient deux avantages majeurs à la Constitution de 1793 : elle avait été approuvée par le peuple et, surtout, elle reconnaissait à ce dernier le droit de délibérer sur les lois. En cela, elle différait de toutes les autres Constitutions et, même à ce jour, elle est la plus démocratique de toutes celles de l'histoire de France. Cela ne suffisait pas, même d'un strict point de vue législatif. Les babouvistes, instruits par l'expérience révolutionnaire,

10. M. DOMMANGET, *Sur Babeuf et la Conjuración des Égaux*, p. 197-198.

lui avaient adjoint un corps de « conservateurs de la volonté nationale », chargés de surveiller les députés. Cette disposition, qui ne figurait nullement dans les textes constitutionnels de l'an II, permet de comprendre la méfiance des babouvistes envers ce qu'ils appelaient « la députaille ».

Sur la nouvelle société telle que l'imaginaient les Égaux, on ne possède (pouvait-il en être autrement, d'ailleurs ?) que le témoignage de Buonarroti accompagnant quelques fragments de projets de décrets. En effet, les pièces concernant « la législation définitive de l'égalité, et celle par laquelle on comptait y parvenir graduellement [...] furent presque toutes détruites, par un effet de la terreur qui s'empara des esprits » au moment de la découverte de la Conjuraton.

Il faut ici insister sur un aspect capital de la réflexion babouviste, et qui se transmettra à tous les communismes politiques. Ceux-ci, à la différence des communismes utopiques, cherchaient à prendre le pouvoir politique pour réorganiser la société : entre la société actuelle et la nouvelle société, doivent être mises en place des « institutions transitoires » ; autrement, c'eût été « une cruelle dérision » si on n'avait pas travaillé aux « conséquences pratiques » de la mise en place du communisme. Il fallait établir la proscription de la propriété individuelle, par l'établissement de la communauté des biens et des travaux. Cette gigantesque réorganisation ne pouvait être réussie d'un seul coup. « Le droit de propriété est remplacé par celui de chaque individu à une existence aussi heureuse que celle de tous les autres. »

L'idée babouviste de planification et d'organisation est précisée en ces termes : « Que toutes les productions de la terre et de l'industrie soient déposées dans les magasins publics pour être distribuées, sous la surveillance des magistrats. » Buonarroti insiste sur les « avantages de la communauté appliquée à un pays fort étendu », à condition qu'une autorité supérieure compare, indique et désigne les richesses à répartir. Le commerce extérieur est, évidemment, nationalisé.

C'est graduellement que la communauté s'établira sur le territoire national, par la persuasion, et « là où la communauté serait établie, le citoyen n'acquerrait jamais sur aucune chose ce qu'on appelle droit de propriété ». Toutes les structures sociales ont été examinées par les Égaux dans la perspective de cette nouvelle société à construire, et c'est sur cet aspect du babouvisme que l'on peut parler d'utopisme. En fait, sur un aspect secondaire et limité de la nouvelle société, elle-même dépendant de la Conjuraton. Ainsi, les avantages et les inconvénients des liens de famille ont été discutés et, d'ailleurs, « la communauté écarte les causes qui rendent les approches des sexes moins fréquentes ».

Bon connaisseur de l'histoire antique comme tous les révolutionnaires, Buonarroti tient à préciser que « par une différence remarquable, la liberté des uns n'y eût pas entraîné, comme en Grèce et à Rome, la servitude des autres ». Relevons au passage qu'il s'agit là d'une des rarissimes allusions à l'esclavage antique. Sur d'autres questions, on ne peut s'empêcher de s'interroger ; ainsi, est-ce l'Égal qui parle ou le futur responsable des sociétés secrètes quand il condamne les villes, « ces grands rassemblements destructifs des mœurs et de la population » ? Certains détails peuvent prêter à sourire : la Conjuraton souhaitait que « le peuple français adoptât un costume qui le distinguait de tous les autres peuples », mais de telles objections sont rejetées par Buonarroti qui récuse « les murmures d'une poignée d'usurpateurs » quand « on considère l'état de fatigue, de misère, de souffrance et de servage auquel sont réduits, pour la plus grande partie nos concitoyens » ; un costume « national » est peut-être un objet de risée pour les mesdames Tallien, passées et présentes, mais qu'en pense la multitude habillée de haillons ?

Le babouviste Buonarroti précise : « Le chef-d'œuvre de la politique est de modifier par l'éducation, par l'exemple, par le raisonnement, par l'opinion et par l'attrait du plaisir, le cœur humain. » Dans de telles

conditions, l'instruction occupe une grande place, comme dans la réflexion de tous les socialistes. L'éducation sera « commune sous la direction immédiate de la république » précise Buonarroti, qui ajoute : « L'éducation [est un], moyen de consommer et de conserver la réforme. » Elle est conçue comme « un moyen de régénération », elle est « nationale, commune, égale, administrée simultanément à tous les enfants ». S'inspirant du projet de Michel Lepeletier, le frère martyr de leur ami Félix, les Égaux écrivent que de « l'égalité de l'éducation doit dériver la plus grande égalité politique ». Avec ce système, « la patrie s'empare de l'individu naissant pour ne le quitter qu'à la mort ». Buonarroti insiste sur les « différences naturelles des deux sexes », justifiant deux éducations différentes. Babeuf, ferme partisan de l'égalité des sexes, nous l'avons vu, a-t-il suivi Buonarroti et Sylvain Maréchal dans leur appréciation plus réservée ? Peut-être, mais rien n'est certain.

Les Égaux entendent organiser la société en dehors de toute caste gouvernante et cherchent à se préserver des « dangers d'une classe exclusivement instruite dans l'art de gouverner ». Cette réflexion politique et l'expérience révolutionnaire nourriront toute la tradition du mouvement ouvrier français contre les élus permanents. Il y a un fil rouge qui mène de Jean-Jacques Rousseau à la Commune dans cette perpétuelle quête de la meilleure forme de démocratie, puisque « les lois primordiales ne suffisent pas à un État ». Certes, il faut une puissance législative permanente, mais « cette puissance ne peut résider que dans le peuple entier », et il faut chercher les moyens de « donner au peuple la possibilité d'être réellement souverain ».

Dans le même ordre d'idées, l'armée professionnelle est rejetée : les armes sont « très funestes, lorsque habituellement et exclusivement confiées à une partie des citoyens ». En cette occasion, Buonarroti se rappelle son expérience corse, qui l'a probablement marqué. Il souligne : « Une poignée de Corses grossiers

battirent constamment les soldats disciplinés des aristocrates génois, et résistèrent longtemps à une armée nombreuse et policée de Français. » Les élus sont surveillés : « A des époques marquées on aurait exercé une espèce de censure sur la conduite des citoyens [...] nul n'eût pu être appelé à une nouvelle magistrature qu'autant de sa précédente gestion lui était approuvée ». Ici, c'est l'attitude de certains conventionnels qui est dénoncée.

On cherche à se prémunir contre tout risque de dictature au détriment du peuple ; Buonarroti rappelle « l'avantage de la dispersion des organes de la législation [...] qui est une garantie très rassurante contre les erreurs humaines » ; d'ailleurs, le peuple ne peut « reconnaître jamais de supérieur ». Le comité insurrectionnel avait trouvé « des dispositions insuffisantes » dans la Constitution de 1793, notamment dans les moyens de « poursuivre les mandataires et les magistrats suprêmes accusés d'infidélité envers le peuple ». D'un certain point de vue, il fallait que tout le monde soit responsable de la chose publique : « Jamais nation n'en eût autant d'élus : tout citoyen est ou a été fonctionnaire. » Cette société a un côté quasi virgilien (le peuple sera « agricole, simple, heureux » s'exclame Buonarroti) ; d'ailleurs, « la paresse et le désœuvrement [seront] bannis » ; « la prétendue élégance » sera remplacée par « une rustique simplicité » ; les jeunes filles seront « pudiques ». A ces considérations morales, voire austères, que notre auteur ne développe pas outre mesure (il souligne : « Il m'est impossible d'entrer dans tous les détails d'une institution si nouvelle [l'éducation], dont le comité avait à peine ébauché le plan »), s'ajoutent d'autres dispositions tendant à protéger les individus : « Aucun écrit touchant une prétendue révélation quelconque ne peut être publié. » C'est ainsi que l'on progressera vers le bonheur commun par une « marche graduelle en rapport avec les progrès de l'opinion ».

Rejetant tout espoir de réorganisation subite de la société par « un acte semblable à celui de la création »,

les Égaux discutaient au moment de leur arrestation des mesures urgentes à prendre en faveur de la majorité travailleuse de la population. En plus de mesures immédiates, notamment la suspension de la vente des biens nationaux ou la restitution des biens déposés au Mont-de-Piété, il faut s'arrêter sur le décret économique qui organisait la transition entre le moment présent et celui « où le mot *propriétaire* n'eût pas tardé à devenir barbare pour les Français ». Les Égaux avaient prévu une grande communauté nationale composée en bloc des biens nationaux non vendus et des dons ou des biens réquisitionnés parce que « les propriétaires [en] négligent la culture ». On espère que la force d'attraction de cette communauté sera assez grande pour y intégrer, peu à peu, l'ensemble des habitants.

On le voit, la société babouviste, tout en étant cohérente, ne manque pas de difficultés à surmonter. Mais, là, il ne s'agit plus de la faiblesse d'une doctrine, mais de l'incapacité à assurer une société communiste quand il manque les indispensables bases économiques. Et la simple imagination ne peut combler ce vide.



L'échec de la Conjuration était-il inévitable ? Autant que les modalités de la Conjuration, il faut interroger les modalités de cet échec. Dans les faits, c'est l'échec de la mutinerie de la Légion de police qui, surprenant les babouvistes, a entraîné la trahison de Grisel. Mais, plus que la trahison d'un homme, cet échec a affaibli la Conjuration dans son ensemble car les babouvistes comptaient sur la partie plébéienne de l'armée ; mais celle-ci, fatiguée de longues années de révolution, était plus préoccupée de son repos que de combat. Les légionnaires ont déserté en masse plutôt que de rejoindre les Égaux. Grisel ne put profiter de sa trahison que par une bévue de la direction de la Conjuration. Cette félonie a été efficace en raison du grand optimisme des

Égaux, mais elle ne condamnait en rien la Conjuration définitive. On peut dire que la Conspiration échoue définitivement, non le 21 floréal an IV mais en fructidor de la même année quand les inculpés sont amenés de Paris à Vendôme (échec des tentatives de libération) et qu'en même temps les démocrates tombent tête baissée dans le piège tendu au camp de Grenelle (échec des tentatives de subversion de l'armée). C'est donc en se dirigeant vers le combat, à deux reprises, que la Conjuration, croyant rencontrer le succès, trouva de graves défaites. Babeuf ne s'attendait cependant pas à la décomposition de la conspiration après son arrestation ; c'est cette confiance qui explique sa lettre du 23 floréal an IV (12 mai 1796) au Directoire exécutif dans laquelle il lui propose de « traiter de puissance à puissance ».

Et c'est le constat de cet échec qui est contenu dans sa lettre à Pierre Nicolas Hésine en frimaire an V « nos pertes n'étaient pas irréparables sans la mauvaise composition de l'état-major des troupes plébéiennes ». Il y a continuité entre cet échec et celui, antérieur, de la mutinerie de la Légion de Police, suivi de l'échec de la construction d'une organisation réellement clandestine puis, enfin, l'échec de la reconstruction d'une organisation alors que les chefs au lieu de rester à leur poste « se débandent » (Babeuf).

Comme l'ont expliqué Marx et Engels dans *le Manifeste du Parti Communiste* : « Les premières tentatives directes du prolétariat ... échouèrent nécessairement tant du fait de l'état embryonnaire du prolétariat lui-même que du fait de l'absence des conditions matérielles de son émancipation »¹¹. Le facteur essentiel de l'échec des insurgés n'est pas à l'intérieur mais à l'extérieur de la Conjuration empêchant la solution par le communisme des contradictions de la société à

11. K. MARX et F. ENGELS, *Manifeste du Parti Communiste*, Paris, Éditions Sociales, 1976, p. 67.

venir. Pas encore de prolétariat, plus de sans-culotterie depuis les émeutes de prairial an III, une armée qui se coupe de la nation et prend de plus en plus conscience de sa force, une population exténuée et décimée, des royalistes relevant la tête, une spéculation incessante appauvrissant les plus pauvres et enrichissant les plus riches, des démocrates divisés, la force du Tribun apparaît avec encore plus de clarté quand sont énumérés les obstacles qu'il dut combattre.

CHAPITRE VII

LA RÉPRESSION

L'arrestation de Babeuf et des conjurés a lieu le 21 floréal an IV (10 mai 1796). Le même jour, en Italie, avec la victoire de Lodi commence une toute autre aventure, l'ascension de Bonaparte.

Après l'arrestation des conjurés, la réaction se déchaîne ; la bourgeoisie directoriale appelle la peur à son secours. C'est le grand air de la calomnie. Ainsi, certains journaux (comme *le Moniteur* et le *Journal de Paris*), en date du 22 floréal an IV (11 mai 1796), affirment que l'on a arrêté plusieurs personnes, parmi lesquelles ils citent Darthé et, avec lui, le secrétaire de Joseph Lebon, puisqu'en effet le nom de Darthé, ancien collaborateur de Lebon, ne disait rien à personne ou presque, et qu'il faut effrayer le notable en lui jetant en pâture l'ombre du conventionnel guillotiné. Le *Rédacteur* du 8 prairial an IV (27 mai 1796) publiera une lettre de l'ancien conventionnel Moreau qui donne des détails extrêmement circonstanciés (bien sûr !) sur les opinions royalistes de Babeuf à Lyon pendant le siège de la ville en 1793. Que Babeuf n'ait jamais mis les pieds à Lyon importe peu... Dans *le Batave*, Méhée, le trouble Méhée, l'agent double de tous les « partis » de cette époque, avant la Révolution et jusque sous l'Empire, lequel demandera au procès de Vendôme de

pouvoir défendre un des inculpés, accusera Babeuf d'être un « ami des chouans ».

Arrêté, Babeuf va-t-il capituler, se résigner, poser devant l'Histoire ? Ce serait bien mal le connaître ; au contraire, il passe à l'attaque. Dès le 23 floréal an IV (12 mai 1796), le surlendemain de son arrestation, il écrit au Directoire exécutif une longue lettre que l'on a trouvée « étrange », simplement parce qu'on l'a détachée de son contexte¹. Rappelons-nous la lettre à son ami Thibaudeau en fructidor an III, dans laquelle Babeuf explique la nécessité de sortir de prison, à quelque prix que ce soit, afin de pouvoir reprendre la lutte politique. Babeuf propose aux Directeurs de traiter de « puissance à puissance » ! « Vous avez vu, leur écrit-il, de quelle vaste confiance je suis le centre. » En effet, la Conjuraton n'est nullement détruite. « Si cette affaire paraissait au grand jour [...] j'y démontrerais avec toute la grandeur d'âme, avec l'énergie que vous me connaissez, la sainteté de la conspiration dont je n'ai jamais nié d'être membre » ; Babeuf poursuit : « Je ne suis pas toute la conspiration, il s'en faut bien. » Il ajoute qu'il ne craint rien pour lui-même, « la mort ou l'exil serait pour moi le chemin de l'immortalité et j'y marcherai avec un zèle héroïque. » Arrêtons ici un instant la lecture de Babeuf. On ne sait ce qui force le plus l'admiration : son héroïsme, son abnégation, sa fierté voire son orgueil, son détachement envers la vie, ou la précision de la formulation de la pensée qui, comme l'avait noté Daline, approche quelquefois de la pensée dialectique : c'est la mort et elle seule qui donne l'immortalité !

Mais l'essentiel, en ce moment, n'est pas là : les Directeurs ont « besoin d'un parti pour les soutenir [...] ôtez celui des patriotes », les directeurs tomberaient entre les mains des royalistes. Babeuf décrit avec une formidable capacité d'anticipation (et si le terme de

1. Lettre publiée par M. DOMMANGET (entre autres), *Pages choisies de Babeuf*, p. 298-302.

« prophète » beaucoup trop souvent accolé à Babeuf a une réalité, c'est bien pour cette lettre) le cours des événements qui conduira à la progression des royalistes jusqu'au coup d'état républicain du 18 fructidor an V (4 septembre 1797). Il propose une sorte d'armistice en faveur de la République. C'est une très grande *vista* politique dont fait preuve le Tribun et qui n'est en rien un ralliement au Directoire exécutif. Il sait que les conditions du combat pour le bonheur commun seront beaucoup plus difficiles si les royalistes sont vainqueurs. Peut-être est-il ici le pionnier de la tradition révolutionnaire qui se veut pragmatique sur les conditions du combat ? En tout cas il ne renonce nullement à ses idées. Ainsi, dans un autre passage de sa lettre, Babeuf se réclame de la tradition de Robespierre et de Goujon, comme illustres martyrs, et il précise sa pensée : les Égaux « voulaient marcher par d'autres voies que celles de Robespierre : ils ne voulaient point de sang ». On retrouve ici le Babeuf rejetant la violence, comme en 1789 ou en 1794. Un dernier mot à l'adresse des Directeurs : « Gouvernez populairement, voilà tout ce que ces mêmes patriotes vous demandent. » Pour seule réponse, le Directoire exécutif fait mettre au secret Gracchus Babeuf et ses coaccusés dans la tour du Temple ; dans la prison où ils se trouvaient, celle de l'Abbaye, ils communiquaient en effet fréquemment avec des démocrates par les croisées. La mise au secret des Égaux témoigne de l'extrême instabilité de la situation à l'extérieur des prisons.



En effet, de nombreux babouvistes sont encore en liberté et certains ne cessent pas le combat. Si la perte de Babeuf et de Buonarroti est irrémédiable sur bien des aspects, l'action continue cependant. On n'a plus, il est vrai, de nouvelles de Sylvain Maréchal ni de

Debon. Mais Félix Lepeletier, quant à lui, publie une brochure datée du 27 floréal an IV (16 mai 1796), dans laquelle il fait référence « aux derniers événements » : « Ce sera devant un tribunal que cessera cette lutte », annonçait-il (et il ne se trompait pas) ; il présageait « un nouvel hécatombe de ces républicains vertueux et énergiques », avant même les procès de Grenelle et de Vendôme.

Il faudrait mentionner les multiples remarques et développements politiques et sociaux qui font de ce texte un document programmatique, le premier après l'arrestation de Babeuf. L'auteur justifie la Conjuraton et sa participation à celle-ci : « S'il [le républicain] peut tramer contre l'autorité, ce n'est jamais que lorsqu'elle conspire contre le bien public » et s'il conjure, « il conjure pour son pays », ce qui constituera la ligne de défense des accusés de Vendôme : les conspirateurs sont ceux qui organisent la destruction de la chose publique. Bien sûr, il développe longuement les arguments de son frère assassiné en faveur du plan d'éducation. Mais il attaque aussi violemment « l'aristocratie constitutionnelle », tout comme « la Constitution [qui] donne [...] au pouvoir exécutif toutes les armes dangereuses [...] pour amener à la royauté » ; faisant front, il justifie le gouvernement révolutionnaire comme un « état de passage », la « dictature du bien ».

Babouviste, F. Lepeletier revendique l'égalité, « non sous le rapport de la misère mais sous celui de l'aisance générale », ce qui atteste de la profondeur de l'engagement communiste de son auteur, au moins à cette époque. Pour lui, « la morale est à la base de cette égalité sociale » ce qui montre à la fois l'ampleur et les limites du communisme babouviste. Il va plus loin : « Enlevez donc à l'égoïsme ce triple refuge du commerce, de l'agriculture, des arts. Dénaturez-le du royalisme, organisez-le républicainement, qu'il soit combiné sur l'intérêt général. » Est-ce forcer le trait de dire que Félix Lepeletier se prononce ici pour la « nationalisation », la réquisition, la mise sous séquestre, la collectivisation des propriétés, peu importe le terme

en tous cas une forme de direction collective de l'économie ?

Tout au long de l'été de 1796, les affrontements persistent. Peu à peu, les dirigeants rescapés s'enfuient ou sont arrêtés. Un centre de direction semble s'être reconstitué, puisque des brochures babouvistes sont imprimées après le 21 floréal, mais on hésite à se proclamer successeur de Gracchus Babeuf et à affronter le torrent de calomnies, plus difficile à combattre que la pure répression.

Dans sa lettre à Hésine du 26 frimaire an V (16 décembre 1796), Babeuf écrit, en guise de bilan de cette période : « Ces hommes qui s'étaient placés en chef à côté de nous restaient encore en assez grand nombre pour pouvoir rallier tous les nôtres et les conduire comme nous l'avions fait. Notre absence devait à peine être sensible [...] Il eût fallu publier le 22 ou le 25 floréal un numéro de *l'Éclaireur* ou du *Tribun du Peuple* sous le nom des *continueurs de G. Babeuf* et si cela eût été fait, il n'en fallait point davantage. »

Babeuf, ici, pêche par optimisme sur deux aspects : il ne mesure pas l'ampleur du recul du mouvement populaire, continu depuis plusieurs années, et, d'autre part, il sous-estime sa propre place comme organisateur de la Conjuraton. Ainsi, l'armée de 1796 n'a-t-elle plus qu'un lointain rapport avec les soldats-citoyens de l'an II, dévoués, patriotes et pauvres. En l'an IV, les généraux ont un ascendant sur leurs troupes, pour une grande part à cause des gains qu'ils leur promettent. Souvenons-nous du discours de Bonaparte prenant commandement de l'armée d'Italie ! Isolé dans ses prisons depuis l'an III puis condamné à la clandestinité, peut-être Babeuf ne pouvait-il mesurer l'effrayant progrès de la réaction ? Ou peut-être l'opposition démocratique a-t-elle été littéralement balayée dans ces mois qui vont de l'arrestation de ses dirigeants au désastre de Grenelle ? En prairial, l'agent babouviste Cazin est arrêté ; dans ses poches, on trouve des notes qui soulignent tant la persistance de

l'action babouviste (ces notes ont même l'aspect d'un rapport) que le but de cette action : la subversion de l'armée. Il y écrit : « Je prévois que le temps pourra nuire à nos projets [...] je pense que s'il ne vient pas de Paris du monde nous serons bien peu [...] j'attends des nouvelles mais je ne prévois pas que nous pourrions réunir assez de monde pour aller au camp ». Cependant, des femmes continuent à distribuer des brochures aux portes des casernes. Par ailleurs si l'agitation ne cesse pas, elle ne progresse pas non plus. En août, au camp de Grenelle, le général Foissac-Latour fait ramasser et brûler ces brochures.

La nuit du 10 au 11 fructidor an IV (27-28 août 1796), les babouvistes organisent une manifestation royaliste clandestine ! La confusion est à son comble : désorientés, les Égaux croient pouvoir « effrayer » le peuple en mettant sur pied une fausse manifestation royaliste, et ainsi, par réaction, espèrent susciter un soulèvement des démocrates. En pleine nuit, ils se répandent dans les rues de Paris en criant « vive le roi ! » et en faisant exploser des pétards. Mais, justement, une de ces « boîtes à poudre » éclate prématurément et tue un des manifestants : Arnould, ancien commissaire révolutionnaire de l'an II, ancien membre du Club du Panthéon. La tentative est déjouée et le discrédit menace. Le ministre Cochon dénonce les Égaux rescapés dans un rapport : « Ils veulent corrompre les ouvriers, les entraîner avec eux » ; il parle de « conciliabules dans les maisons particulières d'anciens commissaires révolutionnaires ». Cette dernière mention du rapport est particulièrement intéressante, puisqu'elle confirme la tenue de clubs familiaux dans les domiciles, fait mentionné par Buonarroti, et dont certains historiens ont douté².

*
* *

2. Comme R.M. ANDREWS, « Réflexions sur la Conjuration des Égaux », in *Annales E.S.C.*, 1974, n°1.

Les poursuites judiciaires s'étendent à l'ensemble des départements. Ainsi, l'ancien conventionnel Vadier, persécuté depuis l'été 1795 et condamné alors à la déportation, est arrêté à Toulouse sans que rien ne prouve sa participation au complot. D'autres arrestations ont lieu à Cherbourg, dans le Calvados, à Dijon et à Beaune, à Grenoble, dans la Haute-Loire, dans le Nord et le Pas-de-Calais, à Rochefort, à Saintes, dans l'Ain. Des centaines de fonctionnaires furent destitués après la découverte de la Conspiration. Un certain nombre de ces destitués était lié à la Conspiration mais non tous, loin s'en faut (par exemple l'ancien révolutionnaire P.J. Briot, dans le Doubs, était totalement hors de cause) ; la mise en état de siège de Marseille, de Lyon, les centaines de visites domiciliaires à Paris, postérieurement au coup de Grenelle, le vote de l'exclusion des anciens révolutionnaires de toute fonction administrative (3 brumaire) ont été les éléments constitutifs de cette épuration.

La loi du 3 brumaire an V (24 octobre 1796) donne, en quelque sorte, un support juridique rétroactif aux destitutions. Tout cela constitue la base de la construction d'un nouvel appareil étatique, libéré de tout soupçon de démocratie, qu'il provienne de l'an II, de la Conspiration, ou de ce qui résulterait d'un refus de la politique étroitement bourgeoise du Directoire exécutif. Qui ne donnait pas des signes irréfragables de soumission à l'ordre des propriétaires était banni. Bien sûr, par dizaines, des royalistes plus ou moins avoués se sont engouffrés dans cette possibilité légale. Dernière chose à ne pas oublier sur cette question trouble : avoir été réprimé ou dénoncé par le Directoire n'est cependant pas un signe d'appartenance à la Conspiration ; ainsi, le journaliste Méhée ou l'ancien conventionnel Vadier ; on sait aussi que le général Santerre a été dénoncé par le Directoire et était inscrit sur les listes de suspects. On retrouve là les équivoques propres à toute information policière.

*

* *

Parmi les inculpés se trouve le député Drouet. Il est donc nécessaire de réunir, comme la Constitution le prévoit, la Haute Cour de justice. Il n'est pas certain que la lenteur de la procédure judiciaire ait convenu aux Directeurs. Ils auraient préféré une commission militaire exécutant aussitôt les inculpés. Mais il faut plus ou moins respecter les formes. La Haute Cour comprend cinq juges du Tribunal de cassation, choisis par voie d'élection parmi quinze d'entre eux tirés au sort ; sont élus de même deux accusateurs nationaux. La volonté d'éviter un retour de la Terreur se retourne contre les gouvernants.

La longue machinerie judiciaire se met en marche. La présence de Drouet entraînant la procédure de la Haute Cour, et la difficulté d'y traduire l'homme de Varennes, ont causé beaucoup de soucis au Directoire, en lui interdisant les solutions de facilité. Du 21 prairial au 20 messidor an IV (9 juin au 8 juillet 1796), plusieurs débats et votes dans les Conseils aboutirent à la mise en accusation de Drouet. *Le Moniteur* écrit le 28 thermidor an IV (15 août 1796) : « Les membres du Tribunal de cassation qui composent la Haute Cour nationale sont Gandon, Pajou, Mureau, Goffinhal et Audier Massillon. Les accusateurs nationaux sont Veillard et Bailly. » La Haute Cour de justice comprend les juges désignés par le Tribunal de cassation, des procureurs nationaux également issus de ce Tribunal, et un jury de hauts jurés élus à raison d'un par département. Les conditions d'élection ont-elles été respectées ? Nous disposons sur cette question d'un élément assez détaillé, et qu'il faut lire dans son intégralité : il s'agit d'une lettre du 26 thermidor an IV (13 août 1796) de l'ancien membre de la Constituante, fort modéré, Goujon de la Somme, au ministre de la Justice.

« J'assistais hier, écrit-il, à la séance publique qu'avait indiqué le Tribunal de cassation pour procéder à la nomination des juges et des accusateurs nationaux appelés à composer la Haute Cour de justice. Rien n'a été négligé de ce qui pourrait imprimer à ce grand acte

constitutionnel le caractère imposant qui devait le distinguer. Les différents choix qu'il a produits sont dignes à tous égards d'être ratifiés par la voix publique. Mais en même temps que je me suis rendu ce compte satisfaisant du *résultat*, je n'ai pu m'empêcher de remarquer quand au *procédé* deux irrégularités que je trouve, en y réfléchissant, assez majeures pour qu'en vrai citoyen je ne puisse me dispenser de vous les soumettre :

« 1) Des *cinq juges* nommés entre les quinze candidats désignés préalablement, 4 seulement avaient réuni au premier tour de scrutin la *pluralité absolue*. Au second tour le *citoyen Audier Massillon* obtint la *pluralité relative* en conséquence il fut proclamé. J'observe que l'on a omis de faire concourir avec le vote pour la *nomination* le vote de *réduction* que prescrit impérativement la loi du 23 fructidor dernier titre III article 21 mode applicable aux élections *pour les corps administratifs et judiciaires* et nommément à ceux-ci aux termes de l'article 3 chapitre 4.

« 2) Les *accusateurs nationaux* élus ensemble par la réfaction du premier scrutin censé avoir donné la *pluralité absolue* aux deux ne l'a donné réellement qu'à un seul.

« On comptait 41 votants.

« Le *citoyen Veillard* a réuni 37 suffrages, le *citoyen Bailly* n'en a obtenu que 21. Nulle difficulté à l'égard du premier. Mais c'est trop légèrement que l'on a proclamé le second.

“L'élection à la *pluralité absolue* (porte la loi en forme d'*instruction* du 7 janvier 1790) est celle pour laquelle il faut réunir la moitié de toutes les voix plus *une*”.

« Or 21 (l'individu n'étant susceptible de fraction) équivaut à la moitié seulement du nombre des électeurs. Il fallait donc une voix *en sus* pour conformer l'élection au premier tour de scrutin. Il y a d'autant plus lieu d'être surpris par une pareille erreur que

parmi les membres composant le tribunal il en est sans doute peu qui n'aient vu la règle que je rappelle se pratiquer dans les différentes assemblées électorales que tous ont dû parcourir avant d'y arriver. Quand [sic] à moi, je suis tellement familier avec l'usage à cet égard qu'il m'est impossible de ne pas croire que ce soit là le premier exemple du contraire ...

« Ne serait-il pas d'ailleurs à craindre, citoyen ministre, en maintenant l'élection ; malgré ce double défaut que les accusés ne [s'en] prévalussent tôt ou tard ?

« Cette considération, qu'il vous appartient essentielle de juge [sic] m'impose le devoir, en vous communiquant mes doutes, de m'abstenir de toute espèce de mesure qui pourrait tendre à éveiller l'inquiétude. »

Les éléments donnés par Goujon (l'élection de Massillon à la pluralité relative, l'absence de certains votes, l'élection douteuse de Bailly) sont détaillés et fort significatifs : les défenseurs de la Constitution de l'an III se préoccupaient très peu des textes légaux, pas plus ici que plus tard, à Grenelle, pas plus lors du coup d'État du 18 fructidor an V que lors du coup d'État du 22 floréal an VI (11 mai 1798). Ils en furent les victimes plus ou moins consentantes en brumaire an VIII (novembre 1799) ; qui a vécu par l'épée périra par l'épée. Le caractère de Tribunal d'exception de la Haute Cour de justice a été accentué par ces irrégularités du même type que celles de la Commission militaire du Temple. Les morts de Grenelle n'ont pas été ressuscités. L'assassinat par une Haute Cour, illégalement élue, de Babeuf et Darthé procède des mêmes méthodes de proscription. Les babouvistes ont-ils simplement eu connaissance de ces conditions éminemment discutables qui ont présidé à la formation de la Haute Cour ? Très probablement pas. Le secret demandé par Goujon, le silence qu'il a lui-même respecté, sont révélateurs de l'inquiétude des dirigeants. Républicains, constitutionnels, législateurs, avocats, anti-terroristes, défenseurs des droits de l'homme, les directo-

riaux étaient tout ce que l'on voudra, à une condition : que leurs adversaires communistes soient éliminés.

Mais le Directoire exécutif dispose, dans ces procédés judiciaires, d'un avantage décisif : la Haute Cour doit tenir ses séances à cent vingt kilomètres du lieu de résidence du Corps législatif, loin de Paris et des risques de coup de main ou d'émeute. Le procès se déroulera à Vendôme, dans le Loir-et-Cher. Le 30 thermidor (17 août 1796), Drouet s'évade de sa prison, probablement avec la complicité de Barras. Une tentative d'évasion des autres accusés échoue de son côté. Leur destin est définitivement scellé. Dans la nuit du 26 au 27 août 1796 (9 au 10 fructidor an IV), les prisonniers sont transférés des prisons de Paris en direction de Vendôme. Les accusés sont, « comme des bêtes fauves » (Buonarroti), placés dans des cages transportées par des charrettes. Les familles ont suivi les prisonniers. La femme de Buonarroti, celle de Babeuf (qui est enceinte) et ses deux enfants firent tout le trajet à pied, depuis Paris jusqu'à Vendôme.

*
* *

Quelques jours après, va éclater la tragique affaire de Grenelle. Dans la nuit du 9 au 10 septembre 1796 (23-24 fructidor an IV), les babouvistes rescapés se sont dirigés vers le camp militaire de Grenelle. Le groupe est formé de plusieurs centaines de démocrates. Carnot, tenu au courant par le colonel Malo, un des commandants du camp, a préféré attendre et faire arrêter le maximum de démocrates dans le piège tendu, quitte à l'utiliser contre l'ensemble des opposants. Les insurgés, à la tête desquels se tenaient certains agents provocateurs, tels Sandron Romainville, le même qui avait fait arrêter les babouvistes comme Blondeau, décidés à libérer leurs chefs, ces insurgés sont attendus et chargés par la cavalerie.

Généralement, les historiens estiment le nombre de tués à une vingtaine³ ; on dénombre plus d'une centaine de prisonniers, certains blessés, ayant donc participé au coup ; d'autres enfin étant totalement innocents.

Il faut, à propos de la tentative du camp de Grenelle, mentionner deux brochures babouvistes qui ont été distribuées avant et pendant le coup, l'une intitulée *L'arrivée à Paris du brave LA TERREUR cannonier de l'armée de Sambre-et-Meuse, son entretien avec son camarade VA-DE-BON-CŒUR soldat du camp de Grenelle* et l'autre *Le cri de l'indignation du peuple français contre les véritables conspirateurs*.⁴

Dans le dossier de police de la commission militaire, il est écrit que ces « deux libelles infâmes », on en a trouvé « beaucoup de distribués » lors de cette funeste nuit, ce qui, incontestablement, confirme la tentative de Grenelle comme étant d'origine babouviste. La première brochure, qui n'est pas datée, est déjà mentionnée dans des rapports de police comme ayant été distribuée dans les cafés, le 7 messidor an IV (25 juin 1796), à destination des soldats, notamment par l'ancien maire de Lyon, Bertrand, rallié au babouvisme. L'autre est datée de prairial. Aucun doute sur l'origine babouviste de ces deux textes qui, pour le premier, indique, sous la forme d'un dialogue entre deux soldats : « Touche la main ; tu es de la conspiration Babeuf, toi et moi aussi je suis de la partie, sacré nom d'une tonne de Dieux, il faut que les camarades en soient tous ». Quant à l'autre brochure, explicitement communiste, elle accuse le Directoire et ses suppôts (« les riches accapareurs ») de pillage. Elle préconise le « bonheur commun » et y associe « l'abondance ».

3. G. JAVOGUES, « L'affaire du camp de Grenelle, 23-24 fructidor an IV, 9-10 septembre 1796 », in *A.H.R.F.*, 1925, p. 23-32.

4. J.-M. SCHIAPPA, « Deux inédits de la conspiration pour l'Égalité », in *A.H.R.F.*, 1986, n°2.

Les blessés de Grenelle s'échappent dans Paris, un certain nombre se noie en cherchant à traverser nuitamment la Seine. La répression est d'une sauvagerie inimaginable. Paris est totalement cerné, le Directoire ordonne des visites domiciliaires dans l'ensemble des sections, on arrête tous les blessés que l'on peut trouver. On perquisitionne jusque dans les chambres de l'Hôtel-Dieu, où les blessés sont appréhendés. Trois anciens conventionnels sont arrêtés, bien que totalement étrangers à l'affaire, au moins pour les deux premiers : Cusset, Huguet et Javogues, qui sont surveillés depuis les émeutes populaires de l'an III.

D'après la loi, les civils ne peuvent être déférés devant les tribunaux militaires ; cependant c'est bien devant une commission militaire que les inculpés comparaissent, laquelle condamne à mort trente-deux démocrates, parmi lesquels un certain nombre de babouvistes comme Bertrand, de Lyon, Baby, de Toulouse, ou Joseph Monnard, l'oncle de Sophie Lapierre qui sera pourtant, bien que mort, jugé à Vendôme. Parmi les blessés, on peut noter la présence de Jean-Joseph Fyon, un agent militaire de la Conjuration qui sera transféré à Vendôme. Certains des militants arrêtés étaient venus de province pour se joindre au coup, dans la tradition jacobine du 10 août 1792. Ainsi, Ollivier, de Lorient ou d'autres, venus de Grenoble et de Rouen. Mais, en 1792, des milliers de fédérés avaient assuré la victoire ; en 1796, la seule présence de quelques individus isolés scelle la défaite : la Révolution est bien finie.

Aussitôt après les jugements, les condamnés déposent en vain des pourvois en cassation. Ils sont fusillés sur-le-champ. La Cour de cassation annulera les jugements rendus par la Commission militaire. On libérera les dizaines d'emprisonnés, mais il est impossible de ressusciter les morts, même par décision de justice. Le sabre que cherchera Siéyès pour Brumaire a déjà frappé. La répression judiciaire de Grenelle (sans parler des morts sur le terrain ni de la répression des mutins de la Légion de police fusillés) a fait à elle seule

autant de victimes — une trentaine — que celle de l'émeute de prairial an III, qualifiée par K. Tonesson de « défaite des sans-culottes » ! Les trois affaires frappant l'opposition bavouviste (Légion de police, affaire et procès de Grenelle, procès de Vendôme) provoquèrent près de soixante-dix morts.



Cette violente répression est, évidemment, inséparable de l'évolution de la situation politique. A partir de floréal an IV, une discussion s'engage, quasi simultanément à la découverte de la Conjuraton puis à sa répression. Benjamin Constant, qui commence alors sa carrière de « muscadin » (H. Guillemin), publie une brochure intitulée : *De la force du gouvernement actuel de la France et de la nécessité de s'y rallier*, dans laquelle il souhaite que les propriétaires se rallient au gouvernement puisqu'il a démontré sa force. Une polémique l'opposera au vendémiairiste Lezay-Marnézia, qui éditera une brochure prenant le contrepied du titre de l'opuscule de Benjamin Constant : *De la faiblesse d'un gouvernement qui commence et de la nécessité où il est de se rallier à la majorité nationale*. Cette dernière brochure aboutit par des voix détournées à la même conclusion, celle d'une nécessaire union des directoriaux et des nouveaux élus modérés. Sans le nommer, Benjamin Constant attaque Babeuf à plusieurs reprises : quand il prend à partie ceux qui voudraient former des « Vendées Républicaines » (on l'a vu, un mot d'ordre de Babeuf dans *Le Tribun du Peuple*), puis quand il critique ceux qui feraient des « grands hommes de l'antiquité leurs saints ». Certains considéraient l'inégalité comme un « mal » ; contre ce mal, « la Jacquerie, les Anabaptistes, les Levellers et tant d'autres se sont levés successivement ». A ces noms, connus de Benjamin Constant, on pourra, comme

Marx plus tard, ajouter celui de Babeuf. C'est dans un texte postérieur que Benjamin Constant exposera encore mieux sa position : « La Révolution [...] a dépassé son terme en attaquant la propriété » et il faut la faire rentrer dans son cours. Ceux qui déclencheraient une réaction en s'attaquant aux propriétaires de biens nationaux créeraient une situation difficilement maîtrisable.

Que dit Lezay-Marnézia ? « Ceux-là ont tous intérêt à la conservation d'un gouvernement conservateur qui ont une propriété [...] encore et surtout un capital mobilier [...] l'homme industriel est un véritable capitaliste » ; tous les propriétaires ont ce même intérêt, les petits propriétaires comme les propriétaires mobiliers et fonciers ; l'auteur souligne que ceux qui travaillent peuvent être assimilés à des propriétaires ; il les distingue des « gens dénués de tout », « peu nombreux » qui « vivent du principe de tout à tous », en somme les communistes. Il faut opposer les travailleurs sains et honnêtes aux collectivistes, qui auront bientôt le couteau entre les dents. « Il faut gouverner dans le sens de la propriété [...] Dans la propriété sont ses ressources [du gouvernement], dans les propriétaires ses appuis. » C'est l'essence même de la politique de ralliement et de l'ensemble de ses ambiguïtés qui se révèle dans cette discussion. Tout le monde est d'accord pour le ralliement mais qui doit se rallier à qui ? Formulée d'une autre manière, la question est : quel est le centre à partir duquel la société propriétaire doit s'organiser, puisque les adversaires de cette société sont vaincus ? Qui sont les propriétaires ? Pour Benjamin Constant, qui représente ici la pensée politique du Directoire, il s'agit des « acquéreurs de biens nationaux » et de ceux qui avaient lié leur sort à la Révolution. D'ailleurs, le Directoire exécutif fera publier de larges extraits de la brochure de Constant dans *le Moniteur*. Pour Lezay-Marnézia, il s'agit des propriétaires, indistinctement. Il y avait union des uns et des autres contre les Égaux, mais c'est leur victoire même contre Babeuf qui provoque leur éclatement ; c'est là

l'origine des affrontements politiques de l'an V. Mais, plus que cela, l'important est l'opposition entre Babeuf et Benjamin Constant, le collectivisme et le libéralisme. « Rien ne dit mieux que cette quasi-coïncidence chronologique l'extraordinaire segmentation des traditions politiques qui se réclament de la Révolution, et la précocité de leur élaboration au lendemain même de cette révolution. »⁵



La répression s'étendit, en fait, bien au-delà du procès de Vendôme et de celui de Grenelle. Une synthèse serait à faire pour définitivement témoigner de l'ensemble des procès annexes et, à partir de là, de l'acharnement non seulement de Carnot mais de tous les gouvernants. On peut déjà faire état des babouvistes impliqués lors de la tentative d'émeute ouvrière de l'atelier Sainte-Élisabeth, de multiples arrestations ou interpellations en province comme celle des équipes d'Armonville dans la région de Reims et d'Alexandre Boucher, un correspondant de Babeuf en l'an IV dans le Nord ; de militants interpellés ici ou là et arrivés trop tard pour être jugés à Vendôme (comme Brutus Maigniez, de Périgueux, et les siens, ou d'autres inculpés de Grenelle comme Bescher ou Lefranc), des Légionnaires de police, qui refuseront de témoigner contre Babeuf ou encore de Hésine, au moment du procès ; il y a aussi le cas d'un procès de deux démocrates à Louviers, d'une multitude de procédures à Paris : ainsi, *unum ex pluribus*, une dénommée Magdeleine Laurain est jugée pour avoir distribué un écrit de Drouet ;

5. F. FURET, *La Révolution, de Turgot à Jules Ferry, 1770-1880*, Paris, 1988, p. 179.

à son domicile, il a été saisi des exemplaires du *Tribun du Peuple* ; de même, la femme de l'agent de liaison Didier et le sans-culotte Lemaire sont arrêtés pour avoir introduit clandestinement de la correspondance dans la prison des babouvistes. D'autres poursuites sont à relever, comme les procédures d'expulsion de Paris qui ont frappé indistinctement tous les fonctionnaires destitués et les anciens conventionnels, qu'ils fussent des démocrates sincères comme Chasles ou des personnages équivoques comme Guffroy, l'ancien commanditaire de Babeuf. C'est une répression de grande ampleur qui s'abat sur l'ensemble des opposants, réels ou potentiels, qu'il serait trop simple de qualifier de réaction anti-jacobine, puisque des non-jacobins en ont été victimes, parmi lesquels de nombreux adversaires de la propriété privée.

Livrons ici sur la répression un élément précieux émanant du ministre de la Justice, Merlin, écrivant à propos de Brutus Magniez et de ses coïnculpés, en instance de transfert vers Vendôme : « Je crois bien que les individus sont partisans de Babeuf (en marge de la lettre, il est ajouté "et Drouet, peut-être même") mais rien n'indique qu'ils soient leurs complices. La loi punit les complices, la police surveille les partisans. » Il s'agit seulement d'une ruse pour empêcher que le procès de Vendôme ne recommence ; à chaque nouvelle arrivée d'inculpés, il aurait fallu reprendre l'ensemble de la procédure ; c'est ce qui se passera, non seulement pour Magniez, mais également pour Alban, pour des inculpés de Grenelle comme Bescher et Lefranc ou pour les babouvistes du Nord. Cette distinction entre « partisans » et « complices » est totalement artificielle, mais elle est surtout significative de la volonté d'aller vite dans le procès et, en même temps, de continuer à surveiller les partisans, quitte à laisser provisoirement certains de ceux-ci en liberté.



La répression dans l'Ain, un des départements étudiés, permet de comprendre quelques mécanismes judiciaires de cette période. Le 11 nivôse an V (1^{er} mars 1797), l'instituteur Robin y est guillotiné, à Bourg-en-Bresse. Il est important de suivre de plus près ce babouviste : la connaissance des amis et des proches du Tribun du peuple est hautement éclairante sur la personnalité de Babeuf lui-même. Que reprochait-on à Robin ? Essentiellement, deux discours publics, l'un à Aubigny le 4 prairial an IV (23 mai 1796) — mais, on le verra, cette date est douteuse —, l'autre à Pont-de-Vaux, le 4 fructidor an IV (21 août 1796). Il semble qu'il ait organisé, soit avant ses prises de parole, soit par ce moyen, « un rassemblement considérable de citoyens ». En tout état de cause, la présence d'auditeurs atteste du succès populaire de ses interventions. On peut prendre connaissance des discours de Robin par les quelques citations du registre d'accusation : « Qu'il fallait rendre au peuple ce qui appartenait au peuple et à César ce qui appartenait à César ; — que l'on avait guillotiné les riches, les nobles, les procureurs et avocats qui pillaient le peuple, mais qu'il y en avait encore à guillotiner — que l'on voulait rendre aux émigrés et aux ceintures dorées les biens qu'ils avaient volés depuis dix-huit cents ans ; — que les sans-culottes triompheraient, et qu'il fallait se méfier de ceux qui mangeaient des poulets gras ; — qu'il n'y avait de patriotes et de républicains que les sans-culottes ; — que la Constitution de 1793 était la seule qu'il fallait suivre ; — que les Terroristes, buveurs de sang et jacobins étaient ses amis, que parmi eux il y en avait d'humains. »

Dans ces discours, deux axes se dégagent de la gangue du registre d'accusation : d'une part, la Constitution de 1793, qui était la revendication de toute la gauche anti-directorialiste. C'était un mot d'ordre des babouvistes mais nullement leur exclusivité propre ; d'autre part, la restitution au peuple des moyens de production, ce que Directoire exécutif et modérés ont nommé « pillage ». La Constitution de 1793 et la resti-

tution (donc la communauté) des biens, c'est le programme babouviste que défendait Robin. Mais cette analogie programmatique ne prouve pas définitivement l'engagement de Robin. En voulant « prêcher les monstrueuses théories », il a prononcé des « impudents discours », il a « excité les citoyens » par une « débauche oratoire » ; ainsi, à Pont-de-Vaux « sur une chaise dans la grande rue, au milieu d'un rassemblement considérable de citoyens, il pérora comme un énergumène », suivant les affirmations du registre d'accusation ; un redoutable orateur, donc.

Les registres de la prison du Plessis, où est incarcéré Robin à son arrivée d'Arras, précisent que François Robin, quarante ans en fructidor an III, est natif de Marcigny-sur-Loire (Saône-et-Loire). Il s'agit bien du même personnage (même âge, même lieu de naissance, même nom et même prénom). En attendant d'en savoir plus, on peut noter que Robin, dès floréal an III, est en contact avec Babeuf. Il écrit de la prison de Tournai, en Belgique — avec son ami Bribon — le 9 prairial an III (28 mai 1795) à celui-ci, qui est emprisonné à Arras ; il vient alors, comme Bribon, de la prison de Soissons ; après avoir énuméré les diverses vexations auxquelles ils font face, ils jettent ce cri, ironique et déterminé, de révolutionnaires sur lesquels rien ne peut avoir de prise : « Bref en républicains nous nous en foutons. » Il séjourne, à son tour, en prison à Arras, d'où il est transféré à la prison du Plessis le 28 fructidor an III (14 septembre 1795) avec Germain, autre correspondant de Babeuf, un des futurs dirigeants de la Conspiration, Babeuf lui-même, toujours au centre des noyaux révolutionnaires, et quelques autres. Il est libéré le 17 brumaire an IV (8 novembre 1796) et bénéficie de l'amnistie consécutive à l'échec de l'émeute royaliste du 13 vendémiaire an IV. Est-ce Babeuf lui-même qui le convainc, comme il en a convaincu d'autres, de la nécessaire lutte pour la restitution des biens ? C'est fort probable.

A Paris, le 24 germinal an IV (13 avril 1796), un agent babouviste signale dans un rapport de « nou-

velles recherches sur l'orateur des campagnes Robin lecteur de la feuille de Babeuf », le terme de « nouvelles » étant à apprécier comme un témoignage de la persévérance révolutionnaire de Robin ; il est encore dénoncé en floréal : on le dit alors résidant 190, rue du Doyenné (toujours chez son ami Bribon) puis, une fois de plus, il est recherché début prairial (il aurait découché quelques jours plus tôt) ; il est décrit comme un « colporteur adroit d'écrits incendiaires et un lecteur dans les rassemblements du journal de Babeuf », et aurait dit en prairial « dans un groupe à la porte Martin que les patriotes triompheraient ». Robin était vraisemblablement dans les rangs révolutionnaires depuis quelque temps, au moins avant la réaction thermidorienne : un surnom tel que celui de « l'orateur des campagnes » ne se mérite pas en quelques jours ni même en quelques mois, et l'emprisonnement de l'an III, sous la réaction thermidorienne, confirme cet engagement. Son nom d'état-civil est toujours accompagné de son nom de guerre (« l'orateur des campagnes »), dans les listes babouvistes de démocrates à adjoindre à la future assemblée conventionnelle. Ces listes se contredisent parfois, mais le nom de Robin y figure toujours comme le représentant de la Lozère. C'est là aussi un signe du niveau important qu'il occupe dans la direction de la Conjuraton.

Avant même la Conjuraton, une réelle agitation babouviste se manifestait dans le département de l'Ain : à l'automne 1795, des affiches signées « patriotes de 89 », éditées par le Club du Panthéon, sont placardées à Bourg. Le journal de « droite » *Le Courrier Républicain*, du 16 prairial an IV (4 juin 1796), annonce que l'ancien maire de Bourg sous la Terreur, Alban — qui avait été considéré comme « hébertiste », arrêté, emprisonné avant même Thermidor — et les citoyens Bataillard, Gui (de son vrai nom Gay) et Bouverat ont formé un rassemblement le 7 prairial an IV (26 mai 1796) ; il est dit d'eux qu'ils avaient « trempé dans cette vaste conspiration » (de Babeuf) ; Alban, qui fut le seul pris, fut envoyé au procès de Vendôme, où

il fut mis aussitôt hors des débats pour ne pas ralentir la procédure, comme on l'a vu. Les témoignages sur son action, ses propres déclarations à Bourg comme « émissaire de Babeuf » ainsi que son départ clandestin de Paris vers Bourg-en-Bresse à la date du 10 germinal (l'époque de la constitution du Directoire secret babouviste), les conditions mêmes de son voyage (il avait un laissez-passer pour quitter Paris mais nullement pour se rendre à Bourg tous ces éléments sont autant d'indications de la participation à la Conjuraton de cet ancien « hébertiste ».

D'après les archives départementales, le 9 vendémiaire an IV (1^{er} octobre 1795), Bouverat et un nommé Pomat ont été arrêtés pour avoir « tenté de prêcher le retour de la Terreur ». *Le Courrier Républicain* du 5 fructidor an IV (22 août 1796) écrit qu'à Bourg même, « les terroristes ont crié hautement : Vive la Constitution de 93 ». Et c'est dans *Le Courrier Républicain* du 23 ventôse an V (13 mars 1797) qu'on peut lire le récit de l'exécution de Robin : « Il existait dans le département de l'Ain un des plus grands scélérats que la révolution ait enfanté ; il se nommait François Robin, il prêchait partout l'assassinat, la loi agraire et le retour de la terreur. Arrêté à Pondeveaux [sic], conduit dans les prisons de Bourg il a été condamné à la peine de mort par le tribunal criminel du département de l'Ain le tribunal de cassation ayant confirmé le jugement [Le Duc à qui nous devons nombre d'éléments sur la révolution dans l'Ain⁶, indique que le recours en cassation a été rejeté le 8 pluviôse an V (27 janvier 1797)]. François Robin a été exécuté à Bourg le 11 ventôse. Il fut condamné à revêtir la chemise rouge des parricides. Au sortir de la prison, il a appelé à son secours les patriotes exclusifs en criant qu'il était assassiné par les chouans ; mais il n'y avait plus de patriotes exclusifs ; ce terrible exemple les a tous fait rentrer dans leurs repaires. »

6. Ph. Le Duc, *Histoire de la Révolution dans l'Ain*, t. VI, 1884.

Ce département et cet exemple illustrent bien la violence de la répression exercée contre les babouvistes par les directoriaux. Et c'est plusieurs mois avant la fin du procès de Babeuf à Vendôme, après celui de Grenelle, que cette sentence témoigne de l'acharnement gouvernemental. Ce n'est pas à un moment précis (le printemps 1797) que le Directoire frappa contre les Égaux, mais à chaque fois qu'il le put et de la manière la plus forte, depuis le printemps 1796 jusqu'au printemps suivant, une année durant.



Devant le juge d'instruction, lors d'un des tous premiers interrogatoires préliminaires au procès, Babeuf affirme : « J'atteste qu'on me fait trop d'honneur en me décorant du titre de chef de la conspiration ; je déclare que je n'y avais même qu'une part secondaire » ; il ajoute que c'était un devoir « rigoureux pour tous les hommes libres de conspirer contre un tel gouvernement » et que son journal s'était accommodé « aux vues de ceux qui conspiraient contre les vrais conspirateurs ». Bien qu'emprisonné, Babeuf continuait le combat ; d'ailleurs, le 26 messidor an IV (14 juillet 1796), il avait écrit à Félix Lepeletier une lettre quasi testamentaire (c'est le terme qu'il utilise), dans laquelle il se décrit comme « l'homme au tombeau [...] l'être que tout fuit ». « Son corps rendu à la terre », il restera de lui « une assez grande quantité de projets, notes et ébauches d'écrits démocratiques et révolutionnaires » qu'il faudra rassembler et publier plus tard. Au passage, il fustige en ces termes ceux qui ont abandonné la lutte : « Qu'ont-ils gagné ces faux frères, ces apostats de notre sainte doctrine ? », « [à] se déshonorer », « [à] déconcerter les révolutionnaires et le peuple qui, nécessairement, se débandent toujours à l'aspect de l'abandon des chefs. » Ce n'est qu'après la

défaite définitive, celle de Grenelle, que tout espoir s'enfuit.

Mais une sympathie pour les accusés subsiste même dans la provinciale Vendôme. Durant tout le procès, une vive agitation se fait jour dans la ville. Le Directoire exécutif, par l'intermédiaire du responsable de l'armée, estimait « le nombre de partisans qu'ils [les accusés] ont ici... (est) tout au plus au nombre de 25 ou 30 » ; même s'il faut faire la part de l'exagération dans l'affirmation des Directoriaux, l'existence d'un groupe de partisans de la communauté des biens est une réalité attestée par Buonarroti lui-même : « Le soir, des chants républicains auxquels tous les prisonniers prenaient part retentissaient au loin et les habitants de Vendôme, attirés par l'intérêt et par la curiosité sur une colline voisine, y mêlaient leurs voix et leurs applaudissements ». Nous avons, par d'autres faits en notre connaissance comme la présence du public autour et dans la salle d'audience, la possibilité d'apprécier cette sympathie. Un discours de Germain est applaudi par la foule qui assiste au procès comme des discours prononcés par d'autres accusés ; Sophie Lapierre, à plusieurs reprises, lance des chants révolutionnaires repris par le public.

Des mesures sont prises par les pouvoirs publics pour empêcher toute tentative d'évasion par bateau sur le Loir. Les étrangers et les fonctionnaires destitués après le 9 thermidor an II sont expulsés de la ville ; le démocrate P.N. Hésine, sur lequel nous reviendrons, est chassé de la ville ; le couvre-feu est proclamé. Une véritable petite armée campe dans Vendôme : au moins 500 hommes de garde⁷. Peut-on croire que toutes ces mesures aient été prises alors que le procès ne présentait aucun danger ? Non, il fallait terroriser

7. G. BONHOUR, *Notes inédites d'après les registres municipaux de 1796-1797 sur le procès des Babouvistes*, Vendôme, 1908.

les démocrates de la ville et empêcher le courant de sympathie, qui existait, de se transformer en rébellion puisqu'au moins une tentative de libération venant de l'extérieur est connue. En effet, plus de vingt ans après les faits, Lebas-Javary, un ami d'Hésine, confie « avoir à cette époque réuni chez lui tous ceux qui devaient l'aider à arracher par force les prévenus à la justice ». Buonarroti souligne qu'on fit, pendant le procès, « secrètement des tentatives pour faire insurger en leur faveur une partie des soldats », tentative hautement politique donc ; elle ne fut pas la seule : à l'aide de quelques outils introduits par des complices, les prisonniers creusèrent une large brèche : en vain. Les préparatifs furent découverts par les gardiens.

Le ministre Merlin s'est déplacé personnellement pour surveiller l'état d'avancement des travaux, et les serrures de l'ancienne prison de la Bastille (tout un symbole !) furent utilisées pour renforcer les portes de la prison de Vendôme. Les accusés étaient logés dans l'ancienne abbaye de la Trinité, utilisée comme entrepôt à blé pendant la Révolution. Le 5 octobre 1796, en présence du ministre de la Police en personne, Cochon, la Haute Cour de justice est mise en place, avec canonnades, déplacements de troupes dans la ville, discours des personnalités. Mais ces travaux ne commencent que quelques mois plus tard, le 20 février 1797. Insistons sur ce point : deux ministres ont fait le déplacement de Vendôme, témoignant de la préoccupation des gouvernants pour ce procès. Les accusateurs nationaux s'appellent Viellard et Bailly, on les retrouvera plus tard ; l'avocat principal de Babeuf est Réal, un révolutionnaire qui avait été procureur au Châtelet, puis substitut du procureur de la Commune de Paris et, pour cela, lié à Chaumette ; plus récemment, il avait défendu Carrier, le conventionnel terroriste ; bien après le procès, il deviendra un haut personnage de l'Empire ; c'est bien plus par goût du défi que par conviction politique qu'il assumera la défense de Babeuf ; dans les hauts-jurés, au nombre de vingt-quatre, on trouvait quelques républicains (parmi eux

Gaultier de Biauzat, beau-frère de Couthon) sur lesquels Babeuf, qui s'était renseigné, espérait pouvoir compter.

*
* *

Les accusés sont au nombre de soixante-cinq, dont dix-huit contumaces : l'ancien conventionnel Jean-Baptiste Drouet qui s'est évadé, un autre ancien conventionnel, Robert Lindet, le marchand de bois Jean-Martin Vacret, Baude, un ancien commissaire de police, les agents d'arrondissement de la Conjuraton Joseph Bodson et Mathurin Bouin, l'ancien cafetier jacobin Pierre Nicolas Chrétien qui s'est enfui plutôt que d'être arrêté, le sans-culotte Rémi Cordebar, qui avait déjà été interpellé au début de floréal an IV, Claude Fiquet, autre agent babouviste tout comme Guilhem, Félix Lepeletier que le Directoire avait fait inscrire sur la liste des émigrés faute d'avoir pu l'arrêter, Claude Menessier, un autre agent babouviste ; Joseph Monnard, jugé à Vendôme bien que déjà fusillé à Grenelle, l'ex-général Jorry, Monnier, l'ex-général Parrein, Jacob Reys, Rossignol, un autre ancien général.

Les présents sont de catégories politiques fort diverses ; il faut cependant noter que des babouvistes importants n'ont pu être arrêtés, comme Sylvain Maréchal ou Debon, tous deux pourtant membres du Directoire secret. Le Directoire exécutif a jeté sur les bancs du procès des dirigeants babouvistes, accompagnés de comparses ou de sympathisants, d'anciens terroristes que l'on voulait mettre hors d'état de nuire depuis les émeutes de l'an III, et des personnes inclassables. On trouve donc Babeuf, Buonarroti, Darthé, Antonelle, Didier, Germain, Pillé, le scribe de la Conjuraton, qui avait confessé tout ce qu'on lui avait demandé d'avouer et reconnu toutes les pièces conservées

auprès de Babeuf, l'ancien général Fyon, amené blessé depuis Grenelle, Massard, les agents Morel, Cazin, Moroy ainsi que Goulard, le bras droit de Moroy, Vergne, l'imprimeur Lamberté, les anciens conventionnels Amar, Vadier, Ricord et Laignelot, le tailleur Clérex et le menuisier Dufour chez qui se réunissaient les conjurés, deux anciens légionnaires de police, Drouin et Blondeau, le second ayant tenté d'organiser l'évasion de Babeuf en prairial an IV, deux sans-culottes de Saint-Omer, Toulotte et Cochet, accompagnés de leur compatriote Taffourau, le couple Lambert ; les anciens hôtes de Robespierre Duplay père et fils, Philip dit le « sans-culotte », Roy, de Rochefort, qui avait commis l'impardonnable crime d'avoir correspondu avec un babouviste, la femme Martin, le couple Breton, la chanteuse Sophie Lapierre qui, comme Darthé, refusera de répondre aux questions, Antoine Fiquet, Thierry, la veuve Monnard, Rayebois et Fossard de Cherbourg, Mugnier, Navez, Cordas, le personnage au nom savoureux de Polycarpe Pottofeux qui, élu à la Convention, avait aussitôt démissionné, Boudin et Crépin.

D'après Buonarroti, seuls vingt-cinq inculpés avaient directement pris part à la Conjuraton, et cinq l'avaient aidée indirectement ; « tous les autres y étaient absolument étrangers ». Ainsi, les Duplay n'ont été vraisemblablement jugés que parce qu'on n'avait pu saisir leur neveu Simon Duplay, lié de manière beaucoup plus étroite à la Conjuraton ; de surcroît, présenter les anciens hôtes de Robespierre en compagnie de l'ancien secrétaire de Joseph Lebon dans la même journée que les anciens membres du Comité de sûreté générale de l'an II, Amar et Vadier, présentait incontestablement de nombreux avantages pour accabler les Égaux, désignés comme de nouveaux terroristes.

Cette extrême hétérogénéité des inculpés empêcha toute défense non seulement commune mais même cohérente : certains entendaient revendiquer hautement leur rôle ; d'autres étaient plus circonspects ; d'autres, enfin, étaient étrangers aux idéaux de la

Conjuration. On aboutit à un compromis éminemment discutable : la Conjuration serait minimisée au possible, présentée comme un simple club de discussion philosophique sans but politique. Le maximum des charges retenues serait purement et simplement nié, contre l'évidence : les témoignages de Grisel et de Pillé, et surtout, les pièces saisies au siège de la Conspiration. Cette défense était très difficile à assumer, et Darthé comme Sophie Lapierre ont refusé de coopérer à ce système. Après le classique récit de Buonarroti et la lecture des journaux contemporains, on connaît l'essentiel du déroulement du procès et de la défense des Égaux : « un tissu peu cohérent de subtilités que leurs cœurs désavouaient » souligne Buonarroti, qui nomme, comme fermes défenseurs de l'égalité au procès, Babeuf, Germain, Antonelle et lui-même.



Cette défense était relayée et parfois imprimée à l'extérieur du procès. Il faut ici s'arrêter sur la biographie de Pierre Nicolas Hésine⁸, que l'on peut considérer comme un fondateur du socialisme dans le Loir-et-Cher, et qui jouera un grand rôle dans la défense de Babeuf. Né le 5 décembre 1762, il a lu de bonne heure Rousseau et en fit son idole ; après avoir fait partie du noyau terroriste local sous la Convention, il fut emprisonné comme « hébertiste » sous Robespierre puis comme « terroriste » pendant la réaction thermidorienne, au cours de laquelle il fut incarcéré à la prison

8. R. Bouis, « P.N. Hésine, rédacteur du *Journal de la Haute Cour ou l'écho des hommes sensibles et vrais* », in *A.H.R.F.*, 1960, n°162, p. 471-487.

du Luxembourg à Paris, puis dans le Loir-et-Cher. Entra-t-il en contact à ce moment avec les futurs Égaux ? on l'ignore.

Libéré au début du Directoire, il fut nommé commissaire du Directoire exécutif près l'administration cantonale de Vendôme ; il mène une action vigoureuse contre royalistes et modérés. Refusant de suivre la politique répressive du Directoire au moment de l'arrestation des babouvistes, il est destitué et annonce presque aussitôt — le 21 prairial an IV (9 juin 1796) — qu'il va publier un journal prenant la défense des accusés au procès : « Si pour oser dire la vérité, il fallait être proscrit je serais prêt à m'asseoir à côté des accusés », écrit-il. Il doit quitter la ville, en vertu d'une loi obligeant tous les fonctionnaires destitués, donc liés à la Révolution, à ne pas séjourner au siège de la Haute Cour de justice. C'est cependant chez lui que la famille Babeuf se réfugie, et sa correspondance avec Babeuf témoigne de leur estime réciproque. Il rédige et fait éditer soixant-treize numéros de son journal, *Le Journal de la Haute-Cour ou l'Écho des Hommes sensibles et vrais*, tout au long du procès, publiant des articles des inculpés eux-mêmes. Il est arrêté le 23 ventôse an V (13 mars 1796), alors qu'il se rendait clandestinement, une nouvelle fois, à Vendôme et passe en procès pour l'ensemble de son activité, qui irritait au plus haut point les pouvoirs publics. Il est condamné à la déportation, alors que le procès de Babeuf n'est même pas terminé. On lui reproche notamment d'avoir publié « une analyse [sic] de la doctrine de Babeuf » qui appellerait à « la dissolution du corps social » et à la « loi agraire ». Il répond avoir seulement publié les pièces du procès — tactique habile : il ne fait pas de propagande, il informe — , mais il fait plus qu'informer quand il précise : « Je n'ai pas prêché dans mes feuilles la loi agraire, le nivellement des fortunes [...] mais bien la communauté des jouissances et des travaux. » En prison, il aura l'occasion de défendre les deux mutins de la Légion de police qui avaient refusé d'incriminer Babeuf et ses amis à leur

procès, et qui seront condamnés lors d'un nouveau procès à dix ans de fers.

Le coup d'État républicain du 18 fructidor an V le libère ; secrétaire de l'administration municipale, il sera bientôt à nouveau destitué. « Ses principes sont assez connus pour être ceux du Parti des Babouvistes », lance-t-on à son égard en forme de dénonciation. En l'an XII, il est jugé pour avoir retardé le départ des conscrits ; il sera acquitté, faute de preuves. « Il n'avait en rien abdiqué ses idées ». Privé de liberté en mars 1814, puis relâché, il est livré aux troupes d'occupation prussiennes en 1815, puis à nouveau libéré. Chassé à Rouen, il est de retour à Vendôme où il est sans cesse persécuté. Les autorités font le vide autour de lui : « Son activité d'avoué [était] orientée vers le soutien des plaideurs les plus défavorisés. » Il meurt en 1821. On connaît certains autres partisans de la communauté des biens à Vendôme : par exemple, Ballyer, un avocat de Babeuf qui recevait chez lui des partisans de ce dernier et dont le fils, ardent jacobin, s'était présenté aux législatives à Vendôme en 1822 ; Lebas-Javary, qui, en 1817, diffusait de la propagande babouviste et avait cherché, pendant le procès, à organiser l'évasion des accusés ; la femme d'Hésine qui aida son mari à la rédaction du journal et accueillit la femme de Babeuf et ses enfants ; peut-être d'autres, tel le jacobin Méry.

*
* *

Revenons au procès.

Le 2 ventôse an V (20 février 1797), les débats sont officiellement ouverts et, aussitôt, un incident éclate, qui laisse très nettement voir que le procès ne sera pas simple pour les accusateurs : Babeuf refuse de décliner son identité, eu égard à l'illégalité du procès. On le somme à quatre reprises de donner son âge, il refuse.

Déjà, lors d'un interrogatoire le 4 brumaire an V (25 octobre 1796), il avait refusé de livrer son nom, réclamant « une Haute Cour qui fût assez grande, assez indépendante et qui fut composée d'éléments assez purs et inflexibles pour agir avec équité ». Le combat commence, combat inégal, mais au cours duquel Babeuf ne s'avouera jamais vaincu, multipliant les incidents, les querelles de procédure, les protestations, seul ou en commun avec d'autres accusés, contestant détails et vues d'ensemble, avant et pendant le procès. Il revendique que soient convoqués comme témoins deux anciens conventionnels : le premier, Jean Bon-Saint-André, est à Constantinople, et le second, Lesage-Senault, lui, est à Alger ! Il demande copie de l'ensemble des pièces de la procédure, pour pouvoir assumer sa défense ; il prie son avocat de lui procurer différents journaux ; il récuse des hauts-jurés, comme d'autres inculpés d'ailleurs.

Germain est admiratif : il « extrait de partout, ce couyon-là » écrit-il à un correspondant. Babeuf (selon R. Legrand) « un jour, excédé, casse de la vaisselle et frappe un cuisinier de deux coups de pied dans les reins » ; il organise une tentative d'évasion et, on l'a vu, surveille en même temps l'éducation de son fils. Bien que considérablement gêné par le système adopté, il sera le principal animateur de la défense, comme il avait été le principal animateur de la Conjuration dans la clandestinité. Interrogé par le ministre de la Police, il avait refusé de nommer ses prétendus complices : « Je m'étais associé avec tous les démocrates de la république ; il n'est pas dans mon devoir d'en nommer aucun. » Tel fut Babeuf tout au long de son procès.

Dans un document daté du 19 ventôse an V (9 mars 1797), la Haute Cour se plaint de la défense des accusés : « Depuis l'ouverture des débats, chaque séance a été marquée par les écarts de plusieurs accusés et de quelques-uns de leurs défenseurs [...] Les membres de la Haute Cour sont présentés comme des esclaves employés par le gouvernement pour égorger les démocrates et consommer la contre-révolution

[...] Les accusés ont prétendu qu'ils avaient toujours le droit d'adresser la parole aux jurés sans le demander. » Mais, plus important que les subtilités juridiques, le débat se situe sur un terrain politique que les Égaux, vu le système de défense des inculpés, ne pouvaient occuper pleinement.

L'accusateur Veillard porta l'attaque sur son véritable terrain dans l'acte d'accusation revu par le ministre de la Police en personne et lu à la séance du 6 ventôse an V (24 février 1797) : « Qui oserait calculer les terribles effets de la chute de cette masse effrayante de prolétaires, multipliée par la débauche, par la fainéantise, par toutes les passions, et par tous les vices qui pullulent dans une nation corrompue, se précipitant tout à coup sur la classe des propriétaires et des citoyens sages, industrieux et économes ? Quel horrible bouleversement que l'anéantissement de ce droit de propriété, base universelle et principale d'ordre social ! Plus de propriété ! Que deviennent à l'instant les arts ? Que devient l'industrie ? la terre n'est plus à personne ; où sont les bras qui vont la cultiver ? Qui en recueillera les fruits, si personne ne peut dire : "ils sont à moi". » La conséquence serait, bien sûr, apocalyptique : « la destruction de l'espèce humaine » condamnée à errer dans les bois.

Le communisme avait été donc déféré au banc des accusés mais, dans les faits, il sera rarement question de la communauté des biens au cours du procès. Cependant, Babeuf put affirmer sa doctrine et soutenir que « la propriété est, sur la terre, la cause de tous les maux ». Tout au long du procès, c'est la Révolution qui est accusée, et c'est elle que les accusés défendirent continuellement. Darthé s'écriera : « Nous sommes les hommes du 14 Juillet ! ». Quand Grisel paraît pour témoigner, alors que le témoignage d'un dénonciateur était légalement irrecevable, le tumulte causé par les accusés se déchaîne. L'ancien conventionnel Ricord affirme que Grisel est l'auteur de l'*Acte d'Insurrection* et Babeuf, avec fierté, jette : « Non. Ce n'est pas une pièce qui doive faire rougir son auteur, et Grisel est un

trop grand scélérat pour avoir fait pareil acte. » En d'autres circonstances, par exemple quand la Haute Cour s'interroge à propos de la pièce sur laquelle figuraient les mots « tuer les cinq [Directeurs] », pièce tachée d'encre, les accusés protestent de plus belle. Babeuf éclate et se proclame le porte-parole des opprimés, se fait « la voix de ces vingt-quatre millions d'opprimés dont vous avez à soutenir la belle cause » ; contre Grisel, il se fait le défenseur des insurgés et des martyrs de prairial an III.

Un des incidents les plus dramatiques survient probablement lors de la déposition de deux jeunes déserteurs de la Légion de police, distributeurs d'imprimés babouvistes, condamnés à dix ans de fers lors de la mutinerie de la Légion, et auxquels des aveux incriminant Babeuf avaient été extorqués. Jean-Baptiste Meunier et Jean-Noël Barbier, puisque c'est leur nom, se rétractent publiquement à l'audience, lancent des chants révolutionnaires et mettent en cause l'accusateur national Veillard qui était venu leur rendre visite en prison pour préparer leur témoignage. Ils devront, à nouveau, subir un procès et seront condamnés à une lourde peine de prison.

L'interrogatoire des accusés, les litanies des témoins de toute sorte, parmi lesquels des espions de police ou des repris de justice, les témoignages des experts officiels fréquemment interrompus par Babeuf, toute cette interminable partie du procès avait duré quarante-cinq séances, et ce n'est qu'à la quarante-sixième (le 7 floréal) que l'accusateur national Bailly put prendre la parole. C'est la Révolution en un bloc qui doit être jugée : « La France est fatiguée d'avoir roulé de Révolution en Révolution », affirme Bailly.

*
* *

Au nom des accusés, babouvistes et anciens montagnards, au nom de la Révolution, en fait, Buonarroti répond, à partir de son exemple propre : « Ce fut le 27 mai 1793 que je reçus le titre de citoyen français, titre dont les vertus extraordinaires de mes nouveaux compatriotes me rendirent extrêmement fier. Peu de temps après parut la Constitution de 1793, que j'ai regardée comme un chef-d'œuvre de politique : j'avoue que, sans avoir égard, ni aux circonstances qui en accompagnèrent la naissance, ni aux hommes qui en conçurent le projet, je fus enchanté de trouver dans cet ouvrage les principes d'égalité et de la véritable souveraineté si bien expliqués par Jean-Jacques. » Plus, il défend, et avec quel courage étant donné les circonstances ! les mesures prises pendant la Terreur : « Vous rappelez toujours les mesures de 1793 ; mais vous passez sous silence ce qui précéda la malheureuse nécessité qui les fit employer ; vous oubliez de rappeler à la France les innombrables trahisons qui firent périr des milliers de citoyens ; vous oubliez de lui parler des progrès effrayants de la guerre de Vendée, de la livraison de nos places frontières, de la défection de Dumouriez et de la protection révoltante qu'il trouva jusqu'au sein de la Convention nationale. » Il rappelle : « Un million de républicains moissonnés aux frontières par les partisans de la tyrannie, conspirant sans cesse pour elle au sein même de la France. »

Babeuf prend ensuite la parole, il prononce une longue défense en forme de confession, qu'il devra abréger sur les injonctions du tribunal. Sous la menace du couteau de la guillotine, il réaffirme ses idées, malgré le difficile système de défense niant la Conjuration. Son idéal, c'est « le bonheur commun, but de la société ou le bonheur du plus grand nombre, but de la Révolution ». Mais, se conformant au vœu de la majorité des inculpés, il réduit la Conjuration au minimum : ce n'est pas autre chose qu'« une réunion de démocrates qui s'entretenaient des malheurs publics, des intérêts de la patrie, qui discutaient sur ce qu'il serait à désirer que l'on fit pour le bonheur du peuple ;

qui traçaient dans cette vue des plans, des rêves philosophiques de tout genre ». Pas de complot, pas de directoire secret, pas d'agents militaires et civils, rien. Rien en dépit des pièces saisies, des journaux, des faits, rien en dépit de la dénonciation de Grisel, rien en dépit des aveux de Pillé. Défense intenable.

Babeuf est amené à rappeler certains faits personnels, comme sa situation familiale lors de l'emprisonnement à Arras : « J'avais laissé sans secours et dans la plus triste détresse ma femme et trois malheureux enfants. Du fonds de mon espèce d'exil, j'appris que ces enfants trop chéris, ces objets de ma tendre affection, souffraient, dépérissaient avec tant d'autres. J'avais une fille de sept ans ; j'eus bientôt la déchirante nouvelle qu'elle était morte des suites de la réduction assassine des deux onces de pain. En revoyant mes deux autres enfants en fructidor, je les retrouvai exténués au point qu'ils étaient à mes propres yeux méconnaissables. » Le révolutionnaire intrépide et le père de famille sensible parlent d'une même voix chez Babeuf.

Il lit le texte des pétitions contre la famine qu'il avait commencé à publier dans son journal en frimaire an IV. « Dès lors, affirme Babeuf, le gouvernement se mit à ma poursuite et donna partout des ordres pour me faire arrêter, sans nul respect pour la liberté de la presse. »

Ici, Babeuf donne quelques éléments qui, malgré les réserves avec lesquelles il faut prendre l'ensemble de ses déclarations au procès, témoignent assez justement de sa conception d'un journal populaire : « J'étais entièrement occupé du travail de l'esprit public, et tout le monde concevoit que ce n'était pas un mince objet. Pour s'en faire une plus juste idée, il faut d'ailleurs savoir quels étaient le genre et l'étendue de mon travail comme publiciste. Je donnais un numéro à peu près toutes les décades, et je n'ai pas le travail très facile. Il faut savoir ensuite quel genre de choses je traitais. Ce n'était point un journal de nouvelles que le mien. Il n'y

entraînait aucun remplissage. Il était tout constitué en discours raisonnés et suivis sur la morale, le droit naturel, la théorie des institutions sociales, les principes primitifs de la législation. La doctrine des philosophes et des législateurs anciens et nouveaux servait de base et de texte à ces amples dissertations. »

Il interroge : « La France restera-t-elle une république ? » après ce procès ; et Buonarroti, écrivant plus de trente ans après les faits, ne peut s'empêcher de noter à cet endroit : « Quatre ans après, il n'en restait plus vestige. » Bonaparte s'engouffrera dans la brèche.

Pour que les choses soient claires, Babeuf affirme sa totale responsabilité et précise qu'il ne s'agit pas de sa propre personne : « Si l'horloge fatale a sonné pour moi, il y a longtemps que je suis résigné [...] je suis familiarisé avec les supplices. La roche tarpéienne est toujours présente à mes yeux et Gracchus Babeuf est trop heureux de mourir pour son pays. » Il ajoute : « L'histoire gravera nos noms en traits honorables. » En outre, si la défense du gouvernement révolutionnaire de Robespierre et de Saint-Just atteste une nouvelle fois de son courage politique et physique, elle ne favorise nullement l'indulgence du tribunal. Le vote favorable de quatre jurés aurait suffi à absoudre les condamnés. Au dernier moment, le quatrième juré, menacé, intimidé, prit position pour l'accusation. A la veille de sa condamnation, ne se faisant plus d'illusions, c'est encore pour ses enfants que Gracchus Babeuf a ses dernières pensées. Buonarroti raconte : « Ô mes enfants ! (des larmes coulèrent de ses yeux) [...] je vous laisse esclaves, et cette pensée est la seule qui déchirera mon âme dans mes derniers instants. » Ces pensées sont confuses (pouvait-il en être autrement ?). Le 24 mai 1797, il écrit à son « digne et sincère ami », Félix Lepeletier : « Je ne croyais pas qu'il m'en coûterait autant pour voir la dissolution de mon être. On a beau dire, la nature est toujours forte. La philosophie prête quelques armes pour la vaincre, mais il faut toujours lui payer tribut. J'espère pourtant conserver assez de force pour soutenir, comme je le

dois, ma dernière heure ; mais il ne faut pas m'en demander davantage. »

C'est probablement aussi à ce moment qu'il écrit à sa famille une lettre bouleversante, déchiré qu'il est entre le besoin de faire partager ses sentiments et celui de rassurer ceux qu'il aime. Babeuf est conscient de cet écartèlement de ses pensées les plus intimes : « Je lui [Félix Lepeletier] exprime mieux ma situation pour vous que je ne peux le faire à vous-mêmes [...] Quitter une famille, des enfants, une épouse chérie serait plus supportable, si je ne voyais pas au bout la liberté perdue. » Il est partagé aussi entre les recommandations à sa femme et à ses enfants (qu'il donne cependant) et le refus de devoir les quitter : « J'espère que vous croirez que je vous ai tous beaucoup aimés. Je ne concevais pas d'autre manière de vous rendre heureux que par le bonheur commun. J'ai échoué : je me suis sacrifié ; c'est aussi pour vous que je meurs. »



Babeuf avait déjà conscience à ce moment du sort qui l'attendait : il s'était procuré un morceau de fil de fer qu'il avait travaillé et aiguisé dans sa cellule pour échapper à l'échafaud infamant par le suicide. Le 7 prairial an V (26 mai 1797), après de longues délibérations de dernière minute accompagnées de nouvelles irrégularités, vers 4 heures du matin, le verdict est prononcé, dans l'atmosphère que l'on peut deviner. Un calme effrayant succéda au roulement des tambours. Le président donna lecture de la sentence. Charles Nodier témoigne : « On aurait cru qu'il n'y avait que lui de vivant dans toute l'enceinte. » Buonarroti, Germain, Moroy, Cazin, Blondeau, Mennessier et Bouin (ces deux derniers par contumace) sont condamnés à la déportation. Babeuf et Darthé, pour leur part, doivent

être guillotiné et cette condamnation était prévisible depuis le discours des accusateurs nationaux.

L'Écho des hommes sensibles et vrais raconte la suite en ces termes : « Aussitôt que le jugement est prononcé, Darthé crie : "Vive la République !" Il s'est déjà percé le sein et le sang jaillit de sa plaie. Babeuf, sans rien dire, imitait son exemple et s'enfonçait dans le corps un fil d'archal aiguisé. Il tombe mourant. Un sentiment d'admiration pour les suicidés et d'horreur pour leurs bourreaux se répand dans toute l'assemblée. Une foule de citoyens de tout âge et de tout sexe sort de la salle épouvantée, effrayée d'avoir soutenu la présence des meurtriers du patriotisme. Une partie y est retenue par un religieux respect pour les illustres condamnés. » Buonarroti en appelle au peuple, les baïonnettes sont tirées pour empêcher tout mouvement. On entraîne les blessés, avec le reste des accusés reconnus coupables, hors de la vue du public. La confusion est à son comble.

Le lendemain, 8 prairial an V (27 mai 1797), à 5 heures du matin, Babeuf et Darthé, sanglants, sont conduits à l'échafaud. Babeuf ayant refusé de se faire opérer, un morceau de son arme de fortune resta en lui près d'une journée, lui causant de nouvelles tortures. « Ils marchèrent au supplice comme à un triomphe » écrit Buonarroti. Darthé refuse d'obéir à l'exécuteur et on doit le traîner. Quant à Babeuf, « près de recevoir le coup fatal, écrit Buonarroti, il parle de son amour pour le peuple auquel il recommande sa famille ». D'après Taffoureau, un des coaccusés, Babeuf était déjà mort quand il fut guillotiné.

CHAPITRE VIII

LA POSTÉRITÉ

Comme Babeuf l'avait prévu, c'est sa mort qui lui assurera l'immortalité. Les dépouilles de Darthé et de Babeuf avaient été jetées dans une fosse commune, mais elles furent recueillies par des cultivateurs et enterrées « pieusement », dit Buonarroti. Les acquittés furent aussitôt relâchés après le verdict ; ils avaient passé près d'un an en prison. Buonarroti, Germain, Moroy, Cazin, Blondeau, Bouin et Menessier avaient été condamnés, ces deux derniers par contumace ; ils furent accompagnés par Vadier, condamné à la déportation en l'an III puis amnistié au début de l'an IV, qui fut emprisonné par le Directoire, tant celui-ci tenait peu aux formes légales. Les condamnés furent emmenés pour être détenus au fort de l'île Pelée, dans la rade de Cherbourg ; pendant le voyage, ils furent accueillis par les élus, tantôt fraternellement comme à Argentan ou Saint-Lô, tantôt d'une façon hostile comme à Falaise ou Caen. Plus tard, en 1800, ils furent transférés à Oléron par décision des Consuls.

C'est essentiellement (mais pas seulement) par Buonarroti que l'héritage babouviste se transmet, ou plus exactement, que le combat babouviste se perpétua après le Directoire. Mais peut-on parler d'héritage tant le combat du Tribun fut enrichi par ses succes-

seurs en communisme ? Buonarroti, de par sa déportation, fut en quelque sorte protégé des répressions successives. Il est rejoint au fort de l'île Pelée par sa compagne, Thérèse Poggi. A Oléron, par la suite, il devient maître d'école ; il y restera déporté pendant trois nouvelles années avant d'être expédié à Toulon et, enfin, en l'an XI, à Sospel dans les Alpes-Maritimes, où il prend des contacts avec différentes personnes, dont des patriotes italiens et l'ancien conventionnel girondin Blanqui, père du célèbre « Enfermé ». Il séjourne à Sospel, puis à Genève à partir de 1806, d'où il est expulsé pour activité politique en 1812 parce qu'il y avait fondé, avec le frère de Marat, une loge maçonnique. Il est lié aux Philadelphes et à la conspiration républicaine du général Malet. Il reste sous surveillance à Grenoble ; il est expulsé une nouvelle fois de Suisse en 1823, avant de partir en exil à Bruxelles où il fréquente les anciens conventionnels régicides eux aussi exilés, notamment Vadier. Il met sans cesse sur pied des organisations secrètes plus ou moins liées à la franc-maçonnerie, tisse des liens permanents avec les patriotes et les révolutionnaires de l'Europe du traité de Vienne y compris la Russie. Il gagne difficilement sa vie comme professeur de musique.

Il peut rentrer à Paris en 1830 après la Révolution de Juillet ; en 1828, il avait publié son ouvrage sur la Conjuration, qui connut assez vite un grand succès dans les milieux démocratiques. Par cet ouvrage, non seulement il s'acquittait de la promesse faite à Babeuf et Darthé à l'annonce de leur condamnation à mort, mais surtout, il couchait par écrit les actions et les idées de la Conjuration pour l'Égalité. Témoignage inestimable pour l'historien actuel, et surtout acte politique de premier plan : alors que ses contemporains, les survivants de la Révolution, tisonnaient le passé, lui, le rescapé cherchait à préparer l'avenir avec ses disciples, malgré et par-delà les répressions qui frappaient continuellement cette petite poignée d'hommes organisateurs de multiples sociétés qui renaissaient dès leur disparition. Buonarroti lui-même

est arrêté une nouvelle fois en 1833 et ses manuscrits sont saisis par la police. Il meurt en septembre 1837 à Paris, entouré de ses disciples Voyer d'Argenson, Teste et Baudement, le fils de l'agent babouviste du deuxième arrondissement de Paris, beau témoignage de la constance babouviste. Il était le patriarche du mouvement démocratique, fréquentant et influençant des personnalités aussi diverses que Cabet, le chartiste O'Brien, Blanqui, le belge De Potter, Mazzini, les frères Tourgueniev. Louis Blanc, qui l'avait connu, le comparait « aux sages de l'ancienne Grèce »¹. Son influence était énorme ; il prodiguait conseils et recommandations très largement autour de lui. Ses funérailles sont l'occasion d'une manifestation populaire au cimetière de Montmartre.



Privée de son chef, la famille Babeuf ne fut pas abandonnée par les amis du Tribun, l'ancien général Turreau et Félix Lepeletier notamment. La veuve de Babeuf s'installa comme marchande à la toilette ; elle ne connut cependant pas la tranquillité qu'elle pouvait espérer après ses malheurs : surveillée et dénoncée en l'an VII, elle est encore arrêtée lors de l'affaire de la « machine infernale » en 1801 (la tentative royaliste d'assassinat de Bonaparte, lequel en fit retomber les conséquences sur les démocrates). Son domicile est perquisitionné en 1808 lors de la première conspiration du général Malet et elle est à nouveau inquiétée. Elle tenait encore une boutique à Paris, rue Saint-Honoré, en 1840.

Le fils aîné Robert, dit Émile, ne se montrera pas à la hauteur des espoirs de son père, malgré l'affection

1. Cité par R. LEGRAND, *op. cit.*, p. 307.

et l'aide de Félix Lepeletier puis de Buonarroti. Après les persécutions dont fut victime l'ami de son père, il travailla dans une librairie puis devint libraire lui-même. Il fut successivement anti-bonapartiste puis bonapartiste (éditant même un libelle, *Le Nain tricolore*, qui lui vaudra un séjour dans la prison du Mont-Saint-Michel en 1818) et, enfin, il se déclare « attaché au Roi et à son auguste dynastie », en 1821. Il invente et colporte nombre de légendes sur son père et sur lui-même : ainsi, pour sa part, il aurait provoqué en duel, puis tué, le traître Grisel ! Mais peut-être fut-il perturbé par une destinée trop lourde à assumer dès l'enfance (rappelons qu'il assista, tout petit, en pleine nuit, à l'arrestation de son père) ? C'est fort possible. Il convient ici plus qu'ailleurs d'être mesuré dans le jugement.

Le jeune frère d'Émile-Robert, Camille, connu également un destin tragique, se précipitant dans le vide en août 1815 à Paris. Calus, enfin, le dernier, né à Vendôme, en plein procès, meurt à dix-sept ans, tué d'une balle lors de l'invasion de 1814.



Les dernières années de la République sont très difficiles pour l'ensemble des militants révolutionnaires, pas seulement pour les babouvistes. La répression s'acharne sur eux. Acharnement judiciaire, bien sûr, mais aussi acharnement économique, misère profonde et isolement politique. Ce sont fondamentalement les difficultés récurrentes du Directoire exécutif et l'instabilité politique du régime qui expliquent cet acharnement. Dès le coup de barre donné par le Directoire contre les royalistes et leurs protecteurs en fructidor an V, les anciens Égaux relèvent la tête. Certains journaux font même l'apologie des victimes de Grenelle et de Vendôme. Mais cette accalmie ne dure

guère. Inquiet du retour des idées démocratiques, le Directoire exécutif prend ses précautions et n'hésite pas une nouvelle fois à violer sa propre légalité. Lors des élections de l'été 1798, cassées par le Directoire, de nombreux anciens babouvistes avaient été élus, parmi lesquels on citera seulement Fyon et Antonelle.

Tous les anciens babouvistes, dénoncés comme « partisans du bonheur commun », contradictoire à l'ordre directorial, sont invalidés. Le royaliste Dandré note à cette occasion : « Les anarchistes sont actifs, courageux, surtout fidèles. » Lors de la nouvelle poussée de la contre-révolution en 1799, une vague de sympathie pour les idées jacobines et babouvistes se fait jour en réaction. Un nouveau club est constitué : le Club du Manège, présidé par Drouet, de retour en France, à la tribune duquel Félix Lepeletier et d'autres anciens Égaux, comme Didier, se font entendre. Au milieu de l'apathie générale qui caractérise la fin de la Révolution, ils essayent à nouveau et en vain de rallumer les anciennes passions. Le Club sera fermé. Le 18 brumaire, Bonaparte prend le pouvoir ; commence alors la chasse aux démocrates. Ceux-ci avaient cherché à restructurer une opposition contre celui que Sylvain Maréchal avait dénoncé (dès 1797, deux ans avant Brumaire !), dans un *Correctif à la gloire de Bonaparte*.

Régulièrement lors des rafles ou des déportations, beaucoup de babouvistes qui ont continué le combat du Tribun, sont arrêtés, conduits hors de France. Certains sont exécutés à l'issue des procès truqués des premières années du Consulat, comme le peintre Topino-Lebrun, ancien correspondant de Babeuf, et Chevallier, impliqué dans l'agitation babouviste de l'été 1796. Lors du sénatus-consulte de l'an IX, qui déporte dans l'océan Indien ou en Guyane de nombreux démocrates, on peut relever les anciens babouvistes Massard, Vaneck, Bouin, Cazin, Chrétien, Goulard, Rossignol, et bien d'autres, qui tous — ou presque — périront. Rossignol s'écrie à l'agonie : « Je meurs accablé des plus horribles douleurs ; mais je mourrai

content, si je pouvais apprendre que l'opprimeur de ma patrie, l'auteur de tous mes maux endurât les mêmes peines et les mêmes souffrances. » Il n'est pas inutile de relever que Bonaparte, quand il voulait effrayer ses notables, les menaçait de Babeuf.

Un signe qui ne trompe pas est la multiplication des suicides d'anciens révolutionnaires. Le lendemain du 18 brumaire, le médecin Bach, qui avait prononcé un discours de tonalité très babouviste au Club du Manège se suicide. A l'annonce de la proclamation de l'Empire, l'ancien conventionnel Fréciné, abonné en son temps au *Tribun du Peuple*, se tue d'un coup de fusil.

On pourrait croire qu'un contexte économique, politique, social, aussi difficile, aggravé par la surveillance policière que l'on peut imaginer, marque la fin de toute activité de type babouviste ; la réalité est plus complexe. Nous avons parlé de Buonarroti sous l'Empire et la Restauration mais, en fait, il n'était pas seul : Hésine et Émile Babeuf étaient en relations épistolaires sous l'Empire. Lors de la première Restauration, Blondeau, babouviste notoire, ancien inculpé de Vendôme, ancien déporté, domicilié alors à Tours, se rend chez Hésine, et cherche à avoir des nouvelles du jacobin Méry. A cette occasion, le sous-préfet de Vendôme écrit en mai 1815 : « Les habitants de Vendôme n'ont pas besoin des instructions des partisans du bonheur commun et de la doctrine de Babeuf » ; vingt ans après, le fonctionnaire ne se trompe pas et désigne très correctement la doctrine : il ne s'agit pas de « pillards », de « robespierristes », de « terroristes », mais du « bonheur commun » ; cela devait être mentionné. En 1815, sous « le règne de Napoléon », P.N. Hésine écrit un poème à la mémoire du Tribun, « martyr [sic] de l'égalité », au dos de plusieurs lithographies de Babeuf, et en prévoit la diffusion, puisqu'on en retrouvera plusieurs exemplaires à son domicile lors de perquisitions. En 1816, le préfet de Vendôme organise une féroce surveillance contre les démocrates, au premier rang desquels les Ballyer. En 1817, on l'a vu, Lebas-

Javary confie à ceux qu'il croit être des colporteurs, et qui sont en fait des mouchards, des brochures et des journaux babouvistes.

Lors des deux conjurations républicaines du général Malet (en 1809 et en 1812) d'anciens babouvistes auxquels se sont joints des compagnons de route du passé, sont arrêtés ou impliqués comme Antonelle ou Baudement. En 1816, sous la Restauration, lors de l'affaire dite « des patriotes », d'anciens babouvistes comme Toulotte ou Lefranc sont arrêtés par la police. Un rapport de police de Lyon, en 1827, fait référence à la Conjuration de Babeuf et à celle de Grenelle comme étant à l'origine lointaine des troubles ouvriers que connaît la ville.

Et toujours, autour de ces affaires, plane l'ombre de Buonarroti, infatigable organisateur clandestin.



L'intérêt politique porté à la Révolution française, et le développement du prolétariat industriel, ont amené à une renaissance des idées babouvistes vers les années 1830-1840. Déjà, on avait pu noter que la revue hambourgeoise *Minerva* avait publié en son temps de nombreux textes du procès, et que le jeune Hegel, avant de devenir le grand philosophe, avait été un des lecteurs assidus de cette revue. De même, on s'est interrogé sur la lecture de Babeuf par Fichte. Après l'occultation due aux années de l'Empire, on peut assister à une forme de renouveau pour les idées communistes. Mais intérêt ne veut nullement dire sympathie. Ainsi, le communiste Cabet attaque violemment Babeuf dans son *Histoire populaire de la Révolution française* : « Transformer le communisme en babouvisme, n'est-ce pas donner dans un piège ?² » Un autre socialiste de l'époque, V. Considérant se montre lui aussi hostile au babouvisme. Victor Hugo,

dans *Les Misérables*, témoigne : « Le 4 avril 1832, un passant montait sur la borne qui fait l'angle de la rue Sainte-Marguerite et criait : *Je suis babouviste*.³ » C'est pendant les années 1840 que se fait connaître le mouvement des « néo-babouvistes », le mot étant d'ailleurs forgé par l'ouvrier cordonnier André Savary. Le livre de Buonarroti devient, suivant les termes d'un de ces militants néo-babouvistes, « notre évangile ». Henri Heine témoigne de son succès populaire. Les journaux et les travaux d'hommes comme Richard Lahautière, Dézamy, Laponneraye et d'autres, font connaître le nom et le combat du *Tribun du Peuple*. Ainsi, le document programmatique *Analyse de la doctrine de Babeuf* est publié en septembre 1838 dans *l'Intelligence*, de Laponneraye.

Cette influence posthume, ainsi que la portée de l'ouvrage de Buonarroti, se font particulièrement sentir dans les sociétés secrètes républicaines de la fin de la monarchie de Juillet, qui ne cessaient de susciter des tentatives de soulèvement. Ces soulèvements sont inséparables de l'influence de Blanqui, « le cœur et la tête du prolétariat français », selon Marx. Blanqui, bien qu'ayant fréquenté Buonarroti, ne se réfère jamais à Babeuf et dans un entretien avec un journaliste, à la fin de sa vie, refuse même de se reconnaître comme un de ses disciples. Cependant, il existe une similitude frappante entre les deux programmes, par les buts communs à l'un et à l'autre, l'établissement du communisme, et par la place donnée à une société transitoire, à la fois dictatoriale et éducatrice, dans l'établissement de ce communisme. Cette ressemblance ne doit pas occulter une distinction importante : la conception différente des actions à mener pour la prise du pouvoir. Blanqui organisait soigneu-

2. V. DALINE, *op. cit.*, p. 10.

3. Victor Hugo, *Les Misérables*, Paris, Le Livre de Poche, 1972, vol. 2, p. 412.

sement des actions insurrectionnelles amenant au réveil du peuple, ce que Babeuf rejetait, inversant l'ordre des facteurs.



Pour sa part, Marx a probablement lu l'ouvrage de Buonarroti en 1843 puisque dans *la Sainte Famille* il écrit ce passage fameux : « La Révolution française a fait éclore des idées qui mènent au-delà des idées de l'ancien état de choses. Le mouvement révolutionnaire qui commença en 1789 au Cercle social, qui eut pour représentants principaux, au milieu de son évolution, Leclerc et Roux et finit par succomber un instant avec la Conspiration de Babeuf, avait fait éclore l'idée communiste que Buonarroti, l'ami de Babeuf, réintroduisait en France après la Révolution de 1830. Cette idée développée dans toutes ses conséquences constitue le principe du monde moderne »⁴. Marx envisage d'éditer Buonarroti dans la bibliothèque d'histoire du socialisme qui doit être créée à cette période. Pour la réflexion des fondateurs du marxisme, Babeuf et sa Conjuration ont été d'une utilité permanente, Marx et Engels alternant l'appréciation laudative de cette première tentative et la critique de son insuffisance. Ainsi dans le *Manifeste du Parti Communiste*⁵ ils qualifient le babouvisme « d'égalitarisme grossier ». L'historien soviétique Volguine distingue lui aussi soigneusement « égalitarisme » et « socialisme » : le but de l'égalitarisme est d'éliminer les défauts de la production individuelle tout en conservant ce caractère individuel,

4. K. MARX et F. ENGELS, *la Sainte Famille*, Paris, Éditions Sociales, 1969, p. 145.

5. K. MARX et F. ENGELS, *le Manifeste du Parti Communiste*, Paris, Éditions Sociales, 1976, p. 67.

alors que le socialisme cherche à développer l'organisation sociale du travail, sur la base des moyens collectifs de production. Y aurait-il eu ici une ambiguïté de la part de Marx et Engels ? Il faut reprendre ce qu'écrivait Engels en 1885 à propos de l'histoire de la Ligue des communistes, donc dans la période de rédaction du *Manifeste* : il parle « du communisme ouvrier allemand, inspiré des réminiscences de Babeuf, qui se développait à cette époque même à Paris ; la communauté des biens [mot d'ordre babouviste comme on le sait] était réclamée comme une conséquence nécessaire de l'égalité [souligné dans le texte] », et Engels précise : « Par communisme égalitaire je n'entends, comme je l'ai déjà dit, que le communisme qui s'appuie exclusivement ou surtout sur la revendication de l'égalité⁶. » Aucune ambiguïté, donc, quand Marx et Engels qualifient le babouvisme d'égalitarisme : il s'agit pour eux d'un communisme mettant au premier plan la revendication d'égalité, et non d'une doctrine prônant le partage des biens, du socialisme « de partageux », comme l'on dira en 1848.

Il est très significatif de noter que Marx et Engels donnent toujours, à part égale, deux raisons à l'échec de la Conjuración babouviste : « Le complot communiste ne réussit pas parce que le communisme d'alors était lui-même encore très grossier et superficiel et que, d'un autre côté, l'opinion publique n'était pas encore assez avancée⁷. » D'ailleurs, l'importance donnée par Engels aux conditions objectives pour l'échec du babouvisme ne s'est jamais démentie. Ainsi, dans *l'Anti-Dühring*, il qualifiera la « tentative de Babeuf [d'] insensée de sauter immédiatement du Directoire au

6. F. ENGELS, « Quelques mots sur l'histoire de la Ligue des Communistes », in K. MARX et F. ENGELS, *la Première Internationale*, Paris, Spartacus, 1970.

7. F. ENGELS, « Progrès de la réforme sociale sur le continent », in *Sur la Révolution française, écrits de Marx et Engels*, Paris, Éditions Sociales, 1985.

communisme car le Directoire était tout de même un gouvernement bourgeois et paysan. »⁸Pour Marx, et cette citation est connue : « La première apparition d'un parti communiste réellement agissant se produit dans le cadre de la révolution bourgeoise, au moment où la monarchie constitutionnelle vient d'être mise de côté. » Et Marx cite « en Angleterre, les niveleurs, en France, Babeuf, Buonarroti. »⁹

Cette idée a été reprise et précisée par Engels dans *l'Anti-Dühring* : « Dès sa naissance, la bourgeoisie était grevée de son contraire : les capitalistes ne peuvent pas exister sans salariés et à mesure que le bourgeois des corporations du Moyen Age devenait le bourgeois moderne, dans la même mesure le compagnon des corporations et le journalier libre devenaient le prolétaire. » C'est donc le processus même du développement économique qui fait surgir tout naturellement le contraire de la bourgeoisie ; rien d'artificiel : « On vit [...] à chaque mouvement bourgeois se faire jour des mouvements indépendants de la classe qui était la devancière plus ou moins développée du prolétariat. »

Pour Engels, il s'agit donc d'une constante que le surgissement d'un mouvement « prolétarien », au sein même du processus révolutionnaire bourgeois. On peut noter, d'une part, que le *Manifeste du Parti Communiste* qui parlait de « prolétariat » (quasiment au sens romain du terme) à propos de la tentative de Babeuf, se voit précisé, puisqu'il s'agit de la classe plus ou moins devancière du prolétariat ; d'autre part, le mouvement indépendant a lieu dans la révolution bourgeoise mais pas à n'importe quel moment, « au moment où la monarchie constitutionnelle vient d'être

8. F. ENGELS, *l'Anti-Dühring*, Paris, Éditions Sociales, 1977, p. 384.

9. K. MARX, « La critique moralisante et la morale critique », in MARX-ENGELS, *Textes 1842-1847*, Paris, Spartacus, p. 103.

mise de côté, [après la victoire de la Révolution]. [...] Ainsi, au temps de la Réforme et de la Guerre des Paysans en Allemagne, la tendance de Thomas Munzer ; dans la grande Révolution anglaise, les niveleurs ; dans la grande Révolution française, Babeuf ». Engels poursuit ainsi : « La revendication de l'égalité ne se limitait plus aux droits politiques, elle devait s'étendre aussi à la situation sociale des individus ; ce n'étaient plus les privilèges de classe qu'on devait supprimer mais les différences de classes elles-mêmes. » N'est-ce pas la démarche même d'un ancien noble comme Antonelle, dirigeant de la Conjuration écrivant « la nature n'a pas fait plus de propriétaires que de nobles » qui est retracée ici ? Après avoir rejeté avec force la société par ordres d'avant 1789, Babeuf et les siens avaient par là même rejeté toute division en classes sociales. « Les revendications bourgeoises d'égalité sont accompagnées de revendications prolétariennes d'égalité [...] les prolétaires prennent la bourgeoisie au mot : l'égalité ne doit pas être établie seulement en apparence, seulement dans le domaine de l'État, elle doit l'être aussi réellement dans le domaine économique et social. »

Sans probablement l'avoir connu, Engels se fait ici l'écho de la lettre de Babeuf qui écrit à Coupé en 1791 : « Qui peut tenir à une égalité nominale ? [...] Je comprends bien combien il serait difficile de faire accepter tout d'un coup un système d'égalité générale, mais l'égalité des droits étant admise, si l'on ne veut pas qu'elle soit pure déception il faut bien commencer par la mettre en pratique quelque part. » Engels écrit plus loin : « Et surtout depuis que la bourgeoisie française à partir de la Grande Révolution a mis au premier plan l'égalité civile, le prolétariat français lui a répondu coup pour coup en revendiquant l'égalité économique et sociale ; l'Égalité est devenue le cri de guerre spécialement du prolétariat français. »¹⁰ Engels reprend ici la tradition babouviste : il ne s'agit plus de la revendication de l'égalité mais du cri de guerre de l'Égalité, c'est-à-dire, comme l'écrivait *Le Tribun du Peuple*, de

« l'Égalité pure et sans taches ». D'ailleurs, dès 1845, Engels dans un discours à Londres prononcé lors d'un meeting international avait affirmé : « En ce qui concerne l'égalité, Babeuf et ceux qui prirent part à sa conspiration tirèrent des idées de la démocratie de 1793 les conclusions les plus poussées qui pouvaient être à l'époque. »¹¹ Nous savons par ailleurs, grâce à une de ses lettres de 1884, qu'il prêta son propre exemplaire de l'ouvrage de Buonarroti à Paul Lafargue.

Cet extrême intérêt est dû non seulement à l'insatiable curiosité intellectuelle de Marx et d'Engels, mais aussi aux combats de leur jeunesse. Ils fréquentèrent, on le sait, des organisations démocratiques d'exilés allemands. Dans une de ces organisations, la Ligue des bannis, fondée en 1834, puis réorganisée en 1836 en Ligue des justes, la lecture de l'ouvrage de Buonarroti était fréquente. Le mot d'ordre « égalité des biens ou communauté des biens » se retrouve dans différentes publications des exilés allemands dès 1834. En 1838, le tailleur Weitling devient une figure centrale de la direction de la Ligue des justes. Il rédige le programme de l'organisation où figure, en bonne place, cette phrase : « La Communauté des biens est le moyen de sauver l'humanité ; elle transformera pour ainsi dire la terre en un paradis. »¹² Ce mot d'ordre perdura tout au long de la préhistoire de la Ligue des communistes puisque, ayant fondé avec Marx, au début de 1846, les comités de correspondance communiste, Engels assignait comme objectif à cette organisation « l'abolition de la propriété privée et son remplacement par la communauté des biens », formule intermédiaire entre le communisme babouviste et le marxisme.

10. F. ENGELS, *L'Anti-Dühring*, p. 134.

11. F. ENGELS, « Das Fest der Nationen in London », cité par G. BLOCH, p. 627-628, in F. MEHRING, *La Vie de Karl Marx*, Paris, 1984, Éditions P.I.E.

12. B. ANDRÉAS, *La Ligue des communistes*, Paris, 1972, p. 12.

Il n'est ni dans le cadre ni dans les moyens de cette courte biographie de Babeuf et des Égaux d'extrapoler vers les origines du marxisme ; il nous fallait seulement souligner l'importance du babouvisme dans les années 1830-1840, non seulement sur le plan idéologique mais aussi organisationnel : sur nombre d'aspects, les organisations d'exilés allemands à Paris étaient structurées, dans leurs statuts et leur pratique, comme les groupes néo-babouvistes.



Le babouvisme aurait-il eu quelque importance seulement dans la pensée politique et nullement dans l'histoire des hommes ? Il n'en est rien. Outre les exilés démocrates allemands, nous prendrons un seul exemple, le département de Loir-et-Cher¹³, où l'histoire du socialisme dans le département est inséparable du nom de Jean-Jacques Delorme, qui avait été l'ami du jacobin Péan et l'élève du conventionnel Foussedoire. Bouls souligne qu'il fut « l'obligé d'Hésine ». Delorme, correspondant de Buonarroti, qualifiait celui-ci de « figure symbolique du communisme ». J.-J. Delorme écrivait dans ses mémoires : « La doctrine communiste hautement professée par le respectable Buonarroti ne m'a inspiré aucune répulsion, pas plus que les systèmes socialistes de Saint-Simon, de Fourier et des illustres apôtres de l'égalité. » Notons ce terme « apôtre de l'égalité », qui désignait assez fréquemment Babeuf, et cette revendication d'égalité, qui constitue le cœur du programme de la Conjuración. Il affirme en décem-

13. J.-M. SCHIAPPA, « Repères pour une histoire de la tradition babouviste dans le Loir-et-Cher (1796-1947) », in *Communisme*, 1991.

bre 1831 : « Je n'hésitai pas à me faire agréer à la réunion démocratique présidée par le vénérable Buonarroti. » Avec quelques amis, il organise des unions plébéiennes, composées essentiellement d'ouvriers et de paysans.

Delorme écrivait à Buonarroti : « Tu me demandes quelle impression avait faite sur moi la lecture de certain ouvrage sur l'organisation sociale, je te répondis : "en l'an IV, un bon système était peut-être praticable mais pour le moment je regarde toute espèce de tentative comme impossible" » mais « la régénération sociale s'opérerait pourvu que des hommes sages et purs donnassent l'impulsion ». On peut supposer que cet ouvrage, traitant de la régénération sociale en l'an IV, recommandé par Buonarroti, était l'*Histoire de la Conspiration*. Delorme ne désavoue nullement la tentative de Babeuf mais il estime que les conditions sont plus difficiles sous la monarchie de Juillet. Tous ces exemples illustrent à travers l'exemple d'un département l'impact du babouvisme sur l'activité militante.

On peut lire un article (non signé) sur le procès de Babeuf dans le journal *le Loir*, en 1843. Or, ce journal était rédigé en 1847 par le néo-babouviste Richard Lahautière, réfugié à Vendôme après l'échec de son journal parisien. Le journal vendômois était sans nuance politique précise, mais, ici, il nourrit véritablement la tradition babouviste. La Révolution de 1848 voit la nomination du démocrate Lahautière comme maire de Vendôme. Cinquante ans après l'exécution de Babeuf, un néo-babouviste connu dirige la ville. Lahautière en effet avait été parmi les premiers à défendre clairement des principes néo-babouvistes ; son journal affirmait le communisme comme historiquement inévitable et immédiatement praticable. D'autre part, la banlieue de la ville était travaillée par René Noulín, un ami personnel d'un fils d'Hésine et un fervent propagandiste du socialisme. Le second fils de Pierre Nicolas Hésine, Camille, revient en 1847 à Vendôme ; il sera un des fondateurs du journal *Progrès du Loir-et-Cher*, qui deviendra l'organe socialiste du département.

La tradition se continue sous le Second Empire, dans des conditions toujours difficiles : M^{me} Desaignes, morte en 1870 à quatre-vingt-quatorze ans, contemporaine du procès, chantait « l'Hymne des détenus » créé par les Égaux lors de celui-ci. Autour des dernières années du Second Empire, on remarque une poussée socialiste, qui prendra toute son ampleur sous la troisième République. Lantenant, formé par le fils d'Hésine, aurait adhéré à l'Internationale en 1868. Il aurait été membre, auparavant, de la société secrète de « La Marianne » ; il sera élu maire de Vendôme en 1908, soixante ans après Lahautière, plus d'un siècle après l'exécution de Babeuf. Lors de la préparation du Congrès de Tours, en 1920, Lantenant s'affirmera « communiste depuis soixante ans ».



Dans la tradition révolutionnaire, Babeuf est considéré généralement comme le fondateur du socialisme international ; on pense ici à ce qu'ont pu affirmer, entre autres, Jean Jaurès¹⁴, qui salua Babeuf à de nombreuses reprises dans son *Histoire socialiste de la Révolution française* (« Babeuf, le communiste Babeuf, votre maître et le mien, celui qui a fondé en notre pays, non pas seulement la doctrine socialiste, mais surtout la politique socialiste » ou encore quand il définit la Conjuration comme « le spasme suprême » de la Révolution), Guesde parlant de Babeuf et de Darthé (« Nous les revendiquons, non seulement pour nos lointains ancêtres, mais pour nos pères directs, non pas pour nos pères intellectuels, mais pour nos maî-

14. M. RESTRIoux, « Babeuf et les tendances du socialisme français (1884-1914) », in *Actes du colloque de Stockholm*, p. 277-281.

tres en sacrifices, ayant donné leur vie »), sans même citer Wilhelm Liebknecht (« En France, il y a plus d'un siècle que la soi-disant Conspiration des Égaux fut étouffée dans le sang et que le socialisme est une force puissante de la politique. Vos Babeuf, Saint-Simon, Fourier, Cabet, Louis Blanc nous nourrissaient de leurs idées avant que les noms de Marx et Lassalle fussent connus »). Il faut noter que la tradition babouviste était si prenante qu'on l'invoquait non seulement dans les rangs du socialisme mais qu'Élisée Reclus, l'anarchiste bien connu, affirmait : « Babeuf, de nos jours, serait encore un novateur. » Même des personnages rejetant la tradition révolutionnaire comme le « révisionniste » allemand Édouard Bernstein se réclamaient de Babeuf pour justifier une inflexion du socialisme vers le libéralisme et A. Aulard, l'historien de la Révolution, définissait la Conjuration comme « l'équivalent du parti radical » !

La pensée babouviste se propagea également en Russie, grâce aux populistes et, plus particulièrement à Tkatchev. Franco Venturi, le grand spécialiste du populisme russe, a écrit à propos de la pensée sociale de Tkatchev : « Il paraît difficile de ne pas y voir une dérivation de Babeuf. » Il ne s'agit pas ici de reprendre — même extrêmement sommairement — l'étude de la pensée sociale et des conceptions organisationnelles de Tkatchev, même si on peut y trouver plus que des réminiscences babouvistes, des emprunts directs ; il avait d'ailleurs publié dans sa revue *Nabat* des textes sur Babeuf et la Conjuration.

En 1898, dans la revue libérale *Bojt Mir* (« le Monde de Dieu »), éditée à Saint-Petersbourg, l'historien russe Tarlé publie un article sur le procès de Babeuf. Cette revue était un mensuel littéraire et de vulgarisation scientifique. L'article de Tarlé était le premier article d'histoire publié dans la presse russe légale et, d'un certain point de vue, doit être considéré comme le point de départ de la riche tradition russe et soviétique consacrée à l'étude de la Conjuration de Babeuf. C'est ici, dans cette revue libérale et légale de la fin du siècle

dernier, que se croisent les destins de l'historien Tarlé, du communiste martyr Gracchus Babeuf et de Vladimir Illitch Oulianov, le futur Lénine, qui avait publié un article dans le même numéro de cette revue. Tarlé s'est appuyé essentiellement sur l'œuvre d'Advielle, à cette époque la plus importante de celles consacrées à Babeuf, en utilisant des termes que tous les courants centralistes révolutionnaires russes pouvaient savourer : il présente en effet la Conjuration comme étant structurée autour d'une « direction centrale » travaillant dans la clandestinité « absolue », afin de pouvoir « agir comme une seule armée ». Tarlé qualifie Babeuf de « personnage très important », dont « la signification historique ne consiste pas en une innovation théorique » mais qu'il considère « comme [le] représentant des protestations contre la réaction à la fin de la Révolution ». Il était un « précurseur des soulèvements sociaux du XIX^e siècle ».

Il est à peu près certain que Lénine a lu le numéro de *Mir boji* dans lequel son propre article fut publié. Cependant, Lénine cite très rarement Babeuf. Or, les accusations de « blanquisme » et de « jacobinisme » contre lui et les bolcheviks furent, on le sait, très fréquentes, et les allusions historiques dans le débat sur les méthodes révolutionnaires étaient courantes chez Lénine, comme, d'ailleurs, chez tous les révolutionnaires de l'époque. Mais, très curieusement, celui qui fonda la méthode de construction d'un « parti » communiste basée sur la centralisation, la construction par le sommet (Directoire secret babouviste cherchant à étendre ses ramifications), la cooptation, la discussion démocratique et, en même temps, l'homogénéité, la structuration autour d'un journal, n'est jamais mentionné dans les arguments de Lénine en faveur d'une telle organisation. A cela, on peut rétorquer comme Jean-Jacques Marie que « toute organisation de combat quelle que soit sa nature répond à des nécessités identiques. »¹⁵ Ainsi dans *Que faire ?*, répondant à la question « de quel type d'organisation avons-nous besoin ? », Lénine écrit : « La tentative de

prise du pouvoir prônée par la propagande de Tkatchev [...] et qui réellement effrayait avait de l'allure. » Dès 1904, il confiait à Bontch-Brouévitch que Tkatchev était « plus proche de nous que bien d'autres ». Directement ou par la médiation de Tkatchev, il existe une réelle filiation entre Babeuf et Lénine.

Dans sa polémique contre les socialistes-révolutionnaires, Lénine rompt des lances contre ceux qui entendent « faire voisiner dans un programme minimum la socialisation de la terre et les coopératives. Il fallait avoir pour cela, avouons-le, un rare courage civique. Notre programme minimum c'est d'une part Babeuf, d'autre part, M. Lévitiski. Il fallait y penser », écrivait-il en 1902. Notons ici, avec intérêt, que Babeuf, décrit par beaucoup comme un partisan de la loi agraire, du partage égalitaire du sol, du « Partage Noir » est présenté, à juste titre, par Lénine, comme étant un partisan de la communauté des sols.

Les révolutionnaires russes se nourrissaient donc de tout ce qu'ils trouvaient de meilleur dans le mouvement international. Et ce sont les idées essentielles du babouvisme : l'organisation des communistes en un groupe, un parti si l'on préfère, d'une part, et d'autre part, la nécessaire dictature révolutionnaire transitaire vers la société égalitaire, qui seront mises en application par les bolcheviks. Cependant, il faut se prémunir contre tout anachronisme qui ferait des Égaux des pré-bolcheviks. Les sociétés qu'ils durent affronter les uns et les autres sont profondément différentes, et elles-mêmes différentes de la France actuelle, même si les ressemblances sont également très grandes. Simplement, la connaissance de Babeuf était familière à tout révolutionnaire du XIX^e et du début du XX^e siècle.

15. J.-J. MARIE, p. 24 de l'introduction à Lénine, *Que faire ?*, Paris, Éditions du Seuil, 1966.

Ainsi, lors de la fondation de la troisième Internationale, Trotsky écrit dans le *Manifeste de l'Internationale Communiste*, adopté par le premier congrès de 1919 : « Nous, communistes, unis dans la III^e Internationale, nous nous reconnaissons les continuateurs directs des efforts et du martyre héroïque acceptés par une longue série de générations révolutionnaires, depuis Babeuf jusqu'à Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg. »¹⁶ Par la suite, avec la situation issue de la bureaucratisation de l'U.R.S.S., l'analogie entre les deux Thermidor, éventuellement avec Babeuf, entre son combat et celui de l'Opposition de gauche ne pouvait pas ne pas apparaître.

L'étude de l'action de Babeuf après et contre Thermidor passionna les militants de l'Opposition de gauche. On connaît l'exemple (nullement unique, par ailleurs) de Victor Daline, signataire d'une lettre de soutien à Trotsky en 1923, dirigeant des Jeunesses communistes et qui deviendra plus tard, après la terrible épreuve de la déportation, le meilleur spécialiste de Babeuf. Il faut également souligner que Trotsky et le principal spécialiste de Babeuf à l'époque, Maurice Dommanget, ont été en rapports personnels lors du second exil de Trotsky en France et que Dommanget lui offrit les *Pages choisies de Babeuf*. A cette occasion, ce dernier le « remercie chaleureusement » et l'assure de son « admiration tout à fait sincère pour votre travail empreint de pénétration historique, d'honnêteté scientifique et de remarquable érudition ».

En 1936, dans *la Révolution trahie*, ouvrage clé pour l'analyse de la dégénérescence de l'Union Soviétique, Trotsky fait référence à Babeuf, à partir du travail de Rakovsky connu sous le titre *Les Dangers professionnels du pouvoir*. Cet ami de Trotsky, principal dirigeant

16. J.-M. SCHIAPPA, communication « Gracchus Babeuf et son "image" dans l'action et la pensée politiques de Léon Trotsky », au colloque d'Amiens.

après lui de l'Opposition de gauche avait une grande connaissance de l'histoire de la Révolution. Il développe « l'histoire du Tiers État qui a triomphé en France » et rappelle que « la réaction politique [...] débuta déjà avant Thermidor » ; il cite l'exemple de Babeuf interpellant les jacobins sur leurs épouses et précise, un peu plus loin : « Babeuf, à sa sortie de la prison de l'Abbaye, après avoir jeté un regard autour de lui, commença à se demander ce qu'était devenu le peuple de Paris [...] il résuma ses observations en une seule phrase où perce l'amertume du révolutionnaire : "Il est plus difficile de rééduquer le peuple dans l'attachement à la Liberté que de conquérir cette dernière". » Lorsque Rakovsky cherche à percer les conditions d'apparition de la bureaucratie dans la Russie « thermidorienne », ne faut-il pas y voir le souvenir de Buonarroti à propos de l'évocation des « dangers d'une classe exclusivement instruite dans l'art de gouverner » ?

*
* *

Ces quelques exemples ne peuvent nullement constituer un recensement exhaustif de toutes les ramifications de l'influence babouviste, mais ils permettent au moins de constater l'intérêt permanent que portaient les révolutionnaires communistes depuis deux siècles à celui qu'ils considéraient comme leur prédécesseur et duquel ils estimaient avoir toujours à apprendre.

*
* *

POUR FINIR

« Intelligence médiocre » pour Stefan Zweig, « homme faible » d'après Gérard Walter, le Tribun du Peuple, comme tout personnage historique, suscite curiosité, mépris, enthousiasme ou simple intérêt, suivant les uns ou les autres.

Il nous est apparu, à chaque moment, terriblement impliqué dans le présent de ses concitoyens, cherchant toujours à comprendre avec la frénésie propre aux autodidactes et aussi, à convaincre les autres de ce dont il était lui-même convaincu.

Aimant et protégeant les faibles peut-être parce que doté d'une forte personnalité, il était apte à mesurer, issu des milieux les plus populaires, la difficulté des conditions de vie de la majorité de la population que la Révolution n'avait, sur le fond, pas modifiées.

Que peut-on lui reprocher, que lui a-t-on reproché ?

D'avoir attaqué Marat au printemps 1793 alors que celui-ci l'avait défendu quelques années auparavant lors de son emprisonnement ? Mais les révolutionnaires entre eux se critiquaient sans complaisance : Camille Desmoulins avait violemment attaqué les Girondins, et ceux-ci avaient envoyé Marat devant le Tribunal révolutionnaire avant d'y être déférés eux-mêmes. Marat et Babeuf étaient d'accord en 1789, mais ne l'étaient pas en mai 1793 et c'est cette divergence politique qui est la cause des attaques de Babeuf. Le reproche d'ingratitude ne peut lui être adressé.

Peut-on lui reprocher le faux, le fameux « faux » ? Là également, le grief tombe : Gracchus Babeuf ne tira aucun bénéfice personnel de sa bévue, et il fut innocenté par la Convention nationale. Acte erroné à coup sûr, il ne peut être compris que par la violence du temps.

Peut-on alors faire reproche à Babeuf de son attitude pendant la réaction thermidorienne ? S'il fut ardemment et sincèrement anti-robesspierriste quant à la politique terroriste, il ne critiqua jamais la partie sociale du plan de l'Incorruptible. Et Babeuf corrigea vite et publiquement sa critique de Robesspierre, se faisant avec courage le défenseur de ce dernier à Vendôme. Là aussi, pour juger Babeuf, il faut parler de la politique babouviste qui le fait critiquer la dictature jacobine en 1794-1795 et, en 1796, chercher à mettre en place une nouvelle dictature révolutionnaire prémunie contre ses travers éventuels.

Babeuf chercha sa voie, toujours avec passion et sincérité.

« Homme isolé », a dit Seignobos, il y a bien longtemps, et cette opinion, sous diverses formes, est encore bien répandue. En fait, Babeuf, partisan du bonheur collectif, estimait que seule une œuvre collective pouvait garantir le succès de sa tentative. Le premier, il constitua une organisation dont le titre même témoigne à la fois du programme et du souci de démocratie qui doit régner dans une organisation communiste : les Égaux. Ils étaient quelques centaines, voire des milliers de révolutionnaires dans toute la France, rassemblés autour d'individualités puissantes comme Lepeletier, Antonelle, Maréchal, Buonarroti et le Tribun lui-même.

Hommes du passé, hommes sans présent, comme il a pu être dit, entièrement tournés vers l'an II ? ce serait incontestablement exagéré. L'aspect novateur de la Conjuración, sa doctrine collectiviste et les moyens de l'appliquer disparaissent alors dans la seule perception du passé. Annonceurs du communisme mo-

derne, précurseurs du mouvement ouvrier ? C'est vrai, mais ne voir que cela dans l'œuvre des Égaux serait une téléologie empêchant de voir l'essentiel : comme toute œuvre humaine, la Conjuración des Égaux, en même temps qu'un dépassement du passé, constitue une activité du présent, de leur présent de 1796. Cette alliance du passé et du présent annonce l'avenir, le début du mouvement ouvrier mais « le début seulement » pour paraphraser André Breton.

BIBLIOGRAPHIE

1) Quelques ouvrages sur l'ensemble de la période :

- M. BOULOISEAU, *la République jacobine (10 août 1792-9 thermidor an II)*, Paris, 1972.
- F. FURET et D. RICHEL, *la Révolution française*, Paris, Fayard, 1973.
- F. FURET, *la Révolution, de Turgot à Jules Ferry, 1780-1880*, Paris, 1988.
- J. JAURÈS, *Histoire socialiste de la Révolution française*, Paris, Éditions Sociales, 6 vol., 1983.
- G. LEFEBVRE, *la France sous le Directoire, (1795-1799)*, Paris, 1983.
- A. SOBOUL, *Précis d'histoire de la Révolution française*, Paris, 1962.
- M. VOVELLE, *la Chute de la monarchie (1787-1792)*, Paris, 1972.
- D. WORONOFF, *la République bourgeoise de Thermidor à Brumaire*, Paris, 1972.
- Ainsi que J. MATRON, *Dictionnaire du mouvement ouvrier français*, t. 1, 2 et 3, Paris, 1964-1966, systématiquement utilisé.

2) Textes de Babeuf :

- V. DALINE, A. SAITTA, A. SOBOUL, *Inventaire des manuscrits et imprimés de Babeuf*, Paris, 1966.

Parmi les recueils facilement accessibles, il faut citer :

- V. DALINE, A. SAITTA, A. SOBOUL, *Œuvres de Babeuf*, t. 1, *Babeuf avant la Révolution*, Paris, 1977.

Gracchus Babeuf, avec les Égaux

- M. DOMMANGET, *Pages choisies de Babeuf*, Paris, 1935.
Cl. MAZURIC, *Babeuf, textes choisis*, Paris, 1965.
Cl. MAZURIC, *Babeuf*, Paris, 1988.
M. REINHARD, *Correspondance de Babeuf avec l'Académie d'Arras*, Paris, 1961.
A. SAITTA, *Babeuf, Le Tribun du Peuple, textes choisis*, Paris, 1969.

Un ouvrage dépasse toutes les classifications, à la fois histoire de la Révolution, texte d'un babouviste et témoignage d'un contemporain :

- F. BUONARROTI, *Conspiration pour l'Égalité, dite de Babeuf*, Éditions Sociales, 1957, 2 vol.

3) Études :

Actes du colloque Babeuf et les problèmes du babouvisme, Stockholm, 1960, Paris, 1963.

Actes du colloque Gracchus Babeuf, Amiens, 1989, (à paraître) rapports et communications de B. Didier, R. Barny, K. et M. Midell, F. Wartelle, J. Foucard, Cl. Mazauric, E. Walter, I. Capiello, A. Maillard, J.-M. Schiappa, V. Lecoulant, etc.

V. ADVIELLE, *Histoire de Gracchus Babeuf et du babouvisme d'après de nombreux documents inédits*, Paris, 1884, 2 vol.

J.-P. BERTAUD, *la Révolution armée. Les soldats-citoyens de la Révolution française*, Paris, 1980.

J. BRUHAT, *Gracchus Babeuf et les Égaux ou le premier parti communiste agissant*, Paris, 1978.

V. DALINE, *Gracchus Babeuf à la veille et pendant la Grande Révolution française, (1785-1794)*, 1976, (ouvrage majeur).

M. DOMMANGET, *Babeuf et la Conjuración des Égaux*, Paris, rééd. 1969. Sylvain Maréchal, *l'Égalitaire « l'Homme sans Dieu »*, (1750-1803). *Vie et œuvre de l'auteur du Manifeste des Égaux*, Paris, 1951. *Sur Babeuf et la Conjuración des Égaux*, Paris, 1970 (très important recueil d'articles).

A. GALANTE-GARRONE, *Philippe Buonarroti et les révolutionnaires du XIX^e siècle*, Paris, 1975.

J. GODECHOT, *la Vie quotidienne en France sous le Directoire*, Paris, 1977.

- D. GUÉRIN, *la Lutte des classes sous la première République. Bourgeois et « bras nus » 1793-1797*, 2 vol., Paris, rééd. 1968.
- R. LEGRAND, *Babeuf et ses compagnons de route*, Paris, 1981.
- A. LEHNING, *De Buonarroti à Bakounine*, Paris, 1977.
- J. LÉPINE, *Babeuf*, Paris, 1949.
- A. MATHIEZ, *Le Directoire*, Paris, 1934.
- C. MAZAURIC, *Babeuf et la Conspiration pour l'Égalité*, Paris, 1962.
- A. SAIITA, *Filipo Buonarroti. Contributi alla storia della sua vita et del suo pensiero*, Roma, 1951. *Ricerche storiografiche su Buonarroti e Babeuf*, Roma, 1986, (recueil d'articles).
- J.-M. SCHIAPPA, « Le babouviste Robert-François Debon avant la Conspiration des Égaux », D.E.A. inédit, E.H.E.S.S., 1987.
- R. MONNIER - A. SOBOUL, *Répertoire du personnel sectionnaire parisien en l'an II*, Paris, 1985.
- K. TONESSON, *La défaite des sans-culottes, mouvement populaire et réaction bourgeoise en l'an III*, Paris 1959.

S'ajoutent à cette bibliographie de nombreux articles ainsi que l'ensemble des sources manuscrites et les pièces imprimées.

INDEX SOMMAIRE DES BABOUVISTES ET DES PROCHES DE BABEUF

- ALBAN, p. 138, 142, 209, 212.
- ANTONELLE, p. 8-9, 98, 101, 118-119, 125, 132, 134, 163, 176, 217, 219, 235, 237, 242, 254.
- ARMONVILLE, p. 117, 128, 135, 137-138, 141, 208.
- ARNOULD, p. 198.
- BABEUF, *passim*.
- BABEUF, père, p. 11 à 14.
- BABEUF, mère, p. 11 à 13.
- BABEUF, femme, p. 14, 25, 27, 45, 47, 54 à 58, 66, 68, 76, 79, 82, 116, 203, 220, 226, 228, 233.
- BABEUF, Emile (Robert), p. 12, 32, 45-49, 54-55, 57, 76, 79, 125, 203, 220, 222, 226, 228, 233-234, 236.
- BABEUF, Camille, p. 46, 54-55, 57, 203, 220, 226, 228, 234.
- BABEUF, Catus, p. 46, 220, 228, 234.
- BABEUF, Sophie (l'ainée), p. 14, 21, 45-46, 48-49.
- BABEUF, Sophie (la seconde), p. 45-46, 54-55, 57, 221, 223, 226.
- BABY, p. 176, 205.
- BALLYER, p. 221, 237.
- BARBIER, Jean-Noël, p. 224.
- BARRY, p. 143.
- BATAILLARD, p. 212.
- BAUDE, p. 217.
- BAUDEMONT, p. 132, 169, 233, 237.
- BAUDRAIS, p. 128-129.
- BERNEZEY, p. 144, 176.
- BERTRAND, p. 122, 138, 142, 204-205.
- BESCHER, p. 176, 208-209.
- BLONDEAU, p. 151, 203, 218, 228, 231, 236.
- BODSON, Joseph, p. 94, 133-134, 158, 163, 176, 217.
- BOUCHER, Alexandre, p. 208.
- BOUDIN, p. 218.
- BOUILHON, Gracchus, p. 32, 107, 143.
- BOUIN, Mathurin, p. 109, 114, 133, 217, 228, 231, 235.
- BOUVERAT, p. 212-213.
- BRETON, p. 218.
- BRIBON, p. 211-212.
- BUONARROTI, Filippo, p. 7-9, 44, 47, 50, 62, 64, 90, 93, 97, 114-115, 118-119, 121-124, 131-134, 147, 151, 157, 159-160, 161-163, 165, 169, 170, 172, 174, 176, 178, 182-183, 185-188, 195, 198, 203, 215-219, 224-225, 227-229, 231-234, 236-239, 241, 243-245, 254.

CARDINAUX, p. 114.
CAZIN, Jean-Baptiste,
p. 119, 133, 197, 218,
228, 231, 235.
CHANA, p. 176.
CHAPELLE, p. 176.
CHEVALLIER, p. 150, 235.
CHOVET-PEYRONNET, p. 142.
CHRETIEN, Pierre-Nicolas,
p. 129, 217, 235.
CLEMENCE, p. 134.
CLEREX, p. 121, 218.
COCHET, p. 89, 218.
CORDAS, p. 218.
CORDEBAR, Rémi, p. 145,
217.
CONTAMIN, p. 143.
CREPIN, p. 218.

DARTHE, Augustin, p. 7, 9,
62, 93, 115, 116, 119,
122, 129, 132, 138, 158,
160, 166, 168, 176, 180,
193, 202, 217-219, 223,
228-229, 231-232, 246.
DAVIAUD, p. 141.
DEBON, Robert-François,
p. 7-9, 61-65, 119, 128,
134, 161, 166, 168, 176,
179, 196, 217.
DELAIRE-TENAILLE, Diogène,
p. 142, 171, 177.
DELALANDE, p. 145.
DEMORY, p. 140.
DERAY, Antoine, p. 133.
DESCHAMPS, p. 177.
DIDIER, Jean-Baptiste,
p. 119, 121, 135, 160,
176, 217, 235.
DIDIER, femme, p. 209.
DOLVIER, p. 134, 145, 176.
DROUET, Jean-Baptiste,
p. 39, 135, 150-151, 158,
160, 178, 200, 203, 208-
209, 217, 235.

DROUIN, p. 218.
DUFOUR, p. 129, 160, 218.
DULAC, p. 129.
DUMAINE, p. 129.
DUPLAY, Simon, p. 64, 99,
128, 150, 218.
DUPONCHEL, p. 140.
DUVAL, p. 150.

FAVRE, Jean, p. 142, 176.
FAURE, p. 129.
FIQUET, Claude, p. 92, 133,
142, 148, 150, 176, 217.
FIQUET, femme, p. 150.
FIQUET, Antoine, p. 218.
FOSSARD, p. 129, 218.
FYON, (général), Jean-Jo-
seph, p. 133, 166, 179,
205, 218, 235.

GAY, p. 212.
GERMAIN, Charles, p. 75, 89-
92, 100, 115, 118, 122,
125, 132-133, 144, 157,
160, 170, 172, 176, 211,
215, 217, 219, 222, 228,
231.
GIRARD, (citoyenne), p. 128.
GOULARD, p. 218, 235.
GRISEL, Georges, p. 121,
123, 133, 157-158, 163,
189, 219, 223-224, 226,
234.
GUILHEM, Antoine, p. 89,
128, 133, 148, 184, 217.
GUILHEM, femme, p. 150.

HERON, p. 119.
HESINE, Pierre-Nicolas,
p. 145, 168, 190, 197,
208, 215-216, 219-221,
236, 244, 246.
HESINE, femme, p. 217.

JEANTET, p. 176.

JORRY, (général), p. 217.

JOURDAN, p. 157.

LAFOND, Jean-Marie, p. 138.

LAMBERT, p. 218.

LAMBERT, femme, p. 218.

LAMBERTHE, p. 176, 218.

LAPIERRE, Sophie, p. 125,
205, 215, 218-219.

LAURAIN, Magdeleine, p. 208.

LEBAS-JAVARY, p. 216, 221,
237.

LECAMUS, p. 129.

LECANU, p. 145.

LEFRANC, p. 208, 237.

LEGRAS, p. 176.

LEMAIRE, p. 209.

LEPELETIER, Félix, p. 7, 9, 57,
98, 108, 115, 118, 119,
132, 134, 163, 166, 168,
172, 176, 178, 187, 196,
214, 217, 227-228, 233-
235, 254.

LINOF, p. 99.

MAGNIEZ, Brutus, p. 82, 92,
138, 144, 176, 208-209.

MARCHAND, p. 134.

MARECHAL, Sylvain, p. 7, 9,
44, 53, 59-61, 70, 75-76,
119, 125, 131-132, 134,
163, 166-167, 172, 177,
183-184, 187, 195, 217,
235, 254.

MARTEL, cadet, p. 136, 143.

MARTIN, p. 218.

MASSARD, Guillaume,
p. 133, 177, 218, 235.

MAURADE, (citoyenne),
p. 128.

MENESSIER, Claude, p. 64,
75, 126, 132, 177, 217,
228, 231.

MERY, p. 221, 236.

MEUNIER, Jean-Baptiste,
p. 224.

MINVIEILLE, p. 143.

MONNARD, Joseph, p. 205,
217.

MONNARD, femme, p. 214,
218.

MONNIER, p. 217.

MOREL, Nicolas, p. 129, 213,
218.

MORIN, p. 129.

MOROY, Juste, p. 62, 107,
124, 133, 148, 152, 160,
177, 218, 228, 231.

MOUREAU, Agricol, p. 143,
177.

MUGNIEZr, p. 218.

NAYEZ, p. 214.

OLLIVIER, p. 145, 205.

PARIS, Pierre-François,
p. 133, 136.

PARREIN, p. 217.

PEYSSARD, p. 133, 140.

PHILIP, p. 218.

PIERRON, Jean-Jacques,
p. 133.

PILLE, p. 43, 121, 159, 160,
176, 217, 219, 226.

POMAT, p. 213.

POTTOFEUX, Polycarpe,
p. 140, 218.

RAYEBOIS, p. 218.

REMOND, p. 129.

RESTIF de LA BRETONNE,
p. 98, 134.

REYS, Jacob, p. 154, 217.

ROBERT, p. 127.

ROBIN, François, p. 89, 138,
142, 154, 173, 177, 210-
213.

ROCHE, p. 120, 154, 177.

ROSSIGNOL, Jean-Antoine,
p. 133, 164, 166, 168,
179, 217, 235-236.

ROUVILLE, (citoyenne).
p. 125.

SAUVAGEOT, p. 141.

TAFFOUREAU, Louis, p. 89,
177, 218, 229.

TESTE, p. 143.

THIERRY, p. 218.

TIRANTY, p. 143, 177.

TISSOT, p. 159, 177.

TOPINO-LEBRUN, p. 100, 177,
235.

TOULOTTE, Eustache,
p. 89, 128-129, 177, 218,
237.

TROTTEBAS, p. 130, 140, 177.

TURREAU, (général), p. 233.

VACRET, Jean-Martin,
p. 217.

VANNECK, Jean-Baptiste,
p. 128, 133, 158, 235.

VERGNE, p. 218.

VEYCER, p. 150.

VIALA, p. 143.

WULLIEZ, p. 140.

Table des matières

Introduction	7
Chapitre I : La jeunesse de Babeuf	11
Chapitre II : La Révolution	25
Chapitre III : La République	51
Chapitre IV : Babeuf pendant la réaction thermidorienne	77
Chapitre V : Le déroulement de la Conjuration	103
Chapitre VI : Les idées de la Conjuration ...	161
Chapitre VII : La répression	193
Chapitre VIII : La postérité	231
Pour en finir	253
Bibliographie	257
Index sommaire des babouvistes	261

**Cet ouvrage a été saisi, enrichi et mis en pages par
EDI (Études et Documentation Internationales)
29, rue Descartes – 75005 Paris
Tél. : (1) 43 29 55 20**
